

Université de Montréal

# **L'exploitation des ressources halieutiques dans les eaux internationales : équité et protection de l'environnement**

Par

Francine Josiane WANDA KOUMGA

Faculté de Droit

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître en droit international  
Option LL.M.

Directrice de mémoire : Madame le professeur Suzanne LALONDE

Avril 2017

© Francine Josiane Wanda Koumga, 2017

## Résumé

En trente-quatre ans d'existence depuis sa première signature, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui est entrée en vigueur le 16 novembre 1994, avait été conclue pour mettre en place des lignes directrices des droits et des obligations des États concernant l'utilisation des océans, définissant ainsi des normes spécifiques pour la gestion des ressources marines naturelles. La Convention continue toutefois d'alimenter les discussions et les négociations concernant la réglementation de l'exploitation des ressources halieutiques hauturières. Des parties lointaines des océans qui sont longtemps restés protégées de toute intrusion humaine, à l'exception de quelques navires en transit, et d'une pêche pratiquée au large des côtes, connaissent aujourd'hui des pressions considérables.

En effet, à l'opposé des zones marines sous souveraineté (mer territoriale) ou sous juridiction de l'État côtier (zone économique exclusive), la liberté de pêche dans les eaux internationales est consacrée sur le plan juridique. Elle doit potentiellement profiter à tous les États, côtiers ou non; aucune discrimination juridique n'est alors envisagée. Cependant, cette liberté est mise en mal sur le plan pratique; les États possesseurs d'importants moyens de pêche rendent le principe illusoire. Cela aboutit à une surpêche, à une exploitation non rationnelle et déraisonnable des ressources halieutiques. Dès lors, l'on s'interroge sur le respect de l'équité, sur le sort de la gestion durable desdites ressources. De ce fait, comment concilier la liberté de pêche dans les eaux internationales avec l'impératif d'une gestion durable de ces ressources, afin qu'elle puisse profiter à tous les États? Au-delà de l'influence des considérations politico-juridiques qui ont quelque peu dénaturé l'essence même de la notion de patrimoine commun de l'humanité attribuée aux ressources minérales du fond de la haute mer (en dissociation des ressources halieutiques appartenant pourtant au même espace marin), la réalisation de cet impératif passe par l'attribution de la gestion des pêcheries hauturières à une organisation internationale de service public.

**Mots Clés :** Équité - exploitation – haute mer – juridiction - protection de l'environnement – liberté de pêche – patrimoine commun de l'Humanité - ressources halieutiques – service public international - souveraineté.

## **Abstract**

For almost 35 years, since its first signature, the United Nations Convention on the Law of the Sea which eventually came into force on the 16<sup>th</sup> of November 1994, was originally drafted to set guidelines for both rights and responsibilities for different nations all over the world regarding the use of world's oceans, setting specific standards for the management of marine natural resources. Nevertheless, the Convention continues to supply the discussions and the negotiations on the exploitation regulations of offshore fishery resources. Except some ships in transit and offshore fishing, distant parts of oceans that have long been protected from human intrusion, are now under considerable pressures.

Indeed, freedom of fishing in international waters is enshrined in the legal framework, unlike marine areas under the sovereignty (territorial sea) or under the jurisdiction of the coastal state (exclusive economic zone). Therefore, all states must potentially benefit from the freedom of fishing in international waters, whether coastal or non-coastal, with a non-tolerance for any legal discrimination. However, on a practical level, this freedom is undermined; for instance, some states possessing significant means of fishing make this principle illusory; hence, it leads some states to excessively overfish, leading to unreasonable exploitation of fisheries resources. And thus, questions are raised about respect for equity as well as the fate of the sustainable management of such resources. Therefore, how to reconcile freedom of fishing in international waters with a sustainable management of these resources so that all states can benefit from it? Beyond the influence of political and legal considerations that have distorted the very essence of the (notion of common heritage of mankind attributed to the mineral resources of the high seas), in dissociation of the fishery resources belonging to the same marine space, the achievement of this imperative requires the allocation of offshore fisheries management to an international public service organization.

## **Keywords**

**Equity - exploitation - high sea - jurisdiction - environmental protection - freedom of fishing - common heritage of mankind - fisheries resources - international public service - sovereignty.**

# Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	1
CHAPITRE 1 : LA MISE EN CONTEXTE DE LA CONVENTION DE MONTEGO BAY .....	21
SECTION 1 : « LES FORCES IMAGINANTES » DE LA CONVENTION .....	23
Paragraphe 1 : Historique des Conventions de Genève de 1958 .....	24
A- La réglementation de l'utilisation des mers jusqu'en 1958.....	24
B- L'émergence des conventions de Genève de 1958 .....	32
Paragraphe 2 : L'après-Genève ou la remise en cause du droit de la mer .....	36
A- La position des États d'Amérique Latine .....	37
B- La position des États africains.....	40
SECTION 2 : LES INNOVATIONS APPORTÉES PAR LA C.N.U.D.M. SUR LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA PÊCHE EN HAUTE MER : VERS LA PRISE EN COMPTE DES BESOINS DE L'HUMANITÉ .....	44
Paragraphe 1 : L'émergence de la zone économique exclusive (Z.E.E.).....	44
Paragraphe 2 : La redéfinition du principe de la liberté de la pêche en haute mer .....	51
CHAPITRE II : LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE DE LA PÊCHE EN HAUTE MER : ENTRE PARTAGE ET PROTECTION ENVIRONNEMENTALE .....	59
SECTION 1 : LE PARTAGE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE LA HAUTE MER.....	61
Paragraphe 1 : La prise en compte de l'équité dans l'exploitation des pêcheries en haute mer ....	64
A- Les facettes (manifestations) de l'équité dans la réglementation actuelle des pêcheries en haute mer.....	65
B- Les garanties à l'équité dans l'exploitation des pêcheries en haute mer.....	66
Paragraphe 2 : l'effectivité limitée de l'exploitation équitable des ressources halieutiques hauturières.....	67
A- Les conventions universelles réglementant la pêche hauturière.....	68
B- La prépondérance et les lacunes du régionalisme dans l'aménagement des pêcheries hauturières.....	78
SECTION 2 : LA PROTECTION LIMITÉE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE LA HAUTE MER.....	86

Paragraphe 1 : les moyens juridiques de protection des ressources halieutiques en haute mer .....	88
A- La Convention de Montego Bay du 10 décembre 1982.....	88
B- L'Accord sur les stocks chevauchants et les stocks grands migrateurs de 1995.....	93
C- Les instruments juridiques adoptés par la FAO.....	95
D- Les conventions régionales.....	98
Paragraphe 2 : Des usages de pêche nocifs à l'environnement marin en haute mer.....	99
A- L'effondrement des stocks de ressources halieutiques.....	99
1- Les prélèvements excessifs des pêcheries.....	100
2- Les activités de pêches illégales.....	101
B- La destruction de l'environnement marin par certaines techniques de pêche hauturières.....	104
CHAPITRE III : QUELLE GOUVERNANCE POUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES AU-DELA DES JURIDICTIONS NATIONALES? .....	107
SECTION I: LES PÊCHERIES HAUTURIÈRES ET L'INTÉRÊT DE L'HUMANITÉ .....	108
Paragraphe 1 : Origine et définition de la notion de patrimoine commun de l'humanité .....	108
A- Historique de la notion de patrimoine commun de l'humanité.....	109
B- Le contenu de la notion de patrimoine commun de l'humanité.....	111
Paragraphe 2 : La haute mer, patrimoine commun de l'humanité? .....	114
A- Les obstacles à la consécration de la haute mer comme patrimoine commun de l'humanité.....	114
B- L'urgence d'un régime communautaire des pêcheries hauturières.....	116
SECTION II : LA PÊCHE EN HAUTE MER : VERS L'INSTITUTIONNALISATION D'UN SERVICE PUBLIC INTERNATIONAL? .....	123
Paragraphe 1 : Le statut des membres du personnel de l'Organisation chargée de la gestion les pêcheries hauturières.....	124
A- Les rapports de force entre les organes délibérants.....	126
B- L'indépendance du personnel administratif.....	128
Paragraphe 2 : les ressources financières de l'Organisation .....	133
A- La définition des ressources financières.....	134
B- Les composantes du budget autonome de l'Organisation.....	135

CONCLUSION GÉNÉRALE.....	138
BIBLIOGRAPHIE.....	144

## Liste des sigles

A.G.N.U. : Assemblée générale des Nations Unies  
C.E. : Conseil d'État  
C.E.C.D.I. : Comité d'experts pour la codification du droit international  
C.E.E. : Communauté économique européenne  
C.I.J. : Cour internationale de justice  
CNUDM : Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer  
C.N.D.U.M. : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer  
COPACE : Comité des pêches pour l'Atlantique centre-est  
C.P.A. : Cour permanente d'arbitrage  
C.P.J.I. : Cour permanente de justice internationale  
C.S.N.U. : Conseil de sécurité des Nations Unies  
F.A.O. : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
G.A.J.A : Grands arrêts de la jurisprudence administrative  
I.D.I. : Institut de droit international  
OPANO : Organisation des pêches pour l'Atlantique nord-ouest  
O.R.P. : Organisations régionales de pêche  
O.U.A. : Organisation de l'unité africaine  
PAI-INDR : Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée  
R.C.M. : Rendement constant maximum  
R.T.N.U. : Recueil des traités des Nations Unies  
S.D.N. : Société des Nations  
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
V.A.C. : Volume admissible de captures  
Z.E.E. : Zone économique exclusive  
Z.I.F.M. : Zone internationale des fonds marins

*À ma mère*

*À toutes les femmes qui m'ont élevé*



# Remerciements

Je remercie avec beaucoup de gratitude tous ceux et celles qui n'ont pas cessé de m'orienter, de m'encourager et de m'apporter leurs conseils, contribuant ainsi de près ou de loin à l'élaboration de ce mémoire.

Mes remerciements s'adressent en priorité à ma directrice de mémoire, la professeure Suzanne Lalonde, qui a pris une attention particulière à diriger ce mémoire. Je rends ici hommage à ses qualités humaines (patiente et compréhensive), pédagogiques et scientifiques et la pertinence de ses interventions qui se sont toujours avérées utiles voire déterminantes pour l'aboutissement de ce mémoire.

Je tiens ensuite à adresser mes remerciements à la faculté de Droit et à la faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal, ainsi qu'à tout son personnel, pour leur appui inconditionnel aussi bien psychologique que financier, qui m'a permis de me consacrer davantage à la rédaction de ce mémoire. Je ne saurai remercier la faculté de droit sans remercier mes enseignants pour la qualité de leurs enseignements sans lesquels je n'aurais pu développer des aptitudes de recherche nécessaires à la réalisation de ce travail, et m'intégrer au sein de ma nouvelle université.

Mes remerciements vont enfin à l'endroit des personnes qui me sont chères et qui n'ont jamais cessé de croire en moi, même dans mes moments de faiblesses. Je tiens donc à adresser mes sincères remerciements aux membres de ma famille, qui ont tous contribué d'une façon ou d'une autre, à l'élaboration de ce mémoire. À tous mes collègues et amis qui ont toujours été présents dans les moments difficiles de rédaction, veuillez trouver en ce mémoire, l'expression de ma profonde reconnaissance.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

*« Le profond bouleversement qui remue aujourd'hui la vie internationale provient du fait que l'évolution des techniques rend les nations interdépendantes. Cette solidarité objective qui, d'une part, rapproche les peuples sur le plan matériel avive, d'autre part, les contradictions entre eux. Celle-ci n'existait pas dans la collectivité internationale classique, lorsque les nations n'avaient guère à se préoccuper de ce qui se passait au loin et ne prêtaient attention qu'à leurs voisins. »<sup>1</sup>*

Entre la navigation, la production électrique, l'extraction des ressources minières et énergétiques et la pêche, il ressort que l'espace marin est un site privilégié d'activités économiques. Aujourd'hui, la pêche en mer constitue plus qu'hier, un enjeu économique très important opposant plusieurs États; en effet, les petits chalutiers artisanaux ont été remplacés par d'énormes navires de pêche dont la capacité monstre d'exploitation est impressionnante. De ce fait, malgré les multiples efforts fournis par la communauté internationale, conjugués à ceux des États pris individuellement, ce domaine d'activité échappe à un contrôle coordonné et efficace des acteurs de la scène internationale. À vrai dire, la mer ne constitue pas un ensemble homogène sur lequel les États exercent tous une compétence identique. En fonction de l'espace maritime sur lequel on se trouve, une certaine catégorie de droits est accordée à l'État côtier et aux autres États. De prime abord, entre la souveraineté sur certains espaces marins d'un côté

---

<sup>1</sup> R.-J. DUPUY, « Communauté internationale et disparité de développement », (1979), vol. 4, tome 165, Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye, 117.

(les eaux intérieures, la mer territoriale)<sup>2</sup> et le régime de la liberté de l'autre côté (la haute mer)<sup>3</sup>, il apparaît une sorte de conjugaison des deux régimes dans la zone économique exclusive (ci-après Z.E.E.) et dans la zone contiguë<sup>4</sup>. Dans toutes ces zones, une multitude d'activités s'y exercent mais la pêche y demeure l'activité la plus importante. En effet, au fur et à mesure que l'on s'éloigne des côtes, les États perdent progressivement leur emprise sur les espaces marins. On s'éloigne donc progressivement des espaces sur lesquels l'État exerce la plus grande emprise vers ceux sur lesquels il ne possède plus d'emprise pour reprendre les termes de J.-P. Pancraccio<sup>5</sup>.

De même que l'importance de la pêche s'est accrue au cours des siècles<sup>6</sup>, de même l'ensemble des droits attribués aux États dans des espaces maritimes déterminés a évolué<sup>7</sup>. La haute mer et la Z.E.E. sont les deux espaces maritimes par excellence dans lesquels de nombreux litiges naissent généralement entre les États; Et pour cause, la Z.E.E. à elle seule, contient plus de 95% des ressources biologiques de la mer<sup>8</sup>.

---

<sup>2</sup> L'état exerce sur ses eaux intérieures, les mêmes compétences que celles qu'il exerce sur son territoire terrestre. Il s'agit d'une compétence pleine et exclusive. L'état exerce sur son territoire la totalité de ses compétences et il est par ailleurs le seul à exercer ces compétences. C'est ce que rappelle la sentence arbitrale de Max Huber (*Affaire de l'Île de Palmas (États-Unis c. Pays-Bas)*, Sentence arbitrale, 4 avril 1928, Cour Permanente d'arbitrage). Dans la mer territoriale, en vertu de l'article 2 de la Convention de Montego Bay de 1982 sur le droit de la mer, l'État y exerce sa souveraineté dans les conditions prévues par la convention et les autres règles de droit international. Cette souveraineté n'est donc pas absolue comme dans les eaux intérieures car les compétences exclusives de l'État côtier dans la mer territoriale sont tempérées par le droit de passage inoffensif dont jouissent tous les États, qu'ils soient côtiers ou sans littoral (section 3 de la partie II de la Convention de 1982).

<sup>3</sup> En vertu de l'article 87 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la haute mer est un espace ouvert à la communication et à la navigation maritime, aérienne, nationale ou internationale, sans consentement préalable d'aucun État (voir *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982, R.T.N.U., vol. 1834, p.3, art. 87).

<sup>4</sup> C'est une zone de compétence résiduelle de l'État côtier. La juridiction signifie non pas la souveraineté qui renvoie à la plénitude et à l'exclusivité de compétence mais plutôt au pouvoir reconnu à un État conformément à la Convention de 1982 et à d'autres règles internationales, d'adopter une réglementation voire d'exercer une juridiction. Voir C.N.U.D.M., arts. 33 et 303 pour la zone contiguë et arts. 56, 69 et 70.

<sup>5</sup> Jean-Paul PANCRACTIO, *Droit international des espaces : air, mer, fleuves, terre, cosmos*, coll. Collection U. Droit, Paris: A. Colin, 1997, p. 1.

<sup>6</sup> Francisco VICUNA ORREGO, *La zone économique exclusive : régime et nature juridique dans le droit international*, tome 199 *Recueil de cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 22.

<sup>7</sup> Syma A. EBBIN, Alf HAKON HOEL et Are K. SYDNES (dir.), *A Sea Change: The Exclusive Economic Zone and Governance Institutions for Living Marine Resources*, Dordrecht, Springer, 2005, p. Xi.

<sup>8</sup> Id.

Dans l'antiquité, la mer servait essentiellement à la navigation, au commerce et à la pêche. Il existait donc un antagonisme entre le désir des États d'instaurer un régime de la liberté de la mer et un désir de s'approprier une part du gâteau. Au moyen-âge, les États comme la Grande-Bretagne, le Danemark et la Suède s'octroyèrent une souveraineté sur certains espaces de la mer. En effet, l'Angleterre revendiqua la souveraineté sur la mer du nord et sur une partie de l'océan Atlantique; le Danemark et la Suède quant à eux, réclamèrent la souveraineté sur la mer baltique<sup>9</sup>. Cependant, ce n'est qu'au XVII<sup>e</sup> siècle qu'un véritable débat est né entre les tenants de la souveraineté maritime<sup>10</sup> et les tenants de la liberté des mers<sup>11</sup>. Le principe de la liberté a triomphé car il était à l'avantage des grandes puissances maritimes commerçantes; le capitalisme naissant nécessitait des voies de communication maritimes en vue des échanges commerciaux. Toutefois, ce principe de la liberté des mers va très vite se révéler être dévastateur des océans avec l'avènement des progrès scientifiques et techniques au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, la mer sert tout aussi pour ses ressources nouvellement découvertes et alors considérées comme inépuisables, que comme voie de navigation. L'on peut citer entre autres le pétrole offshore et les multiples ressources des fonds marins. Ces découvertes de nouvelles ressources auront un impact considérable sur le droit de la mer. Ainsi, le droit de la mer se trouve désormais affecté par les revendications des États côtiers sur les espaces maritimes adjacents à leurs côtes. C'est principalement avec la Déclaration Truman du 28 septembre 1945 sur le plateau continental que ce mouvement va se développer<sup>12</sup>. Cette

---

<sup>9</sup> Richard B. MCNEES, « Freedom of Transit through International Straits », dans *Journal of Maritime Law and Commerce*, p. 176, en ligne: [http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/jmlc6&div=17&g\\_sent=1&collection=journals#](http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/jmlc6&div=17&g_sent=1&collection=journals#) (consulté le 28 mars 2016).

<sup>10</sup> J. Selden, *Mare Clausum*, cité par Ahmed MAHIOU, *Ombres et Lumières Sur Les Compétences de l'État*, 337 Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye, 2008, p. 123- 140; William WELWOOD, *Abridgement of all Sea Lawes*, 1613; John BURROUGHS, *The Sovereignty of the British Seas*, 1633.

<sup>11</sup> Hugo GROTIUS, *Mare liberum*, New York: Oxford University Press, 1916; P. MEADOWS, *Observations Concerning the Dominion and Sovereignty of the Seas*, 1689.

<sup>12</sup> La déclaration Truman porte le nom de son auteur, alors Président des États-Unis. On peut y lire, « conscient qu'il importe de conserver et d'utiliser avec prudence ces ressources naturelles (présence de nappes pétrolifères dans le prolongement sous-marin de la masse terrestre), le gouvernement des États-Unis considère les ressources du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental recouvert par la haute mer, mais contigu à la côte des États-Unis, comme appartenant aux États-Unis, et soumis à sa juridiction et son contrôle ». Pour le texte de cette Proclamation, voir Lay, Churchill, Nordquist, *New Directions*, vol. I, p. 106-109.

revendication sera suivie par les autres États disposant d'un plateau continental à l'exemple du Chili<sup>13</sup>, du Honduras<sup>14</sup>, du Portugal<sup>15</sup> et du Mexique<sup>16</sup>.

Dans cet élan, quatre conventions morcelant la mer seront adoptées à Genève à l'issue de la 1<sup>ère</sup> Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer le 29 avril 1958<sup>17</sup>. Il s'agit en effet de la Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe, adoptée le 29 avril 1958 et entrée en vigueur le 10 septembre 1964<sup>18</sup>; de la Convention sur la haute mer, adoptée le 29 avril 1958 et entrée en vigueur le 30 septembre 1962<sup>19</sup>; de la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, adoptée le 29 avril et entrée en vigueur le 20 mars 1966<sup>20</sup>; et enfin de la Convention sur le plateau continental signée le 29 avril 1958 et entrée en vigueur le 10 juin 1964<sup>21</sup>. Il est donc à signaler que la mer sera à cette époque répartie en deux catégories d'espaces : d'une part ceux sous souveraineté de l'État côtier et d'autre part, ces espaces-là qui n'appartiennent à aucun État. Au sens de ces conventions, l'État côtier perd de plus en plus de pouvoirs au fur et à mesure que l'on s'éloigne de ses côtes.

Plus tard, ce fut au tour des pays du tiers monde et des pays dépourvus de plateau continental, de manifester leurs réticences au principe de la liberté des mers. Les pays en développement, nouvellement indépendants pour la plupart, s'inquiétèrent de l'application de ces conventions adoptées sans eux. Les revendications de ces derniers allaient donc dans le but de pouvoir profiter eux aussi, et au même titre que les pays développés, des avantages de la mer. Bien plus, les pays en développement, dépourvus de moyens logistiques et techniques leur permettant d'avancer plus loin dans la mer, redoutaient une exploitation des ressources marines par une poignée d'États développés, à leur détriment. C'est dans cette optique qu'en août 1952,

---

<sup>13</sup> *Déclaration présidentielle concernant le plateau continental*, du 23 juin 1947, Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/1, p. 6.

<sup>14</sup> *Décret du Congrès n° 102 du 7 mars 1950, portant modification de la Constitution politique, ibid.*, p. 11

<sup>15</sup> *Acte n° 2080 du 21 mars 1956 relatif au plateau continental*, Laws and Regulations on the Regime of the High Seas (volumes I et II) et Laws Concerning the Nationality of Ships, Série législative des Nations Unies, New York, 1959, ST/LEG/SER.B/8 (ci-après : Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/8), p. 16.

<sup>16</sup> *Article 42 de la Constitution politique des États-Unis du Mexique*, Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/15, p. 380.

<sup>17</sup> Tullio TREVES, *Les Conventions de Genève sur le droit de la mer 1958*, 2012, en ligne : <[http://legal.un.org/avl/pdf/ha/gclos/gclos\\_f.pdf](http://legal.un.org/avl/pdf/ha/gclos/gclos_f.pdf)> (consulté le 18 janvier 2016).

<sup>18</sup> *Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe*, 29 avril 1958, R.T.N.U., vol. 516, p. 205.

<sup>19</sup> *Convention sur la haute mer*, 29 avril 1958, R.T.N.U., vol. 450, p.11.

<sup>20</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, 29 avril 1958, R.T.N.U., vol. 559, p. 285.

<sup>21</sup> *Convention sur le plateau continental*, 29 avril 1958, R.T.N.U., vol. 499, p.311.

le Chili, l'Équateur et le Pérou signent la Déclaration de Santiago<sup>22</sup>. Il s'agissait pour ces derniers, d'élargir leurs souverainetés respectives jusqu'à 200 miles marins à partir de la ligne de base de la mer territoriale de chacun de ces États<sup>23</sup>.

Dans le même temps, les pays en développement voulaient faire répartir équitablement les richesses des fonds marins dont les moyens financiers et technologiques de l'exploitation étaient entre les mains des pays industrialisés. Les États partageaient dans l'ensemble l'idée d'une zone internationale des fonds marins (ci-après Z.I.F.M.). Mais, il se posait toutefois la question de savoir comment elle serait organisée et gérée. Les pays en développement militaient pour une organisation internationale agissant pour le compte de tous les États tandis que les pays industrialisés étaient hostiles à cette idée<sup>24</sup>. La Z.I.F.M. constituera alors le tendon d'Achille de la 3<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Les États-Unis vont demander que soit amendé le régime des fonds marins internationaux; le groupe des 77<sup>25</sup> s'y opposera. C'est finalement le point de vue du groupe des 77 qui va triompher. Ainsi, sera adoptée la Résolution 2749 (XXV) par l'Assemblée générale des Nations Unies de 1970<sup>26</sup>, à l'initiative d'Arvid Pardo<sup>27</sup>.

Face à ces revendications de souverainetés, les États développés cherchaient une solution plus acceptable. C'est dans ce contexte de fortes revendications des pays du sud qui s'auto accordèrent des droits souverains de pêche dans la limite de 200 milles marins à partir de la ligne de base de la mer territoriale, que naît la zone économique exclusive<sup>28</sup>. La Zone

---

<sup>22</sup> *Declaration on the Maritime Zone*, 18 August 1952, en ligne : <<https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201006/volume-1006-I-14758-English.pdf>> (consulté le 18 avril 2016) \*.

<sup>23</sup> Luis VALENCIA-RODRIGUEZ, « The Contributions of Latin America to the Implementation of the UNCLOS », dans *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Leiden, Boston, Brill Nijhoff, 2015, p. 155-158.

<sup>24</sup> PHILIPPE. VINCENT, *Droit de la mer*, coll. Droit international, Bruxelles, Larcier, 2008, p. 143.

<sup>25</sup> « Le groupe des 77 à ses débuts », *Chronique ONU. Le magazine des Nations Unies*, vol LI, n° 1, 2014, en ligne : <<http://unchronicle.un.org/fr/article/le-groupe-des-77-ses-d-buts-0/>> (consulté le 29 janvier 2016).

<sup>26</sup> Assemblée générale, *Résolution 2749 (XXV). Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale*, en ligne : <[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/2749\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2749(XXV)&Lang=F)> (consulté le 9 avril 2016).

<sup>27</sup> UNITED NATIONS, « Dr. Arvid Pardo, "father of law of sea conference", dies at 85, in Houston, Texas », *Meetings Coverage and Press Releases*, SEA/1619, 16 juillet 1999, en ligne : <<http://www.un.org/press/en/1999/19990716.SEA1619.html>> (consulté le 9 avril 2016).

<sup>28</sup> Id., p. 160-172

économique a universellement été consacrée dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ci-après C.N.U.D.M) et entrée en vigueur le 16 novembre 1994<sup>29</sup>. En effet, d'une haute mer englobant toutes les parties de la mer située au-delà de la limite extérieure de la mer territoriale, on a progressivement évolué vers une division de celle-ci. La haute mer se situe désormais à une zone dont la distance des côtes est supérieure à 200 milles marins<sup>30</sup>. Sa superficie a donc été significativement réduite même si elle recouvre toujours une importante partie de la planète<sup>31</sup>.

On peut donc constater que la mer, du fait d'un contexte politico-économique et juridique en mouvement, a subi des mutations. De ce fait, dans l'optique de ne pas aboutir à un travail vaseux et éparse, il s'avère important de procéder à une circonscription de cette étude. La délimitation qui en sera faite revêt trois dimensions : tout d'abord spatiale, ensuite temporelle et enfin matérielle.

Les eaux internationales, comme leur nom l'indique, concernent tous les États. Nous nous appesantirons donc sur les espaces sur lesquels aucune souveraineté, ni aucune juridiction d'un État côtier quelconque, ne s'applique, en l'occurrence la haute mer. Les concepts de haute mer et d'eaux internationales seront utilisées comme synonymes dans le cadre de travail. On peut donc dire que notre étude concerne l'ensemble des États qui sont liés par la C.N.U.D.M. de 1982. Nous pouvons même aller plus loin en affirmant que même les États qui ne l'ont pas ratifié en sont concernés en raison du fait que le régime de la liberté de la haute mer existe depuis très longtemps en droit coutumier<sup>32</sup>.

Le cadre temporel de ce travail s'étend sur une période allant de décembre 1982 à avril 2017. Le choix de l'année 1982 s'explique par le fait historique qui a marqué l'histoire du droit de la mer : l'adoption de la C.N.U.D.M., encore appelée « constitution des océans »<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> C.N.U.D.M., supra note 3.

<sup>30</sup> Id., art. 86

<sup>31</sup> Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture, *Cap sur le futur du patrimoine mondial marin – N° 28 – Résultats de la première réunion des gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial, Honolulu (Hawaii), 1er–3 décembre 2010*, Unesco, p. 17, en ligne: < <http://whc.unesco.org/fr/documents/106613/> > (consulté le 18 avril 2016) \*.

<sup>32</sup> *Convention sur la haute mer*, préc., note 19, préambule.

<sup>33</sup> Tommy T.B. KOH, « Une constitution pour les océans », dans *Le droit de la mer - Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, New-York, Nations-Unies, 1984, p. xix-xxiv.

En effet, cette Convention vient rassembler en une seule, toutes les conventions préexistantes qui justifiaient par leur séparation même, des divergences d'intérêts, chaque État signant et ratifiant les Conventions qui convenaient le mieux à ses aspirations politiques et économiques. C'est l'exemple de la France qui ne ratifia que les deux dernières Conventions de 1958. Pour mettre en exergue dans une certaine mesure, cette convergence d'intérêts apportée par la C.N.U.D.M., Tommy T.B. Koh, Président de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui donna naissance à ladite Convention, déclarait au moment de l'adoption de ladite Convention :

*« Aujourd'hui, 10 décembre 1982, nous avons établi un nouveau record dans l'histoire du droit. Jamais dans les annales du droit international une convention n'avait été signée par 119 pays dès le premier jour où elle était ouverte à la signature. Pour remarquable que soit ce nombre de signataires, tout aussi important est le fait que la convention ait été signée par des États de toutes les régions du monde – du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, - par des États côtiers aussi bien que par des États sans littoral et des États géographiquement désavantages.*

*Lorsque nous nous sommes embarqués pour ce long et difficile voyage en quête d'une nouvelle convention sur le droit de la mer qui devrait embraser 25 sujets et problèmes, il n'a pas manqué de voix pour nous dire que notre objectif était trop ambitieux et resterait inaccessible. Nous avons mis les sceptiques dans leur tort en réussissant à adopter une convention portant sur tous les aspects des utilisations et des ressources de la mer. (...) Bien que la convention soit la résultante d'une série de compromis, leur ensemble forme un tout indissoluble. C'est pourquoi la convention ne prévoit pas des réserves. Il n'est pas possible pour les États d'y prendre ce qu'ils veulent en laissant de côté ce qui ne leur plaît pas... »<sup>34</sup>.*

Le choix de l'année 2017 s'explique quant à lui par le fait que cette année et plus précisément le mois d'avril, marque la fin de notre recherche. Par conséquent, nous ne pourrions

---

<sup>34</sup>Id., p. xix et xxiii



donc pas dans le cadre de notre travail prendre en compte les événements intervenus après cette date.

Dans un tout autre angle, les normes régissant l'exploitation des ressources halieutiques dans les eaux internationales peuvent être de différentes natures. D'un point de vue géographique, elles peuvent être multilatérales<sup>35</sup>, régionales<sup>36</sup>, ou encore unilatérales<sup>37</sup>. D'un point de vue scientifique, ces règles peuvent également être édictées pour s'appliquer à une espèce particulière de ressource halieutique. C'est le cas de la C.N.U.D.M. et de nombreux accords qui régissent les espèces halieutiques soit en fonction de leur appartenance à un groupe bien déterminé, soit en fonction de leur mode de reproduction, soit en fonction de l'espace géographique dans lequel on les retrouve<sup>38</sup>. Nous n'allons pas ici nous attarder sur toutes ces divisions qui à notre sens, se révèlent plus scientifiques que juridiques, et pourraient de ce fait nous conduire à une étude biologique de ces différentes espèces. Notre travail consistera donc à analyser les instruments internationaux régissant l'exploitation des ressources halieutiques d'un point de vue juridique, en ne tenant pas compte de leurs spécificités, afin de questionner leur effectivité et leur efficacité. Cependant, et en raison de sa relative réussite depuis l'adoption de la Convention régionale, la réglementation de la pêche dans la mer de Behring nous servira d'accroche centrale<sup>39</sup>.

Dès lors, le concept d'exploitation qui est au cœur de notre étude mérite une attention particulière. Le terme exploitation devrait être entendu comme l'action même de prélever les ressources de la mer. Cette action passe donc aussi bien par la gestion que par la conservation des ressources halieutiques de la mer; gestion qui se veut rationnelle au regard des

---

<sup>35</sup> André NOLLKAEMPER, « Unilateralism/Multilateralism », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1682>> (consulté le 9 avril 2016).

<sup>36</sup> Mathias FORTEAU, « Regional Co-operation », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e671>> (consulté le 9 avril 2016).

<sup>37</sup> A. NOLLKAEMPER, préc., note 35.

<sup>38</sup> La Convention de 1982 sur le droit de la mer a procédé à une réglementation des espèces en fonction de mode de reproduction et de migration. En ce sens, elle les a classifiés en espèces grands migrants (art. 64), en mammifères marins (art. 65), en espèces anadromes (art. 66) et en espèces catadromes (art. 67).

<sup>39</sup> Magali LE HARDY, *Que reste-t-il de la liberté de la pêche en haute mer ? : De l'exploitation individuelle à la gestion collective : Essai sur le régime juridique de l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer*, Paris, Pedone, 2002, p.336-337.

différentes normes en la matière. Nous y reviendrons de façon plus étendue tout au long de notre analyse; la conservation quant à elle n'est que le corollaire d'une gestion rationnelle desdites ressources.

Pour ce qui est des ressources halieutiques, il faut dire qu'elles renvoient aux ressources biologiques, par opposition aux ressources non biologiques, telles que mentionnées dans la C.N.U.D.M. La Convention de 1958 sur les ressources biologiques de la haute mer, dont le but était justement d'encadrer les activités de pêche dans cet espace maritime, abonde également dans le sens de cette assertion tel que l'indique très clairement son intitulé. Les ressources halieutiques s'entendent « des ressources biologiques composant la communauté ou la population dans laquelle les prises sont prélevées dans le cadre d'une pêcherie »<sup>40</sup>. Strictement parlant, les ressources halieutiques concernent tout ce qui touche à la pêche<sup>41</sup>.

Les eaux internationales quant à elles renvoient à cette partie de la mer qui ne se trouve sous la souveraineté ou sous la juridiction d'aucun État. Les eaux internationales ne sont alors rien d'autre que la haute mer. Les détroits internationaux, bien que soumis aux principes de la liberté de navigation et de survol, sont exclues des eaux internationales par la C.N.U.D.M.<sup>42</sup>. Dès lors, la haute mer a été définie de façon négative dans la septième partie de la C.N.U.D.M. de 1982 sur le droit de la mer, en son article 86. On peut y lire que la haute mer se définit comme « *toutes les parties de la mer qui ne sont comprises ni dans la zone économique exclusive, la mer territoriale ou les eaux intérieures d'un État, ni dans les eaux archipélagiques d'un État archipel* »<sup>43</sup>.

On peut donc dire à partir de cette définition qui nous est donnée par la C.N.U.D.M. que toutes les parties de la mer qui ne rentrent pas dans les espaces expressément exclus à l'article 86 font partie de la haute mer. Et par ricochet, les droits que les États exercent en haute mer ne peuvent

---

<sup>40</sup> FAO, Département des pêches, *Directives techniques pour une pêche responsable. Aménagement des pêcheries*, 1999, en ligne : < <http://www.fao.org/docrep/003/w4230f/w4230f08.htm#bm8> > (consulté le 09 novembre 2015).

<sup>41</sup> LUCCHINI L., VOELCKEL M., *Droit de la mer. Tome 2 Délimitation, navigation et pêche. Volume 2, Navigation et pêche*. Éd. Pédone, Paris, 1990. P.378

<sup>42</sup> C.N.U.D.M., arts. 34 à 45. Cette Convention consacre 12 articles à la navigation internationale dans les détroits internationaux. Tout en assurant la liberté de navigation (passage en transit et passage inoffensif) et de survol dans ces espaces, la C.N.U.D.M. soumet leur accès à une panoplie de règles et de conditions qui garantissent les droits de souveraineté et les droits souverains des États côtiers.

<sup>43</sup> C.N.U.D.M., art. 86

en aucun cas empiéter sur les droits que chaque État exerce sur les parties de la mer placées soit sous sa souveraineté, soit sous sa juridiction.

L'éminent juriste J-P. Pancraccio propose une définition positive de la haute mer. Cet auteur définit la haute mer comme cette partie de la mer qui « commence à la limite externe de la zone économique exclusive de l'État riverain considéré, donc au-delà des 200 miles nautiques des lignes de base de la mer territoriale, à quelques 370 kilomètres des côtes »<sup>44</sup>. La haute mer est donc un espace non soumis à la souveraineté et à l'appropriation des États. De ce fait, la coutume internationale et le droit conventionnel de la mer consacrent un certain nombre de libertés au sujet de la haute mer, en l'occurrence, la liberté de pêche<sup>45</sup>. Cela signifie que tous les États ont juridiquement accès aux ressources halieutiques des eaux internationales. La liberté de pêche profite théoriquement à tous les États. Autrement dit, aucune discrimination juridique n'est alors envisagée. Le même droit conventionnel est cependant conscient des risques qui pourraient résulter de l'exercice d'une liberté absolue de la pêche en haute mer<sup>46</sup>. Il crée à cet effet un système conventionnel de conservation des ressources halieutiques qui concerne tous les États; et partant, un système qui profiterait à tous les États et qui serait équitable tel qu'il ressort du préambule de la Convention de 1982 sur le droit de mer<sup>47</sup>. Finalement, est ce que l'équité n'est respectée que dans la mesure où dans un sens (non-discrimination), comme dans l'autre (institution d'un système conventionnel de conservation des ressources halieutiques), tous les États sont concernés? La notion d'équité n'a malheureusement pas été définie par la C.N.U.D.M. Cependant, le dernier paragraphe du préambule de la C.N.U.D.M. fait mention des règles et principes du droit international général comme compléments à la C.N.U.D.M. La notion d'équité fait en effet partie des six éléments distincts des sources du droit international mentionnés à l'article 38 du statut de la Cour Internationale de Justice (ci-après C.I.J.)<sup>48</sup>. Malheureusement l'article 38 précité ne va plus loin

---

<sup>44</sup> Jean-Paul PANCACCIO, *Droit de la mer*, coll. Précis Dalloz. Droit public, science politique, Paris, Dalloz, 2010.

<sup>45</sup> C.N.U.D.M., art. 87

<sup>46</sup> C.N.U.D.M., arts. 117, 118, 119 et 120.

<sup>47</sup> C.N.U.D.M., préambule, par. 1 et 3

<sup>48</sup> *Statut de la Cour Internationale de Justice*, 24 octobre 1945, en ligne : < <https://treaties.un.org/doc/source/docs/charter-all-lang.pdf#page=55> > (consulté le 14 décembre 2015) \*, p. 21-30.

qu'une simple énumération. Il ne nous donne aucune définition de la notion d'équité. On peut simplement y lire :

*« 1) La Cour dont la mission est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis applique :*

- a- Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige;*
- b- La coutume internationale, comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit;*
- c- Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;*
- d- Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit;*

*2) La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord de statuer ex aequo et bono (équité)<sup>49</sup>»<sup>50</sup>.*

L'énumération de l'article 38 n'établit pas de hiérarchie entre les différentes sources principales et secondaires invoquées. La jurisprudence et la doctrine apparaissent en revanche clairement comme des sources auxiliaires tandis que l'équité est purement facultative.

La notion d'équité est pourtant mentionnée à plusieurs reprises dans le préambule de la C.N.U.D.M. Elle peut être entendue comme une source morale fondamentale ou un raisonnement dans lequel le droit trouve ses fondements. Dans un tout autre sens, l'équité peut aussi renvoyer à l'impartialité et contenir des exceptions à une législation pour s'adapter au cas par cas. C'est le cas par exemple pour ce qui est des règles concernant les mineurs en matière criminelle. C'est également le cas en matière environnementale pour ce qui est des avantages et exemptions accordées aux pays en voie de développement. Il s'agit alors de prévoir

---

<sup>49</sup> Parenthèse ajoutée par l'auteur.

<sup>50</sup> Statut de la C.I.J., art. 38.

un traitement différentiel se fondant sur des raisons économiques, sociales ou culturelles<sup>51</sup>. La Convention sur les changements climatiques en est une illustration forte<sup>52</sup>. Elle met en avant le principe « *des responsabilités communes mais différenciées* », ainsi que la mise en œuvre de ladite Convention en fonction des « *capacités respectives* » des États. Il en est de même des règles régissant la protection des minorités et des peuples autochtones<sup>53</sup>. L'équité intervient également pour combler un vide juridique. Ainsi, dans une affaire rendue par la Cour Permanente de Justice Internationale (ci-après C.P.J.I.), l'affaire « *Des prises d'eau à la Meuse* », l'équité a été qualifiée par la Cour de Principe général de droit<sup>54</sup>. Par ailleurs, l'équité peu tout aussi signifier l'utilisation équitable des ressources naturelles partagées. Cette assertion a été retenue par la C.I.J. dans l'affaire sur le projet Gabčíkovo-Nagymaros<sup>55</sup> et dans les affaires sur la compétence en matière de pêcheries<sup>56</sup>. Dans ces dernières affaires, la C.I.J. affirme que l'obligation d'utilisation raisonnable et de négociation de bonne foi vise un résultat équitable

<sup>51</sup> Dominique CARREAU et Fabrizio MARELLA, « L'Équité », dans *Droit international*, 11e éd., Paris, A. Pedone, 2012, en ligne : <[http://www.pedone.info/di/Carreau-Marrella\\_Chap14.pdf](http://www.pedone.info/di/Carreau-Marrella_Chap14.pdf)> (consulté le 7 février 2016).

<sup>52</sup> *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, R.T.N.U. vol. 1771, p. 107 (entrée en vigueur le 21 mars 1994), préambule (par. 10 et 22), art. 3 par. 2, art. 4 par. 7 et 8, art. 11 par. 5.

<sup>53</sup> La protection des minorités et des peuples autochtones réside dans la mise en place des mécanismes qui favorisent la non-discrimination à leur égard et leur donnent une égalité des chances qu'avec les autres peuples, visant leur insertion dans les processus décisionnels ainsi que leur développement économique, social, culturel et autres. Pour des connaissances approfondies sur la protection des minorités et des peuples autochtones, voir : Norbert ROULAND, Stéphane PIERRÉ-CAPS et Jacques POUMARÈDE, *Droit des minorités et des peuples autochtones*, Presses universitaires de France Paris, 1996, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/rouland\\_norbert/droits\\_des\\_minorites/rouland\\_droits\\_minorites.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/rouland_norbert/droits_des_minorites/rouland_droits_minorites.pdf)> (consulté le 19 avril 2016); Alexis TIOUKA et Philippe KARPE, « Droits des peuples autochtones à la terre et au patrimoine », (1998) 40-1 *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée* 611-633; Yves PLASSERAUD, *Les minorités*, Montchrestien, 1998; James Mouangué KOBILA, *La protection des minorités et des peuples autochtones au Cameroun: entre reconnaissance interne contrastée et consécration universelle réaffirmée*, Dianoïa, 2009; Françoise MORIN et Bernard Saladin D'ANGLURE, *Le développement politique des peuples autochtones dans les États-nations*, J.-M. Tremblay, 2012, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin\\_francoise/devel\\_pol\\_peuples\\_autochtones/devel\\_pol\\_peuples\\_autochtones.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin_francoise/devel_pol_peuples_autochtones/devel_pol_peuples_autochtones.pdf)> (consulté le 19 avril 2016); Françoise MORIN, *Vers une déclaration universelle des droits des peuples autochtones*, J.-M. Tremblay, 2013, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin\\_francoise/vers\\_declaration\\_droits\\_peuples/vers\\_declaration\\_droits\\_peuples.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin_francoise/vers_declaration_droits_peuples/vers_declaration_droits_peuples.pdf)> (consulté le 19 avril 2016).

<sup>54</sup> *Affaire des prises d'eau à la Meuse (Belgique c. Pays-Bas)*, C.P.J.I., *Recueil (série A/B)*, n° 70, 25, p. 76 (28 juin 1937).

<sup>55</sup> *Projet Gabčíkovo/Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)*, C.I.J. *Recueil* 1997, 7, p. 56 (25 septembre 1997).

<sup>56</sup> *Affaires sur la compétence en matières de pêcheries (Royaume Uni c. Islande; République Fédérale d'Allemagne c. Islande)*, arrêts du 25 juillet 1974, C.I.J. *Recueil* 1974, en ligne : < <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=3&code=bi&case=56&k=f9&p3=0> >; < <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=3&code=gi&case=55&k=9d&p3=0> > (consulté le 17 janvier 2015).

tout en prenant en compte les besoins de conservation et les intérêts de tous les exploitants de ressources<sup>57</sup>. C'est cette dernière assertion qu'il convient de retenir dans le cadre de notre travail. Il va sans dire que la Convention sur le droit de la mer cherche justement à régler les problèmes de conservation des ressources de la haute mer tout en mettant en place une politique qui permettrait potentiellement à tous les États de bénéficier de ces ressources. Dans cet ordre d'idées, cette équité dont il est ici question peut donc revêtir un caractère intra-générationnel ou intergénérationnel<sup>58</sup>. Le premier renvoie à une utilisation équitable des ressources entre les êtres de la même génération; dans le cas d'espèce, équité entre les États. Le second renvoie à une utilisation équitable des ressources halieutiques pour les générations futures<sup>59</sup>.

Les notions intra-générationnel et intergénérationnel sont deux notions qui sont également au cœur du droit de l'environnement. Le nombre croissant de catastrophes naturelles, le caractère limité des ressources naturelles, la démographie galopante, etc. ont largement contribué à la prise de conscience par les États de la nécessité d'encadrer juridiquement la matière environnementale. La notion d'environnement qui se trouve être une notion essentielle de notre recherche mérite une attention particulière. Dans son avis sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, la C.I.J. précise que « *l'environnement n'est pas une abstraction, mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépend la qualité de leur vie et de leur santé, y compris pour les générations à venir* »<sup>60</sup>. Il ressort donc clairement de cette définition, la nécessité de protéger l'environnement aussi bien pour les générations présentes que pour les générations futures. Les rédacteurs de la C.N.U.D.M. quant à eux ne sont pas restés indifférents à la question de la participation au bénéfice juste et équitable des ressources marines. Dans ce sens, la C.N.U.D.M. n'a pas manqué de le souligner dans son préambule :

*« Considérant que la réalisation de ces objectifs contribuera à la mise en place d'un ordre économique et international juste et équitable dans*

---

<sup>57</sup> Id., p. 29.

<sup>58</sup> Édith Brown WEISS, Jacques-Yves COUSTEAU et René-Jean DUPUY, *Justice pour les générations futures: droit international, patrimoine commun et équité intergénérationnelles*, Sang de la Terre, Coll. Les dossiers de l'écologie, O.N.U. Press, UNESCO 1993.

<sup>59</sup> Édith Brown WEISS, « Le développement durable, une éthique pour le XXI<sup>e</sup> siècle », dans *Regards sur la Terre 2009*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009, p. 222-233, en ligne : <[http://www.cairn.info/article\\_p.php?ID\\_ARTICLE=SCPO\\_JACQU\\_2009\\_01\\_0222](http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=SCPO_JACQU_2009_01_0222)> (consulté le 10 avril 2016).

<sup>60</sup> *Licéité de la menace ou l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996*, p. 226, par. 29.

*lequel il serait tenu compte des intérêts et des besoins de l'humanité toute entière et, en particulier, des intérêts et besoins spécifiques des pays en développement, qu'ils soient côtiers ou sans littoral »<sup>61</sup>.*

Cet énoncé laisse transparaître le souhait, la priorité accordée au partage par la Convention qui inclut nécessairement les ressources halieutiques de la haute mer. La réalisation des objectifs dont il est ici question passe par la coopération entre les États en ce qui concerne la haute mer. À cet effet, ladite Convention dispose en son article 118 que

*« Les États coopèrent à la conservation et à la gestion des ressources biologiques en haute mer. Les États dont les ressortissants exploitent les ressources biologiques différentes situées dans une même zone ou des ressources biologiques identiques négocient en vue de prendre les mesures nécessaires à la conservation des ressources concernées. À cette fin, ils coopèrent, si besoin est, pour créer des organisations de pêche sous-régionales ou régionales ».*

Quelques années plus tôt, Jean-Pierre Queneudec considérait déjà que le fait que la haute mer n'appartienne à personne et que la pêche y soit ouverte à tous, sur la base du principe de l'égalité souveraine des États, constitue en lui-même un aménagement de la liberté de la pêche en haute mer au profit de tous<sup>62</sup>. Il poursuit ainsi l'idée de Grotius pour qui, l'impossibilité d'une appropriation de la haute mer par un État est synonyme d'égalité entre les États et partant, d'équité<sup>63</sup>. Or, cette conception a entraîné non seulement la surexploitation des ressources de la haute mer mais aussi, l'appropriation de ses ressources biologiques par les États puissants, disposant des technologies de pointe leur permettant d'exploiter au loin les ressources de la mer.

C'est sur cette question que la thèse de Magali Le Hardy rebondit avec comme titre : Que reste-t-il de la liberté de la pêche en haute mer? : De l'exploitation individuelle à la

---

<sup>61</sup> C.N.U.D.M., préambule.

<sup>62</sup> J.-P. QUENEUDEC, « Les problèmes de l'exploitation des ressources biologiques de la mer », dans *Droit de la mer*, tome 1, Institut des Hautes Études Internationales de Paris, Pedone, 1976, p. 151.

<sup>63</sup> Voir en ce sens G. GIDEL, *Le droit de la mer*, tome 1, Chateauroux, éd. Mellotée, 1932, pp. 123-212, qui reprend les idées de Grotius, cité par Magaly Le Hardy dans *Que reste-t-il de la liberté de la pêche en haute mer?*, p. 39.

gestion collective : Essai sur le régime juridique de l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer<sup>64</sup>. Sa thèse porte sur l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer. Sa problématique centrale est l'évolution juridique du régime de la liberté de la pêche en haute mer. Pour l'auteure, la pêche en haute mer va dans le sens d'un développement de plus en plus croissant de la liberté de la pêche en haute mer au profit du plus grand nombre d'États, au regard des mutations croissantes observées en droit de la mer. Magali Le Hardy pose en effet au centre de son argumentaire le passage d'une gestion par l'État du pavillon de chacun de ses chalutiers de pêche en haute mer sous l'empire de la Convention de 1958<sup>65</sup>, à une gestion confiée principalement aux organisations sous-régionales et régionales des pêches instituée par la C.N.U.D.M. et les accords sous-régionaux et régionaux de gestion de la pêche en haute mer. Il ne suffit donc pas pour l'auteure que cette liberté appartienne à chacun et à tous, encore faut-il que son exercice soit réglementé dans le sens d'une gestion communautaire<sup>66</sup>. Cependant, ne serait-il pas hâtif de conclure à une protection des droits de pêche de tous les États en haute mer? Par ailleurs, Magali Le Hardy ajoute que la cause environnementale est étroitement liée au processus d'exploitation des ressources, processus qui mérite un contrôle et une concertation accrus; d'où la priorité accordée aux Organisations régionales de pêche par la Convention de 1982.

Cependant, pour Magali Le Hardy, la C.N.U.D.M. ne tient pas suffisamment compte des effets néfastes potentiels de la surexploitation des ressources halieutiques hauturières sur l'environnement marin, même si les bases sont jetées<sup>67</sup>. Mais il faut tout de même reconnaître que la protection de l'environnement était l'un des soucis des rédacteurs de 1982. Seulement, quels mécanismes adopter afin que l'exploitation de ces ressources ne constitue pas un danger pour l'environnement? Telle est la question à laquelle ces derniers n'ont pas pu efficacement répondre. Et même là où des réponses ont été avancées<sup>68</sup>, elles se sont

---

<sup>64</sup> Magali LE HARDY, *Que reste-t-il de la liberté de la pêche en haute mer ? : De l'exploitation individuelle à la gestion collective : Essai sur le régime juridique de l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer*, Paris, Pedone, 2002.

<sup>65</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, 29 avril 1958, R.T.N.U., vol. 559, p. 285.

<sup>66</sup> M. LE HARDY, préc., note 64, pp. 47-50.

<sup>67</sup> Id. p. 248-264.

<sup>68</sup> C.N.U.D.M., arts. 116 à 120 et partie XII.



avérées limitées dans leur mise en œuvre<sup>69</sup>. Dès lors, l'on peut penser avec raison que l'état actuel de l'exploitation des ressources halieutiques dans les zones qui échappent au contrôle de l'État, en l'occurrence, la haute mer, appelle à se poser des questions. La haute mer, étant un espace soumis à la liberté de la pêche, échappe à un contrôle effectif du total admissible de captures. Aussi, tous les États ne sont pas à même de pouvoir y aller pêcher, faute de moyens techniques et humains. À la lumière de la multiplication des accords internationaux (régionaux, plurilatéraux) sur la pêche dans les différentes parties de la haute mer, il nous a paru digne d'intérêt de vérifier dans quelles mesures ces accords favorisent l'équité et la protection environnementale. Autrement dit, de la Convention mère (C.N.U.D.M.) aux accords internationaux qui la suivent, l'équité et la protection environnementale s'opèrent-elles aujourd'hui à travers les règles régissant la pêche dans la haute mer? Dans l'affirmative, sont-elles suffisantes? Dans la négative, quelles sont les mesures pouvant être prises pour les rendre effectives? En d'autres termes, comment encadrer la liberté de pêche en haute mer afin de parvenir à l'idéal d'équité et de protection environnementale tel que voulue par la Communauté internationale au travers des différents accords internationaux? À travers ce questionnement, il s'agira de répondre à la question de savoir comment et jusqu'où l'équité et la protection environnementale sont pris en compte par certains accords en matière de pêche dans la haute mer que nous avons choisi d'étudier dans le cadre de ce travail?

Il est également à noter que les réponses à ces différentes interrogations revêtent plusieurs intérêts.

Tout d'abord sur le plan scientifique, dans le but de parvenir à une utilisation raisonnable des ressources de la haute mer, les États se doivent de coopérer entre eux puisqu'il s'agit d'une partie de la mer qui n'appartient à aucun État, mais bien plus, à tous. Ce faisant, comment parvenir à un juste équilibre dans cette interaction entre les États qui possèdent pourtant des intérêts et des points de vue divergents en matière de pêche? Comme il l'a été relevé plus haut, l'adoption de la C.N.U.D.M. en 1982 a marqué un moment fort pour le droit de la mer en général, et pour la gestion et la conservation des ressources halieutiques de la haute

---

<sup>69</sup> La Convention de 1982 se contente uniquement d'inviter les États à assurer une gestion responsable de l'environnement. Elle n'indique pas précisément comment cela devra se faire. De même, les dispositions qu'elle contient sur la question sont limitées dans leur application par l'établissement d'une contrainte qui se heurte à la souveraineté des États.

mer en particulier. Plus de trente ans après, il semble plus que nécessaire de procéder à un examen de l'effectivité et de l'impact de ce texte ainsi que des textes adoptés à sa suite sur la question de la prise en compte de l'intérêt de l'ensemble des États dans l'exploitation des ressources halieutiques hauturières. Nous voulons par là même contribuer à l'amélioration de ce cadre juridique afin de tendre vers cet idéal d'équité et de protection environnementale.

Par-dessus tout, ce sujet est d'une actualité pressante. Personne ne doute aujourd'hui de l'importance de la préservation de la biodiversité marine et surtout de l'absence de frontières des dégâts environnementaux en général. Par ailleurs, la question d'un contrôle efficace et efficient des activités de pêches dans les eaux internationales semble ne pas avoir perdu de l'attention à une époque où les statistiques sur l'état des ressources halieutiques de la mer sont alarmantes<sup>70</sup>. En effet, après l'ère d'un développement économique à tous les prix, voici venue l'ère d'un développement économique devant tenir compte de l'environnement; d'où le concept très en vogue de « *développement durable* ». Cette notion a été consacrée dans le *Rapport Brundtland, Notre avenir à tous* de 1987<sup>71</sup>. Toutefois, il est à noter que ce concept était déjà présent dans la Déclaration de Stockholm du 16 juin 1972<sup>72</sup> ainsi que dans d'autres accords internationaux tels que la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction du 03 mars 1973<sup>73</sup> ou encore la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone contre la pollution<sup>74</sup>. L'une des orientations prônée par les États à la Conférence de Stockholm était la garantie que la protection de l'environnement ne constitue pas un obstacle à leur développement.

Quelques années après le *Rapport Brundtland*, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de juin 1992<sup>75</sup>, en mettant au centre des négociations la question du

---

<sup>70</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, SERVICES DES RESSOURCES MARINES, DIVISION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES., *L'état des ressources halieutiques marines mondiales*, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/009/y5852f/y5852f02.htm>> (consulté le 14 janvier 2016).

<sup>71</sup> Gro Harlem BRUNDTLAND, « Notre Avenir à Tous, rapport de la commission mondiale sur l'Environnement et le Développement », *Les Éditions du Fleuve, Paris (traduction française de Our Common Future 1987)*.

<sup>72</sup> Nations Unies, Doc. A/CONF.48/14, 2-65 et corr. 1 (1972).

<sup>73</sup> *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 03 mars 1973, R.T.N.U., vol. 993, p. 272.

<sup>74</sup> *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone contre la pollution*, 22 mars 1985, R.T.N.U., vol. 1513, p. 339.

<sup>75</sup> Nations Unies, A/CONF.151/26 (vol. I), 1992.

développement durable, viendra établir un équilibre délicat entre les revendications des pays en développement et celles des pays développés à travers l'adoption du Programme Action 21, particulièrement ses principes 3 et 4<sup>76</sup>.

Le concept de développement durable a été défini par le *Rapport Brundtland* comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »<sup>77</sup>. Pour Gro Harlem Brundtland, le développement durable

*« Exprime l'idée que les ressources vivantes ne doivent pas être ponctionnées à tel point qu'elles ne puissent, à moyen ou long terme, se renouveler. Il faut garantir la pérennité des ressources. Par extension toute la politique de développement actuel doit garantir qu'elle ne portera préjudice ni aux générations futures, ni aux ressources communes (eau, air, sol, espèces et diversité biologique) »*<sup>78</sup>.

La réalisation d'un développement durable suppose à juste titre la participation de tous les États; car faut-il le rappeler, l'environnement ne connaît pas de limites. Étant donné que la protection de cet environnement passe en quelque sorte par des activités de pêche « citoyennes », il va sans dire que les changements apportés par la Convention de 1982 étaient le résultat de la prise de conscience de la nécessité d'une telle coopération internationale. La Convention de 1958 sur l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer, trop individualiste, nécessitait alors une réadaptation au rythme croissant d'une exploitation inéquitable des ressources et destructrice de l'environnement. À long terme, l'instauration

---

<sup>76</sup> La déclaration de Rio était un compromis entre la position des pays industrialisés et celle des pays en développement. À l'origine, les premiers souhaitaient que soit adoptée une brève déclaration réaffirmant les principes contenus dans la déclaration de Stockholm, tout en mettant l'accent sur la nécessité de protéger la planète. Les pays en développement quant à eux souhaitaient que leur droit souverain au développement ne soit pas limité par les considérations d'ordre environnemental et que les pays industrialisés soient reconnus comme les principaux responsables des problèmes écologiques existants. Ils souhaitaient également la mise en place de nouvelles techniques et ressources qui devaient leur permettre de se développer sans toutefois porter atteinte à l'environnement comme l'ont fait les États industrialisés.

<sup>77</sup> Gro Harlem BRUNDTLAND, préc., note 71, par. 27.

<sup>78</sup> Michel Prieur, *Notes du cours sur les principes généraux du droit de l'environnement (Droit international et comparé de l'environnement)*, Formation à distance, campus numérique « ENVIDROIT », p. 18, en ligne : < [http://www.foad-mooc.auf.org/IMG/pdf/module\\_5.pdf](http://www.foad-mooc.auf.org/IMG/pdf/module_5.pdf) > (consulté le 12 décembre 2015).

d'une coopération internationale pourrait être considérée comme le pont entre une gestion individuelle et une gestion communautaire à venir des ressources; car, s'il est vrai que la mer constitue un ensemble homogène malgré les divisions juridiques dont elle fait l'objet, il est tout aussi vrai que les ressources qu'elle contient ne connaissent pas le droit.

Les réponses aux interrogations qui nous préoccupent dans le cadre de ce travail dépendent largement de la méthode adoptée. Grawitz et Pinto définissent la méthode comme « l'ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et vérifie »<sup>79</sup>. Dans le cadre de cette étude, nous allons adopter la méthode juridique et la méthode historique. Charles Einsenmann définit la méthode juridique suivant ses deux composantes : la dogmatique et la casuistique<sup>80</sup>. La dogmatique est la science qui consiste à analyser les textes ainsi que les conditions qui ont sous-tendues leur édicition. Il s'agit donc de l'étude du droit, de la norme juridique au sens strict du terme telle qu'elle apparaît dans le corpus législatif. C'est une méthode qui fait donc appel à la critique. En s'appuyant sur les textes de lois existants en matière de réglementation des pêcheries hauturières, principalement les accords internationaux, l'approche dogmatique permet d'aller rechercher les insuffisances et les lacunes des textes. Cette approche nous a permis dans le cadre de ce travail de mieux comprendre le régime juridique de la pêche en haute mer ainsi que les aménagements qui en sont faits à divers échelons. Toutefois, la règle de droit étant destinée à un public bien ciblé, l'analyse purement textuelle de la question enlèverait à la norme juridique toute sa substance et tout son charme. Et c'est à ce niveau qu'intervient la casuistique. Cette méthode nous permet justement d'établir la différence entre des réflexions abstraites et le droit qui est d'application concrète. Elle nous a donc permis de questionner le contenu même des règles qui régissent la pêche en haute mer, ainsi que leur efficacité et leur effectivité en vertu des buts et objectifs qui leur ont été prédestinés. Quant à la méthode historique, elle s'est basée sur une analyse des faits sociaux, politiques, économiques, culturels et des données d'une période précise du passé, qui ont contribué à l'évolution de la question étudiée. Cette méthode nous a permis de cerner les faits qui ont sous-tendus l'émergence de la Convention de 1982 et

---

<sup>79</sup> M. GRAWITZ et R. PINTO, *Méthode des sciences sociales*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 1971, p. 289.

<sup>80</sup> C. EISENMANN, *Cours de Droit administratif*, cité par C. NACH MBACK, *Démocratisation et décentralisation, genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala-PDM, 2003, p. 45.

des autres instruments juridiques analysés, afin de mieux apprécier la réglementation actuelle de la pêche en haute mer ainsi que ses perspectives d'avenir.

Cette analyse méthodologique n'a été rendue possible que par l'utilisation de la recherche documentaire<sup>81</sup> qui nous a permis de confronter non seulement les textes juridiques eux-mêmes, mais aussi les sources secondaires telles les expertises doctrinales afin de trouver notre voie. Ceci s'est fait au travers de l'analyse de contenu<sup>82</sup>. Cette recherche est réalisable essentiellement dans les bibliothèques<sup>83</sup>. Pour ce faire, un examen minutieux des différents textes juridiques s'intéressant aux eaux internationales, et plus particulièrement, à la pêche a été effectué.

Dans le but de mieux appréhender cette étude, il sera question dans un premier chapitre de faire ressortir l'état de la liberté de la pêche dans les eaux internationales. Cette analyse nous impose un retour historique qui passe d'abord et avant tout, par la mise en contexte de la Convention. Il s'agira en effet de mettre en lumière l'apport de cette Convention dans l'optique d'équité et de protection environnementale à travers la réglementation de la pêche dans les eaux internationales. Cette mise en contexte nous permettra par la suite et ce, dans le cadre du deuxième chapitre, d'analyser le cadre juridique actuel régissant l'exploitation des ressources halieutiques en haute mer. En d'autres mots, nous allons étudier les aménagements de la liberté de la pêche qui président dans cette zone afin de questionner leur compatibilité avec le souci d'équité et la problématique brûlante de la protection environnementale. Le troisième et dernier chapitre de ce travail est réservé à la proposition de quelques solutions aux problèmes diagnostiqués. Il sera question dans le cadre de ce dernier chapitre des réformes institutionnelles possibles pour un meilleur encadrement de la liberté de la pêche en haute mer.

---

<sup>81</sup> LOUBET DEL BAYLE J.-L., *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris-Montréal : L'Harmattan, 2000, p. 167.

<sup>82</sup> AKTOUF O., *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations*, Montréal : les presses de l'université du Québec, 1987, p. 112.

<sup>83</sup> Nous avons effectué notre recherche essentiellement dans les bibliothèques de l'Université de Montréal et à la Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

## CHAPITRE 1 : LA MISE EN CONTEXTE DE LA CONVENTION DE MONTEGO BAY

Environ trois années après l'adoption de la C.N.U.D.M.<sup>84</sup>, d'éminents juristes déclaraient que :

*« La mer a toujours été battue par deux grands vents contraires : le vent du large, qui souffle vers la terre, est celui de la liberté; le vent de la terre vers le large est porteur des souverainetés. Le droit de la mer s'est toujours trouvé au cœur des affrontements »<sup>85</sup>.*

L'importance de la mer a toujours été incontestable. En effet, la mer est l'un des réservoirs nourriciers de l'Homme dont la ressource la plus abondante est l'eau; elle est également au centre de grands enjeux d'échanges et de communication car au moins 90% des marchandises échangées dans le monde se font par voie maritime<sup>86</sup>. La mer renferme également la quasi-totalité des ressources halieutiques et d'importantes quantités de ressources minières. En effet, 30% des hydrocarbures consommés dans le monde proviennent de la mer<sup>87</sup>. Les océans sont également de nos jours un important réservoir de ressources énergiques sous leurs nombreuses formes telles que l'énergie cinétique, l'énergie potentielle, l'énergie chimique et

---

<sup>84</sup> La C.N.U.D.M. a été adoptée à l'issue de la 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; Conférence qui a duré neuf années de négociations, c'est-à-dire de 1973 à 1982.

<sup>85</sup> René-Jean DUPUY, Daniel VIGNES et M. BENNOUNA, *Traité du nouveau droit de la mer*, coll. « Droit international », Economica Bruylant, Bruxelles, 1985, p.219.

<sup>86</sup> Hugues EUDELIN, « Terrorisme maritime et piraterie d'aujourd'hui: Les risques d'une collusion contre-nature », *EchoGéo* n° 10, 2009, en ligne: <<http://echogeo.revues.org/11405>> (consulté le 31-10-2016).

<sup>87</sup> Yves BARBIER, Daniel CHAMPLON et Pierre SIMANDOUX, « PÉTROLE - L'exploitation des gisements, La production en mer des hydrocarbures », dans *Encyclopædia Universalis*, en ligne : <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/petrole-l-exploitation-des-gisements/5-la-production-en-mer-des-hydrocarbures/>> (consulté le 7 novembre 2016).

l'énergie thermique<sup>88</sup>, quoiqu'encore à un stade expérimental<sup>89</sup>. Ainsi, l'adoption d'une convention internationale devant régir un tel espace ne pouvait que susciter de vives oppositions et réactions généralement contradictoires entre les États présents sur la scène internationale, et ne partageant pas toujours les mêmes aspirations politiques et économiques<sup>90</sup>. Les États vont tout de même réussir à adopter quatre conventions régissant la mer en 1958<sup>91</sup>. Cependant, l'émergence de nouveaux États issus de la décolonisation fin 1950 et début 1960, viendra fondamentalement affecter la relative stabilité du régime des mers qui préexistait sous l'empire des Conventions de 1958 précitées. C'est alors qu'une nouvelle zone maritime verra le jour sous l'impulsion de ces nouveaux États<sup>92</sup>. En effet, des voix s'élèveront du Sud, au travers des déclarations unilatérales<sup>93</sup> et multilatérales<sup>94</sup>, pour s'inscrire en faux contre les quatre conventions internationales de 1958 sur le droit de la mer précitées. La division classique de la mer en zones de souveraineté d'une part et en zone de liberté d'autre part, sera bouleversée tout d'abord par la consécration du plateau continental en 1958 et par la création d'une autre catégorie de zone, qualifiée de zone sous juridiction en 1982 : il s'agit de la zone économique exclusive (ci-après Z.E.E.). Toutefois, la C.N.U.D.M. ne se place pas dans une position de rupture totale avec ses prédécesseurs<sup>95</sup>.

---

<sup>88</sup> Raymond NERZIC et Jean-Pierre MAZÉ, « Marine Environment and Energy Resources », dans *Marine Renewable Energy Handbook*, John Wiley & Sons, Inc., 2013, p. 1-22, p. 2, en ligne : <<http://dx.doi.org/10.1002/9781118603185.ch1>> (consulté le 7 novembre 2016).

<sup>89</sup> RENEWABLE ENERGY POLICY NETWORK FOR THE 21ST CENTURY, *Renewables 2016 Global Status Report*, 2016, en ligne : <[http://www.ren21.net/wp-content/uploads/2016/06/GSR\\_2016\\_Full\\_Report\\_REN21.pdf](http://www.ren21.net/wp-content/uploads/2016/06/GSR_2016_Full_Report_REN21.pdf)> (consulté le 31 octobre 2016).

<sup>90</sup> L'illustration la plus évidente réside dans la controverse doctrinale entre la mare liberum de Grotius et la mare clausum de Selden.

<sup>91</sup> *Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë*, préc., note 18; *Convention sur la haute mer*, préc., note 19; *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20; *Convention sur le plateau continental*, préc., note 21.

<sup>92</sup> Les revendications des nouveaux États indépendants donneront naissance à la consécration en 1982 de la Z.E.E. par la C.N.U.D.M., qui va introduire un changement historique dans le droit de mer. La haute mer va se trouver considérablement réduite dans sa superficie et la quasi-totalité des pêcheries va passer d'un régime de liberté de la pêche à un régime d'appropriation de ces ressources par les États côtiers. En vertu de l'article 56 de la C.N.U.D.M., l'État côtier jouit « de droits souverains aux fins ... d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources biologiques ... » de sa Z.E.E.

<sup>93</sup> *Infra*, p. 42-44.

<sup>94</sup> *Infra*, p. 38-39.

<sup>95</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer : le régime de la pêche en haute mer : situation actuelle et perspectives*, coll. Nations Unies, F.92.V.12, New York, Nations Unies, 1992, p. 13.

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons dans un premier temps étudier le régime juridique des mers avant l'adoption de la C.N.U.D.M. en 1982 (section 1). Cette analyse pour permettra ensuite de mieux cerner les changements apportés par la C.N.U.D.M. (section 2).

## SECTION 1 : « LES FORCES IMAGINANTES » DE LA CONVENTION

La C.N.U.D.M. a été ouverte à la signature le 10 décembre 1982 à Montego Bay en Jamaïque. Elle a été le fruit d'une longue négociation qui a duré 9 années, menée par plus de 150 États, venant des quatre coins du monde. À la différence des deux premières Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après CNUDM I et II), la troisième CNUDM rassemblait la quasi-totalité des états représentant toutes les sphères géographiques de la planète<sup>96</sup>.

Les forces imaginantes de la C.N.U.D.M. pour reprendre l'expression de Mireille Delmas-Marty<sup>97</sup> s'entendent ici de l'ensemble des facteurs qui ont favorisé l'émergence de cette nouvelle convention. Nous allons analyser ces facteurs dans un cadre général. Toutefois, un accent particulier sera mis sur les questions en lien direct avec la pêche en haute mer. Ce choix s'explique par le fait que l'étude des courants et événements qui ont façonné le droit de la mer ne pourrait être envisagée de façon parcellaire, au risque d'aboutir à un travail incomplet. Ainsi, l'analyse des conditions ayant favorisé l'adoption de la C.N.U.D.M. sera faite en deux étapes. L'année 1958 sera prise comme l'année de référence. En effet, c'est en 1958, lors de la première CNUDM, qu'une codification importante du droit de la mer a vu le jour<sup>98</sup>, par l'adoption des quatre conventions de Genève en l'occurrence la Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe<sup>99</sup>, la Convention sur la haute mer<sup>100</sup>, la Convention sur la

---

<sup>96</sup> Jean-Paul PANCRAIO, préc., note 44, p. 37.

<sup>97</sup> Mireille DELMAS-MARTY, *Le relatif et l'universel: Les forces imaginantes du droit*, Seuil, 2004.

<sup>98</sup> Laurent LUCCHINI et Michel VOELCKEL, *Les États et la mer*, Documentation française, 1977, p. 12, en ligne : <[http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/temis/6210/6210\\_1.pdf](http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/temis/6210/6210_1.pdf)> (consulté le 2 novembre 2016).

<sup>99</sup> *Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe*, préc., note 18.

<sup>100</sup> *Convention sur la haute mer*, préc., note 19.



pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer<sup>101</sup> et la Convention sur le plateau continental<sup>102</sup> (paragraphe 1). Près de vingt-cinq années plus tard, à la suite du vent de décolonisation qui va souffler sur les États du tiers monde, le souhait de modifications des conventions de Genève va entraîner l'adoption d'une nouvelle convention sur le droit de la mer en 1982 (paragraphe 2).

### **Paragraphe 1 : Historique des Conventions de Genève de 1958**

L'utilisation grandissante des mers liée aux exigences du commerce international en pleine expansion, le développement de plus en plus fulgurant de la capacité de pêche des États et les déclarations unilatérales des États d'appropriation des mers vont conduire à l'adoption à Genève en 1958, de quatre conventions régissant le droit de la mer.

#### **A- La réglementation de l'utilisation des mers jusqu'en 1958**

L'histoire du droit de la mer s'est développée en lien avec des considérations d'ordre économique. Bien que la mer fût déjà convoitée par des rois et des empereurs puissants dès l'Antiquité, le droit de la mer a cependant surtout été marquée par l'influence des intérêts européens<sup>103</sup>.

En effet, dans l'Antiquité, la domination sur les mers était signe de puissance pour les rois et les empereurs. Les plus puissants anciens royaumes et empires exerçaient un contrôle sur de grandes étendues de mers. C'est l'exemple des anciennes cités grecques, notamment Athènes et Sparte, qui revendiquaient chacune une souveraineté sur une partie de la mer Méditerranée. Ces dominations n'avaient toutefois aucune force juridique à l'égard des

---

<sup>101</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20.

<sup>102</sup> *Convention sur le plateau continental*, préc., note 21.

<sup>103</sup> Andree KIRCHNER, « Law of the Sea, History of », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne: <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1187>> (consulté le 21 juin 2016).

autres États. Au Moyen-Âge, les puissances maritimes de l'époque déclarèrent leur souveraineté sur certains espaces de la mer. Ce fut le cas de l'Italie qui déclara sa souveraineté sur la mer Méditerranée<sup>104</sup>, de l'Angleterre sur « les mers anglaises » qui comprenaient les parties de la mer situées près des côtes britanniques<sup>105</sup>. La signature du traité de Tordesillas le 7 juin 1494 entre l'Espagne et le Portugal, répartit les terres entre les deux protagonistes de la façon suivante : le Portugal exercerait sa souveraineté sur l'océan indien et le sud de l'océan atlantique, et l'Espagne sur l'ouest de l'océan atlantique, sur le Golfe du Mexique et sur l'océan pacifique<sup>106</sup>. Le traité de Tordesillas ne fût pas bien accueilli par les autres nations européennes. En réponse à cette possession arbitraire des mers par l'Espagne et le Portugal, Hugo Grotius, pour le compte des Pays-Bas, publia *Mare Liberum* en 1609<sup>107</sup>. Grotius affirme que « *whatever therefore cannot be seized or enclosed is incapable of being made a subject of property* »<sup>108</sup>. Grotius défendait en effet, le principe de la liberté des mers. Il faut tout de même rappeler que pour Grotius, le régime de la mer ouverte (haute mer) devait être distingué de celui des mers sous souveraineté de l'État côtier (les mers adjacentes aux côtes de l'État côtier). Mais il n'a proposé aucune délimitation maritime en ce sens. Grotius rejetait de ce fait l'idée de l'exercice d'une souveraineté sur la haute mer car selon le célèbre juriste, la mer appartenait à tous; aucun État ne pouvait se l'approprier. Aucun État ne pouvait par conséquent s'approprier les ressources de la mer. Pour Grotius, ces ressources étaient inépuisables<sup>109</sup>.

Cependant, cette idée de la liberté des mers n'était pas partagée par toutes les puissances maritimes de l'époque. La thèse de Grotius, initialement adressée uniquement aux Espagnols et aux Portugais, a également suscité de vives réactions chez les Anglais. Ainsi, quelques années plus tard, en 1635, John Selden publiait pour le compte de la Grande-Bretagne,

---

<sup>104</sup> Id.

<sup>105</sup> René-Jean DUPUY et Daniel VIGNES, « High Seas, The Part II: The Sea and Its Partitions: Chapter 7 », (1991) 1 A *Handbook on the New Law of the Sea*, p. 383, pp. 385-388.

<sup>106</sup> Paul TEYSSIER, « L'Amérique latine: perspective géolinguistique », *Le Français dans le monde* 1997, pp. 2-3.

<sup>107</sup> William TETLEY, « l'ONU et la convention sur le droit de la mer de 1982 », *Études internationales*, vol. 16, no 4, 1985, pp. 795-811, p. 798.

<sup>108</sup> Cité par René-Jean DUPUY et Daniel VIGNES, « High Seas, The Part II: The Sea and Its Partitions: Chapter 7 », (1991) 1 A *Handbook on the New Law of the Sea* (Rene-Jean Dupuy & Daniel Vignes, eds.) 383-424, p. 388.

<sup>109</sup> Lilian CASTILLO (dir.), *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Brill, 2015, p. 18- 47, en ligne: <<http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/9789004283787>> (consulté le 29 décembre 2015).

un traité intitulé *Mare Clausum*<sup>110</sup>. La théorie de Selden proposait une territorialisation de la mer. Pour ce dernier, même si la mer, par les lois de la nature, est commune à tous les Hommes, elle reste tout de même susceptible d'être dominée par un État tout comme la Terre. Le domaine privé de la mer est un droit de l'État qui s'est établi par l'usage. Selden soutient également que le domaine privé de la mer ne ferait pas obstacle à la navigation internationale tout comme l'existence des États ne fait pas obstacle au transit des marchandises. Pour Selden, la mer est donc susceptible d'appropriation. *L'Oceanus Britannicus* proclamé par le roi Charles I en 1625<sup>111</sup> (ou la souveraineté de la Grande-Bretagne sur les activités de navigation et de pêche sur les mers au nord de l'océan atlantique) en est une manifestation éclatante. Cependant, malgré l'exceptionnel travail scientifique abattu par Selden, le principe de la liberté des mers l'a emporté sur le principe d'appropriation des mers puisqu'il était à l'avantage des grandes puissances maritimes<sup>112</sup>. Cependant, même si le principe de la liberté des mers a finalement rallié les puissances maritimes de l'époque<sup>113</sup>, cela n'a pas eu pour conséquence de faire disparaître les intérêts sécuritaires des États. Ces États envisageaient toujours s'approprier certaines parties de la mer<sup>114</sup>.

En effet, en dépit de la victoire du principe de la liberté des mers, les tentatives d'appropriation des mers par les États ont été encore plus accentuées à la fin du XVIIe siècle et durant le XVIIIe siècle, marqués par des guerres navales entre les puissances européennes. Les mers adjacentes aux côtes des États côtiers, dans une limite de trois miles marins (règle du « boulet de canon »), étaient interdites d'accès aux navires de guerre étrangers. Ces zones étaient également déclarées zones de souveraineté dans lesquelles la pêche était l'apanage exclusif de l'État côtier. Il était donc interdit à tout navire de guerre ou à tout autre navire

---

<sup>110</sup> Luis VALENCIA-RODRIGUEZ, préc., note 23, p. 145.

<sup>111</sup> Andree KIRCHNER, préc., note 103.

<sup>112</sup> PHILIPPE. VINCENT, *Droit de la mer*, préc., note 28, p. 18.

<sup>113</sup> Le principe de la liberté des mers trouve sa première consécration conventionnelle dans le traité du 6 mai 1882 entre l'Angleterre, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne et les Pays, sur la réglementation des pêcheries en mer du Nord. Dans ce traité, les parties contractantes renoncent explicitement à l'exercice de droits souverains sur la haute mer et reconnaissent que la haute mer est ouverte à toutes les nations. Voir Daniel VIGNES, « La Conférence européenne sur la pêche et le droit de la mer », (1964) 10-1 *Annuaire français de droit international* 670, 672.

<sup>114</sup> Georgette C. MARIANI, *Le droit de la mer à la veille de la 3ème conférence des Nations-Unies*, Rapports économiques et juridiques, No 1, Paris, Centre National pour l'exploitation des océans, 1974, p. 5, en ligne : <<http://archimer.ifremer.fr/doc/1974/rapport-4794.PDF>> (consulté le 24 juin 2016).

n'appartenant pas à l'État côtier d'y venir pêcher<sup>115</sup>. Toutefois, la limite de cette zone de souveraineté n'était pas établie formellement. La règle du « boulet de canon » dominait à cette époque.

En l'absence d'une règle positive uniforme sur l'étendue de la zone de mer adjacente aux côtes soumise à la souveraineté de l'État côtier, l'écrivain italien Galiani proposait en 1782 aux États d'adopter la limite de trois miles marins à partir des côtes, comme zone de souveraineté (mer territoriale)<sup>116</sup>. La règle des trois miles marins était en effet l'équivalent de la portée d'un canon de guerre. En vertu de cette règle, le contrôle de l'État côtier sur la mer pouvait s'étendre aussi loin que la portée du canon. Toutes les eaux comprises dans les limites de la portée du canon appartenaient à l'État côtier qui exerçait des droits souverains sur elles<sup>117</sup>. La règle du « boulet de canon » a été adoptée par la plupart des États jusqu'à sa première consécration conventionnelle dans la Convention sur le commerce entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique en 1818<sup>118</sup>. Quoique la règle de trois miles fût généralement acceptée, certains États ont quant à eux repoussé plus loin leur souveraineté en mer. Ce fut le cas dans le Traité de la Haye du 6 mai 1882 (art. 2) entre les États riverains de la mer du Nord qui adoptèrent une largeur de dix miles pour la mer territoriale<sup>119</sup>. La règle de trois miles allait très vite être désuète lorsqu'en 1894, lors de sa session de Paris, l'Institut de Droit International (I.D.I.) affirmait que la portée du canon était en réalité supérieure à trois miles. L'I.D.I. a donc proposé que soit étendue la largeur de la mer territoriale à six miles marins<sup>120</sup>. Cependant, la même instance est revenue sur ses pas à l'occasion de sa session à Stockholm, en 1928<sup>121</sup>, en proposant la règle de trois miles. De même, les tâtonnements de la doctrine

---

<sup>115</sup> Andree KIRCHNER, préc., note 103.

<sup>116</sup> Wyndham L. WALKER, « Territorial Waters: The Canon Shot Rule », (1945) 22 *British Year Book of International Law*, 210-231.

<sup>117</sup> Andree KIRCHNER, préc., note 103.

<sup>118</sup> *Convention of Commerce between Great Britain and the United States, 20 October 1818*, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:ohf/law-ohf-69-CTS-293.regGroup.1/law-ohf-69-CTS-293>> (consulté le 3 novembre 2016).

<sup>119</sup> J. PAULUS, « Mer Territoriale, La », (1924) 5 *Revue de Droit International et de Législation Comparée* 397-424, p. 413.

<sup>120</sup> *Annuaire de l'Institut de droit international*, 13, Paris, A. Pédone, 1894, en ligne : <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57207227>> (consulté le 7 novembre 2016).

<sup>121</sup> INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL, *Projet de règlement relatif à la mer territoriale en temps de paix*, Stockholm, 1928, en ligne : <[http://www.justitiaetpace.org/idiF/resolutionsF/1928\\_stock\\_03\\_fr.pdf](http://www.justitiaetpace.org/idiF/resolutionsF/1928_stock_03_fr.pdf)> (consulté le 7 novembre 2016).

relativement à la largeur de la mer territoriale<sup>122</sup> vont amener le comité d'experts pour la codification du droit international (C.E.C.D.I.) à se saisir de la question. En effet, en 1924, la Société des Nations (de l'anglais League of Nations)<sup>123</sup> avait mis en place un Comité d'experts chargé de codifier le droit international. Ledit Comité d'experts pour la Codification du droit international était appelé à se pencher sur les questions de nationalité, du régime des eaux territoriales et de la responsabilité des États pour les dommages causés sur leurs territoires aux étrangers et à leurs biens. Le document qui avait été établi par le C.E.C.D.I. à l'issue de ses travaux avait servi de base de discussion à l'occasion de la Conférence internationale pour la codification du droit international qui allait suivre, la Conférence de Haye, qui s'est tenue du 13 mars au 12 avril 1930<sup>124</sup>. Quarante-huit États ont pris part à cette Conférence, qui était divisée en plusieurs commissions. La deuxième Commission avait à son ordre du jour la délimitation de la mer territoriale, la détermination de la nature juridique des eaux de la mer territoriale, la détermination des droits de l'État côtier sur la mer territoriale, la détermination de la zone contigüe dont la largeur ne pouvait excéder 12 miles à partir de la ligne de base de la mer territoriale<sup>125</sup>.

Toutefois, la question d'une zone adjacente à la mer territoriale n'était pas nouvelle. Elle tirait sa source de la pratique de deux États anglo-saxons à savoir la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique. Ces deux États avaient institué aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, des zones de contrôle des marchandises qui entraient dans leurs territoires. La Grande-Bretagne

---

<sup>122</sup> Voir A/AC.10/25 du 16 mai 1947, « Note sur les tentatives non officielles en vue de la codification privée du droit international public ». La Société allemande de droit international reconnaissait la limite de trois miles pour la mer territoriale tout en insistant sur la nécessité de créer une zone contigüe additionnelle de trois miles pour des raisons essentiellement administratives; le comité de recherche de l'Université d'Harvard était lui aussi d'avis avec la règle de trois miles. Dans le même temps, il proposait également la création d'une nouvelle zone dont la largeur n'était pas définie, mais qui servirait seulement à l'État côtier d'y exercer un contrôle préventif ou protecteur (pouvoir de police et contrôle sanitaire des navires); l'Institut américain de droit international n'avait pas réussi à adopter une limite définie.

<sup>123</sup> La Société des Nations est une Organisation internationale établie à la fin de la première guerre mondiale, en 1919 par le Traité de Versailles dont le but était de promouvoir la coopération internationale, afin de parvenir à la paix et la sécurité internationales. Elle fût remplacée par l'Organisation des Nations Unies à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945.

<sup>124</sup> Hunter MILLER, « The Hague Codification Conference », (1930) 24-4 *The American Journal of International Law*, 674, 674.

<sup>125</sup> SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Actes de la Conférence pour la codification du droit international*, Genève, 1930, annexe 10, p. 123, en ligne : <[http://biblio-archiv.unog.ch/Dateien/CouncilMSD/C-351-M-145-1930-V\\_FR.pdf](http://biblio-archiv.unog.ch/Dateien/CouncilMSD/C-351-M-145-1930-V_FR.pdf)> (consulté le 20 janvier 2017) \*.

avait institué les lois de mouvements (Hovering Acts), en vue de contrôler l'arrivée clandestine des marchandises, sur une distance allant jusqu'à vingt-quatre miles marins à partir des côtes. La ruse des contrebandiers consistait à lancer des regards furtifs le long des côtes et lorsque les autorités de contrôle étaient absentes, ces contrebandiers faisaient entrer leurs marchandises dans le territoire anglais. Les États-Unis quant à eux avaient promulgué le Liquor Treaty dès 1919, dans les limites des douze miles marins à partir des côtes, afin d'interdire l'importation de l'alcool<sup>126</sup>. Par ces mesures, la Grande-Bretagne et les États-Unis établissaient leur souveraineté sur une zone adjacente à la mer territoriale. Ces approches divergentes sur la largeur de la mer territoriale étaient encore très présentes à la Conférence de la Haye. Certains États proposaient une largeur de trois miles à l'instar des États-Unis d'Amérique, tandis que d'autres, tel le Portugal, en demandaient douze miles à partir de côtes.

La fixation d'une règle de trois miles pour la mer territoriale s'est heurtée à la résistance de quelques États. Ces derniers conditionnaient l'adoption de la règle du « boulet de canon », à la création d'une zone plus large, contiguë à la mer territoriale, de douze miles marins à partir des côtes. Cette zone contiguë servirait pour les uns à l'exercice de la police douanière (Finlande et Pologne) tandis que d'autres s'opposaient à la reconnaissance à l'État côtier de tout droit de contrôle douanier dans la zone (c'est le cas de la Grande-Bretagne). Dans un tout autre angle, certains États étaient disposés à accepter la police douanière de l'État côtier dans la zone contiguë, à la condition que ce droit de contrôle soit exclusivement un droit de légitime défense (Norvège)<sup>127</sup>. La Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Afrique du sud, le Japon, le Brésil, l'Inde et la Suède plaidaient pour la création d'une zone contiguë<sup>128</sup>. La conférence de Haye n'ayant finalement pas pu établir ni la largeur de la mer territoriale, ni celle de la zone contiguë, les considérations sécuritaires des États dans le cadre de la deuxième guerre mondiale n'ont pas manqué d'avoir des effets sur l'extension des souverainetés étatiques. Les États-Unis, bien qu'ayant été des supporters ardents de la largeur de trois miles relative à la mer territoriale, n'ont pas renoncé à l'idée d'étendre leur souveraineté maritime au-delà de cette limite.

---

<sup>126</sup> J. PAULUS, « Mer Territoriale, La », préc., note 119, p. 408.

<sup>127</sup> SOCIÉTÉ DES NATIONS, préc., note 125.

<sup>128</sup> Hunter MILLER, préc., note 124, 686-689.

Le décret promulgué par le président Roosevelt le 5 septembre 1939, durant la deuxième guerre mondiale, qui établissait un contrôle par les navires de guerres américains jusqu'à une distance de 12 miles marins à partir des côtes, était justifié par des impératifs de protection et de sécurité<sup>129</sup>. Le Président Roosevelt, sera poursuivi par son successeur, le Président Truman, cette fois-ci avec des motifs différents. En effet, le 28 septembre 1945, le Président américain Harry Truman, faisait deux proclamations<sup>130</sup> : l'une sur la zone qui allait devenir plus tard la zone économique exclusive, pour des motifs de conservation des pêcheries<sup>131</sup>; et l'autre sur le plateau continental<sup>132</sup>. Ces deux proclamations avaient pour objet la légitimation par le Président des États-Unis de l'appropriation par l'État côtier des ressources de la zone adjacente à sa mer territoriale et celles du plateau continental; ce dernier est considéré comme le prolongement naturel sous la mer, de la masse terrestre de l'État côtier. Ces revendications unilatérales avaient un contenu économique et une éventuelle portée en matière de souveraineté territoriale. Ces déclarations du président Truman seront une étincelle qui allumera la poudrière des pays d'Amérique latine.

Dans cette veine, le Gouvernement mexicain a proposé en 1945 un amendement à l'article 27 de la Constitution mexicaine qui lui permettrait d'exercer sa souveraineté sur l'eau surjacente à son plateau continental ainsi que sur ses ressources<sup>133</sup>. Le Mexique sera suivi par l'Argentine dont le décret No. 14.708 de 1946<sup>134</sup> concernant la souveraineté nationale sur la mer épicontinentale (les eaux surjacentes au plateau continental) et le plateau continental s'inscrivait dans la même veine que la déclaration Truman sur le plateau continental. Le Panama à son tour proclamait dans sa Constitution de 1946, sa souveraineté à la fois sur la mer territoriale et sur le plateau continental. Cette disposition fût complétée par le Décret 449 de la même année par lequel le Panama proclamait également sa juridiction nationale sur les pêcheries de la mer

---

<sup>129</sup> René-Jean DUPUY et Daniel VIGNES, « Sources of the Law of the Sea Part I: The Sea and the Codification of Its Law: Chapter 2 », (1991) 1, *A Handbook on the New Law of the Sea*, pp. 29-140, p. 38.

<sup>130</sup> LUIS VALENCIA-RODRIGUEZ, « The Contributions of Latin America to the Implementation of the UNCLOS », dans *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Leiden, Boston, Brill Nijhoff, 2015, pp. 151-152.

<sup>131</sup> Presidential Proclamation No. 2668, 3 Code of Federal Regulations, p. 68 (1943-1948 compilation).

<sup>132</sup> Presidential Proclamation No. 2667, 3 Code of Federal Regulations, p. 67 (1943-1948 compilation).

<sup>133</sup> L. S. PARSONS et Conseil national de recherches CANADA, *La gestion des pêches maritimes au Canada*, NRC Research Press, 1995, p. 268.

<sup>134</sup> Decree No. 14.708 /46, *Boletín Oficial de la Republica Argentina*, 5 December 1946.

territoriale et des eaux surjacentes au plateau continental<sup>135</sup>. La déclaration du Président chilien du 23 juin 1947 allait établir pour la première fois une zone de souveraineté nationale de 200 miles sur les mers adjacentes à ses côtes et sur le plateau continental et ses ressources, dans le but de protéger et d'exploiter les ressources naturelles contenues dans ces eaux<sup>136</sup>. La largeur adoptée par le Chili va recevoir bon accueil dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine qui vont aller dans la même lancée. C'est ainsi que le Pérou<sup>137</sup>, le Costa-Rica<sup>138</sup>, El Salvador (art. 7 de sa Constitution du 7 septembre 1950)<sup>139</sup> et le Honduras<sup>140</sup>, vont tour à tour proclamer chacun une zone de souveraineté dans la limite de 200 miles à partir des côtes. Ces États d'Amérique latine ne vont pas se limiter à ces déclarations unilatérales. Mus par les mêmes motivations, celles d'exercer un contrôle exclusif et d'exploiter les ressources naturelles des eaux adjacentes à leurs côtes, trois de ces États vont signer le premier instrument juridique multilatéral sur la zone de 200 miles marins, en l'occurrence, la Déclaration de Santiago du 18 août 1952<sup>141</sup>. Par cette déclaration, les Gouvernements du Pérou, de l'Équateur et du Chili s'autoaccordèrent souveraineté et juridiction exclusives sur les eaux et les ressources dans la limite de 200 milles marins à partir de la ligne de base de la mer territoriale<sup>142</sup>. La Déclaration de Santiago sera mal accueillie par des grandes puissances maritimes telles les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni<sup>143</sup>.

Les principes traditionnels du droit de la mer établis par Grotius dans son célèbre ouvrage *Mare Liberum* étaient en voie d'être mis à l'écart par ce désir manifeste de la part de

---

<sup>135</sup> L. S. PARSONS et Conseil national de recherches CANADA, *La gestion des pêches maritimes au Canada*, préc., note 133. p. 268.

<sup>136</sup> *El Mercurio* (Santiago), 29 juin 1947.

<sup>137</sup> Presidential Decree No. 781, *El Peruano-Diario oficial*, 11 August 1947.

<sup>138</sup> Jean-François PULVENIS, « Vers une emprise des États riverains sur la haute mer au titre des grands migrants ? Le régime international de la pêche au thon dans le Pacifique oriental », (1989) 35-1 *Annuaire français de droit international* 774-806, p. 783.

<sup>139</sup> LAZAR FOCSEANU, « Le droit international maritime de l'Océan pacifique et de ses mers adjacentes », (1961) 7-1 *Annuaire français de droit international* 173, 183.

<sup>140</sup> *Id.*, 191.

<sup>141</sup> *Déclaration sur la zone maritime de 200 milles marins signée à Santiago le 18 août 1952 entre le Chili, Équateur et le Pérou*. Voir responsabilité de conserver et de protéger les ressources naturelles. Souveraineté exclusive et juridiction exclusive, 18 août 1952, R.T.N.U., Vol. 1006, N° 14758.

<sup>142</sup> J. A. VARGAS, « Genesis and Development of the Exclusive Economic Zone in Latin America », dans *Mexico and the Law of the Sea*, 69, coll. International Law E-Books Online, Publications on Ocean Development, 2011, p. 133.

<sup>143</sup> Luis VALENCIA-RODRIGUEZ, préc., note 23, p. 170.



certain États, d'élargir au loin leur souveraineté sur des espaces maritimes adjacents à leurs côtes.

## **B- L'émergence des conventions de Genève de 1958**

Les conférences internationales sur le droit de la mer ont débuté au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>144</sup>. Plusieurs accords internationaux ont en effet précédé la 1<sup>ère</sup> CNUDM<sup>145</sup>. La 1<sup>ère</sup> CNUDM s'est tenue du 24 février au 27 avril 1958. Elle a vu la participation de 96 États, de certaines agences spécialisées des Nations Unies et de quelques Organisations intergouvernementales à l'instar de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (de son acronyme anglais F.A.O.)<sup>146</sup>. Cette conférence s'est soldée par l'adoption de quatre conventions distinctes sur le droit de la mer. Il s'agit de la Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe<sup>147</sup>, de la convention sur le plateau continental<sup>148</sup>, de la convention sur la haute mer<sup>149</sup> et enfin, de convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer<sup>150</sup>. La Convention sur le plateau continental ne nous intéresse pas ici car il ne contient pas de ressources halieutiques. La Convention s'intéresse plutôt aux minéraux et aux gisements d'hydrocarbures<sup>151</sup>.

---

<sup>144</sup> Shabtai ROSENNE et Julia GEBHARD, « Conferences on the Law of the Sea », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne: <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1150?rskey=SyuuIN&result=13&prd=EPIL>> (consulté le 21 juin 2016).

<sup>145</sup> Id.

<sup>146</sup> R.-E. CHARLIER, « Résultats et enseignements des Conférences du droit de la mer (Genève 1958 et 1960) », (1960) 6-1 *Annuaire français de droit international*, p. 63.

<sup>147</sup> *Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe*, préc., note 18.

<sup>148</sup> *Convention sur le plateau continental*, préc., note 21.

<sup>149</sup> *Convention sur la haute mer*, préc. note 19.

<sup>150</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20.

<sup>151</sup> Pour en savoir plus sur le plateau continental, voir : ACADÉMIE DE LA MER, *Le plateau continental étendu aux termes de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982: optimisation de la demande*, Paris, Pedone, 2004; NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la définition du plateau continental: examen des dispositions relatives au plateau continental dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies. [Document] ; ST/LOS/1994-2, New York, Nations Unies, 1994; Georges SCELLE, *Plateau continental et droit international*, Pedone, 1955; ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Limites et statut des mers territoriales, des zones de pêche exclusives, des zones de conservation des pêcheries et du plateau continental (avec référence particulière aux pêches)*, coll. Collection FAO. Série législative ; no 8, Rome, Organisation des

La convention sur la mer territoriale et la zone contigüe régit les activités pouvant s'exercer dans ces deux espaces. Elle porte entre autres sur la délimitation des frontières entre les États dont les côtes sont adjacentes ou se font face, des lignes de base, des baies, du passage inoffensif; en un mot, La Convention régleme également des droits et obligations des États dans ces deux espaces. L'État côtier exerce sa souveraineté sur la mer territoriale dans les conditions prévues par les dispositions de la Convention et les autres règles de droit international<sup>152</sup>. Autrement dit, l'État côtier y applique son droit interne sous réserve du respect des conditions prévues par la Convention et de sa conformité au droit international. L'exploitation des ressources halieutiques dans la mer territoriale est l'apanage de l'État côtier. C'est l'une des différences entre la mer territoriale et la haute mer. L'exception à cette souveraineté est le droit de passage inoffensif des navires étrangers (navires marchands, navires d'États utilisés à des fins commerciales, navires de guerre et autres navires utilisés à des fins non commerciales)<sup>153</sup>. Un passage est considéré comme inoffensif lorsqu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre et à la sécurité de l'État côtier. Cette convention définit la zone contigüe comme une zone de haute mer contigüe à la mer territoriale. Sa largeur ne peut être supérieure à 12 miles marin à partir de la ligne de base de la mer territoriale<sup>154</sup>. La zone contigüe est placée sous contrôle de l'État côtier en matière de douane, de fiscalité, de contrôle sanitaire des navires et d'immigration<sup>155</sup>. C'est une zone de compétence résiduelle de l'État côtier.

La convention sur la haute mer définit celle-ci comme toutes les parties de la mer n'appartenant pas à la mer territoriale ou aux eaux intérieures d'un État<sup>156</sup>. Aucun État ne peut y exercer sa souveraineté. Elle demeure attachée à l'idée de l'exercice des libertés des États en haute mer : liberté de navigation, liberté d'y poser des câbles et des pipe-lines sous-marins, liberté de survol et liberté de la pêche<sup>157</sup>. Cependant, aucune disposition dans la suite du texte ne fait mention de la façon dont se déploie la liberté de pêche en haute mer. Cette remarque

---

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1970; Haritini DIPLA, « Chapitre IV. Plateau continental », dans *Le régime juridique des îles dans le droit international de la mer*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 2015, p. 89-97, en ligne : <<http://books.openedition.org/iheid/4309>> (consulté le 28 avril 2016).

<sup>152</sup> *Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe*, préc., note 18 art. 1.

<sup>153</sup> Id., section III.

<sup>154</sup> Id., art. 24.

<sup>155</sup> Id.

<sup>156</sup> *Convention sur la haute mer*, préc., note 19, art. 1.

<sup>157</sup> Id., art. 2.

pertinente nous amène à affirmer que la convention sur la haute mer et la convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, n'auraient dû former qu'une seule et unique convention. Dans le souci de faire adhérer le plus grand nombre d'États, cette subdivision a été opérée. Elle laisse donc transparaître que la question du partage des ressources biologiques de la mer constituait une question épineuse qui était gouvernée par des intérêts politiques et économiques pas toujours rationnels<sup>158</sup>. Ceci est d'autant plus perceptible dans la Convention de 1958 sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer. Cette dernière pose comme principe une gestion unilatérale<sup>159</sup> des stocks de poissons à laquelle s'ajoute la coopération entre les États telle que prévue par la Convention. En effet, ladite convention dispose qu'

*« Un État dont les nationaux se livrent à la pêche d'un ou plusieurs stocks de poissons ou autres ressources biologiques marines dans une région de la haute mer où les nationaux d'autres États ne s'y livrent pas, doit, en cas de besoin, adopter à l'égard de ses propres nationaux des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques affectées »*<sup>160</sup>.

Cette disposition est complétée par l'article 4 du même texte qui recommande aux États dont les nationaux se livrent à la pêche dans une ou plusieurs régions de la haute mer, d'établir des règles réglementant les activités de leurs nationaux. Dans tous les cas, la même problématique se pose. La convention n'établit pas de règles juridiques spécifiques et identiques qui s'appliqueraient à tous les États. Les règles établies par la Convention sont plutôt générales. Elle laisse donc de larges pouvoirs aux États à qui il revient d'adopter les règles régissant la pêche en haute mer pour leurs nationaux. Le préambule de la convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer est encore plus évocateur à ce sujet; constatant que l'explosion démographique, conjuguée à l'augmentation de l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer, met en péril la conservation desdites ressources,

---

<sup>158</sup> Raymond RANJEVA, « les espaces et le droit international », dans *Droit international public*, Vanves (France), Edicef, 1992, p. 153.

<sup>159</sup> L'expression gestion unilatérale ici est employée pour déterminer la réglementation par l'État des activités de pêche des navires battant son pavillon en haute mer.

<sup>160</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20, art. 3.

propose aux États de coopérer « *chaque fois que c'est possible* ». Il ne s'agit nullement ici d'une obligation de coopération.

Par ailleurs, le principe de la liberté de la pêche revêt en 1958 un caractère spécial. Il s'agit d'une liberté qui peut être mise en œuvre soit par voie unilatérale<sup>161</sup>, soit par la voie conventionnelle à travers la coopération entre les États. Le mécanisme de la voie conventionnelle ne concerne pas d'emblée tous les États<sup>162</sup>. Des conditions doivent être remplies pour permettre à un État de coopérer avec d'autres États, en vue la gestion des stocks de poissons. En effet, l'État doit manifester soit un certain intérêt (pêche par ses nationaux) à la conservation des ressources biologiques de la partie de haute mer adjacente à sa mer territoriale<sup>163</sup>, soit un intérêt spécial (qui est celui de l'État riverain) au maintien de la productivité et à la conservation des pêcheries de toute partie de la haute mer adjacente à sa mer territoriale même si ses nationaux ne s'y livrent pas à la pêche<sup>164</sup>.

L'économie internationale du droit de la mer en 1958 demeurerait fragmentée avec l'adoption de plusieurs Conventions. Les oppositions au cours des négociations n'ont pas favorisé l'unité du droit de la mer dans une Convention globale. L'adoption de quatre Conventions au lieu d'une seule et unique Convention a été analysée comme un moyen de favoriser l'acceptation par un plus grand nombre d'États d'au moins certaines de ces Conventions. Le fait que la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer de 1958 n'ait pas reçu autant de ratifications et d'adhésions que les autres Conventions était justifié par des faits antérieurs à la Conférence. En effet, la première CNUDM s'était ouverte dans un climat dominé par une très forte tendance vers l'élargissement des compétences souveraines de l'État côtier en matière de pêche. Le refus de renoncer à leurs intérêts spéciaux ont empêché les États de parvenir à l'adoption d'une seule et unique convention en 1958<sup>165</sup>. La Conférence de Genève a eu le mérite de parvenir à une codification du droit de la mer mais elle n'a pas réussi à faire disparaître de façon générale l'idée de

---

<sup>161</sup> *Supra*, note 159.

<sup>162</sup> R.-E. CHARLIER, préc., note 146, p. 73-74.

<sup>163</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20, art. 6 al. 3.

<sup>164</sup> *Id.*, art. 6, al. 1 et 2.

<sup>165</sup> Tullio TREVES, préc., note 17.

l'exercice d'une liberté des mers sans entraves<sup>166</sup>. Cette situation de divergences d'intérêts sera davantage accentuée par l'avènement d'une nouvelle catégorie d'États, dont les besoins et les aspirations diffèrent fondamentalement de ceux des États préexistants : il s'agit des États nouvellement indépendants du tiers-monde.

## **Paragraphe 2 : L'après-Genève ou la remise en cause du droit de la mer**

La première CNUDM avait adopté les quatre Conventions précitées sur le droit de la mer, mais elle n'avait pas pu fixer la largeur de la mer territoriale. C'est pour régler cette question que la deuxième CNUDM a été convoquée. La deuxième CNUDM s'est tenue du 16 mars au 26 avril 1960. Cette conférence n'a cependant pas eu d'incidence majeure sur le droit de la mer. Il a été impossible de trouver un compromis entre les États sur la question qui était à l'ordre du jour<sup>167</sup>. Cela dit, la décision de convoquer la troisième CNUDM faisait suite à celles de 1958 et de 1960 qui n'avaient pas pu être couronnées d'un succès total.

La troisième CNUDM fut l'objet d'une longue et difficile négociation. La troisième CNUDM fut ouverte en 1973 et s'acheva le 10 décembre 1982 par l'adoption de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer, qui fut le fruit de neuf années de négociation<sup>168</sup>. Elle rassemblait des États venus des quatre coins du monde et son objet était de parvenir à adopter une seule et unique convention régissant tous les aspects du droit de la mer, tout en satisfaisant les intérêts pas toujours convergents des diverses catégories d'États. Au vu de l'ampleur et de l'importance de cette convention, les débats ont été très acharnés. Cependant, les négociations privées ainsi que des discussions officieuses ont occupées une place très importante tout au long des neuf années de négociation qu'a nécessitée l'adoption de la Convention<sup>169</sup>.

---

<sup>166</sup> R.-E. CHARLIER, préc., note 146, p. 75.

<sup>167</sup> Jean-Pierre LÉVY, *La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer: histoire d'une négociation singulière*, coll. Publications de la Revue générale de droit international public, nouvelle série, n° 38, Paris, Éditions A Pédone, 1983, p. 32-33.

<sup>168</sup> Id.

<sup>169</sup> Bernardo ZULETA, « Le Tiers Monde et la Convention », dans *Perspectives du droit de la mer à l'issue de la 3<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies*, coll. Société Française pour le Droit International, Paris, Éditions APedone, 1984.

La question centrale au sein des négociations de la 3<sup>ème</sup> CNUDM était celle du partage des ressources potentielles de la mer<sup>170</sup>. Il s'agissait précisément d'une priorité pour les pays en développement. Deux préoccupations subsidiaires ont guidé les négociations durant la conférence. D'une part, la découverte de nouvelles richesses contenues dans les mers telles le pétrole ou les nodules polymétalliques du fond des mers. En effet, l'ambassadeur maltais Arvid Pardo proposait justement à cet effet en 1967, de considérer le fond des mers et des océans au-delà de la limite de la juridiction nationale comme le patrimoine commun de l'humanité<sup>171</sup>. D'autre part, avec la décolonisation, la crainte des États nouvellement indépendants de se voir écartés de l'exploitation des richesses de la mer, au profit des pays industrialisés disposant d'importants moyens financiers, logistiques et scientifiques, a provoqué leur mobilisation pour négocier une refonte du droit de la mer<sup>172</sup>.

### **A- La position des États d'Amérique Latine**

Les convoitises de plus en plus affichées des puissances maritimes quant aux pêcheries se trouvant dans des espaces de la mer adjacents aux côtes ont poussé certains États d'Amérique latine à étendre la limite extérieure de leur mer territoriale à 200 milles marins de la ligne de base de celle-ci. Ces États d'Amérique latine voyaient en ces ressources, une richesse d'importance majeure pour leurs populations vivant sous le poids de la pauvreté. Les limites extérieures conjuguées de la mer territoriale et la zone contigüe ne pouvant dépasser 12 milles marins tel que définies par la Convention de Genève sur la mer territoriale et la zone contigüe<sup>173</sup>, ne leur permettaient pas de s'assurer le contrôle des ressources halieutiques se situant entre les

---

<sup>170</sup> NASILA S. REMBE, *Africa and the International Law of the Sea: A Study of the Contribution of the African States to the Third United Nations Conference on the Law of the Sea*, coll. Sijthoff publications on ocean development, Alphen aan den Rijn, The Netherlands; Sijthoff & Noordhoff, Germantown, Md, 1980, pp. 36-37.

<sup>171</sup> *Infra*, p. 111-113

<sup>172</sup> Tullio TREVES, préc., note 17.

<sup>173</sup> Georgette C. MARIANI, *Le droit de la mer à la veille de la 3ème conférence des Nations-Unies*, Rapports économiques et juridiques, No 1, Paris, Centre National pour l'exploitation des océans, 1974, en ligne : <<http://archimer.ifremer.fr/doc/1974/rapport-4794.PDF>> (consulté le 24 juin 2016).

côtes des États riverains de l'océan pacifique et le courant froid de Humboldt, reconnue comme la zone la plus poissonneuse de la mer<sup>174</sup>.

Ainsi, le 8 mai 1970, la Déclaration de Montevideo sur le droit de la mer a été signée par 9 États d'Amérique Latine dont l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Équateur, El Salvador, le Nicaragua, le Panama, le Pérou et l'Uruguay<sup>175</sup>. Par cette Déclaration, ces États revendiquaient une zone d'exploitation de 200 milles marins à partir de leurs côtes dans laquelle ils exerceraient leur souveraineté sur les ressources naturelles de la mer adjacente, dans le but de promouvoir un développement optimal de leurs économies et d'accroître le niveau de vie de leurs populations<sup>176</sup>.

Quelques mois après la Déclaration de Montevideo, ces mêmes États, auxquels se sont rajoutés d'autres, étaient présents à la réunion de Lima qui s'est soldée par l'adoption le 8 août 1970 d'une Déclaration sur le droit de la mer<sup>177</sup>, qui reprenait sans modifications majeures, les paragraphes 1, 2 et 6 de la Déclaration de Montevideo<sup>178</sup>. Vingt États latino-américains parmi lesquels les États des Caraïbes, ont pris part à la réunion de Lima. Il s'agit de l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine, Trinidad et Tobago, l'Uruguay et le Venezuela<sup>179</sup>.

Le 9 juin 1972, une conférence spéciale pour les États des Caraïbes sur les problèmes de la mer tenue à Saint-Domingue, a donné naissance à la Déclaration de Saint-Domingue, signée par les représentants de 10 États<sup>180</sup>. C'est par cette Déclaration que le concept de mer patrimoniale, s'étendant au-delà de la mer territoriale jusqu'à une distance de 200 milles

---

<sup>174</sup> Jean-Paul PANCRACIO, préc., note 5, p. 139.

<sup>175</sup> *Déclaration de Montevideo sur le droit de la mer*, 8 mai 1970, 9 ILM 1970, p. 1081.

<sup>176</sup> Nienke van der BURGT, *The Contribution of International Fisheries Law to Human Development: An Analysis of Multilateral and ACP-EU Fisheries Instruments*, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, p. 138.

<sup>177</sup> *Déclaration des États d'Amérique latine sur le droit de la mer*, Lima, 4-8 août 1970 (Déclaration de Lima), 10 ILM 1971, p. 207.

<sup>178</sup> Nico J. SCHRIJVER, *The Evolution of Sustainable Development in International Law: Inception, Meaning and Status*, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, p. 59.

<sup>179</sup> Hector GROS ESPIELL, « La mer territoriale dans l'Atlantique Sud-Américain », (1970) 16-1 *Annuaire français de droit international* 743-763, p. 744.

<sup>180</sup> *Declaration of the Caribbean Countries Special Conference*, Santo Domingo, 7 June 1972, UN Doc. A/AC.138/80 (A/8727 p. 70).

marins à partir des lignes de base, sera consacré. La Déclaration de Saint-Domingue portait sur le concept de mer territoriale, sur la mer patrimoniale, sur le plateau continental, sur les fonds marins internationaux, sur la haute mer, sur la pollution des mers et la coopération régionale. Par ses principes, la Déclaration de Saint-Domingue donnait par là-même naissance à une zone maritime qui deviendrait plus tard la Z.E.E.<sup>181</sup>. Elle ne se limitait donc plus à étendre la largeur de la mer territoriale; mais bien plus, par l'institution d'une zone d'exploitation exclusive des ressources de la mer jusqu'à 200 milles marins de la ligne de base de la mer territoriale, elle laissait entrevoir l'existence d'un espace maritime nouvellement créé<sup>182</sup>.

À côté de ces déclarations multilatérales, on a également assisté à un développement fulgurant de déclarations unilatérales par lesquelles ces mêmes États étendaient leur souveraineté nationale bien au large. C'est l'exemple de l'Argentine<sup>183</sup>, du Brésil<sup>184</sup>, de la Colombie<sup>185</sup>, de l'Équateur<sup>186</sup> parmi d'autres.

Les pays d'Amérique latine étaient très présents aussi bien durant les négociations qui ont précédé la 3<sup>ème</sup> CNUDM que pendant la Conférence elle-même. Le projet d'articles qui avait été présenté par les délégations de la Colombie, du Mexique et du Venezuela au Sous-Comité II du Comité du fond des mers à l'occasion de ses sessions de 1973, prévoyait que l'État côtier jouisse de droits souverains sur les ressources biologiques et non biologiques d'une zone adjacente à la mer territoriale désignée de mer patrimoniale, nonobstant l'exercice

---

<sup>181</sup> *Assemblée parlementaire Documents de séance Session ordinaire de 2002 (deuxième partie), avril 2002, Volume III*, Conseil de l'Europe, p. 148, par. 31.

<sup>182</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Le Droit et la Mer. Mélanges à la mémoire de Jean Carroz*, 1987, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/s5280t/s5280t0p.htm>> (consulté le 28 avril 2016).

<sup>183</sup> NATIONS UNIES. SERVICE JURIDIQUE, *Législation nationale et traités concernant le droit de la mer*, coll. Nations Unies, V.2, New York, Nations Unies, 1974, Decree No. 5106 of 29 December 1966 concerning Fishing by Foreign Vessels in the Territorial Sea, p. 3. Par ce décret, l'Argentine déclarait sa souveraineté sur une distance de deux cents milles marins à partir des lignes de base de la mer territoriale (voir art. 1 dudit décret).

<sup>184</sup> Id., Decree Law No. 1098 of 25 March 1970 Altering the Limits of the Territorial Sea, p. 3-4, art. 1. Par cette loi, le Gouvernement brésilien étendait sa mer territoriale jusqu'à 200 milles marins à partir des côtes.

<sup>185</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES, *Législation nationale et traitée concernant le droit de la mer*, coll. Nations Unies, V.2, Nations Unies, 1980, Act No. 10 of 1978 enacted by the Congress of Colombia on 5 July 1978, p. 14, art. 1. La Colombie déclarait par cette loi, sa pleine souveraineté sur ses eaux territoriales jusqu'à une distance de douze milles marins à partir de la ligne de base.

<sup>186</sup> Id., The Ecuadorian Civil Code, 4 June 1970, Book II, Title III: « National Property », p. 29, art. 628. L'article 628 du Code civil équatorien disposait que la mer territoriale sous juridiction nationale, comprenait la zone de mer adjacente jusqu'à une distance de deux cents milles marins à partir des côtes.



de la liberté de navigation et de survol par les navires étrangers<sup>187</sup>. De même, le projet d'articles relatif à la mer territoriale présenté par l'Équateur, le Panama et le Pérou à l'occasion de la même session, proposait que l'État côtier exerce sa souveraineté sur les ressources renouvelables et non renouvelables, dans la zone de mer adjacente à sa mer territoriale, jusqu'à une limite maximale de deux cents miles marins à partir des lignes de bases de la mer territoriale. Toutefois, les navires étrangers et aéronefs pourraient y jouir des libertés traditionnelles de navigation et de survol<sup>188</sup>. Dans les deux projets susévoqués, l'État côtier devait règlementer la protection et la conservation des ressources naturelles de la zone de mer concernée.

Pendant la 3<sup>ème</sup> CNUDM, les pays latino-américains sont demeurés attachés à l'idée de l'exercice de la souveraineté de l'État côtier sur les ressources d'une zone de mer adjacente à sa mer territoriale. Pour battre en brèche les objections des pays développés à l'exemple de l'Union Soviétique et l'Allemagne (suivants lesquelles la reconnaissance de tels droits souverains sur une zone de mer adjacente à la mer territoriale limiterait la liberté de navigation), et soucieux de la préservation des libertés en haute mer, les pays d'Amérique latine ont avancés qu'ils n'avaient jamais entendu porter atteinte aux libertés traditionnelles de la haute mer (tel que le démontre les textes juridiques jusque-là adoptés par eux, nationaux ou internationaux à l'instar de la Déclaration de Saint-Domingue). Il était question pour eux de revendiquer simplement des droits qui leur permettraient de protéger leurs intérêts économiques et de s'assurer de la conservation desdites ressources<sup>189</sup>.

## **B- La position des États africains**

La limite extérieure de la mer territoriale qui a manqué d'être définie par les deux premières CNUDM fût l'une des questions les plus épineuses du droit de la mer. La limite de

---

<sup>187</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la zone économique exclusive : genèse des articles 56, 58 et 59 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, New York, 1992, p. 30-31.

<sup>188</sup> Id., p. 31-33.

<sup>189</sup> Id., p. 64-76.

trois milles marins qui avait longtemps été défendue par les grandes puissances maritimes comme les États-Unis, n'était pas à même de permettre aux États africains nouvellement indépendants, de s'assurer d'une participation suffisante à l'exploitation des richesses de la mer<sup>190</sup>. Ces derniers, quasiment absents lors des négociations de 1958 et de 1960<sup>191</sup>, voulaient à présent faire entendre leur voix et insistaient sur l'importance que représentait la pêche pour leur développement et pour la survie de leurs populations. Les États africains voulaient donc tenter par des déclarations unilatérales d'étendre leur juridiction nationale soit en augmentant la largeur de leur mer territoriale, soit en créant des zones économiques exclusives<sup>192</sup>. Cette tentative va rencontrer l'opposition farouche des grandes puissances maritimes. Ainsi, le traité conclu en vue de lutter contre la contrebande de boissons alcooliques, entre les États-Unis et respectivement l'Allemagne les Pays-Bas et le Royaume-Uni, démontre à suffisance la position de ces États. Ce traité stipulait déjà que « *les hautes parties contractantes déclarent que c'est leur ferme intention de maintenir le principe que la réelle limite des eaux territoriales est constituée par trois milles marins en partant de la côte vers la haute mer et mesurée à partir de la ligne de retrait des eaux* »<sup>193</sup>. Il faut toutefois reconnaître que la position africaine concernant la limite de la mer territoriale n'était pas homogène. Pour les uns, la limite de douze miles marins était souhaitable. Ils militaient en effet pour une limite maximale de la mer territoriale à douze miles marins. Ce fut le cas entre autres de la Guinée Équatoriale<sup>194</sup>, de la Lybie<sup>195</sup>, du Soudan<sup>196</sup>. Pour les autres, il fallait aller au-delà des douze miles marins<sup>197</sup>. Il

---

<sup>190</sup> Bernardo ZULETA, préc., note 169.

<sup>191</sup> U.N. Doc. A/CONF.13/38-39.

<sup>192</sup> Les États comme le Cameroun, le Gabon, la Gambie, le Nigéria, la Sierra Léone entre autres ont préféré une extension de leur mer territoriale; tandis que la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie le Sénégal quant à eux se sont dotés d'une zone exclusive de pêche. Dans les deux cas, l'objectif était de se réserver exclusivement l'exploitation des ressources halieutiques.

<sup>193</sup> R.T.S.N. (Recueil des traités de la Société des nations), vol. 27, p. 183; vol. 33, p. 440; vol. 41, p. 277, dans *Yearbook of the International Law Commission*, 1952, vol. II, p. 30.

<sup>194</sup> NATIONS UNIES. SERVICE JURIDIQUE, *Législation nationale et traités concernant le droit de la mer*, coll. Nations Unies. (1974), V.2, New York, Nations Unies, 1974, *Information Concerning Presidential Decree No. 17/70 of 24 September 1970, extending the Breadth of the Territorial Waters*, p. 9.

<sup>195</sup> Id., Act No. 2 of 18 February 1959 concerning the Delimitation of Libyan Territorial waters, p. 14

<sup>196</sup> Id., Territorial Waters and Continental Shelf Act, 1970, p. 30

<sup>197</sup> NASILA S. REMBE, préc., note 170, p. 92-94.

s'agissait entre autres du Gabon<sup>198</sup>, du Ghana<sup>199</sup>, de la Mauritanie<sup>200</sup>, du Nigéria<sup>201</sup>, de la Sierra Leone<sup>202</sup> et de la Somalie<sup>203</sup>. Dans l'un comme dans l'autre cas, les États africains avaient à leur tour, mis à l'écart la règle de trois milles marins pour la largeur de la mer territoriale, afin d'obtenir une souveraineté plus étendue sur les ressources des espaces maritimes adjacents à leurs côtes.

Enfin, entre ces deux catégories d'États, certains États avaient adopté à la fois une extension de la mer territoriale et la création d'une Z.E.E. Ce fut l'exemple des îles Comores<sup>204</sup>.

Dans l'optique de consolider leurs déclarations unilatérales, les États africains avaient également adopté des déclarations régionales.

Le Comité juridique consultatif africano-asiatique, réuni à Colombo du 18 au 27 janvier 1971, avait adopté une proposition visant à élargir la largeur de la mer territoriale à 12 milles marins notamment pour les activités de pêche<sup>205</sup>. S'inscrivant dans la continuité des travaux du Comité juridique consultatif africano-asiatique, le séminaire régional des États africains sur le droit de la mer, tenu à Yaoundé, du 20 au 30 juin 1972, avait entériné les conclusions adoptées par le Comité. L'Organisation de l'Unité Africaine (Ci-après O.U.A.) était allée un peu plus loin en adoptant une Déclaration sur les questions relatives au droit de la mer lors de sa vingt et unième session ordinaire du Conseil des ministres tenue du 17 au 24 mai 1973, à Addis-Abeba et à sa vingt-troisième session ordinaire tenue à Mogadishu, du 6 au 11 juin 1974<sup>206</sup>. En effet, dans ces deux déclarations, les pays développés avaient été accusés par l'O.U.A. d'exploiter les ressources de la mer dans l'intérêt économique exclusif de leurs peuples, au détriment des autres États. L'O.U.A. revendiquait alors la souveraineté des États

---

<sup>198</sup> Gilles CHOURAQUI, « L'Afrique et le droit de la mer », (1977) 31-4 *Revue juridique et politique: indépendance et coopération*, 1129-1139.

<sup>199</sup> Id., extension à 30 milles marins par une loi du 29 août 1972.

<sup>200</sup> Id., extension à 30 milles marins par une loi 31 juillet 1972.

<sup>201</sup> Gilles CHOURAQUI, préc., note 198.

<sup>202</sup> Id., extension à 200 milles marins par une loi du 19 avril 1971.

<sup>203</sup> Id., extension à 200 milles marins par une loi du 10 septembre 1972.

<sup>204</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES, *Législation nationale et traitée concernant le droit de la mer*, coll. Nations Unies, 76.V.2, Nations Unies, 1980, Ordonnance N° 76-038/CE du 15 juin 1976 précisant les limites des eaux territoriales comoriennes et établissant une zone économique exclusive, arts. 1 et 2, pp. 15-16.

<sup>205</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, préc., note 187, p. 8.

<sup>206</sup> Id., p. 11- 12.

africains quant à l'exploitation des ressources se trouvant autour du continent africain, jusqu'à une limite maximale de 200 milles marins, dans l'intérêt économique des peuples africains; elle affirmait également la juridiction des États africains sur les activités pouvant s'exercer dans la zone qu'elle nomma « *zone économique exclusive* » et « *zone de pêche exclusive* ». La déclaration de l'O.U.A. a également promu la prise en compte de l'intérêt des États sans littoral et des États géographiquement désavantagés dans l'exploitation des ressources naturelles des zones économiques exclusives de la région.

Soucieux de mieux faire entendre leur voix, les États africains ont pas adopté activement apporté leur contribution tout au long des négociations de la troisième CNUDM tel que le démontre le projet d'articles sur la zone économique exclusive présenté au Sous-Comité II. Ledit comité était chargé de préparer une liste complète des questions relatives au droit de la mer et des projets d'articles sur ces questions lors de ses sessions tenues en 1973, par l'Algérie, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Libéria, Madagascar, Maurice, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, la Tunisie et le Zaïre<sup>207</sup>, par lequel ces États revendiquaient la souveraineté sur les ressources de la zone concernée. C'est également ce que soutiennent l'Ouganda et la Zambie, en préconisant en outre une coopération régionale ou sous-régionale pour l'exercice desdits droits souverains, à travers leur projet d'articles conjoint relatif à l'adoption d'une zone économique au-delà des limites de la mer territoriale<sup>208</sup>.

Eu égard à tout ce qui précède, les vues divergentes des États quant à la question d'une zone de mer adjacente à la mer territoriale, les revendications des nouveaux États, ainsi que l'émergence de nouveaux intérêts, ont amené l'Assemblée Générale des Nations Unies à adopter la résolution 3067 (XXVIII), dans laquelle elle a décidé de convoquer la 3<sup>ème</sup> CNUDM<sup>209</sup>. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui résultera de cette Conférence va rechercher un juste équilibre entre les antagonismes qui opposent les grandes puissances mondiales qui pratiquent la pêche hauturière et sont favorables au maintien de la liberté de la pêche en haute mer, aux pays en voie de développement qui utilisent les ressources

---

<sup>207</sup> Id., p. 42-43.

<sup>208</sup> Id., p. 43-44.

<sup>209</sup> Tullio TREVES, préc. note 17.

halieutiques pour leur subsistance, et qui sont désireux de se réserver la zone de haute mer adjacente à leurs côtes. C'est dans la recherche de ce compromis que la Z.E.E. sera consacrée pour la première fois dans un accord international à caractère universel.

## **SECTION 2 : LES INNOVATIONS APPORTÉES PAR LA C.N.U.D.M. SUR LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA PÊCHE EN HAUTE MER : VERS LA PRISE EN COMPTE DES BESOINS DE L'HUMANITÉ**

La consolidation juridique du statut de la haute mer s'est d'abord faite sur le plan coutumier, bien avant les conventions de Genève de 1958<sup>210</sup>. Le principe de la liberté de la haute mer a été aménagé pour la première fois conventionnellement par les conventions de Genève de 1958. Cependant, le caractère épars des Conventions de Genève, la relativité de leur force juridique dus au nombre et la lenteur des ratifications, conjugués à l'échec de la seconde Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1960, ont nourri le projet d'une nouvelle convention sur le droit de la mer<sup>211</sup>. Les mutations apportées au droit de la mer sous l'impulsion des États d'Amérique latine et d'Afrique, vont considérablement limiter l'exercice des différentes libertés de la haute mer. La liberté de la pêche en haute mer à l'instar des autres libertés, a elle-aussi été amoindrie car une grande partie de la haute mer a été soustraite au régime de la liberté par la consécration conventionnelle de la Z.E.E. dans la C.N.U.D.M. en 1982, dont plusieurs dispositions s'y rapportent en effet<sup>212</sup>. La C.N.U.D.M. régleme les droits et les obligations des États dans la Z.E.E. (paragraphe 1). De même, une redéfinition de la liberté de la pêche en haute mer verra le jour (paragraphe 2).

### **Paragraphe 1 : L'émergence de la zone économique exclusive (Z.E.E.)**

---

<sup>210</sup> ROBIN. CHURCHILL et A. V LOWE, *The Law of the Sea*, 3rd ed., coll. Melland Schill Studies in International Law, Manchester: Yonkers, NY, Manchester University Press; Juris Pub, 1999, p. 5-13.

<sup>211</sup> Yacouba Cissé, *Droit des espaces maritimes et enjeux africains*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2001, p. 45.

<sup>212</sup> C.N.U.D.M., partie VII.

La 3<sup>ème</sup> CNUDM a eu une incidence significative sur le développement des principes gouvernant la gestion et la conservation des ressources halieutiques de la mer. Son innovation majeure réside dans l'aménagement des pêcheries de la Z.E.E. Bien plus, la C.N.U.D.M. a pris en compte les besoins de régulation des espèces qui interagissent à la fois avec la ZEE et avec la haute mer<sup>213</sup>.

La Z.E.E. trouve ses racines dans la Déclaration de Santiago de 1952 par laquelle le Chili, l'Équateur et le Pérou décidaient d'étendre les limites extérieures de leurs mers territoriales à 200 milles marins de la ligne de base de la mer territoriale. La Z.E.E. est l'espace maritime situé au-delà de la mer territoriale et adjacente à celle-ci, soumise à un régime juridique particulier<sup>214</sup>. Cette définition de la Z.E.E. qui nous est donnée par la C.N.U.D.M. exclut la mer territoriale de la Z.E.E. L'article 55 conjugué à l'article 86 de la C.N.U.D.M., qui exclut la Z.E.E. de la haute mer tout en insistant sur la compatibilité des règles qui s'appliquent à ces deux espaces<sup>215</sup>, clarifie l'épineuse question de la nature juridique de la ZEE. Cette dernière n'est donc ni une zone de souveraineté, ni une zone de liberté, mais bien plus une zone de juridiction<sup>216</sup> de l'État côtier sur laquelle ce dernier exerce également des droits souverains<sup>217</sup>, qualifiée de zone *sui generis* par la doctrine<sup>218</sup>. Il s'agit d'une zone nouvelle dans laquelle les droits et les obligations des États sont régis par la C.N.U.D.M. L'article 57 de la C.N.U.D.M. dispose que « *la zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale* »<sup>219</sup>. L'État côtier y applique ses lois et ses règlements concernant la construction et l'exploitation d'îles artificielles, des installations et ouvrages, la recherche scientifique marine ainsi que la protection et la préservation du milieu marin<sup>220</sup>. Cependant, l'État côtier ne peut interdire l'accès

---

<sup>213</sup> Il est ici question des stocks de poissons chevauchants et des poissons grands migrateurs. Voir arts. 63 et 120 de la C.N.U.D.M.

<sup>214</sup> C.N.U.D.M., art. 55.

<sup>215</sup> Id., art. 58 (2).

<sup>216</sup> Id., art. 56 (1) (b).

<sup>217</sup> Id., art. 56 (1) (a).

<sup>218</sup> Voir en ce sens, Jorge G. CASTAÑEDA, « Negotiations on the Exclusive Economic Zone at the Third United Nations Conference on the Law of the Sea », dans *Essays in International Law in Honour of Judge Manfred Lachs*, Brill, 1984, pp. 605-623; ROBIN. CHURCHILL et A. V LOWE, *The law of the sea*, 3rd ed., coll. Melland Schill studies in international law, Manchester: Yonkers, NY, Manchester University Press; Juris Pub, 1999, pp. 165-166.

<sup>219</sup> C.N.U.D.M., art. 57.

<sup>220</sup> C.N.U.D.M., art 56 (1) (b) et art. 60.

à sa Z.E.E. aux autres États<sup>221</sup>. Cet espace fournit l'essentiel des poissons pêchés dans le monde, spécialement le thon: « *One of the most pivotal changes in this regard has been the enclosure of the oceans through the extension of property rights in the form of exclusive economic zones. Exclusive economic zones brought over 20% of the oceans, (...) and 90-95% of the world fisheries under the national jurisdiction of coastal states* »<sup>222</sup>. La partie V de la C.N.U.D.M. (articles 55 à 76) fournit des éclaircissements sur les droits et les obligations des états dans la Z.E.E. La Convention distingue à cet effet les droits des États côtiers de ceux des autres États.

En effet, en vertu de la C.N.U.D.M., l'État côtier exerce des droits souverains et exclusifs ainsi qu'une juridiction exclusive en ce qui concerne la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages, la recherche scientifique marine, et la protection et la préservation du milieu marin, dans la Z.E.E., sans préjudice des droits des autres États. Les droits souverains accordés à l'État côtier par le biais de l'article 56 (1) (a) touchent essentiellement aux ressources dans cet espace et non pas à l'espace en tant que tel. L'article 56 de la C.N.U.D.M. donne à l'État côtier des droits souverains relatifs aux activités économiques d'exploitation et d'exploration de la zone, de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques, telles que la production de l'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents. Il s'agit là de droits nouveaux reconnus à l'État côtier. On peut en effet lire à l'article 56 (1) (a) de la C.N.U.D.M. que l'État côtier a : « a) *Des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques (...)* »<sup>223</sup>.

Les articles 61 et 62 de la C.N.U.D.M. réglementent les questions liées à la conservation et à l'exploitation des ressources. S'agissant de la conservation des ressources biologiques, c'est l'État riverain qui va fixer le volume admissible de captures, l'objectif étant de lutter d'une part contre la surexploitation des ressources biologiques et d'autre part, la régulation des espèces à savoir leur exploitation afin de favoriser leur régénération. C'est donc l'État riverain qui va réglementer en détail l'exploitation des ressources biologiques de la Z.E.E.

---

<sup>221</sup> Id., art. 58.

<sup>222</sup> Syma A. EBBIN, Alf HAKON HOEL et Are K. SYDNES, Preface: « A sea change in a changing sea », dans Syma A. EBBIN, Alf HAKON HOEL et Are K. SYDNES (dir.), *A Sea Change: The Exclusive Economic Zone and Governance Institutions for Living Marine Resources*, Dordrecht, Springer, 2005, p. Xi.

<sup>223</sup> C.N.U.D.M., art. 56.

Cette réglementation porte entre autres sur les autorisations de pêche accordées aux navires étrangers (concernant le reliquat) sous forme de licences de pêche sur les espèces pouvant être capturées, sur les campagnes de pêches, sur les engins de pêche et sur les zones de pêche. En ce sens, il existe des accords de pêche entre les navires de pêche de l'Union Européenne et plusieurs États africains. C'est l'exemple de l'Accord de pêche signé entre l'Union Européenne et respectivement les Comores<sup>224</sup>, le Gabon<sup>225</sup>, la Guinée Bissau<sup>226</sup>, Madagascar<sup>227</sup> et le Sénégal<sup>228</sup>, parmi d'autres. En échange d'accords de pêche, l'État riverain peut recevoir de l'autre partie contractante une contribution financière, des aides au secteur de la pêche (la formation professionnelle des pêcheurs; l'acquisition ou la modernisation des équipements de ports; la fourniture du matériel de surveillance; la participation à la conservation, à la gestion des ressources halieutiques et à la préservation du milieu marin)<sup>229</sup>.

L'article 73 prévoit la possibilité de prendre des mesures coercitives en cas de non-respect des lois et règlements de l'État côtier portant sur la conservation et à l'exploitation des ressources. Il peut s'agir de l'arraisonnement d'un navire, de son inspection, de la saisie du navire et même des poursuites judiciaires. Ce fut le cas dans l'affaire du CAMOUCO<sup>230</sup>. Il s'agissait dans cette affaire d'une pêche sans autorisation dans la ZEE de la France. Cette pêche illégale va entraîner la saisie du navire appelé Camouco. Ce fut également le cas dans l'affaire

---

<sup>224</sup> *Accord de partenariat dans le secteur de la Pêche entre la Communauté européenne et l'Union des Comores*, 2006, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b8de52dd-5a12-47a3-b0a0-54052f624cff.0009.02/DOC\\_2&format=PDF](http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b8de52dd-5a12-47a3-b0a0-54052f624cff.0009.02/DOC_2&format=PDF) > (consulté le 15 mai 2016).

<sup>225</sup> *Protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union Européenne et la République gabonaise*, 2013, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22013A0920\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22013A0920(01)&from=FR) > (consulté le 15 mai 2016).

<sup>226</sup> *Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Guinée-Bissau pour la période du 16 juin 2007 au 15 juin 2011*, 2007, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:55fa6af9-2f96-4998-9669-1f7455b92b00.0010.01/DOC\\_3&format=PDF](http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:55fa6af9-2f96-4998-9669-1f7455b92b00.0010.01/DOC_3&format=PDF) > (consulté le 15 mai 2016).

<sup>227</sup> *Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Madagascar*, 2014, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1219\(02\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1219(02)&from=FR) > (consulté le 15 mai 2016).

<sup>228</sup> *Agreement on a Sustainable Fisheries Partnership between the European Union and the Republic of Senegal*, 2014, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1023\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1023(01)&from=EN) > (consulté le 15 mai 2016).

<sup>229</sup> C.N.U.D.M., art. 72.

<sup>230</sup> *Affaire du « Camouco » (Panama c. France)*, Affaire n° 5, Prompte mainlevée, arrêt du 07 février 2000, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-5/> > (consulté le 18 janvier 2016).



du Monte Confurco<sup>231</sup> dans laquelle il s'agissait une fois de plus d'une pêche sans autorisation dans la ZEE française. Le navire Monte Confurco a été saisi. L'affaire du Volga met en relief une poursuite judiciaire pour une raison similaire à celle des affaires précitées. Elle portait sur la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire Volga<sup>232</sup>. En l'espèce, le Volga, navire russe, avait exercé une pêche illégale non réglementée et non déclarée dans la Z.E.E. australienne. Le navire russe a donc été arraisonné et immobilisé jusqu'au paiement de la caution pour la mainlevée de l'immobilisation du navire.

L'État côtier a également d'autres droits et obligations dans sa Z.E.E. qui ne sont pas explicitement définis par la C.N.U.D.M, mais qui ont été consacrés par la jurisprudence internationale. Par exemple, l'on peut citer l'obligation pour les autres États d'obtenir son autorisation avant de ravitailler un navire de pêche autorisé à pêcher le reliquat en carburant dans la Z.E.E.<sup>233</sup>.

Toutefois, la question de la conservation et de la gestion des ressources biologiques dans la Z.E.E. pose le problème du grignotage de la haute mer par les États<sup>234</sup>. En effet, dépassant la limite de 200 milles marins reconnus aux États, ces derniers ne se limitent pas seulement à exercer leur droit de pêche au-delà de la Z.E.E. mais, ils sont tentés de restreindre la liberté de pêche des autres États en haute mer<sup>235</sup>. C'est dans le but de résoudre ce

---

<sup>231</sup> *Affaire du « Monte Confurco » (Seychelles c. France)*, Affaire n° 6, Prompte mainlevée, arrêt du 18 décembre 2000, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-6/> > (consulté le 18 janvier 2016).

<sup>232</sup> *Affaire du « Volga » (Fédération de Russie c. Australie)*, Affaire n° 11, Prompte mainlevée, arrêt du 23 décembre 2002, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-11/> > (consulté le 28 janvier 2016).

<sup>233</sup> *Affaire du navire « Saiga » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée)*, Affaire n° 1, Prompte mainlevée, arrêt du 4 décembre 1997, Tribunal international du droit de la mer, pp. 13-14, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-1/> > (consulté le 28 janvier 2016).

<sup>234</sup> C'est le fameux problème qualifié par la doctrine de juridiction rampante ou « creeping jurisdiction ». La juridiction rampante consiste en la remise en cause par un certain nombre d'États côtiers de la limite de 200 milles marins consacrée à la Z.E.E. par la C.N.U.D.M. Ces États revendiquent non seulement des espaces, mais aussi des espèces déterminées au-delà des limites de leurs Z.E.E. Voir Anne Christine Chartier BOURELLY, *La juridiction rampante de l'État côtier au-delà des deux cents milles marins*, Université de Paris 1, 1997.

<sup>235</sup> Évoquant l'impératif de protection des pêcheries côtières face à l'épuisement de certains stocks de poissons, les États côtiers vont s'autooctroyer de larges compétences, au-delà des deux cents milles marins. La question des stocks chevauchants et des grands migrants est la plus illustrative à ce sujet. Un exemple est donné par le conflit qui a opposé le Canada aux chalutiers espagnols en 1995. En 1994, le Canada adopte une nouvelle loi sur les pêcheries côtières (Bulletin du droit de la mer n° 26, octobre 1994, p. 21), du fait de l'épuisement de certains stocks de poissons dans la région des Grands-Bancs de Terre-Neuve. En mars 1995, un chalutier espagnol avait

problème qu'a été adopté l'Accord de New-York du 4 décembre 1995 aux fins de l'application des dispositions des articles 63 et 64 de la Convention de 1982 relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont le déplacement s'effectue tant à l'intérieur qu'au-delà des Z.E.E. (les stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs. Ce texte est entré en vigueur en 2001<sup>236</sup>. Son objectif est de prévenir les conflits de pêche dans la Z.E.E. des États côtiers. Nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre suivant.

Par ailleurs, il faut dire qu'il n'y a pas que l'État côtier qui jouit des droits sur les ressources halieutiques de la Z.E.E. Les articles 69 et 70 de la C.N.U.D.M. consacrent une préférence d'accès au reliquat à une certaine catégorie d'États dont les États sans littoral (c'est l'exemple de la République Centrafricaine) et les États géographiquement désavantagés, lorsque l'État côtier en déclare un. Le droit accordé aux États sans littoral est celui de participer à l'exploitation des ressources biologiques des Z.E.E. des États côtiers. Ce droit est cependant limité et réside dans le pouvoir discrétionnaire de l'État côtier<sup>237</sup>. L'État sans littoral ne peut exercer ce droit que lorsque l'État côtier a déterminé au préalable la capacité d'exploitation de ses ressources. Il peut ensuite autoriser l'État sans littoral à exploiter le reliquat. Ce droit est généralement octroyé sous la forme d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux. Les États sans littoral jouissent des mêmes privilèges que les États géographiquement désavantagés dans les Z.E.E. d'États côtiers.

L'expression États géographiquement désavantagés renvoie aux « *États côtiers y compris les États riverains d'une mer fermée (mer Caspienne), semi fermée (océan indien) que leur situation rend tributaires de l'exploitation des ressources biologiques des Z.E.E.*

---

été arraisonné par la marine canadienne alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales des Grands-Bancs de Terre-Neuve, pour lui interdire de pêcher le turbot. Le Canada avait fondé l'arraisonnement de ce chalutier espagnol sur sa Loi du 12 mai 1994, qui interdisait aux navires étrangers de se préparer à pêcher ou de pêcher, au-delà de la Z.E.E. canadienne, dans la zone de réglementation de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest. La même loi conférait aux autorités canadiennes des compétences larges de contrôle sur les navires étrangers dans ladite zone. Cette loi Voir Laurent LUCCHINI, « La loi canadienne du 12 mai 1994 : la logique extrême de la théorie du droit préférentiel de l'État côtier en haute mer au titre des stocks chevauchants », (1994) 40-1 *Annuaire français de droit international* 864- 875.

<sup>236</sup> Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, 4 août 1995, R.T.N.U., vol. 2167, p. 3.

<sup>237</sup> PHILIPPE. VINCENT, préc., note 28, p. 99.

*d'autres États de la sous-région ou région pour un approvisionnement suffisant en poissons destiné à l'alimentation de leur population ou d'une partie de leur population* »<sup>238</sup> (art. 70 par. 2). Sont également pris en compte par le même article, « *les États côtiers qui ne peuvent pas prétendre à une Z.E.E. propre* ». Ces États ont un droit limité s'agissant de la participation à l'exploitation des ressources biologiques de la Z.E.E. des États côtiers de la même sous-région ou région. Ils ne peuvent donc demander des avantages sur un continent autre que le leur<sup>239</sup>.

Toutefois, en cas de conflit entre l'État côtier et les autres États, la C.N.U.D.M. dispose que « *dans les cas où (...) il y a conflit entre les intérêts de l'État côtier et ceux ou de plusieurs autres États, ce conflit devrait être résolu sur la base de l'équité et eu égard à toutes les circonstances pertinentes (...)* »<sup>240</sup>. C'est la raison pour laquelle la Convention leur recommande tout de même de respecter mutuellement les droits des uns et des autres. Seulement, les droits des États ne disposant pas de Z.E.E. demeurent les plus vulnérables et sont insuffisamment garantis<sup>241</sup>.

En outre, nonobstant les droits souverains et la juridiction de l'État côtier sur les ressources biologiques et non biologiques de sa Z.E.E., l'espace en tant que tel est soumis au régime de la liberté de navigation, la liberté de survol, la liberté de pose de câbles et de pipelines sous-marins, ainsi que de la liberté d'utiliser la mer à d'autres fins internationalement licites<sup>242</sup>. L'exercice de ces libertés est cependant sujet au respect des limitations prévues aux articles 88 à 115 de la C.N.U.D.M., portant sur la haute mer. Par ailleurs, l'article 56 (1) (b) de la C.N.U.D.M. dispose que l'État côtier exerce une juridiction dans la Z.E.E. (et non pas des droits souverains) en ce qui concerne « *i) la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages; ii) la recherche scientifique marine; iii) la protection et la préservation du milieu marin* ». Cet article doit être lu concomitamment avec l'article 60 de la C.N.U.D.M. En effet, l'article 60 précité énonce que « *l'État côtier a le droit exclusif de*

---

<sup>238</sup> C.N.U.D.M., art. 70 (2).

<sup>239</sup> TULLION TREVES, Académie de droit international de La HAYE, *Recueil Des Cours*, 1990, IV, n°223, Martinus Nijhoff Publishers, 1991, pp. 151-158.

<sup>240</sup> C.N.U.D.M., art. 59.

<sup>241</sup> ROBIN. CHURCHILL et A. V LOWE, *The law of the sea*, 3rd ed., coll. Melland Schill studies in international law, Manchester: Yonkers, NY, Manchester University Press; Juris Pub, 1999, pp. 170-174.

<sup>242</sup> C.N.U.D.M., art. 58.

*procéder à la construction et d'autoriser et réglementer la construction, l'exploitation et l'utilisation* » d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages.

Eu égard aux développements qui précèdent, la haute mer s'est trouvée considérablement réduite à la suite de la création de la Z.E.E.; et partant, la liberté de la pêche également. Cette liberté de la pêche ne peut donc plus s'exercer dans la limite de deux cents miles marins à partir de la ligne de base de la mer territoriale, mais désormais au-delà des deux cents milles. Il ne serait tout de même pas sans importance de rappeler que la création de la Z.E.E. initiée par les pays en voie de développement, a provoqué les oppositions des pays développés. Ces derniers se sont toutefois rapidement ralliés à l'idée de création d'une Z.E.E. En outre, la création de la Z.E.E. répondait davantage à un besoin ressenti par les pays en voie de développement de se réserver l'exploitation des ressources de la mer près de leurs côtes. La plus grande proportion des pêcheries se trouvant dans la zone de deux cents miles marins, la liberté de la pêche en haute mer n'allait cependant pas perdre tout son sens; car, beaucoup de poissons passent une partie de leur existence à la fois dans la Z.E.E. et dans la haute mer tandis que certains stocks seulement passent tout leur cycle de vie en haute mer. L'interaction subsistante entre certaines pêcheries de ces deux espaces marins a donc imposé une redéfinition du principe de la liberté de la pêche en haute mer.

## **Paragraphe 2 : La redéfinition du principe de la liberté de la pêche en haute mer**

Les revendications initiées par les pays du d'Amérique latine ont eu une incidence sur l'étendue de la liberté de pêche en haute mer en la réduisant qualitativement (l'espace de haute mer a été réduit de deux cents milles marins à partir de la ligne de base de la mer territoriale) et quantitativement (la Z.E.E. consacrée en 1982 contient l'essentiel des ressources halieutiques de la mer, placées sous souveraineté de l'État côtier). Ces revendications ont coïncidé avec l'avènement de nouveaux États sur la scène internationale.

Cependant, la nécessité de limiter l'exploitation des ressources biologiques de la mer n'est pas apparue nécessaire lorsque l'exploitation desdites ressources n'était pas

excessive<sup>243</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs facteurs ont encouragé les États à cesser de percevoir la liberté de la pêche en haute mer comme un droit absolu<sup>244</sup>. En effet, le développement technologique a permis la création de flottes géantes ou navires usines, dont la capacité de pêche est gigantesque. Ces flottes géantes servent également à la conservation des pêcheries en mer, et par conséquent, favorisent de longues campagnes de pêches, car les navires peuvent séjourner plus longtemps en mer sans risque de décomposition des pêcheries. De par leur performance, ces navires favorisent également des rendements plus élevés. De même l'explosion démographique a engendré des demandes supplémentaires qui nécessitent une augmentation du volume de pêche. Or, dans un contexte de gestion unilatérale des ressources de la haute mer, l'heure était à la course vers la satisfaction des intérêts particuliers des États sans égard aux besoins des autres États ou encore à la capacité de régénérescence de ces ressources<sup>245</sup>.

Face à l'effondrement de certains stocks de poissons, il est donc apparu nécessaire à la communauté internationale de renoncer à la gestion unilatérale des ressources biologiques de la haute mer, en faveur d'une gestion internationale desdites ressources qui serait plus juste, plus équitable et plus raisonnable.

Grotius, dans son célèbre ouvrage *Mare Liberum*, justifiait la liberté des activités en mer par l'inépuisabilité des ressources des océans<sup>246</sup>. En effet, cette liberté prônée par Grotius ne concernait pas uniquement la navigation. Elle s'étendait également aux autres activités maritimes notamment la pêche<sup>247</sup>. Tous les États avaient donc le droit d'exercer leurs activités en mer et aucun d'eux ne devait empêcher un autre État d'exercer son droit. La liberté de la pêche en haute mer est par ce fait même fondée sur le principe de l'égalité d'accès des États à la mer. C'est ainsi que la liberté de la pêche en haute mer est considérée appartenir aux États et non pas aux individus. C'est l'une des manifestations concrètes du principe de l'égalité

---

<sup>243</sup> CARL AUGUST FLEISCHER, *The New Regime of Maritime Fisheries*, Hague Academy collected courses, t. 209 (1988), pp. 95-222, Buffalo, NY: William S. Hein & Co, 2011-, p. 115.

<sup>244</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 15-18.

<sup>245</sup> Id., p. 7-15.

<sup>246</sup> Vladimir-Djuro DEGAN, « L'affirmation des principes du Droit naturel par la Révolution française. Le projet de Déclaration du Droit des Gens de l'abbé Grégoire », (1989) 35-1 *Annuaire français de droit international* 99, 111.

<sup>247</sup> Thomas Wemyss FULTON, *The Sovereignty of the Sea: An Historical Account of the Claims of England to the Dominion of the British Seas, and of the Evolution of the Territorial Waters, with Special Reference to the Rights of Fishing and the Naval Salute*, The Lawbook Exchange, Ltd., 1911, p. 346.

souveraine des États<sup>248</sup>. C'est cette acception de la liberté de la pêche en haute mer qui sera retenue à Genève à l'issue de la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Les conventions de Genève sur la haute mer et sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer assimilent la haute mer à un espace de *res communis*. C'est en effet ce que soutenait le Président mexicain lors de la 3<sup>ème</sup> CNUDM lorsqu'il affirmait :

*« L'ancien principe de la liberté des mers et son corollaire la liberté de pêche reposent sur l'idée que les ressources biologiques de la mer n'appartiennent à personne. Dans les conditions actuelles et à combien plus de raison dans l'avenir, il est tout simplement inadmissible qu'une réserve essentielle d'aliments de l'humanité soit considérée comme n'appartenant à personne et exploitée comme telle. Cette idée est inséparable d'un système primitif dont les règles ne convenaient qu'à une situation de grande abondance et de demande limitée, ce qui était le cas dans le passé pour les ressources de la mer. Ces données, c'est-à-dire le caractère pratiquement illimité de la mer et l'impossibilité de l'appréhender comme l'air, que Grotius avait à l'esprit lorsqu'il a élaboré sa théorie de la liberté des mers, ont cessées d'être valables. Aujourd'hui, les ressources de la mer qu'elles soient renouvelables ou non, la haute mer, le fond et le sous-sol des mers au-delà de la limite de la juridiction nationale, doivent être considérées comme des Res Communis, c'est-à-dire comme des richesses appartenant à toutes les nations et non à aucune. »<sup>249</sup>*

La haute mer était donc considérée comme cet espace de la mer sur lequel aucun État ne possédait des droits exclusifs et par ricochet, ne pouvait y imposer un ordre juridique particulier. La seule exception à ce principe, tel que retenu à Genève, résidait dans la compétence personnelle des États sur leurs citoyens. De ce fait, l'on pourrait donner raison à Jean-Pierre Queneudec lorsqu'il affirme que la liberté de la pêche en haute mer n'est rien d'autre que la traduction du principe du libéralisme économique du « laissez faire, laissez

---

<sup>248</sup> Lea BOU KARAM, *L'égalité souveraine: entre fiction et outil juridiques*, Université de Montréal, 2010.

<sup>249</sup> E. Alvarez, Président du Mexique, 3<sup>ème</sup> CNUDM, doc. Off., vol. 1, p. 223, para. 32

aller »<sup>250</sup>. Tout État avait donc le droit de s'approprier les ressources biologiques de la haute mer sans possibilité d'être inquiété par les autres États; et ceci, pour la simple raison que les conditions d'exercice de la liberté de la pêche en haute mer n'avaient pas été établies par les conventions de Genève<sup>251</sup>. Ainsi, il revenait à chaque État d'interpréter cette liberté à sa manière et d'aménager son exercice uniquement pour ses citoyens. Or, dans un tel contexte, il est clair que la coexistence d'une pluralité de gestions unilatérales des ressources biologiques de la haute mer allait entraîner l'accaparement de ces ressources par les États disposant d'importantes flottes marines et d'une capacité technologique et humaine développées. En ce sens, la liberté de la pêche en haute mer tel que conçu en 1958, n'a donc pas pu limiter la course effrénée vers une plus grande appropriation possible des ressources de la haute mer par les États, donc la conséquence la plus logique fût la surexploitation de ces ressources et le constat de l'épuisabilité des ressources<sup>252</sup>. Fort de ce constat et dans le souci de protéger la haute mer d'une exploitation excessive de ses ressources tout en assurant la jouissance par les États de leur liberté de pêche, la communauté internationale s'est rendue à l'évidence qu'une nouvelle réglementation était nécessaire pour la mise en œuvre de règles justes et équitables qui permettraient de garantir la liberté de la pêche en haute mer au profit de tous les États. D'ailleurs, c'est l'un des buts visés par la C.N.U.D.M. tel qu'il ressort de son préambule. Cette transformation s'est manifestée par la mise en place de règles visant à assurer la pérennité des pêcheries tout en garantissant l'accès à tous, à travers l'obligation de conservation qui ressort des articles 117 à 120 de la C.N.U.D.M.

Le rejet d'une gestion unilatérale en 1982 a entraîné la modification des fondements de la liberté de la pêche en haute mer. L'exploitation des ressources biologiques de la haute mer en vertu de la Convention de 1982 sur le droit de la mer prend en compte l'intérêt de la communauté des États. La C.N.U.D.M. considère les stocks de poissons de la haute mer

---

<sup>250</sup> J.-P. QUENEUEDEC, *La remise en cause du droit de la mer*, in *Actualité du droit de la mer*, VI<sup>e</sup> Colloque de Montpellier de la Société Française pour le Droit International du 27 Mai 1972, Paris, Pedone, 1973, p. 9, 17.

<sup>251</sup> David FREESTONE, « Fisheries, High Seas », dans *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1162>> (consulté le 29 août 2016).

<sup>252</sup> FRANCISCO. ORREGO VICUÑA, *The changing international law of high seas fisheries*, coll. Cambridge studies in international and comparative law (1996) 9, Cambridge, U.K.; New York, Cambridge University Press, 1999, p. 18-23.

comme des *res communis*<sup>253</sup>. La liberté de la pêche en haute mer passe d'une liberté absolue à une liberté aménagée. C'est également le passage d'une gestion unilatérale des ressources biologiques de la haute mer à une gestion commune desdites ressources, au travers des organisations régionales de pêche<sup>254</sup>. En effet, pour la mise en œuvre de leur liberté de pêche en haute mer, la C.N.U.D.M. impose aux États de procéder par la coopération internationale à travers la signature d'accords internationaux. La possibilité d'une coopération en matière des ressources biologiques de la haute mer était déjà présente dans les conventions de 1958. Mais il ne s'agissait nullement d'une obligation pour les États avec la même force que celle de 1982. En vertu de l'article 118 de la convention de 1982, nonobstant le caractère général de cette obligation de coopération, les États, pris individuellement ne peuvent plus décider seuls des conditions d'exercice de la liberté de la pêche en haute mer par leurs citoyens<sup>255</sup>.

Par ailleurs, l'obligation de conservation établie par la C.N.U.D.M. prend en compte le problème de la surexploitation des ressources halieutiques hauturières, absent parmi les motivations des rédacteurs de 1958. En effet, l'article 2 de la Convention de Genève sur la haute mer énumérait la liberté de la pêche parmi les libertés que peuvent exercer les États en haute mer. Cet article était complété par l'article 1 de la convention de Genève sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer. En vertu de ce dernier texte, « *tous les États ont droit à ce que leurs nationaux exercent la pêche en haute mer, sous réserve a. de leurs obligations conventionnelles, b. des intérêts et des droits des États riverains tels qu'ils sont prévus par la présente convention, et c. des dispositions concernant la conservation des ressources biologiques de la haute mer...* ». Cette disposition était indissociable de l'article 2 du même texte qui définit l'expression « *conservation des ressources biologiques de la haute mer* » comme « *l'ensemble des mesures rendant possible le rendement optimum constant de ces ressources, de façon à porter au maximum les disponibilités en produits marins, alimentaires et autres...* ». La C.N.U.D.M. ira un peu plus loin que les conventions de 1958. Elle ne se limitera pas à envisager la conservation des ressources biologiques de la haute mer

---

<sup>253</sup> Rafael CASADO RAIGÓN, « La pêche en haute mer », dans *Le droit international de la pêche maritime*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 43, Bruxelles, Bruylant; Université de Bruxelles, 2000, pp. 117-242, p. 129.

<sup>254</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 47-50.

<sup>255</sup> C.N.U.D.M., préc., note 25



dans le but de satisfaire les besoins en denrées alimentaires des populations. La prise de conscience du danger que représente la surexploitation ainsi que la disparition progressive de certaines espèces va amener les rédacteurs de 1982 à prendre en compte la protection environnementale dans l'obligation de conservation des ressources biologiques de la haute mer<sup>256</sup>. Tout comme la convention de Genève de 1958 précitée, la C.N.U.D.M. réaffirme que les nationaux de tous les États ont un droit de pêche en haute mer<sup>257</sup>. Cependant, elle subordonne l'exercice de ce droit à trois obligations, à savoir le respect par les États de leurs obligations conventionnelles, le respect des droits et obligations ainsi que des intérêts des États côtiers prévus entre autres aux articles 63, 64 et 67 de la Convention, et enfin le respect des dispositions contenues à la section 2 de la partie VII de la C.N.U.D.M., qui imposent aux États des obligations fondamentales de conservation des ressources biologiques de la haute mer et de coopération pour la conservation et pour la gestion desdites ressources<sup>258</sup>. À la lecture de ladite section 2 de la partie VII précitée, il ressort que la mise en œuvre de ces obligations a pour ultime but de concourir à la conservation des ressources biologiques de la haute mer. Pour se faire, les États sont donc tenus de coopérer entre eux au travers des accords de pêche sous-régionaux ou régionaux. Ils ont également la possibilité de créer des organisations de pêche sous-régionales ou régionales<sup>259</sup>.

Cependant, l'obligation de coopérer est davantage forte pour les États dont les ressortissants exploitent des ressources halieutiques identiques ou quoi que différentes, qui sont situées dans la même zone<sup>260</sup>. Cette coopération doit être basée sur plusieurs facteurs. Il s'agit du « volume admissible de captures que les États fixent par eux-mêmes », du « rendement maximum constant », « des données scientifiques les plus fiables dont ils disposent », « des facteurs écologiques et économiques pertinents », « des besoins particuliers des États en développement », de « toutes normes minimales internationales généralement recommandées au plan sous-régional, régional ou mondial », de « la dépendance des espèces », « des informations scientifiques, des statistiques et des autres données disponibles concernant la

---

<sup>256</sup> PATRICIA W. BIRNIE, Alan E. BOYLE et Catherine REDGWELL, *International Law and the Environment*, 3rd ed., Oxford; Toronto, Oxford University Press, 2009, p. 589.

<sup>257</sup> C.N.U.D.M., art. 116.

<sup>258</sup> PATRICIA W. BIRNIE, Alan E. BOYLE et Catherine REDGWELL, préc., note 256, p. 589.

<sup>259</sup> C.N.U.D.M., art. 118.

<sup>260</sup> Id., art. 118, para. 2.

conservation des stocks de poissons »<sup>261</sup>. Les États ont également le devoir de veiller à ce que les mesures de conservation adoptées soient exemptes de toute forme de discrimination<sup>262</sup>.

Ces facteurs énoncés par la C.N.U.D.M. n'apparaissent malheureusement pas suffisamment clairs et précis pour résoudre les problèmes légués par les conventions de 1958. Les termes employés sont particulièrement vagues et laissent aux États de trop grands pouvoirs dans leur interprétation<sup>263</sup>. L'expression « entre autres » en lien avec les droits, les obligations et les intérêts de l'État côtier tels que prévus aux articles 63 paragraphe 2 et 64 à 67, mentionnée à l'article 116 de la C.N.U.D.M. pourrait soulever des difficultés d'interprétation. L'on pourrait en effet se demander si la convention accorde d'autres droits en matière de pêche à l'État côtier, au-delà de sa Z.E.E.<sup>264</sup>. La C.N.U.D.M. ne saurait en effet accorder de tels droits à l'État côtier au-delà de sa Z.E.E., puisque la haute mer y est consacrée *res communis*. Bien plus, la question des stocks de poissons chevauchants et des grands migrateurs demeure ouverte dans la C.N.U.D.M. En effet, la consécration en 1982 de la notion de Z.E.E. a engendré de nouvelles difficultés pour le droit de la mer. Les grandes nations de pêche, autrefois prélevant leurs ressources dans les Z.E.E. des États côtiers (en majorité les pays en développement), ont été obligés de se retourner vers la pêche hauturière pour combler leurs besoins en poissons; ceci a été à l'origine d'une surexploitation des ressources halieutiques non seulement de la haute mer, mais aussi des poissons qui passent une partie de leur cycle de vie à la fois dans la Z.E.E. et en haute mer. Pour remédier à cette surexploitation des ressources, six sessions plénières de négociations se sont déroulées entre juillet 1993 et août 1995 et se sont achevées par la signature de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs<sup>265</sup>. Nous examinerons plus amplement ce texte et ses répercussions sur le droit de la mer dans le chapitre suivant.

---

<sup>261</sup> Id., art. 119 (1).

<sup>262</sup> Id., art. 119 (3).

<sup>263</sup> PATRICIA W. BIRNIE, Alan E. BOYLE et Catherine REDGWELL, préc. note 256, p. 720-721.

<sup>264</sup> Shigeru ODA, « Fisheries under the United Nations Convention on the Law of the Sea », (1983) 77-4 *The American Journal of International Law* 739-755, 750.

<sup>265</sup> *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à*

En définitive, le droit de la mer a toujours été un droit en constante évolution comme nous avons pu le constater. La pêche qui est l'une des principales activités en mer aussi a subi nécessairement de nombreuses mutations. D'un droit de pêche basé sur le principe théorique de l'égal accès des États à la mer, l'on est passé à un droit de la pêche plus soucieux de l'accès effectif des États aux ressources halieutiques en mer. Avec l'extension des zones de droits souverains et de juridiction nationale, l'espace réservé à la liberté de la pêche en mer (haute mer) s'est trouvé considérablement réduit. Cependant, la haute mer demeure un espace très important pour la régénérescence des ressources halieutiques de la mer, y compris celles des espaces sous juridiction nationale, qui en dépendent pour la simple raison que, malgré les divisions juridiques dont elle fait l'objet, la mer demeure un ensemble homogène. Le cas des stocks de poissons chevauchants et grands migrants en est un exemple. Par ailleurs, malgré les efforts fournis par la communauté des États pour permettre l'accès à tous aux ressources de la haute mer, de nombreuses failles demeurent. Les dispositions des Conventions et des autres textes sur la pêche en haute mer demeurent très générales, au point où « *la constitution des océans* » ait été considérée comme une « *constitution sans loi organique* » ou encore de « *loi sans ses décrets d'application* »<sup>266</sup>.

---

*l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*, préc., note 236.

<sup>266</sup> Michel SAVINI, « La réglementation de la pêche en haute-mer par l'Assemblée générale des Nations Unies. A propos de la Résolution 44/225 sur les grands filets maillants dérivants », (1990) 36-1 *Annuaire français de droit international* 777-817, p. 783.

## CHAPITRE II : LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE DE LA PÊCHE EN HAUTE MER : ENTRE PARTAGE ET PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

*« C'est la pratique des États qui a inspiré la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après C.N.U.D.M.), et non la Convention qui a influé de manière notable sur la pratique des États. En ce qui concerne la pêche, toutefois, l'introduction du concept de zone économique exclusive (ci-après Z.E.E.) de deux cents miles a eu pour conséquence une intensification de la pêche hauturière pratiquée par certains États. Cette intensification de la pêche en haute mer a créé de nouveaux problèmes dans certaines régions du monde, en particulier celles où les stocks de poissons situés de part et d'autre de la limite des deux cents miles font l'objet d'une exploitation à grande échelle »<sup>267</sup>.*

La plupart des efforts qui ont été entrepris par la communauté internationale pour réglementer la pêche et conserver les ressources marines n'ont pas réussi à prévenir la surexploitation des ressources halieutiques. Les mers et les océans représentent en effet près de 70% de la surface du globe terrestre, c'est-à-dire plus de 90% de la surface habitable en volume<sup>268</sup>. L'espace marin constitue un important réservoir de ressources naturelles nécessaires pour la survie des Hommes depuis des millénaires<sup>269</sup>. Cependant, depuis la révolution industrielle, également à l'origine de l'explosion démographique, l'exploitation des ressources

---

<sup>267</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le Droit de la mer: pratique des États au moment de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, New York, 1994, p. 14.

<sup>268</sup> Alex D. ROGERS, Dan LAFFOLEY, Nick POLUNIN et Derek P. TITTENSOR, « Ocean Conservation: Current Challenges and Future Opportunities », dans *Key Topics in Conservation Biology 2*, Oxford, John Wiley & Sons, 2013, p. 161-183, en ligne : <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118520178.ch10/pdf>> (consulté le 4 octobre 2016).

<sup>269</sup> Eric M. LEGRESLEY, *La Convention sur le droit de la mer*, coll. Étude générale (Canada. Bibliothèque du Parlement. Service de recherche), Ottawa, Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1993, en ligne : <<http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp322-f.htm>> (consulté le 13 février 2016).

naturelles de la mer a connu un développement sans pareil<sup>270</sup>. Le milieu aquatique, tout comme les milieux terrestre, aérien et extra atmosphérique, n'a donc pas été épargné par les États en quête d'un développement économique à tout prix<sup>271</sup>. De même, le milieu aquatique a également été pendant très longtemps considéré comme une source à déchets de l'humanité, bien avant la prise de conscience par les États du danger que cela pouvait représenter<sup>272</sup>. Les déchets déversés dans la mer constituent un poison pour la population vivante marine mais pas le seul danger pour ces espèces. La pêche industrielle amorcée au XIX<sup>e</sup> siècle va quant à elle se révéler encore plus dévastatrice. L'extension unilatérale des compétences souveraines des États sur certaines parties de la haute mer aura également des répercussions sur la partie restante de celle-ci. Certaines ressources halieutiques de la haute mer vont être surexploitées et d'autres en voie de disparition. En effet, le taux de croissance des captures marines était de 6.8% dans les années 1950<sup>273</sup>. Il est passé à 7.4% dans les années 1960. Ce taux est ensuite passé à 1.7% au cours des années 1970 du fait de la diminution de certaines ressources halieutiques, en l'occurrence les anchois péruviens<sup>274</sup>. C'est dans ce contexte que la communauté internationale va réagir par l'adoption de la C.N.U.D.M. en 1982 et entrée en vigueur le 16 novembre 1994. Cette Convention a certes eu le mérite d'encourager le partage équitable des ressources de la mer, mais elle n'a pas réussi à faire disparaître les divergences entre les États sur la question de l'accès aux ressources halieutiques de la haute mer. Aujourd'hui encore, la question de la réglementation de la pêche en haute mer continue de susciter des interrogations; interrogation non seulement quant au souci d'équité recherché par la Convention, mais aussi quant à la problématique de la protection environnementale. C'est justement à ce sujet que l'Assemblée Générale des Nations Unies (ci-après A.G.N.U.) a adopté en juin 2015 une résolution portant

---

<sup>270</sup> Sylvain Le ROUX et Julien NOËL, « Mondialisation et conflits autour des ressources halieutiques », *Écologie & politique*, 2007, N° 34, p. 69, en ligne : <<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2007-1-page-69.htm>> (consulté le 12 octobre 2016)

<sup>271</sup> Luis Ignacio SANCHEZ RODRIGUEZ, « La pêche et les intérêts espagnols », dans *L'Europe et la mer : (pêche, navigation et environnement marin)*, Collection de droit international, V. 61, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 29-37, p. 35.

<sup>272</sup> Serge LATOUCHE, « Développement durable: un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature », (1994) 35-137 *Revue Tiers Monde* 77-94.

<sup>273</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. DÉPARTEMENT DES PÊCHES, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 1995, figure 1, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/009/v5550f/v5550f00.htm>> (consulté le 26 janvier 2017).

<sup>274</sup> Id.

sur l'adoption d'un instrument juridique international pour la protection et la gestion durable de la biodiversité située au-delà des limites de la juridiction nationale (la haute mer)<sup>275</sup>. Suite a été donnée à cette résolution lors du lancement des négociations techniques du 28 mars au 8 avril 2016, à l'occasion de la première réunion du comité préparatoire à New York<sup>276</sup>. C'est dire que la C.N.U.D.M. et les accords qui l'ont suivi n'ont pas réussi à sonner le glas de la surexploitation des ressources halieutiques de la haute mer, qui plus est, par une portion d'États seulement.

## **SECTION 1 : LE PARTAGE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE LA HAUTE MER**

Il faut relever d'entrée de jeu que la haute mer représente à elle seule la moitié de la surface de la planète et environ 60% des océans<sup>277</sup>. C'est un espace gouverné par des principes de liberté parmi lesquels la liberté de pêche<sup>278</sup>. L'article 87 de la C.N.U.D.M. indique très clairement que ces libertés doivent être exercées en conformité avec la Convention et le droit international public. Le principe de la liberté de pêche est caractérisé par l'absence d'une souveraineté sur les ressources halieutiques de la haute mer<sup>279</sup>. Dans le même ordre d'idées, aucun État ne peut en principe exercer son autorité ni appliquer sa législation sur les navires d'autres États, sauf certaines exceptions<sup>280</sup>. La liberté de pêche en haute mer a donc pour

---

<sup>275</sup>Assemblée générale, *Élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale*, Rés. 69/292, Doc. Off. AG, 69<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49 (19 juin 2015), en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=a/69/49\(Vol.III\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=a/69/49(Vol.III)) > (consulté le 14 septembre 2016).

<sup>276</sup> Romain LOURY, « Traité sur la haute mer: les négociations vont commencer », *Journal de l'environnement* (23 mars 2016), en ligne : <<http://www.journaldelenvironnement.net/article/traite-sur-la-haute-mer-les-negociations-vont-commencer,68634>> (consulté le 4 octobre 2016).

<sup>277</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, préc., note 27, p. 16-17.

<sup>278</sup> C.N.U.D.M., art. 87.

<sup>279</sup> Id., art. 89.

<sup>280</sup> Id., art. 92 paragraphe 1. Cette disposition de la Convention de 1982 sur le droit de la mer pose le principe de la compétence personnelle, pleine et exclusive de l'État du pavillon. Cependant, la même disposition prend le soin de mentionner qu'il ne s'agit pas d'un principe absolu, mais bien plus d'un principe qui admet certaines exceptions. Les exceptions à ce principe concernent la piraterie maritime en haute mer (art. 105 de la Convention de 1982 sur le droit de la mer); les émissions non autorisées depuis la haute mer, à condition qu'il s'agisse soit de l'État d'immatriculation de l'installation, soit de l'État dont la personne en question est ressortissante, ou

corollaire le principe d'égalité entre les États, dont la garantie est l'interdiction d'actes pouvant restreindre la liberté des autres États. Dans le but d'assurer l'égal accès aux ressources halieutiques de la haute mer à tous les États, compte tenu des différences naturelles, techniques et économiques, les rédacteurs de 1982 ont introduit dans la convention de 1982 la notion d'équité pour le partage des ressources de la mer<sup>281</sup>. La haute mer en est autant concernée que toutes les autres parties de la mer. La C.N.U.D.M. et les accords qui l'ont suivi, portant sur les ressources halieutiques dans ledit espace justifient cette assertion.

---

encore de tout État où les émissions peuvent être captées ou dont les radiocommunications autorisées sont brouillées par ces émissions (art. 109 paragraphes 3 et 4 de la Convention de 1982 sur le droit de la mer); le droit de visite conféré aux navires de guerres en vertu de l'article 110 de la Convention de 1982.

Des exceptions au principe de la compétence de la loi du pavillon ont également été prévues hors de la C.N.U.D.M. Ces extensions portent non seulement sur l'extension de la compétence d'intervention dévolue aux navires étrangers par la C.N.U.D.M., mais aussi sur l'attribution de ces compétences à certains organes.

Ces exceptions peuvent être contenues dans les traités multilatéraux. Pour exemple, l'article 17 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 19 décembre 1988 dispose qu'un État partie qui, pour des motifs raisonnables, soupçonne qu'un navire se livre au trafic illicite de drogue, peut le notifier à l'État du pavillon dudit navire et demander la confirmation de la nationalité du navire. Si cette nationalité est confirmée, l'État partie peut demander à l'État du pavillon, l'autorisation de prendre les mesures appropriées à l'égard de ce navire. L'article 4 de la même convention introduit par ailleurs, la possibilité pour les États parties, au travers des accords développés en application de l'article 17 susévoqué, de déroger au principe de compétence exclusive de l'État du pavillon, et de prévoir les conditions dans lesquelles l'État intervenant pourra poursuivre et juger les auteurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants commises en haute mer, à bord des navires battant pavillon de l'autre partie. C'est sur le fondement de ce dernier article qu'a été conclu le 23 mars 1990, le traité entre l'Italie et l'Espagne, pour la répression du trafic illicite de drogue par mer ainsi que l'Accord du Conseil de l'Europe relatif au trafic illicite par mer du 31 janvier 1995. Dans le domaine de la pêche en haute mer, l'article XI (7) de la Convention sur la conservation des ressources de lieux dans la partie centrale de la mer de Béring signée le 16 juin 1994 prévoit l'intervention en haute mer par les navires d'une partie contractante sur les navires des autres parties contractantes, quoi que l'État du pavillon reste le seul à pouvoir juger l'infraction et à la punir.

Les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (ci-après C.S.N.U.) peuvent apparaître comme des palliatifs aux manquements des règles relatives aux exceptions à la compétence de l'État du pavillon. Sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le C.S.N.U. peut autoriser l'intervention d'États étrangers sur les navires battant pavillon d'autres États. C'est ce que fit le C.S.N.U. dans sa résolution 1816 du 2 juin 2008 (Conseil de sécurité, *La situation en Somalie*, Rés. 1816, Doc. Off. C.S.N.U., 2008, 5902<sup>e</sup> séance (2008), p. 3, par. 7, en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1816%20\(2008\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1816%20(2008)) > (consulté le 22 avril 2016) \*, dans laquelle il a permis aux navires de guerres étrangers de continuer la poursuite des pirates à l'intérieur des eaux territoriales somaliennes, après l'accord de l'État côtier. Il en est de même pour la résolution 1838 du 7 octobre 2008 (Conseil de sécurité, *La situation en Somalie*, Rés. 1838, Doc. Off. C.S.N.U., 2008, 5987<sup>e</sup> séance (2008), p. 2, par. 3, en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1838%20\(2008\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1838%20(2008)) > (consulté le 22 avril 2016) \*.

<sup>281</sup> C.N.U.D.M., préambule, paragraphes 4 et 5.

Il faut dire qu'il est communément admis que l'équité n'est pas le droit; l'équité est plutôt une forme de justice<sup>282</sup>. Certaines études opposent même l'équité au droit<sup>283</sup>. L'analyse des controverses doctrinales sur la nature de l'équité n'est cependant pas l'objet de notre étude. Toutefois, le fait que le préambule de la convention de 1982 contienne des dispositions en matière d'équité pourrait donner à celles-ci une toute autre valeur, en les faisant passer de normes simplement philosophiques aux normes juridiques<sup>284</sup>. Quoi qu'il en soit, accorder les mêmes droits de pêche en haute mer aux États qu'ils soient côtiers ou sans littoral, est synonyme de justice envers les derniers. Ainsi, pour Paul Reuter, la notion d'équité comporte trois principes à savoir, le principe d'équivalence, le principe de proportionnalité et le principe de finalité<sup>285</sup>. Le principe d'équivalence renvoie au principe d'égalité en droit; le principe de proportionnalité quant à lui renvoie à une égalité qui admet des discriminations positives, c'est-à-dire qui n'est pas « arithmétique » pour reprendre les termes de l'auteur<sup>286</sup>. C'est l'exemple des États sans littoral ou des États géographiquement désavantagés qui, par le sort de la nature, auraient été privés des richesses naturelles de la mer si certains aménagements n'avaient pas été prévu dans la C.N.U.D.M. En effet, la C.N.U.D.M. ne leur accorde pas de Z.E.E. propres, mais elle leur donne la priorité quant à l'exploitation du reliquat du volume admissible de captures des Z.E.E. d'États côtiers, moyennant des accords entre ces États et les États côtiers<sup>287</sup>. La Cour internationale de justice (ci-après C.I.J.) avait affirmé dans les affaires du plateau continental de la mer du Nord que

*« L'équité n'implique pas nécessairement l'égalité. Il n'est jamais question de refaire la nature entièrement et l'équité ne commande pas qu'un état sans accès à la mer se voie attribuer une zone de plateau continental, pas plus qu'il ne s'agit d'égaliser la situation d'un État dont les côtes sont étendues et*

---

<sup>282</sup> Benoît MOORE, « La réforme du droit de la consommation et l'équité contractuelle », dans FRANÇOISE MANIET (dir.), *Pour une réforme du droit de la consommation au Québec: actes du colloque du 14 et 15 mars 2005*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2005, p. 113

<sup>283</sup> Philippe JESTAZ, *Le droit. Connaissances du droit*, Dalloz, 3<sup>e</sup> éd., 1996.

<sup>284</sup> Paul AMSELEK, « Autopsie de la contrainte associée aux normes juridiques », *La force normative, naissance d'un concept* 2009, 3, p. 9.

<sup>285</sup> Paul REUTER, « Quelques réflexions sur l'équité en droit international », *Revue belge de droit international*, 1980, Vol. 15 (1), p. 165-186.

<sup>286</sup> Id., p. 173.

<sup>287</sup> C.N.U.D.M., art. 69 et 70.



*celle d'un État dont les côtes sont réduites. L'égalité se mesure dans un même plan et ce n'est pas à de telles inégalités naturelles que l'équité pourrait porter remède »<sup>288</sup>.*

Ces discriminations positives ne sont possibles que parce qu'elles sont prévues par le droit. C'est ce qu'avait affirmé la C.I.J. dans les affaires sur la compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande et République fédérale allemande c. Islande) : *« Il ne s'agit pas simplement d'arriver à une solution équitable, mais d'arriver à une solution équitable qui repose sur le droit applicable »<sup>289</sup>*. La C.I.J. rappelait ainsi une position qu'elle avait précédemment adoptée dans les affaires sur plateau continental de la mer du nord en ces termes : *« Il ne s'agit pas d'appliquer l'équité simplement comme une représentation de la justice abstraite, mais d'appliquer une règle de droit prescrivant le recours à des principes équitables »<sup>290</sup>*.

Le principe de finalité quant à lui prend en compte le but même de la règle juridique. Reuter affirme à ce propos que *« si l'équité est porteuse d'un principe de finalité, elle reçoit une nouvelle dimension qui n'est pas tant d'adapter la règle juridique aux situations individuelles, que de déceler dans la règle elle-même une finalité qui certes la complète, mais qui aussi limite les droits qui en découlent »<sup>291</sup>*. L'analyse des dispositions de la C.N.U.D.M. sur la pêche en haute mer nous laisse entrevoir la prise en compte de ces trois principes (paragraphe 1) même si des obstacles juridiques et pratiques demeurent (paragraphe 2).

### **Paragraphe 1 : La prise en compte de l'équité dans l'exploitation des pêcheries en haute mer**

---

<sup>288</sup> *Plateau continental de la mer du Nord*, arrêt, Cour internationale de justice, Recueil 1969, p. 3, paragraphe 91.

<sup>289</sup> *Compétence en matière de pêcheries, (Royaume-Uni c. Islande), fond*, arrêt, Cour internationale de justice, Recueil 1974, p. 3, paragraphe 78.

<sup>290</sup> *Plateau continental de la mer du Nord*, arrêt, préc., note 288, p. 47, paragraphe 85.

<sup>291</sup> Paul REUTER, préc., note 285, p. 179.

La garantie du respect du principe d'égal accès aux ressources halieutiques de la haute mer réside dans l'interdiction faite aux États d'exercer une souveraineté quelconque sur la haute mer<sup>292</sup>.

#### **A- Les facettes (manifestations) de l'équité dans la réglementation actuelle des pêcheries en haute mer**

L'égal accès des États aux ressources halieutiques de la haute mer est caractérisé par le principe de la non-discrimination à l'endroit des États non côtiers qui sont les États sans littoral et les États géographiquement désavantagés. Ces États jouissent des mêmes droits que les États côtiers en haute mer. Ils jouissent de ce fait de la liberté de la pêche en haute mer. En effet, « *tous les États ont droit à ce que leurs ressortissants pêchent en haute mer (...)* »<sup>293</sup>. Le droit des États non côtiers de pêcher en haute mer serait demeuré purement théorique s'ils n'avaient pas la possibilité d'accéder à la mer. L'article 3 de la convention de Genève de 1958 sur la haute mer était déjà évocateur à ce sujet. Cet article disposait en effet que dans le but de permettre aux États sans littoral de jouir des libertés de la mer, les États de transit étaient tenus d'assurer à l'État sans littoral, sur une base de réciprocité, un droit de passage en transit en vertu duquel les navires arborant son pavillon étaient soumis à un traitement égal à celui des navires nationaux de l'État côtier<sup>294</sup>. La liberté de transit était soumise dans la Convention de 1958 sur la haute mer, à la conclusion d'un accord préalable entre l'État de transit et l'État sans littoral. La faculté reconnue aux États sans littoral de transiter librement à travers les zones sous juridiction ou sous souveraineté des États côtiers a été reconduite dans la C.N.U.D.M.<sup>295</sup>. L'État sans littoral s'entend de « *tout état qui ne possède pas de côte maritime* »<sup>296</sup>. L'État de transit quant à lui renvoie à « *tout État avec ou sans côte maritime, situé entre un État sans littoral et la mer, à travers le territoire duquel passe le trafic en transit* »<sup>297</sup>. Toutefois, la liberté de transit

---

<sup>292</sup> C.N.U.D.M., art. 89.

<sup>293</sup> Id., art. 116.

<sup>294</sup> *Convention sur la haute mer*, préc., note 19, art. 3.

<sup>295</sup> C.N.U.D.M., partie X.

<sup>296</sup> Id., art. 124 (a).

<sup>297</sup> Id., art. 124 (b).

n'est pas un droit absolu. Elle est soumise à la conclusion d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux entre l'État de transit et l'État sans littoral<sup>298</sup>. Le passage en transit ne doit représenter qu'une fraction d'un voyage complet qui commence ou se termine sur le territoire de l'État sans littoral. Les États de transit peuvent néanmoins prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de leurs intérêts légitimes<sup>299</sup>.

Il y a également lieu de mentionner dans ce contexte la liberté de passage en transit dans les détroits servant à la navigation internationale en vertu de l'article 38 de la C.N.U.D.M. Même si ces détroits se situent à l'intérieur des mers territoriales soumises quant à elles au régime du passage inoffensif<sup>300</sup>, les détroits internationaux servant à la navigation internationale demeurent assujettis à un régime spécial plus libéral en matière de navigation. Le régime du passage en transit a été décrit comme se trouvant à mi-chemin entre la liberté de navigation et le passage inoffensif<sup>301</sup>.

Le principe d'égal accès à la haute mer ne retrouve tout son sens que dès lors où les États, qu'ils soient côtiers ou non, jouissent d'une utilisation équitable des ressources halieutiques.

## **B- Les garanties à l'équité dans l'exploitation des pêcheries en haute mer**

---

<sup>298</sup> Id., art. 125 (2).

<sup>299</sup> Id., art. 125 (3).

<sup>300</sup> Le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale vient tempérer les compétences exclusives de l'État côtier dans ladite zone. Il est régi par les articles 17 à 26 de la C.N.U.D.M. Les navires de tous les États, côtiers ou sans littoral, jouissent de ce droit dans la mer territoriale. Le passage consiste en une navigation transversale ou longitudinale par rapport à la côte de l'État et qui, dans tous les cas, doit être continu et rapide. En principe, un navire étranger n'a pas le droit de stopper et de mouiller dans la mer territoriale, exception admise en cas d'incident de navigation, relâche forcée (la météo annonce une grande tempête) ou de détresse ou dans le but de porter secours à des personnes, des navires ou des aéronefs en danger ou en détresse. Un passage est considéré comme inoffensif lorsqu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre et à la sécurité de l'État côtier. Le passage inoffensif s'applique d'une part aux navires marchands et aux navires d'États utilisés à des fins commerciales; d'autre part, aux navires de guerre et aux autres navires utilisés à des fins non commerciales. Les sous-marins quant à eux ont l'obligation de naviguer à la surface et de battre leur pavillon.

<sup>301</sup> Erik J. MOLENAAR, *Coastal State Jurisdiction Over Vessel-Source Pollution*, International Environmental Law and Policy Series, 51, Kluwer Law International, 1998, p. 287.

Tous les États ont le droit de pêcher en haute mer. De ce fait, aucun État ne peut soumettre les ressources halieutiques de la haute mer à sa souveraineté, encore moins empêcher les autres États d'y recourir à la pêche. Tel est le corollaire qui découle du principe de l'égalité des États en haute mer.

La liberté des mers était justifiée par Grotius par l'impossibilité d'une occupation effective de la mer par un État et l'inépuisabilité de ses ressources. L'avènement des progrès scientifiques et techniques au XIX<sup>e</sup> siècle ayant démontré une toute autre réalité à travers les chutes constantes de la capacité de régénérescence des poissons et à la prise en compte de l'inégalité de fait entre les États, cette liberté est aujourd'hui justifiée par le principe d'égal accès aux ressources halieutiques de la haute mer par tous les États, mais qui se veut plus effectif. Les pêcheries hauturières sont en vertu de l'article 119 de la C.N.U.D.M., considérées comme des *res communis*. Cependant, au-delà des garanties textuelles de la C.N.U.D.M., les États ne disposent pas sur le plan pratique, de capacités techniques, humaines et financières équivalentes, qui leur permettraient d'accéder équitablement aux ressources halieutiques hauturières.

## **Paragraphe 2 : l'effectivité limitée de l'exploitation équitable des ressources halieutiques hauturières**

La haute mer recèle une diversité remarquable d'espèces de poissons. La C.N.U.D.M. ainsi que ses accords complémentaires ont tenté de réglementer l'exploitation de ces espèces en procédant parfois par espèce, parfois géographiquement. Or, la mer ne peut être envisagée de façon parcellaire. Les limites des frontières établies par l'Homme en mer ne sont pas prises en compte par les espèces dans leurs migrations. C'est là le point de départ des faiblesses de ces textes<sup>302</sup>. En effet, la création d'une Z.E.E. a eu des conséquences notables dans le domaine de la pêche en haute mer, notamment pour les espèces se trouvant à cheval entre la Z.E.E. et la haute mer. L'espace de pêche accordé à la haute mer a considérablement été réduit de même que les droits de pêche qui lui sont associés. Pourtant, les ressources de la

---

<sup>302</sup> R.-E. CHARLIER, préc., note 146, p. 72.

haute mer ne sont pas toujours indépendantes des Z.E.E. adjacentes<sup>303</sup>. En raison de leur mobilité, un mécanisme de gestion internationale desdites ressources a été préféré en 1982. Mais il fallut attendre l'Accord de New York de 1995 sur les stocks chevauchants et les stocks grands migrants, pour que le processus soit explicite. Dans la recherche effrénée d'un consensus, l'emprise des politiques étatiques quant à l'aménagement des ressources halieutiques hauturières a été maintenue d'une certaine manière. Ceci est perceptible au travers de la multiplicité d'organisations régionales de pêches régissant pourtant une seule et même activité, un seul et même espace.

### **A- Les conventions universelles réglementant la pêche hauturière**

De nombreux textes à valeur universelle réglementent l'exploitation des ressources marines en haute mer. Parmi ceux-ci, nous avons retenu dans le cadre de ce travail, la C.N.U.D.M., l'Accord sur les stocks chevauchants et les poissons grands migrants, ainsi que quelques textes n'ayant pas la même nature que les accords précités.

La C.N.U.D.M. est un traité international qui a révolutionné le droit de la mer. Elle aborde des questions contemporaines très importantes et très complexes. Elle essaye de concilier la souveraineté des États sur la scène internationale avec les exigences d'une vie en communauté<sup>304</sup>. Elle juxtapose de ce fait l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer aux impératifs d'une protection environnementale pour une exploitation durable desdites ressources. La haute mer est cette colonne d'eau qui est située au-delà de la souveraineté nationale des États. Comment la C.N.U.D.M. aménage-t-elle la liberté de la pêche en haute mer afin qu'elle puisse profiter à tous les États? Pour répondre à cette question, la C.N.U.D.M. dispose que tous les États, enclavés ou côtiers ont le droit de pêcher en haute mer, dans le respect des droits des autres États et des autres accords auxquels ils ont consenti<sup>305</sup>. Elle impose

---

<sup>303</sup> Consultations techniques sur la pêche en haute mer, 1992; Conférence sur les stocks chevauchants, doc A/CONF.164/INF/10 du 27 janvier 1994, p. 21 et 23.

<sup>304</sup> C.N.U.D.M., Préambule, Para. 4, 5 et 7.

<sup>305</sup> Id., art. 116.

également aux États de coopérer entre eux dans le but d'assurer la conservation des pêcheries<sup>306</sup>. Nulle part dans le texte de la convention il n'est fait mention d'une coopération dans le but d'assurer un partage équitable des ressources. Par ailleurs, la C.N.U.D.M. considère-t-elle le droit de pêcher en haute mer comme un acquis pour tous les États? Nous ne saurions ici répondre par l'affirmative ou par la négative. Qu'à cela ne tienne, l'analyse des dispositions de la C.N.U.D.M. sur la liberté de pêche en haute mer démontre un caractère trop général de ses dispositions si bien qu'on pourrait la qualifier de « *Traité-cadre pour le droit de la mer* »<sup>307</sup>.

Les règles régissant la pêche hauturière dans la C.N.U.D.M., quoique générales, auraient pu garantir l'égal accès des États à la pêche en haute mer. Mais, en raison des inégalités de développement que connaissent les États, certains seront plus à même d'entreprendre la pêche profonde au loin dans la haute mer. La pêche en haute mer nécessite des équipements technologiquement avancés ainsi que de gros investissements. Un rapport réalisé par la F.A.O. sur la pêche profonde en haute mer en 2008 concluait qu'environ 285 navires étaient impliqués dans la pêche profonde en haute mer en 2006. Ces États sont principalement des pays développés. En effet, 27 États participaient à cette pêche dont les principaux étaient l'Espagne, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie et l'Australie<sup>308</sup>. À cet égard, les différences de développement, de capacités financières, techniques et humaines constituent un frein pour les pays en développement dans l'exercice de leur liberté de pêche en haute mer. Toutefois, cette situation avait été prévue d'avance par les rédacteurs de 1982. C'est dans le but de pallier à ce déséquilibre que « *les intérêts et besoins de l'humanité toute entière et, en particulier les intérêts et besoins spécifiques des pays en développement* » devaient être prise en compte<sup>309</sup>. Néanmoins aucune référence explicite n'est faite à l'exploitation des ressources halieutiques de la haute mer, et les pays en développement ne peuvent donc pas s'en prévaloir. Malgré l'absence de cette garantie explicite dans le corps de la C.N.U.D.M., l'Assemblée générale des Nations Unies a créé des fonds destinés au transfert des techniques

---

<sup>306</sup> Id., art. 118.

<sup>307</sup> Alexandre-Charles Kiss, « Les traités-cadre : une technique juridique caractéristique du droit international de l'environnement », (1993) 39-1 *Annuaire français de droit international* 792, 795.

<sup>308</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Pêche profonde en haute mer. Vers une utilisation durable des ressources marines et la protection des écosystèmes marins vulnérables*, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/014/i1064f/i1064f00.pdf>> (consulté le 14 février 2017).

<sup>309</sup> C.N.U.D.M., préambule, par. 5.

des pays développés vers les pays en développement, dans le but de réduire cette inégalité<sup>310</sup>. Mais une fois de plus, ces fonds mis à la disposition des pays en développement ne concernent que les zones sous juridiction nationale, dans lesquelles aucune compétition quant à l'exploitation des ressources halieutiques n'est prévue. En effet, à travers cette assistance financière, les pays développés viennent bien évidemment en aide aux pays en développement. Cependant, ces fonds sont destinés aux activités s'exerçant dans les eaux sous souveraineté ou sous juridiction des pays en développement.

C'est ainsi que les fonds octroyés par les pays développés aux États en voie de développement entre le 1<sup>er</sup> août 2014 et le 31 juillet 2015 concernait essentiellement les zones soumises à la souveraineté ou à la juridiction de l'État côtier. Le statut des contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale gérés par la division des affaires maritimes et du droit de la mer, s'inscrit dans la même logique<sup>311</sup>. Bien plus, ces fonds dépendent des contributions volontaires des pays développés. Et quand bien même ces pays développés prennent individuellement l'initiative d'aider les pays en développement, c'est une fois de plus pour des « *zones de non concurrence* ». On peut prendre ici pour exemple les cas de l'Allemagne (à travers ses programmes bilatéraux d'assistance notamment en Asie du Sud-est et en Afrique), de l'Espagne (mémoires de coopération en vue d'une assistance dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture avec plusieurs États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine), le Japon (par la mise en place d'infrastructures statistiques sur la pêche au thon dans des États côtiers en développement du pacifique) et la Norvège (programme d'assistance dans le domaine de la gestion des ressources halieutiques marines au profit des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine)<sup>312</sup>.

---

<sup>310</sup> Assemblée générale, *Les océans et le droit de la mer*, Rés. 55/7, Doc. Off. AG, 55<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49 (30 octobre 2000), par. 18, 19, 20, 22, annexe II, en ligne : < [< http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=a/55/49\(Vol.I\)\(SUPP\) >](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=a/55/49(Vol.I)(SUPP)) (consulté le 17 septembre 2016).

<sup>311</sup> Status of Voluntary Trust Funds Administered by the Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea (1 August 2014 – 31 July 2015), en ligne : < [http://www.un.org/depts/los/reference\\_files/vol\\_t\\_funds.pdf](http://www.un.org/depts/los/reference_files/vol_t_funds.pdf) > (consulté le 18 septembre 2016) \*.

<sup>312</sup> Assemblée générale, *Assistance disponible et mesures qui peuvent être prises par les États en développement, en particulier les États les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les États côtiers africains, afin de tirer parti des avantages du développement durable et effectif des ressources marines et des utilisations des océans dans les limites de la juridiction nationale. Étude élaborée par le Secrétariat*, Doc. N.U.

Par ailleurs, au-delà de la prise en compte de la situation des pays en développement, la C.N.U.D.M. est également attachée à la protection des intérêts de l'État côtier, eu égard des activités qui sont exercées dans la zone de haute mer adjacente à sa Z.E.E. En effet, à la lecture de l'article 116 de la C.N.U.D.M., l'on pourrait penser que l'idée des droits préférentiels de l'État côtier est encore très présente dans le droit de la mer contemporain; car, le droit de pêche est exercé dans le respect des « *intérêts des États côtiers tels qu'ils sont prévus entre autres, à l'article 63, paragraphe 2 et aux articles 64 à 67* »<sup>313</sup>. Néanmoins, la situation particulière de certaines catégories de poissons à savoir les stocks chevauchants et les grands migrateurs pourrait justifier un tel choix; car ces espèces passent la majeure partie de leur existence dans les Z.E.E. d'États côtiers.

Cependant, la C.N.U.D.M. n'a pas réglé définitivement la question des stocks de poissons qui se trouvent à la fois dans la Z.E.E. d'États côtiers et dans la haute mer. Cette question a plutôt été abordée plus tard, par l'Accord de New York de 1995<sup>314</sup>. Ainsi, des États comme le Chili<sup>315</sup>, l'Argentine<sup>316</sup> et le Canada<sup>317</sup> avaient tenté de s'approprier les ressources halieutiques situées dans la zone de haute mer adjacente à leur Z.E.E, au travers de l'adoption de lois nationales. En effet, du fait de la raréfaction des ressources biologiques hauturières due à une exploitation excessive, encouragée par l'inefficacité des cadres légal et institutionnel de réglementation de la liberté de pêche en haute mer, ces États avaient adopté des mesures internes pour mettre un terme à la déprédation de ressources transzones. Leurs actions consistaient, pour l'Argentine et le Chili, en l'établissement d'emprises unilatérales vers la haute mer au-delà de la limite de 200 miles marins, et pour le Canada, à se substituer à l'OPANO, pour assurer la conservation et la gestion des ressources dans la zone de compétence de l'OPANO. Cette pratique a été qualifiée de juridiction rampante.

---

A/63/342 (3 septembre 2008), par. 22-30, en ligne : < <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N08/495/62/PDF/N0849562.pdf?OpenElement> > (consulté le 14 février 2017) \*.

<sup>313</sup> C.N.U.D.M., art. 116.

<sup>314</sup> PÊCHE ET OCÉANS CANADA, « L'Accord des Nations Unies sur la pêche et les stocks de poissons », en ligne : <<http://www.dfo-mpo.gc.ca/international/rsc-unfa-fra.htm>> (consulté le 12 octobre 2016).

<sup>315</sup> Loi sur les pêches n° 19.079, *Journal officiel* du 6 septembre 1991.

<sup>316</sup> Loi n°23-269, *Diario Oficial* du 5 décembre 1991.

<sup>317</sup> Loi sur la protection des pêches côtières, *Bulletin du droit de la mer* n° 26, (octobre 1994), p. 21.



D'une part, le Chili et l'Argentine, sur la foi d'une bonne interprétation de la théorie des « droits préférentiels »<sup>318</sup> de la C.N.U.D.M., avaient adopté des actes juridiques internes à effet extraterritorial afin de contrôler l'exploitation des stocks de poissons chevauchants et des grands migrateurs, qui étaient pourtant sous le régime de la liberté de la pêche en haute mer en vertu de la partie VII de la C.N.U.D.M., et avant l'adoption de l'Accord de New York. Le Chili avait appelé ce secteur de la haute mer adjacent à sa Z.E.E., la « mer présenteielle ». Cette dernière

*« suppose une participation aux activités entreprises par d'autres États dans des secteurs de la haute mer revêtant un intérêt particulier pour l'État côtier et une surveillance desdites activités. En outre, il encourage l'État côtier à entreprendre des activités économiques dans les secteurs adjacents de la haute mer afin de promouvoir le développement économique national et de veiller à ce que les autres activités qui y sont menées le soient de manière à éviter d'avoir des effets néfastes, directs ou indirects, sur ce développement. Par ailleurs, ce concept se rattache à une conception large de la sécurité nationale, devant être entendue non seulement en un sens rigoureusement militaire, mais aussi en termes de protection de l'intérêt national, y compris sous sa dimension économique, particulièrement dans le contexte de la zone économique exclusive et de la mer territoriale. Géographiquement, la « mer présenteielle » du Chili a été définie*

---

<sup>318</sup> Pour une étude sur la théorie des « droits préférentiels », voir : Dinh NGUYEN QUOC, « La revendication des droits préférentiels de pêche en haute mer devant les Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer de 1958 et 1960 », (1960) 6-1 *Annuaire français de droit international* 77-110; R. R. CHURCHILL, « The Fisheries Jurisdiction Cases: The Contribution of the International Court of Justice to the Debate on Coastal States' Fisheries Rights », (1975) 24-01 *International and Comparative Law Quarterly* 82-105; Georges Antoine LÉGER, « Droit de la mer: La contribution du Canada au nouveau concept de la zone économique », (1980) 11-3 *Études internationales* 421-440; Rebecca WALLACE, « Special Economic Dependency and Preferential Rights in Respect of Fisheries: Characterisation and Articulation within the European Communities », (1984) 21 *Common Market Law Revue* 525; Craig J. SEVERANCE, Kitty SIMONDS et Robert W. FRANCO, *Justification and Design of Limited Entry Alternatives for the Offshore Fisheries of American Samoa, and an Examination of Preferential Fishing Rights for Native People of American Samoa Within a Limited Entry Context, Final Report: Submitted to Kitty Simonds*, Anthropology, University of Hawaii at Hilo, 1989; Tullio TREVES, « La pêche en haute mer et l'avenir de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », (1992) 38-1 *Annuaire français de droit international* 885-904.

*comme étant le secteur de haute mer adjacent à la zone économique exclusive et entouré par le continent sud-américain »<sup>319</sup>.*

Le Canada quant à lui avait adopté une loi sur la pêche en rupture avec les articles 89, 94 et 117 de la C.N.U.D.M. (qui disposent qu'aucun État ne peut soumettre une partie de la haute mer à sa souveraineté et que chaque État exerce sa juridiction et son contrôle sur les navires battant son pavillon): il s'agit de la loi du 12 mai 1994, modifiant le Code criminel et celle sur la protection des pêches côtières. Cette loi était justifiée par l'urgence de mettre fin à la déprédation sévère des stocks de poissons de la zone de l'Atlantique Nord-ouest, notamment la chute des stocks de morue au large de Terre-Neuve<sup>320</sup>, malgré la création de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-ouest (ci-après OPANO) le 24 octobre 1978 dont la zone de compétence couvre à la fois la zone de pêche canadienne et une partie de la haute mer. Pour le Canada, l'OPANO apparaissait incapable d'assurer une gestion efficace de ces stocks de poissons dont sa situation géographique rend son économie tributaire des pêches<sup>321</sup>. La loi du 12 mai 1994 visait donc à contrôler le respect des mesures de gestion prises par l'OPANO par l'Union Européenne, les navires sans nationalité ou les navires battant pavillon de certains États non membres de l'OPANO à savoir le Panama, le Honduras, le Maroc, le Venezuela, la Sierra Léone, Belize et le Vanuatu qui se livraient fréquemment à la pêche dans la zone de compétence de l'OPANO. Pour la mise en œuvre de cette loi, des pouvoirs de police altérant le principe de la compétence exclusive de l'État sur les navires battant son pavillon, avaient été conférés aux autorités canadiennes par ladite loi. Ces derniers étaient autorisés à faire emploi de la force lorsque les circonstances le rendaient nécessaires<sup>322</sup>. Ainsi, des activités de pêche bien que commise hors des zones de juridiction nationale canadiennes, se trouvaient sanctionnées par un acte juridique à portée interne. Ce rétrécissement de la liberté de la pêche en haute mer par une

---

<sup>319</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le Droit de la mer: pratique des États au moment de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, New York, 1994, p. 192.

<sup>320</sup> Laurent LUCCHINI, « La loi canadienne du 12 mai 1994 : la logique extrême de la théorie du droit préférentiel de l'État côtier en haute mer au titre des stocks chevauchants », (1994) 40-1 *Annuaire français de droit international* 864, 867.

<sup>321</sup> Claude EMERY, *La surpêche à l'extérieur de la zone de 200 milles: la côte de l'Atlantique*, DIRECTION DE LA RECHERCHE PARLEMENTAIRE. DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SOCIALES, 1996, pp. 6-8, en ligne : <<http://www.bdp.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublicationsArchive/pdf/cir1000/906-f.pdf>> (consulté le 16 février 2017) \*.

<sup>322</sup> *Loi modifiant le Code criminel et la loi sur les pêcheries côtières du 12 mai 1994.*

loi interne peut être qualifié d' « *audace législative* », pour emprunter l'expression de Laurent Lucchini<sup>323</sup>.

Dans un tel contexte de prolongement des compétences étatiques dans des zones de haute mer, des litiges peuvent naître entre les États<sup>324</sup>. Alors, en cas de différend né de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la C.N.U.D.M., celle-ci prévoit la possibilité d'une procédure de règlement pacifique obligatoire de différends<sup>325</sup>. Cette procédure obéit donc à l'obligation de règlement pacifique des différends consacrée par l'article 2 par. 3 de la Charte des Nations Unies dont les modalités sont contenues dans l'article 33 du même texte<sup>326</sup>. Toutefois, les articles 280 à 284 de la C.N.U.D.M. laissent une très grande autonomie aux États parties. En effet, les États parties demeurent libres d'appliquer des mécanismes de règlement pacifique des différends de leur choix autres que ceux prévus par la Convention<sup>327</sup>. De plus, les procédures prévues par la C.N.U.D.M. peuvent même être écartées si l'accord entre les parties interdit toute procédure additionnelle de règlement pacifique des différends en cas d'échec de celle prévue par ledit accord<sup>328</sup>. En outre, la procédure prévue par la C.N.U.D.M. s'applique subsidiairement à toute procédure prévue dans le cadre d'un accord général, régional ou bilatéral ou de tout autre accord entre les parties, à la seule condition que la procédure prévue par cet accord aboutisse à une décision obligatoire<sup>329</sup>. La Convention prévoit en plus la possibilité de recourir à un tribunal arbitral spécial, constitué conformément à l'annexe VIII,

---

<sup>323</sup> Laurent LUCCHINI, préc., note 320, p. 871.

<sup>324</sup> Le moratoire du Gouvernement canadien, interdisant la pêche pour une durée de deux ans à compter juillet de 1992, de la morue du Nord sur le Nez des Grands-Bancs, sera à l'origine d'un litige entre l'Union Européenne et le Canada. Pour en savoir plus sur les tenants de ce moratoire, voir Claude EMERY, *La crise de la morue du Nord*, Division des affaires politiques et sociales, octobre 1992, en ligne : <<http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp313-f.htm>> (consulté le 23 avril 2016).

<sup>325</sup> C.N.U.D.M., art. 279 : « Les États parties règlent tout différend surgissant entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application la Convention, par des moyens pacifiques conformément à l'article 2, paragraphe 3, de la Charte des Nations unies et, à cette fin, doivent en rechercher la solution par les moyens indiqués à l'article 33, paragraphe 1, de la Charte ».

<sup>326</sup> Charte des Nations Unies, 26 juin 1945, art. 33 : « Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationale doivent en rechercher la solution avant tout par la voie de la négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix ».

<sup>327</sup> C.N.U.D.M., art. 280.

<sup>328</sup> Id., art. 281.

<sup>329</sup> Id., art. 282.

qui n'émet que de simples recommandations sans valeur juridique obligatoire<sup>330</sup>. En cas d'échec des modes de règlement pacifique des différends, une procédure obligatoire aboutissant à une décision obligatoire peut être intentée. Cependant, cette procédure ne peut être activée qu'à la demande d'un État partie au différend<sup>331</sup>. Les juridictions compétentes à cet effet en vertu de l'article 287 de la C.N.U.D.M. sont le Tribunal international du droit de la mer, la C.I.J. et un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII, en son article 11. Dans un tout autre angle, la convention demande aux États de coopérer mais elle ne prévoit pas une coordination des organisations en matière de pêche<sup>332</sup>.

C'est dans l'optique d'apporter des solutions aux lacunes de la C.N.U.D.M. relevées plus haut, conjuguées aux problèmes soulevés par les extensions de compétence des États sur la haute mer qu'une conférence a été convoquée le 22 décembre 1991 par l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>333</sup> et dont l'objet était de

*« Promouvoir l'application efficace des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur les stocks de poissons qui chevauchent la zone de 200 miles et les grands migrants. La Conférence se fondant notamment sur les études scientifiques et techniques de la F.A.O., devrait identifier et évaluer les problèmes liés à la préservation et à la gestion de ces stocks et étudier les moyens*

---

<sup>330</sup> La C.N.U.D.M. prévoit la possibilité de recourir à un arbitrage spécial pour des différends relatifs à l'interprétation et à l'application des dispositions concernant certaines questions bien définies parmi lesquelles la pêche (C.N.U.D.M., annexe VIII art. 1). En matière de pêche, les arbitres sont désignés par les parties à partir d'une liste d'experts tenue par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Chaque État peut désigner deux arbitres et nomment d'un commun accord le président du tribunal arbitral spécial. On peut cependant regretter le fait que le tribunal arbitral spécial ne puisse faire que des recommandations qui n'ont pas valeur de décision obligatoire et qui ne constituent que la base d'un réexamen par les parties des questions à l'origine du différend. Cette procédure ne permet donc pas une solution définitive au différend.

<sup>331</sup> C.N.U.D.M., art. 286.

<sup>332</sup> Ellen HEY, William T. BURKE, Doris PONZONI et Kazuo SUMI, *La réglementation de la pêche au filet maillant dérivant en haute mer: questions juridiques*, 47, coll. Étude législative, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1992, p. 36, en ligne : [https://books.google.fr/books?id=Oelr3p10ZtsC&printsec=frontcover&dq=bibliogroup:%22Etude+I%C3%A9gislative%22&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKewj8\\_J6E5azKAhXDsh4KHVz-DdgQuwUIMzAD#v=onepage&q&f=false](https://books.google.fr/books?id=Oelr3p10ZtsC&printsec=frontcover&dq=bibliogroup:%22Etude+I%C3%A9gislative%22&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKewj8_J6E5azKAhXDsh4KHVz-DdgQuwUIMzAD#v=onepage&q&f=false) (consulté le 10 août 2016).

<sup>333</sup> Assemblée générale, *Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrants*, Rés. 47/192, Doc. Off. A.G.N.U. 47<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49 (A/47/49), en ligne : [<http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=a/47/49\(Vol.I\)>](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=a/47/49(Vol.I)) (consulté le 17 septembre 2016).

*pour améliorer la coopération sur la pêche entre États et formuler des recommandations appropriées. »*<sup>334</sup>

La conférence s'est soldée par l'adoption, par consensus le 4 août 1995, de l'« *Accord aux fins d'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants* »<sup>335</sup> (ci-après l'Accord). Il va sans dire que cet Accord a été propulsé par les États côtiers qui ont constaté une baisse des ressources halieutiques de leurs Z.E.E. à la suite d'une augmentation de la pêche hauturière<sup>336</sup>. L'Accord pose le principe de la compatibilité des mesures de conservation et de gestion dans la Z.E.E. et la haute mer<sup>337</sup>. Pour parvenir à cette fin, l'Accord commande aux États de procéder par voie de coopération bilatérale ou multilatérale. Cette coopération doit être basée sur la bonne foi de chacun de ces États dans leur coopération directe (bilatérale) ou indirecte (organisations sous-régionales ou régionales de pêche). Seulement, le principe de la bonne foi ne trouve aucune définition dans ce texte. Bien plus, ce texte semble ne pas prendre en considération les États qui s'abstiendraient de participer à une organisation et qui refuseraient par la même occasion d'être liés par les mesures prises par l'organisation régionale de gestion des pêcheries, dans l'exploitation des ressources concernées<sup>338</sup>. Par ailleurs, ne peuvent devenir membres d'une organisation internationale que les « États qui ont un intérêt réel dans les pêcheries concernées »<sup>339</sup>. Comment déterminer cet intérêt réel? L'article précité de l'Accord conjugué à l'article 11 du même texte stipule que :

---

<sup>334</sup> A/CONF.151/26, vol. II, 13 août 1992, p. 139.

<sup>335</sup> *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*, préc., note 236.

<sup>336</sup> Djamchid MOMTAZ, « L'Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et de grands migrants », (1995) 41-1 *Annuaire français de droit international* 676-699, p. 677.

<sup>337</sup> Id., 681.

<sup>338</sup> *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*, préc., note 236, art. 8 (4).

<sup>339</sup> Id., art 8 para. 3.

*«Lorsqu'ils déterminent la nature et l'étendue des droits de participation des nouveaux membres d'une organisation de gestion des pêcheries sous-régionale ou régionale ou des nouveaux participants à un arrangement de gestion des pêcheries sous-régionale ou régionale, les États prennent notamment en considération : a) l'état des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants et le niveau de l'effort de pêche dans la zone de pêche; b) les intérêts, les méthodes en matière de pêche et les pratiques de pêche des nouveaux et des anciens membres ou participants; c) la contribution respective des nouveaux et des anciens membres ou participants à la conservation et la gestion des stocks, à la collecte et la communication de données scientifiques exactes et aux recherches scientifiques menées sur les stocks; d) les besoins des communautés côtières de pêcheurs qui sont fortement tributaires de la pêche de stocks; e) les besoins des États côtiers dont l'économie est très lourdement tributaire de l'exploitation des ressources biologiques marines; f) les intérêts des États en développement de la sous-région ou région, lorsque les stocks se trouvent également dans les zones relevant de leur juridiction nationale ».*

Cette disposition laisse à désirer quant aux critères qui permettraient d'admettre ou non un État au sein d'une organisation régionale ou sous-régionale de pêche. Les critères énoncés par l'Accord sont tellement imprécis à tel point que l'on pourrait penser que le pouvoir de décision reviendrait aux États membres ou participant à l'arrangement de l'organisation<sup>340</sup>. Par ailleurs, les États non membres de l'organisation et non participants aux arrangements sont néanmoins tenus de respecter les mesures de conservation et de gestion adoptées par l'organisation<sup>341</sup>.

---

<sup>340</sup> Laurent LUCCHINI et Michel VÖCKEL, préc., note 98, p. 683, n° 1096.

<sup>341</sup> Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants, préc., note 236, art. 17.

Quelle est donc la nature juridique de tels actes qui parviennent à lier les États aux instruments juridiques indépendamment de leur volonté? L'on pourrait avancer qu'il s'agit d'un moyen qui vise l'intérêt de la communauté des États pour une bonne maîtrise de la gestion des stocks de poissons.

D'ailleurs, au regard du pouvoir accordé aux États membres des organisations, l'Accord de New York de 1995 vient compléter les dispositions de la C.N.U.D.M. Par conséquent, il est encore plus restrictif de la liberté de pêche en haute mer que ce dernier<sup>342</sup>, puisque la libre pêche sauvage en haute mer était en train de dévaster les océans.

## **B- La prépondérance et les lacunes du régionalisme dans l'aménagement des pêcheries hauturières**

La majeure partie des textes aménageant les pêcheries en haute mer ont un caractère régional. Il existe de nos jours un peu plus de 50 organes régionaux des pêches<sup>343</sup>. Ces textes tirent leur légalité de la C.N.U.D.M. qui oblige les États à coopérer dans un cadre sous-régional ou régional, dans le but de parvenir à une gestion rationnelle des ressources halieutiques de la haute mer. Ce mandat leur est également conféré par l'Accord sur les stocks chevauchants de 1995. C'est à cet appel qu'ont répondu de nombreux États par la signature des diverses conventions de pêche régionales ou sous-régionales. Ces conventions régionales sur les pêcheries peuvent être scindées en deux catégories; il s'agit des conventions qui prennent en compte les espèces d'une part telles la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique signée le 14 mai 1966 à Rio de Janeiro<sup>344</sup>; et d'autre part des conventions sur les mers régionales à l'exemple du traité sur les pêcheries dans le Pacifique sud

---

<sup>342</sup> Joël SYLVESTRE, « Inapplication de l'Accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks chevauchants et les grands migrateurs dans la Caraïbe : entre réalités et mirages d'un droit impérialiste (Note) », (1998) 29-3 *Études internationales* 647, p. 650.

<sup>343</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016: contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous*, Rome (I), FAO, 2016, p. 9.

<sup>344</sup> *Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique*, 14 mai 1966, en ligne : < <http://www.iccat.int/Documents/Commission/BasicTexts.pdf> > (consulté le 16 octobre 2016) \*.

adopté à Port Moresby le 2 avril 1987 signé entre les États-Unis et les États insulaires du Pacifique sud<sup>345</sup>. Nous ne pouvons prétendre à l'analyse de l'entièreté de ces textes dans le cadre de ce travail. Nous allons ici essayer de trouver des éléments essentiels pour notre étude dans plusieurs Conventions en mettant toutefois l'accent sur les deux conventions précitées auxquelles s'ajoute la Convention sur la coopération des pêches de l'Atlantique Nord-ouest (OPANO) conclue à Ottawa le 24 octobre 1978<sup>346</sup> et amendée à Lisbonne le 28 septembre 2007<sup>347</sup>.

L'action des organisations régionales (ci-après O.R.P.) dans le partage des ressources halieutiques hauturières s'est généralement trouvée limitée du fait de nombreux facteurs qui leur sont à la fois extrinsèques et intrinsèques. Toutefois, la Convention de Béring<sup>348</sup> marque une avancée considérable pour ce qui est des pouvoirs accordés aux O.R.P. Nous y reviendrons un peu plus loin dans cette section.

Tout d'abord, l'hétérogénéité des membres qui composent les O.R.P., met en exergue les divergences d'intérêts desdits États en matière d'aménagement des pêcheries. Les uns cherchent à se réserver les pêcheries des zones adjacentes à leurs Z.E.E. tandis que les autres sont soucieux d'une plus grande ouverture de la haute mer à la liberté de la pêche parce qu'ils sont de grands États pêcheurs qui pratiquent la pêche hauturière; d'où la difficulté pour ces organisations de concilier ces intérêts divergents<sup>349</sup>. Cette hétérogénéité est également à

---

<sup>345</sup> *Traité sur les pêcheries du Pacifique sud*, 2 avril 1987, Bulletin du droit de la mer N° 10, pp. 23-57, en ligne : < [http://www.un.org/depts/los/doalos\\_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf](http://www.un.org/depts/los/doalos_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf) > (consulté le 16 octobre 2016) \*.

<sup>346</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, en ligne : < <http://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.aspx?id=103976&Lang=fra> > (consulté le 15 décembre 2015) \*.

<sup>347</sup> *Amendement à la Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest du 24 octobre 1978*, 28 septembre 2007, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 16 octobre 2016) \*.

<sup>348</sup> *Convention sur la conservation et la gestion des ressources de lieu dans la partie centrale de la mer de Béring*, 16 juin 1994, Bulletin du droit de la mer N° 28, p. 83, en ligne : < [http://www.un.org/depts/los/doalos\\_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul27fr.pdf](http://www.un.org/depts/los/doalos_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul27fr.pdf) > (consulté le 16 octobre 2016) \*.

<sup>349</sup> Claude EMERY, *La surpêche à l'extérieur de la zone de 200 milles: la côte de l'Atlantique*, DIRECTION DE LA RECHERCHE PARLEMENTAIRE. DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SOCIALES, 1996, p. 6, en ligne : <<http://www.bdp.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublicationsArchive/pdf/cir1000/906-f.pdf>> (consulté le 16 février 2017) \*. En 1985, la Communauté économique européenne (CEE) aujourd'hui l'Union européenne, milite pour la première fois pour une augmentation du totale des prises admissibles annuels pour des raisons socio-économiques que sont la nécessité d'une augmentation de la capacité globale de pêche du fait même de



l'origine d'un déséquilibre des pouvoirs entre les États au sein d'une O.R.P. C'est particulièrement le cas dans le traité entre les États-Unis et les États insulaires du Pacifique sud qui prévoit que le nombre de licences de pêche (qui est déterminé par ledit traité) ne peut être modifié par les États insulaires qu'à la demande des États-Unis<sup>350</sup>.

L'absence de pouvoir contraignant de certaines O.R.P. demeure la pierre angulaire de leur inefficacité. En général, les États soucieux de préserver leur souveraineté, n'accordent à ces organisations que très peu de pouvoirs. Les États recherchant à assurer une rentabilisation maximale de leurs pêcheries, font preuve d'un manque de volonté à concéder aux O.R.P. des moyens pouvant leur permettre d'entraver leurs actions. En effet, l'absence des moyens de contrôle efficaces et de contrainte au profit de ces O.R.P. limite fortement leurs actions. Ces O.R.P. n'ont pas les moyens d'imposer des décisions pour le partage des ressources halieutiques de la haute mer.

En général, les O.R.P. peuvent aussi être classées en fonction de la force contraignante de leur pouvoir normatif. Ainsi, on peut avoir des O.R.P sans pouvoir normatif ou des O.R.P. avec un pouvoir normatif limité. Les O.R.P. sans pouvoir normatif sont généralement constituées dans le cadre de la F.A.O. Ces dernières ont un pouvoir d'exhortation (à l'exception de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée créée en 1949, dont les recommandations s'imposent aux États membres)<sup>351</sup> qui est limité par la simple réalisation d'études scientifiques portées à la connaissance des gouvernements concernées qui vont par la suite décider d'appliquer ces recommandations ou pas<sup>352</sup>. On peut citer entre autres le Comité

---

l'élargissement de la C.E.E. (avec l'admission de l'Espagne et du Portugal) et donc, des besoins en consommation humaine, sous la pression de l'Espagne et du Portugal. Ce plaidoyer allait à l'encontre des vœux du Canada dont la situation des stocks de poissons chevauchants et grands migrants avait déjà considérablement diminué, et qui militait en faveur d'une diminution du total des prises admissibles annuelles. Ainsi, « à l'assemblée annuelle que l'OPANO a tenue en 1988, le chef de la délégation de la CEE a déclaré que le ministère canadien des Pêches et des Océans créait un paradis pour le poisson et un enfer pour les pays [de la CEE] qui pratiquent la pêche ».

<sup>350</sup> *Traité sur les pêcheries du Pacifique sud*, 2 avril 1987, Bulletin du droit de la mer N° 10, pp. 23-57, annexe II, art. 5, en ligne : < [http://www.un.org/depts/los/doalos\\_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf](http://www.un.org/depts/los/doalos_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf) > (consulté le 16 octobre 2016) \*

<sup>351</sup> Jean-Grégoire MAHINGA, *La pêche maritime et le droit international*, Coll. « Le droit aujourd'hui », Paris, L'Harmattan, 2014, p. 181.

<sup>352</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 110-111.

des pêches pour l'Atlantique centre-est établi en 1967 (COPACE)<sup>353</sup> et la Commission des thons de l'océan indien créée en 1999<sup>354</sup>. À côté de celles-ci, se trouvent les O.R.P. avec un pouvoir normatif limité soit par le sacro-saint principe de droit international public de l'effet relatif des traités, soit par la procédure d'objection.

La procédure d'objection est utilisée en grande majorité par les États de l'Union Européenne<sup>355</sup>. Elle permet en effet de contourner le pouvoir normatif d'une O.R.P. dont les décisions seraient obligatoires. Plusieurs O.R.P. prévoient cette procédure dans leurs actes constitutifs. C'est notamment le cas de l'OPANO. En effet, entre 1985 et 1992, plus de 50 objections ont été déposées par l'Union Européenne (comme dans le cas du scénario Canada – Espagne), en vertu du mécanisme d'objection prévu par la Convention de l'OPANO<sup>356</sup>. Ainsi, l'OPANO peut adopter des mesures internationales de contrôle et de surveillance qui s'appliquent dans la zone concernée par la Convention<sup>357</sup>. Elle donne également pouvoir à l'ensemble des parties contractantes de contrôler les navires de tous les autres États parties à la convention par le biais de leurs inspecteurs dûment autorisés. Ces derniers peuvent arraisonner et inspecter des navires de tous les États parties. Le rapport produit par les inspecteurs sert de base pour d'éventuelles poursuites et sanctions à l'encontre de l'État du pavillon<sup>358</sup>. Cette initiative salubre de l'OPANO se trouve cependant limitée. En effet, la convention impose que le contrôle de tout navire par un inspecteur ne soit fait qu'en cas de présomption d'infraction

---

<sup>353</sup> Le COPACE a pour but de promouvoir l'utilisation raisonnable des ressources biologiques de sa zone de compétence. Il établit des recommandations non obligatoires comportant des données scientifiques en vue de l'adoption par chaque État membre des mesures réglementaires relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques concernées.

<sup>354</sup> Cet organisme a pour objet de promouvoir la conservation et l'utilisation optimale des thons et des thonidés. Sur la base des données scientifiques recueillies par l'analyse des conditions de stocks, la Commission peut proposer des captures et des efforts de pêche aux États membres.

<sup>355</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 114.

<sup>356</sup> COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS, *Stocks de poissons chevauchants de l'Atlantique nord-ouest*, No 5, 2003, p. 4, en ligne : <[http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2011/sen/yc25-0/YC25-0-372-5-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/sen/yc25-0/YC25-0-372-5-fra.pdf)> (consulté le 20 février 2016).

<sup>357</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, art. VI par. 9, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 15 décembre 2015) \*

<sup>358</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, art. VI par. 9, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 15 décembre 2015) \*

grave<sup>359</sup>. De plus, l'opportunité de la poursuite du navire demeure l'exclusivité de l'État dont il bat pavillon<sup>360</sup>. En outre, la commission de l'OPANO édicte des recommandations qui s'imposent en principe aux États mais que ceux-ci peuvent contourner en s'y opposant explicitement par le biais de la procédure d'objection<sup>361</sup>.

Le principe de l'effet relatif des traités limite également et très fortement l'action des O.R.P.<sup>362</sup>. En droit international public général, un traité ne peut avoir en principe d'effets qu'à l'égard des parties qui l'ont signé, ratifié ou qui y ont adhéré<sup>363</sup>. C'est à ce niveau qu'intervient la notion de tiers au traité. Le tiers à un traité s'entend suivant le paragraphe h de l'article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, d'un État qui n'est pas partie au traité<sup>364</sup>. En effet, conformément au principe *pacta sunt servanda*, les traités obligent uniquement ceux qui y adhèrent<sup>365</sup>. En revanche, les traités obligent les États qui ont également consenti à être liés. Il en découle le principe de la relativité des traités, un principe de droit international coutumier confirmé par la Cour Permanente de justice internationale (ci-après C.P.J.I.) dans l'affaire de certains intérêts allemands en Haute-Silésie, arrêt du 26 mai 1926. Dans cette affaire, la C.P.J.I. a statué qu'un traité ne fait droit qu'entre les États parties<sup>366</sup>. La Cour internationale de Justice (ci-après C.I.J.), qui a succédé à la C.P.J.I. en 1945, l'a également reconnu dans l'affaire de l'incident aérien du 7 novembre 1954 jugée en 1959. Dans cette

---

<sup>359</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, art. X par. h, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 15 décembre 2015) \*

<sup>360</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, art. XI, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 15 décembre 2015) \*

<sup>361</sup> *Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, art. XIV, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 15 décembre 2015) \*

<sup>362</sup> Rafael CASADO RAIGÓN, « La pêche en haute mer », dans *Le droit international de la pêche maritime*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 43, Bruxelles, Bruylant; Université de Bruxelles, 2000, 117, p. 184.

<sup>363</sup> ROBERT KOLB, *The Law of Treaties: An Introduction*, coll. MyiLibrary, Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing, 2016, pp. 42-48, en ligne : <<http://lib.mylibrary.com?id=895052>> (consulté le 28 décembre 2016); *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, (1980) 1155 R.T.N.U. 353 (n° 18232), arts. 12, 14 et 15.

<sup>364</sup> *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, (1980) 1155 R.T.N.U. 353 (n° 18232), art. 2 par. h

<sup>365</sup> John B. WHITTON, « La règle "Pacta sunt servanda" », (1934) 49 *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye* 147, p. 162.

<sup>366</sup> *Affaire relative à certains intérêts allemands en haute-Silésie polonaise (Allemagne c. République polonaise)*, C.P.J.I. Recueil (série A), n° 7, arrêt du 25 mai 1926, p. 29

affaire, la C.I.J. a statué qu'aucune force de droit ne peut résulter d'un traité pour les États non parties<sup>367</sup>. Il reste que tout accord peut être évoqué par les non parties, à titre probatoire, en tant qu'élément de fait. La Cour permanente d'arbitrage (ci-après C.P.A.) l'a affirmé dans une sentence prononcée sous ses auspices le 11 avril 2006, sentence maritime entre la Barbade et Trinité-et-Tobago<sup>368</sup>. Le principe de la relativité des traités est codifié dans les articles 34 et 35 de la Convention de Vienne de 1969 précitée. Il a une double signification tirée de la maxime *Pacta tertiis nec nocent nec prosunt*; autrement dit, les accords ne peuvent imposer ni des obligations aux tiers, ni leur accorder des droits, sans leur consentement. Premièrement, il implique qu'une entité non partie à un traité ne saurait s'en prévaloir pour tirer des droits. Deuxièmement, une entité partie ou non ne saurait imposer à une autre qui n'est pas partie au traité, des obligations en vertu de cet instrument.

Le principe de la relativité des traités s'accommode cependant de plusieurs exceptions. Elles sont nombreuses et on dissocie à cet égard les cas de l'application du traité au tiers avec son consentement des cas d'application sans son consentement. Si l'on envisage l'application du traité au tiers avec son consentement, cinq hypothèses se présentent : i) en premier lieu, les accords interétatiques modifiant le fonctionnement d'une organisation internationale lorsqu'ils sont adoptés et entrent en vigueur suivant la règle de la majorité; ii) les accords conclus par les organisations internationales et qui s'imposent aux membres; iii) l'accord collatéral visé par l'art. 35 de la convention de Vienne de 1969 précitée qui se situe dans l'hypothèse dans laquelle l'obligation s'impose à l'État tiers non en vertu du traité initial entre un État A et un État B, mais en vertu d'un accord distinct entre l'État tiers C et le groupe des États parties A+B; iv) la clause de la nation la plus favorisée permet d'étendre à l'État tiers tout avantage supplémentaire accordé à tout autre État. Cette clause ne déploie ses effets que dans les cas où les deux traités portent sur la même matière. Elle a pour effet d'anéantir la course aux avantages conventionnels exclusifs, qui ne s'appliqueraient pas aux autres États

---

<sup>367</sup> *Affaire de l'incident aérien du 7 novembre 1954 (États-Unis d'Amérique c. Union des Républiques Socialistes Soviétiques)*, ordonnance du 7 octobre 1959, en ligne : < <http://www.icj-cij.org/docket/files/44/2414.pdf> > (consulté le 15 mars 2016). La cour a reconnu qu'elle ne pouvait donner suite à la requête des États-Unis d'Amérique du fait que la partie adverse n'acceptait pas la juridiction de la Cour.

<sup>368</sup> *Sentence relating to the delimitation of the Exclusive Economic Zone and Continental Shelf (Barbados Vs. Republic of Trinidad and Tobago)*, Permanent Court of Arbitration, 11 April 2006, Hague, pp. 104-105, en ligne : < <https://www.pcacases.com/web/sendAttach/1116> > (consulté le 15 mars 2016).

cocontractants se trouvant pourtant dans la même situation que l'État bénéficiaire <sup>369</sup>; v) la stipulation pour autrui<sup>370</sup> visée par les articles 36 et 37 de la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969. Dans un tout autre angle, l'application du traité au tiers sans son consentement revêt quatre hypothèses : i) les obligations *erga omnes* qui s'appliquent à tous les États sans leur consentement<sup>371</sup>; ii) les traités relatifs aux voies de communications internationales<sup>372</sup>; iii) les traités créant des situations objectives à l'instar des traités établissant une frontière<sup>373</sup>; iv) les clauses de révision d'un traité sans exigence d'unanimité. Cette hypothèse peut être retenue dans deux catégories selon que l'on est dans une organisation internationale ou pas<sup>374</sup>.

En droit de la mer, l'Accord sur les stocks chevauchants a apporté une innovation en stipulant que les États non membres et non participants d'une organisation de pêche sont néanmoins tenus de respecter les mesures de gestion et de conservation adoptées par ladite organisation<sup>375</sup>. Or, certaines O.R.P. sont fermées d'accès aux États tiers qui, directement, ne se

---

<sup>369</sup> Pour en savoir davantage sur la notion de la clause de la nation la plus favorisée, voir : Daniel VIGNES, *La clause de la nation la plus favorisée et la pratique contemporaine: problèmes posés par la Communauté économique européenne*, Martinus Nijhoff, 1970; Edouard SAUVIGNON et René-Jean DUPUY, *La clause de la nation la plus favorisée*, Presses universitaires de Grenoble, 1972; Jean-Pierre LAVIEC, *Protection et promotion des investissements: étude de droit international économique*, 11, Company Edition Graduate Institute Geneva/PUF, 1985; Samuel KB ASANTE, « Droit international et investissements », *BEDJAOUI M.(dir.)* 1991, 711–737; Bernard HOEKMAN et Marcelo OLARREAGA, « Une proposition pour l'OMC: La «super» clause de nation plus favorisée », (2002) 41-2 *Reflète et perspectives de la vie économique* 81–90; Ferhat HORCHANI, *Le droit international des investissements à l'heure de la mondialisation*, 2004; Claire CRÉPET DAIGREMONT, *La clause de la nation la plus favorisée*, Paris 2, 2009, en ligne : <<http://www.theses.fr/2009PA020021>> (consulté le 22 février 2016); Dominique CARREAU et Patrick JUILLARD, *Droit international économique*, Dalloz, 2013; Séverine MENETREY, « Droit international des investissements et droit de l'Union européenne », *Droit international des investissements* 2014, en ligne : <<https://orbilu.uni.lu/handle/10993/10765>> (consulté le 22 février 2016).

<sup>370</sup> La stipulation pour autrui est un engagement contractuel par lequel les parties à un traité énoncent une promesse dont le bénéficiaire est un État tiers. La stipulation pour autrui est soumise au consentement préalable de l'État tiers qui en est le bénéficiaire en vertu de l'article 36 (1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

<sup>371</sup> Les obligations *erga omnes* ont été consacrées pour la première fois par la C.I.J. dans l'*Affaire de la Barcelona Traction*, arrêt du 5 février 1970, Recueil 1970, p. 32.

<sup>372</sup> Tel la Convention de Constantinople sur le Canal de Suez de 1888.

<sup>373</sup> Paul REUTER, *Introduction au droit des traités*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 1985, par. 186 - 188.

<sup>374</sup> Id., par. 205 - 212.

<sup>375</sup> *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs*, préc., note 236, art. 17.

sentent pas liés par ces conventions régionales sur les pêcheries hauturières. Ces refus d'admission de nouveaux États ne sont pas explicitement prévus dans les textes constitutifs de ces O.R.P.; ils sont plutôt le résultat d'une procédure très sélective et très difficile. C'est le cas de la Commission interaméricaine pour le thon tropical, au sein de laquelle l'admission d'un nouvel État est soumise à l'approbation unanime des membres<sup>376</sup>. Par ailleurs, le fait que tous les États riverains d'une zone de haute mer déterminée ne soit pas membre d'une O.R.P. dont les compétences concernent la zone de haute mer en question, limite par ce fait même la compétence *rationae materiae* de ladite O.R.P. Ceci est possible pour l'aménagement des stocks chevauchants et des grands migrants qui se retrouvent à la fois dans la Z.E.E. d'États côtiers et dans la haute mer. Or, l'État côtier exerce des droits souverains sur les ressources halieutiques de sa Z.E.E. Bien plus, l'État côtier est le seul à pouvoir exploiter les espèces sédentaires anadromes et catadromes. En effet, en vertu de la C.N.U.D.M., l'État côtier est seul chargé de la gestion des espèces sédentaires<sup>377</sup>. Par ailleurs, les espèces catadromes passent la majeure partie de leur existence dans les Z.E.E. et se reproduisent en haute mer. Leur exploitation est toutefois interdite au-delà des Z.E.E.<sup>378</sup>. Cette interdiction peut être justifiée par l'appartenance de ces espèces aux Z.E.E. des États côtiers et l'impossibilité de réguler efficacement leur régénérescence si leur exploitation était autorisée en haute mer. Les espèces anadromes quant à elles passent la première phase de leur existence en eaux douces (dans lesquelles elles naissent d'ailleurs); elles effectuent ensuite de longues migrations en mer où elles deviennent adultes, avant de regagner les eaux douces pour se reproduire. Seuls les États d'origine de cette catégorie de poissons sont généralement membres des organisations de pêche qui gèrent ces espèces<sup>379</sup>. Ces exclusions qui non seulement portent atteinte à l'accès équitable aux ressources halieutiques de la haute mer, mais aussi à l'efficacité du droit existant, seraient à tout le moins réduites si un système global de gestion de ces ressources était mis en place.

---

<sup>376</sup> *Convention relative au renforcement de la Commission interaméricaine du thon des tropiques*, 14 novembre 2003, art. IX par. 2, en ligne : < [http://www.iattc.org/PDFFiles2/Antigua\\_Convention\\_Jun\\_2003.pdf](http://www.iattc.org/PDFFiles2/Antigua_Convention_Jun_2003.pdf) > (consulté le 25 novembre 2016) \*

<sup>377</sup> C.N.U.D.M., art. 77.

<sup>378</sup> *Id.*, art. 67.

<sup>379</sup> Rafael CASADO RAIGÓN, « La pêche en haute mer », dans *Le droit international de la pêche maritime*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 43, Bruxelles, Bruylant; Université de Bruxelles, 2000, 117, p. 235-236.

À l'heure actuelle, il est très difficile d'étudier de façon exclusive les ressources halieutiques de la haute mer, sans y intégrer celles des autres espaces marins. Le manque de connaissances scientifiques constitue la principale cause. Notons d'ailleurs que l'absence de données scientifiques propres à la haute mer n'est pas un problème récent tel que le faisait déjà remarquer José Luis Meseguer au lendemain de l'adoption de la C.N.U.D.M.<sup>380</sup>. Des décennies plus tard, la FAO faisait à son tour le même constat en mentionnant « *l'absence ou le manque de données suffisantes et l'inadéquation des systèmes d'administration* » qui « *compliquent encore souvent la gestion de la pêche profonde en haute mer* ». Et pour cause, la FAO. pointe du doigt la C.N.U.D.M., inadaptée aux nouveaux défis que pose la pêche profonde en haute mer, en raison du fait qu'elle a été adoptée « *à une époque où il n'était pas possible de prévoir l'étendue des progrès scientifiques et technologiques qui allaient permettre d'accéder à ces ressources et nécessiter une plus grande protection de la biodiversité marine* »<sup>381</sup>.

## SECTION 2 : LA PROTECTION LIMITÉE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE LA HAUTE MER

*« La mer est malade. Malade des agressions multiples que l'Homme lui inflige : les pollutions marines, les extractions de granulats, la destruction de nombreux habitats côtiers, les invasions biologiques, ... Mais malade aussi et surtout d'une situation globale de surexploitation des ressources et des écosystèmes marins. »*<sup>382</sup>

<sup>380</sup> José Luis MESEGUER, « Le régime juridique de l'exploitation des stocks conjoints de poissons au-delà des 200 milles », (1982) 28-1 *Annuaire français de droit international* 885, 887.

<sup>381</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Pêche profonde en haute mer. Vers une utilisation durable des ressources marines et la protection des écosystèmes marins vulnérables*, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/014/i1064f/i1064f00.pdf>> (consulté le 14 février 2017).

<sup>382</sup> Didier GASCUEL, N. BEZ, A. FOREST, P. GUILLOTREAU, F. LALOÉ, J. LOBRY, S. MAHÉVAS, B. MESNIL, E. RIVOT, S. ROCHETTE et V. TRENKEL, « Un avenir pour les pêches maritimes en Europe », 2011, en ligne : <[https://www.researchgate.net/profile/Didier\\_Gascuel/publication/278774074\\_Un\\_avenir\\_pour\\_les\\_peches\\_maritimes\\_en\\_Europe/links/5587065a08ae7bc2f44d2bc6.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Didier_Gascuel/publication/278774074_Un_avenir_pour_les_peches_maritimes_en_Europe/links/5587065a08ae7bc2f44d2bc6.pdf)> (consulté le 6 octobre 2016).

L'échouement du Torrey-canyon sur les récifs de Seven Stones au large des côtes britanniques le 18 mars 1967 est certainement la marée noire la plus importante à cette époque. Cette catastrophe a permis de sensibiliser l'ensemble de la communauté internationale, qui a entrepris sous l'égide de l'Organisation maritime internationale, l'élaboration de nouvelles conventions de protection du milieu marin contre les pollutions. La pollution est définie par l'article 2 (a) de la Convention de Barcelone comme

*« L'introduction directe ou indirecte par l'homme de substances ou d'énergie dans le milieu qui ont des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques, risques pour la santé de l'homme, entraves aux activités maritimes y compris la pêche, altération de la qualité de l'eau de la mer du point de vue de son utilisation, et dégradation des valeurs d'agrément »<sup>383</sup>.*

Cette définition est essentiellement reprise par l'article 1 (4) de la C.N.U.D.M. Si la pollution peut porter atteinte au rendement des activités de pêche, il faut aussi dire qu'une pêche excessive et non contrôlée peut entraver la préservation du milieu marin. Or, diverses conventions internationales de protection du milieu marin se sont longtemps intéressées aux pollutions d'origine océaniques, telluriques et atmosphériques. Peu de Conventions internationales ont pris à leur compte le problème de la préservation du milieu marin contre les pêches excessives. Ainsi, on a assisté au cours des dernières années à une surexploitation étonnante des poissons. La haute mer n'en est pas épargnée, d'autant plus qu'il s'agit d'une zone de mer régie par le principe de la liberté de la pêche. Le contrôle par l'État du pavillon des navires de pêche ayant démontré son insuffisance pour lutter contre la surexploitation des ressources halieutiques en haute mer, une action concertée internationale est apparue nécessaire. À cet effet, des conventions universelles telles la C.N.U.D.M. et des conventions régionales se sont imprégnées de la préservation du milieu marin. Si une progression satisfaisante est notée dans la mise en place d'un certain nombre d'instruments juridiques qui prônent tous une coopération internationale, celle-ci demeure toutefois limitée dans ses

---

<sup>383</sup> Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, 16 février 1976, art. 2 (a), en ligne : < <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201102/volume-1102-I-16908-French.pdf> > (consulté le 23 avril 2016) \*.



résultats. Ne pourrait-on pas penser que les pratiques nuisibles à l'environnement marin en haute mer en lien avec la pêche (paragraphe 2) ne sont que le fruit d'un cadre juridique inefficace (paragraphe 1)?

### **Paragraphe 1 : les moyens juridiques de protection des ressources halieutiques en haute mer**

Le droit de l'environnement marin a beaucoup évolué depuis la fin des années 1960 et a abouti à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm, en 1972<sup>384</sup>. La protection de la faune maritime en haute mer s'est elle aussi imposée en tant qu'impératif devant les chutes constantes de la capacité d'exploitation des ressources à partir des années 1970<sup>385</sup>. Les États ont adopté de nouvelles résolutions, à leurs yeux toujours plus efficaces, dans l'optique de protéger les ressources halieutiques hauturières. Seulement, après des décennies d'alertes, de volonté manifestée et d'actions posées, la communauté des États a-t-elle réussi à protéger, ou du moins à limiter la dégradation de la faune marine hauturière? Les réponses à ces questions ne peuvent être données sans une étude minutieuse des textes juridiques actuels régissant la pêche en haute mer. Au plan normatif, nombreux sont les textes qui ont vocation à protéger les ressources halieutiques de la haute mer. En fonction de l'organe d'édiction des normes, de leur nature, ces normes peuvent avoir un caractère obligatoire ou non. Au vu de la pluralité de ces textes, nous n'avons aucunement la prétention de couvrir leur ensemble. Nous en choisirons quelques-uns dont la pertinence se révèle incontestable pour notre travail.

#### **A) La Convention de Montego Bay du 10 décembre 1982**

---

<sup>384</sup> Alexandre-Charles Kiss, « Récents traités régionaux concernant la pollution de la mer », (1976) 22-1 *Annuaire français de droit international* 720,720.

<sup>385</sup> On peut citer entre autres : *La Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles ou Convention d'Alger de 196*; *La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction du 3 mars 1973*; *la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ou Convention de Bonn du 23 juin 1979*; *la Convention relative à la vie sauvage en Europe de 1979*.

La C.N.U.D.M. pose une obligation très générale pour les États<sup>386</sup>, formulée comme suit : « *les États ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin* »<sup>387</sup>. La protection des ressources halieutiques de la haute mer est d'abord gouvernée par l'article 117 de la C.N.U.D.M. qui oblige l'État du pavillon à prendre des mesures afin d'assurer la conservation des ressources biologiques de la haute mer et à coopérer avec les autres États intéressés dans le même sens. Cette réaffirmation de la compétence personnelle de l'État sur les navires battant son pavillon en haute mer, que stipule cette disposition nous amène à nous interroger sur le sort des navires qui pratiquent la pêche en haute mer sans pavillon<sup>388</sup> ou encore sur l'acquisition des pavillons de complaisance (« rattachements fictifs des navires à des ordres juridiques souples, peu contraignant sur le plan fiscal, quant aux contrôles administratifs, quant à la liberté de constitution des sociétés, quant au droit social »<sup>389</sup>, dont la propriété et le contrôle réels se situent dans un État autre que celui de l'immatriculation) par les navires-pêcheurs<sup>390</sup>. De même, les États ne se conforment pas toujours à cette obligation de contrôle des navires

---

<sup>386</sup> Jean ANGRAND, « De Londres à Montego Bay: la protection et la préservation du milieu marin. », dans *La nature et la loi. Le pluralisme juridique dans la gestion de la nature*, Sudbury, Ontario, Presses de l'Université Laurentienne, 1999, p.243, p. 257, en ligne : <<https://zone.biblio.laurentian.ca/dspace/handle/10219/162>> (consulté le 18 octobre 2016).

<sup>387</sup> *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982, NATIONS UNIES, RECUEIL DES TRAITÉS, VOL. 1834, P. 3, ART. 192.

<sup>388</sup> *Convention des Nations Unies sur les conditions de l'immatriculation des navires*, 7 février 1986, art. 4 par. 2, en ligne : < [http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdrsconf23\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdrsconf23_fr.pdf) > (consulté le 07 février 2016) \*. Le pavillon détermine la nationalité du navire. Les navires sans pavillon sont en d'autres mots les navires sans nationalité. Cette convention n'est pas encore entrée en vigueur.

<sup>389</sup> PATRICK CHAUMETTE, « Le contrôle des navires par les États riverains », (1999) 35 *Les cahiers scientifiques du transport* 55, p. 57.

<sup>390</sup> Pour des connaissances approfondies sur la notion de pavillon de complaisance, voir : R. PINTO, « Les pavillons de complaisance », (1960) 87 *Journal du Droit International* 344–369; Jean Marc ROUX, *Les pavillons de complaisance*, 17, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961; Françoise MOUSSU-ODIER, « Les pavillons de complaisance », (1976) 3 *Annuaire de Droit Maritime et Aérien*, Bd, p. 197; Djamchid MOMTAZ, « La Convention des Nations Unies sur les conditions de l'immatriculation des navires », (1986) 32-1 *Annuaire français de droit international*, pp. 715-735; François LILLE, *Pourquoi l'Erika a coulé: les paradis de complaisance*, 74, L'Esprit Frappeur, 2000; H. SLIM, *Les pavillons de complaisance, Le pavillon—Colloque international*, Institut Océanographique de Paris, 2007, p. 2–3; Alexandre CHARBONNEAU, *Marché international du travail maritime: un cadre juridique en formation*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2009, en ligne : <<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-01068903/>> (consulté le 27 février 2016); Vincent BERDOULAY et Olivier SOUBEYRAN, « Pratiques réflexives en aménagement pour une adaptation aux changements environnementaux », (2012) 41-2 *L'Espace géographique* 169–180.

sous leur pavillon, soit par manque de volonté, soit par manque de moyens financiers et humains<sup>391</sup>.

Par ailleurs, hormis l'article 192 de la C.N.U.D.M. précité qui pose une obligation générale de protection et de préservation du milieu marin, aucune autre disposition de la partie XII ne fait explicitement référence à la surexploitation des ressources halieutiques en général, et de celles de la haute mer en particulier<sup>392</sup>. On aurait tendance à croire que la protection et la préservation de l'environnement marin ne dépendent que de la lutte contre la pollution. Pourtant, la surexploitation est un danger réel pour l'équilibre de l'écosystème; et partant, pour la préservation du milieu marin. On peut regretter l'absence des dispositions sanctionnant la surexploitation des ressources halieutiques dans la partie XII de la C.N.U.D.M. malgré la référence explicite au principe 2 de la Déclaration de Stockholm, en son article 194<sup>393</sup>. Bien plus, une lacune ressort du régime posé par la C.N.U.D.M. concernant la gestion et la conservation des ressources marines vivantes du fond de la haute mer ou zone internationale des fonds marins. En effet, nonobstant l'obligation établie par la C.N.U.D.M. de « protéger et préserver le milieu marin » et « de protéger et préserver les écosystèmes rares ou délicats ainsi que l'habitat des espèces et autres organismes marins en régression, menacés ou en voie d'extinction »<sup>394</sup>, il n'est pas expressément fait mention des ressources vivantes du fond de la haute mer dans le texte de la C.N.U.D.M.

En outre, la coopération internationale est posée par la C.N.U.D.M., comme une obligation pour les États, en vue de la conservation des ressources biologiques de la haute mer. C'est en effet ce qui ressort de son article 118. Cette coopération permettra notamment en lien avec l'article 197 du même texte, de formuler et d'élaborer « *des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées de caractère international compatibles avec la Convention, (...) compte tenu des particularités régionales* ». La C.N.U.D.M. ne dit pas à quoi

---

<sup>391</sup> Djamchid MOMTAZ, préc., note 336, 689.

<sup>392</sup> Joanna MOSSOP, « Protecting Marine Biodiversity on the Continental Shelf beyond 200 nautical miles », (2007) 38-3 *Ocean Development & International Law* 283, p. 289.

<sup>393</sup> Gunnar J. SCHRAM et André TAHINDRO, « Developments in Principles for the Adoption of Fisheries Conservation and Management Measures », dans Ellen HEY (dir.), *Developments in International Fisheries Law*, The Hague, Kluwer Law International, 1999, p. 265.

<sup>394</sup> C.N.U.D.M., arts. 192 et 194 (5).

renvoie ces particularités; ce qui laisse libre interprétation aux États et aux organisations internationales.

Au-delà de ce problème d'interprétation, la mise en œuvre d'une coopération internationale mondiale ou régionale se trouve confrontée à l'épineux problème de la conciliation de la souveraineté des États avec la liberté de la haute mer<sup>395</sup>. L'obligation de coopérer n'est pas réellement contraignante<sup>396</sup>. Des standards harmonisés de conservation des ressources ne sont nullement établies par la C.N.U.D.M. Étant donné que les stocks chevauchants qui constituent la plus grande part des ressources halieutiques hauturières, sont également soumis aux droits souverains de l'État côtier, des difficultés peuvent naître pour la véracité des données scientifiques à prendre en compte. En effet, ce sont les États côtiers qui fixent le volume admissible de captures (VAC) dans leurs Z.E.E. respectives, « *en se fondant sur les données scientifiques les plus fiables dont ils disposent* », en vue d'assurer leur « *rendement constant maximum (RCM), eu égard aux facteurs écologiques et économiques pertinents* », en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement et « *normes minimales internationales...* »<sup>397</sup>. Ces conditions ne peuvent être remplies de façon exacte. Et pour cause, les données scientifiques les plus fiables seraient lesquelles? Elles sont constamment réfutées et contestées<sup>398</sup>. Les États qui sont les premiers prédateurs de ces ressources sont également ceux qui devront assurer leur sécurité et leur régénérescence. Comment donc leur demander d'être à la fois juges et parties?<sup>399</sup> De même, la fragmentation de la mer rend difficile l'application des mesures de conservation de la haute mer. Il ne faut pas oublier que la survie de certaines espèces dépend parfois d'autres espèces<sup>400</sup>. Les mesures de conservation des stocks chevauchants et grands migrateurs prises par les organisations

---

<sup>395</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 263.

<sup>396</sup> Yoshinobu TAKEI, *Filling Regulatory Gaps in High Seas Fisheries. Discrete High Seas Fish Stocks, Deep-Sea Fisheries and Vulnerable Marine Ecosystems*, Brill, 2013, pp. 57-58.

<sup>397</sup> *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982, R.T.N.U., VOL. 1834, P. 3, art 61.

<sup>398</sup> Andre TAHINDRO, « Conservation and Management of Transboundary Fish Stocks », (1997) 28 *Ocean Development and International Law* 1, p. 27.

<sup>399</sup> Yoshinobu TAKEI, préc., note 396, p. 60.

<sup>400</sup> Shabtai ROSENNE et L. B. SOHN, *United Nations Convention on the Law of the Sea 1982: A Commentary*, V, Nijhoff, 1988, p. 227.

régionales de pêche par exemple, sur une zone de haute mer ne s'appliquent qu'à la haute mer puisque l'État côtier demeure maître dans sa Z.E.E.<sup>401</sup>.

Autant que les ressources halieutiques de la mer ne connaissent pas de limites dans leurs déplacements, de même, l'environnement dans lequel elles vivent ne peut obéir aux divisions juridiques<sup>402</sup>. C'est ce qu'ont voulu exprimer les rédacteurs de 1982 au travers de la C.N.U.D.M. En effet, en plus des dispositions relatives à la protection des poissons dans les espaces maritimes spécifiques, la partie XII de la C.N.U.D.M. est exclusivement réservée à la « *Protection et préservation du milieu marin* ». Cependant, une contradiction<sup>403</sup> naît aussitôt qu'on continue la lecture du même texte. En effet, les États doivent prendre « *les mesures nécessaires pour que les activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle le soient de manière à ne pas causer de préjudice par pollution à d'autres États et à leur environnement et pour que la pollution résultant d'incidents ou d'activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle ne s'étende pas au-delà des zones où ils exercent des droits souverains conformément à la convention* »<sup>404</sup>. Cette disposition n'est que la continuité du principe posé par la Déclaration de Stockholm, en vertu duquel chaque État jouit d'un droit souverain d'exploitation de ses ressources naturelles selon sa politique en matière d'environnement<sup>405</sup>, même s'il est vrai que la C.N.U.D.M. y rajoute l'obligation *erga omnes* de protéger et de préserver l'environnement marin en général<sup>406</sup>. Faut-il comprendre ici que la mer est divisible? Il n'est pas possible de concevoir la mer ainsi lorsqu'on sait que la C.N.U.D.M. s'applique aux eaux en libre circulation. Néanmoins, telle est la structure actuelle du droit de la mer. La situation des stocks

---

<sup>401</sup> C.N.U.D.M., art. 61.

<sup>402</sup> Alexandre Kiss, « La protection de la mer dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (10 décembre 1982) », dans *Droit de l'environnement marin: développements récents : [actes du colloque organisé les 26 et 27 novembre 1987 à la Faculté de droit et des sciences économiques de Brest par le Centre de droit et d'économie de la mer et la Section Grand-Ouest de la Société française pour le droit de l'environnement]*, Collection droit et économie de l'environnement, Paris, Economica, 1988, p. 13.

<sup>403</sup> La contradiction ici doit être entendue dans le sens de la division des mers, entérinée par le C.N.U.D.M. et non pas au sens d'une opposition entre de la gestion durable des ressources halieutiques par l'État côtier, dans sa Z.E.E. et la compétence qu'il exerce sur les navires sous sa juridiction en haute mer, afin de s'assurer que ces navires respectent les règles de l'exploitation durable.

<sup>404</sup> C.N.U.D.M., art. 194, al. 2.

<sup>405</sup> *Déclaration de Stockholm*, 1972, principe 21, en ligne : < [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/1/Declaration\\_finale\\_conference\\_stockholm\\_1972.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/1/Declaration_finale_conference_stockholm_1972.pdf) > (consulté le 17 octobre 2016).

<sup>406</sup> C.N.U.D.M., art. 193.

chevauchants et grands migrateurs met également en relief les lacunes de ce régime qui ne tient pas compte du système global des mers.

## **B) L'Accord sur les stocks chevauchants et les stocks grands migrateurs de 1995**

Les limites de la C.N.U.D.M. à répondre au problème de la protection des stocks chevauchants et grands migrateurs ont favorisé l'adoption de l'Accord de 1995 sur les stocks de poissons chevauchants et les grands migrateurs. En effet, la diminution des stocks en 1992 dans les enclaves de Béring et d'Okhotsk<sup>407</sup>, la chute des prises de morues de Terre-Neuve-et-Labrador<sup>408</sup> en sont des illustrations. Cet accord a pour objectif « *d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des stocks de poissons chevauchants et des stocks de grands migrateurs* »<sup>409</sup>. Bien que cet Accord ne concerne que certains types de poissons hauturiers à savoir les stocks chevauchants et les stocks grands migrateurs, il mérite toutefois en raison de son importance, d'être discuté dans le cadre plus large de ce projet sur la surpêche en haute mer. L'Accord introduit de nouvelles obligations pour les États en lien avec l'utilisation durable des ressources; en l'occurrence, le principe de précaution qui doit être pris en compte dans la gouvernance de certaines ressources halieutiques de la haute mer<sup>410</sup>. Issu du droit allemand et transposition du proverbe « *dans le doute, abstiens-toi* »<sup>411</sup>, le principe de précaution a été consacré comme un principe fondamental du droit de l'environnement dans la Déclaration de Rio<sup>412</sup>. Étant donné que dans certaines situations, les dommages causés à l'environnement sont

---

<sup>407</sup> *Examen de la situation mondiale des espèces de grands migrateurs et des stocks chevauchants*, FAO Document technique sur les pêches, vol. 337, Food and Agriculture Organisation, 1995, p. 53.

<sup>408</sup> Amélie CÔTÉ BHÉRER, *La situation des stocks de morue franches (gadus morhua) de Terre-Neuve-et-Labrador-les causes de son faible recrutement*, Université de Sherbrooke, 2009, p. 22, en ligne : <<http://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/7122>> (consulté le 18 octobre 2016).

<sup>409</sup> NATIONS UNIES, RECUEIL DES TRAITÉS, VOL. 2167, P. 3, *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs*, préc., note 236, art. 2.

<sup>410</sup> Id., arts. 5, 6 et annexe II à l'Accord.

<sup>411</sup> Philippe Ch.-A. GUILLOT, *Droit de l'environnement*, 2e éd., Paris, Ellipses, 2010 p. 14.

<sup>412</sup> *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, juin 1992, principe 15, en ligne : <<http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>> (consulté le 2 mars 2017) \*.

irréversibles, ou encore pourraient engendrer d'importants coûts financiers pour restaurer l'état de l'environnement, la prise en compte du principe de précaution est nécessaire pour éviter ou prévenir la détérioration du milieu environnemental. Le principe de précaution revêt des définitions variées<sup>413</sup>. Cependant, ces définitions se rejoignent dans le sens où elles contiennent trois composantes essentielles : 1) un risque de dommage à l'environnement; 2) l'incertitude dans la relation entre l'activité et le dommage potentiel; 3) l'action prise pour prévenir ou réduire le risque.

En plus d'astreindre les États parties à la précaution, l'Accord de 1995 exige que les États tiennent également compte de la diversité biologique marine dans son ensemble. Par ailleurs, l'Accord va un peu plus loin en instaurant la compatibilité des mesures de conservation de la Z.E.E. avec celles de la haute mer : c'est la consécration du principe de compatibilité<sup>414</sup>. Il confirme l'obligation pour les États, définie par l'article 118 C.N.U.D.M., de coopérer à travers des organisations régionales de pêche tout en donnant un pouvoir plus important à ces organisations. En effet, il met en œuvre des pouvoirs de contrôle et de surveillance plus poussés. Ainsi, plusieurs de ses dispositions portent sur les mécanismes de fonctionnement (arts. 10, 12, 13 et 14) et apportent une certaine limite à la compétence personnelle de l'État sur les navires de pêche hauturière battant son pavillon (arts. 21, 22 et 23). En effet, en cas de violation des mesures de conservation en haute mer, les O.R.P. peuvent demander à l'État du pavillon d'effectuer des inspections à bord des navires de pêches d'États parties à l'Accord.

L'Accord sur les stocks chevauchants a certes apporté des restrictions au principe de la compétence personnelle des États en haute mer sur les navires battant leur pavillon, pour mieux assurer la conservation des ressources halieutiques. L'Accord a ainsi réussi à donner plus de pouvoirs aux O.R.P. pour favoriser sa mise en œuvre effective. Cependant, les mêmes difficultés qu'avec la C.N.U.D.M. demeurent. Les États sont toujours appelés à se constituer en organisations; or, il est sans ignorer que les États se conforment rarement aux décisions prises

---

<sup>413</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, *Le Principe de précaution*, 2005, en ligne : <<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139578f.pdf>> (consulté le 2 mars 2017) \*.

<sup>414</sup> NATIONS UNIES, RECUEIL DES TRAITÉS, VOL. 2167, P. 3, *Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*, préc., note 236, art 7.

par de telles organisations. Pour exemple, confrontée à la nécessité de l'augmentation de ses pêcheries du fait de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, l'Union Européenne s'est opposée aux quotas fixés par l'OPANO pendant la période 1985-1995<sup>415</sup>.

Par ailleurs, l'emploi de termes tout aussi généraux et imprécis que dans la C.N.U.D.M. persiste. C'est le cas de l'évocation des « *données scientifiques les plus fiables et destinées à maintenir et à restaurer les stocks à des niveaux qui assurent un rendement constant maximum* » à l'article 5 (b) de l'Accord. Le concept de rendement constant maximum ne trouve lui aussi aucune définition dans l'Accord. Patricia Birnie, Alan Boyle et Catherine Redgwell affirment même qu'il serait incompatible avec l'idée d'une conservation des stocks de poissons et qu'il ne prendrait pas en compte les effets écologiques des pêcheries sur les autres espèces marines. En ce sens, pour ces auteurs, le concept de rendement maximal durable serait soutenu par des considérations économiques plutôt qu'écologiques<sup>416</sup>. Néanmoins, l'Accord a retenu l'idée du rendement constant maximum en insistant sur la nécessité de prendre en compte les principes de précaution et d'utilisation durable des ressources. C'est ce qui ressort en effet de l'article 5 de l'Accord précité. De même, l'article 6 de l'Accord met quant à lui en exergue, l'exigence d'appliquer l'approche de précaution ainsi que les moyens de la mettre en œuvre.

Par ailleurs, la compétence personnelle de l'État sur les navires battant son pavillon ne disparaît pas complètement de l'Accord. De ce fait, les O.R.P. n'ont pas le pouvoir d'instituer un organe dont le mandat serait de poursuivre, d'arraisonner et d'inspecter un navire de pêche en haute mer qui aurait contrevenu aux règles de conservation. Ce droit d'intervention reste l'apanage des navires des autres États parties, et non pas de l'O.R.P. proprement dite.

### **C) Les instruments juridiques adoptés par la FAO**

---

<sup>415</sup> GROUPE CONSULTATIF SUR LA GESTION DURABLES DES STOCKS DE POISSONS CHEVAUCHANTS DANS L'ATLANTIQUE NORD-OUEST, *Innover. Plan d'action pour la reconstitution des pêches sur les Grands Bancs*, 2005, p. 6-7, en ligne : <<http://www.dfo-mpo.gc.ca/Library/316550.pdf>> (consulté le 24 avril 2016).

<sup>416</sup> PATRICIA W. BIRNIE, Alan E. BOYLE et Catherine REDGWELL, préc., note 256, p. 591.



La nécessité d'assurer la régénérescence à long terme des ressources halieutiques a conduit à l'adoption en 1982, de la C.N.U.D.M. Cependant, en raison de la réglementation limitée des questions relatives aux stocks chevauchants et grands migrants dans la C.N.U.D.M., conjuguée aux catastrophes toujours plus présentes causées par la surexploitation des ressources halieutiques et l'impact de celle-ci sur les disponibilités alimentaires, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (de son acronyme anglais FAO), a reçu mandat de son Comité de pêche d'élaborer un Code de conduite pour une pêche responsable<sup>417</sup>.

À cet effet, la Conférence internationale sur la pêche responsable a été organisée à Cancún en mai 1992. Elle a donné naissance à la Déclaration de Cancún<sup>418</sup>. Dans le but de tenir compte des vœux et des aspirations des États pour la gouvernance des ressources halieutiques, la FAO a aussi activement participé aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks grands migrants qui s'est tenue d'avril 1993 à août 1995<sup>419</sup>. Les travaux menés par la FAO durant la même période vont aboutir à l'adoption en novembre 1993, par la Conférence de la FAO, de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion<sup>420</sup>. L'Accord sur les stocks chevauchants sera adopté en août 1995 et le Code de conduite pour une pêche responsable seulement quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 31 octobre de la même année, à l'unanimité, par la Conférence des parties de la FAO<sup>421</sup>.

---

<sup>417</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER et ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Instruments internationaux relatifs à la pêche : accompagnés d'un index*, coll. Nations Unies, New York, 1999, p.59.

<sup>418</sup> *Déclaration de la Conférence internationale sur la pêche responsable*, Cancun, 6-8 mai 1992, en ligne : < <http://www.fao.org/docrep/003/V5321E/V5321E11.htm#ch9.5> > (consulté le 14 février 2016) \*

<sup>419</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER et ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, préc., note 417, p. 2-3.

<sup>420</sup> *Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion*, 24 novembre 1993, NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER et ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Instruments internationaux relatifs à la pêche : accompagnés d'un index*, coll. Nations Unies, New York, 1999, p. 47-57. Cet accord a pour but de lutter contre la prolifération des pavillons de complaisance adoptés dans le but de se soustraire aux règles de conservation et de gestion applicables à la pêche en haute mer.

<sup>421</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Code de conduite pour une pêche responsable*, 31 octobre 1995, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-v9878f.pdf>> (consulté le 18 janvier 2016) \*.

Le code de conduite pour une pêche responsable est un instrument juridique en conformité avec ceux qui l'ont précédé, à savoir la C.N.U.D.M., la Déclaration de Cancún, la Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, le Programme Action 21, l'Accord sur les stocks chevauchants et tous les autres instruments juridiques de droit international<sup>422</sup>. À la différence de la C.N.U.D.M et de l'Accord de 1995, le code de conduite pour une pêche responsable n'est pas obligatoire. Ce Code va néanmoins apporter une lueur d'espoir quant à une exploitation durable des ressources biologiques de la mer. On peut d'entrée de jeu faire remarquer qu'il est plus complet dans la définition des mesures à prendre par les États et les O.R.P. pour une exploitation durable des ressources halieutiques<sup>423</sup>. Les mesures envisagées sont pour la plupart clairement énoncées et reprennent quelques fois les textes antérieurs en la matière<sup>424</sup>. C'est ainsi que le Code de conduite insiste sur les principes de précaution et de compatibilité déjà relevés dans l'Accord sur les stocks chevauchants et grands migrateurs de 1995. Il va un peu plus loin pour ce qui est du principe de compatibilité. La compatibilité ici ne se limite plus seulement aux règles qui régissent les Z.E.E. des États côtiers et la haute mer; mais elle concerne au même titre toutes les autres parties de la mer, quoique sous souveraineté de l'État côtier (art. 7.1.3 et 7.1.8, 7.3 du Code). Le Code de conduite pour une pêche responsable perçoit donc les ressources halieutiques de la mer comme un tout interdépendant. En outre, l'approche par zone marine envisagée par la C.N.U.D.M. et l'Accord de 1995 sur les stocks chevauchants est ici abandonnée. « *Pour être efficace, l'aménagement des pêcheries devrait couvrir le stock unitaire dans la totalité de sa zone de distribution ..., de l'unité biologique et autres caractéristiques biologiques du stock* » (art. 7.3.1 du Code). L'aménagement doit tenir compte de « *l'aire de répartition de la ressource et celle à travers laquelle elle effectue des migrations durant son cycle biologique* » (art. 7.3.1 du Code).

Le Code de conduite pour une pêche responsable va bien-au-delà de la C.N.U.D.M. et de l'Accord sur les stocks chevauchants. Il met en avant l'unicité des ressources halieutiques de la

---

<sup>422</sup> Id., art. 3.

<sup>423</sup> AGENCE BELGE DE DÉVELOPPEMENT, « Pêche responsable : le code de conduite de la FAO », en ligne : <<http://www.befair.be/fr/content/p%C3%A4che-responsable-le-code-de-conduite-de-la-fao>> (consulté le 10 décembre 2016).

<sup>424</sup> Rafael CASADO RAIGÓN, « La pêche en haute mer », dans *Le droit international de la pêche maritime*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 43, Bruxelles, Bruylant; Université de Bruxelles, 2000, p. 117, à la page 173.

mer et bien plus encore, les limites de la division juridique des pêcheries de la Z.E.E. et de la haute mer pour ce qui est des stocks chevauchants et grands migrateurs. Nonobstant ces avancées remarquables, on peut cependant regretter qu'il ne soit pas contraignant<sup>425</sup>. Il s'agit en effet de simples recommandations qui ont valeur facultative. Les États demeurent en effet libres ou pas de les appliquer. Les dispositions contenues dans le Code, mais qui se retrouvent déjà dans certains accords et qui lient les États qui ont consentis à ces accords, ont quant à elles une valeur contraignante en vertu desdits accords. Or on a relevé plus haut que l'apport majeur de cet instrument réside dans sa perception des ressources halieutiques comme un tout interdépendant. Aucun texte universel juridiquement contraignant en la matière ne contient de telles dispositions. Seuls des textes exhortatoires vont dans ce sens à l'exemple de l'Agenda 21 ou Action 21 adopté lors de la Conférence de Rio en 1992<sup>426</sup>. Bien plus, le Code de conduite a été adopté en 1995. Aujourd'hui, plus de vingt ans après, les stocks de poissons continuent d'être exploités sans tenir compte de leur unicité.

#### **D) Les conventions régionales**

Les conventions régionales de protection de l'environnement marin prolongent les engagements pris par les États dans le cadre de la C.N.U.D.M. Elles visent à adopter des mesures spécifiques régionales de protection du milieu marin. À l'image de la C.N.U.D.M., ces conventions régionales, toutes fondées sur des instruments régionaux comportent très souvent des dispositions d'ordre général. Ces conventions régionales traitent rarement de façon approfondie des stratégies de gestion des ressources naturelles exploitables, en l'occurrence, les ressources halieutiques<sup>427</sup>.

---

<sup>425</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *QU'EST-CE QUE LE CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE ?*, 2001, par. 2, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/003/x9066f/x9066f01.htm>> (consulté le 9 mars 2016).

<sup>426</sup> *Agenda 21*, 1992, chap. 17: « Le milieu marin, y compris les océans et toutes les mers, et les zones côtières adjacentes, forme un tout et constitue un élément essentiel du système permettant la vie sur Terre », en ligne : <<http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action0.htm>> (consulté le 9 mars 2016).

<sup>427</sup> Christophe LEFEBVRE, « Protection et préservation du milieu marin : « Les apports des Conventions régionales sur les mers aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer » », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* 2010, Hors-série 8, en ligne: <<https://vertigo.revues.org/10288?lang=fr#tocto1n3>> (consulté le 12 décembre 2016).

La C.N.U.D.M. commande en effet aux États de coopérer dans le but de gérer durablement les ressources halieutiques hauturières. D'une part, la coopération directe entre les États n'est pas exclue tel que mentionnée dans l'Accord sur les stocks chevauchants<sup>428</sup>. D'autre part, l'Accord prévoit que la priorité doit être donnée à la création des organisations régionales de gestion des pêcheries<sup>429</sup>. Nonobstant le caractère général des conventions régionales de protection du milieu marin, il existe toutefois des conventions régionales consacrées exclusivement à la gestion des ressources halieutiques à l'instar de la Convention régionale relative à la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'Océan Atlantique signée le 5 juillet 1991 à Dakar<sup>430</sup>. Cette dernière semble davantage organiser le commerce des poissons de la zone régie par la Convention que d'assurer leur protection. En effet, la lecture des objectifs de ladite Convention fait davantage ressortir l'intérêt de la pêche pour les secteurs économiques des États parties, plutôt que la nécessité d'une gestion durable de ces ressources. L'utilisation des termes et expressions de nature économique tels « *développement des pêches* », « *autosuffisance alimentaire* », « *secteurs économiques nationaux* », « *développement économique, social et nutritionnel des populations de la région* », démontre l'intérêt des États parties à la Convention pour la commercialisation des pêcheries<sup>431</sup>.

## **Paragraphe 2 : Des usages de pêche nocifs à l'environnement marin en haute mer**

### **A- L'effondrement des stocks de ressources halieutiques**

La surexploitation des ressources halieutiques ne date pas d'aujourd'hui. Le *Traité relatif à la préservation et la protection des phoques à fourrure* de 1911 qui avait été adopté en vue de répartir équitablement les ressources destinées au commerce, dont la baisse

---

<sup>428</sup> Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants, préc., note 236, art. 8 par. 1.

<sup>429</sup> Id., art. 8, par. 3 et 6.

<sup>430</sup> Convention régionale relative à la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'océan atlantique, 5 juillet 1991, en ligne : < [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/legal/docs/022t-f.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/legal/docs/022t-f.pdf) > (consulté le 17 octobre 2016).

<sup>431</sup> Id., art. 2.

des stocks avait commencé à se faire ressentir, a été le premier instrument juridique allant dans cette direction<sup>432</sup>. Aujourd'hui encore, la surexploitation des pêcheries demeure. La haute mer en est notamment affectée du fait de la fragilité du milieu et de sa nature juridique : il s'agit des eaux internationales, situées en dehors de toute juridiction nationale. Aucun État ne peut exercer son autorité sur tous les navires de pêche en haute mer; et ce, malgré la multiplicité des textes juridiques internationaux et nationaux relevés plus haut. L'on assiste de plus en plus à des prélèvements excessifs. Les importantes mutations technologiques ne favorisent pas non plus des pêcheries responsables.

### **1- Les prélèvements excessifs des pêcheries**

Les prélèvements excessifs sont le fruit d'une course sans relâche vers l'appropriation des ressources de la haute mer, eu égard au fait que bon nombre d'États ont été chassés des Z.E.E., suite à l'extension des droits de souveraineté de l'État côtier. L'explosion démographique et l'augmentation de la demande sont elles aussi des causes dudit phénomène. Ces situations sont encouragées par un développement technologique sans précédent qui permet la transformation et la commercialisation des pêcheries. C'est ainsi qu'on assiste de nos jours à la raréfaction et même à la disparition de nombreuses espèces. Le rapport de la FAO de 2006 sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture a signalé que le potentiel maximal sur les stocks naturels des océans a probablement été atteint<sup>433</sup>.

L'état actuel des ressources halieutiques de la haute mer est inquiétant tandis que leur avenir l'est encore plus. Environ neuf ans après l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, leur situation n'est guère satisfaisante. En 2014, les captures de thons, homards, crevettes et escalopes ont atteint un niveau record<sup>434</sup>. Il ne serait pas sans importance de mentionner que ces captures ont de plus en plus lieu en haute mer en raison du

---

<sup>432</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* 1992, FAO, 1993, p. 168.

<sup>433</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE, *La situation mondiale de pêches et de l'aquaculture*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2007, p. 7, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-a0699f.pdf>> (consulté le 24 avril 2016).

<sup>434</sup> DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE, préc., note 343, p. 12.

système juridique moins contraignant qui y préside et de la difficulté à établir un contrôle efficace car malgré l'existence des O.R.P., les États demeurent « maîtres des navires battant leur pavillon ». Pour exemple, les captures chinoises effectuées en « eaux lointaines », c'est-à-dire dans les zones hors juridiction nationale ont considérablement augmenté. Elles sont passées de 1,35 millions de tonnes à plus de 2 millions en 2014<sup>435</sup>. Par ailleurs, 41% des stocks des sept principales espèces de thons étaient surexploitées en 2013<sup>436</sup>. Les participants à la Conférence d'examen de l'Accord sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs de 1995 qui s'est tenue en juin 2016 à New York, se sont inquiétés de l'état général des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs. La situation de ces derniers, ne s'étant pas améliorée depuis 2006 et 2010, le Secrétaire général de la Conférence a souligné que 84% des stocks de poissons chevauchants et 86% du thon et des stocks d'autres espèces de thon sont surexploités ou pleinement exploités<sup>437</sup>.

Selon une étude récente de la FAO, l'activité de pêche mondiale a encore augmenté en 2014 même si une situation de stabilité globale des pêcheries est observée; ceci grâce à une pêche moins importante de certains pays. Le total des captures marines a subi une légère hausse, passant de 81 millions de tonnes en 2013 à 81,5 en 2014<sup>438</sup>. Toujours d'après les analyses de la FAO, la situation des stocks de poissons exploités durablement a considérablement reculé, de 90 pour cent en 1974 à 68,6 pour cent en 2013. Par ailleurs, 31,4 pour cent des poissons étaient surexploités durant la même période. La proportion des stocks de poissons surexploités n'a donc pas cessé de croître même si l'accroissement s'effectue désormais plus lentement.

## 2- Les activités de pêches illégales

---

<sup>435</sup> Id.

<sup>436</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016: contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous*, Rome (I), FAO, 2016, p. 42.

<sup>437</sup> NATIONS UNIES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *La Conférence d'examen de l'Accord sur les stocks de poissons s'inquiète de l'état général des stocks des poissons grands migrateurs et chevauchants / Couverture des réunions & communiqués de presse*, 2 juin 2016, en ligne : <<https://www.un.org/press/fr/2016/mer2032.doc.htm>> (consulté le 10 janvier 2017).

<sup>438</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, préc., note 436, p. 4 (tableau).

Les activités de pêches illégales sont la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Elles sont généralement regroupées sous le vocable de pêche pirate<sup>439</sup>. Cette dernière est une préoccupation pour la Communauté des États car elle vient éroder considérablement tous les efforts de conservation des ressources halieutiques. Dans le but de lutter efficacement contre ce fléau, la FAO a adopté par consensus le 2 mars 2001, un Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ci-après PAI-INDNR)<sup>440</sup>. Certains États ont enjambé le pas de la FAO, à l'exemple du Canada qui a adopté en 2005 son plan d'action national de lutte contre la pêche pirate<sup>441</sup>.

La pêche illicite en haute mer peut se définir comme « *les activités de pêche effectuées par des navires de pêche battant pavillon d'États qui sont parties à une O.R.P. compétente, mais qui contreviennent aux mesures de conservation et de gestion adoptées par cette organisation et ayant un caractère contraignant pour les États ou aux dispositions pertinentes du droit international applicable* »; ou des « *activités de pêche contrevenant aux lois nationales ou aux obligations internationales, y compris celles contractées par les États coopérant avec une O.R.P. compétente* »<sup>442</sup>.

La pêche non déclarée en haute mer quant à elle s'entend « des activités de pêche entreprises dans la zone de compétence d'une O.R.P. compétente, qui n'ont pas été déclarées ou l'ont été de façon fallacieuse, contrevenant ainsi aux procédures de déclaration de cette organisation »<sup>443</sup>.

---

<sup>439</sup> GREENPEACE CANADA, « Pêche "pirate" », en ligne : <<http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Oceans1/oceans/Ressources1/Faits-saillants/Peche--pirate-/>> (consulté le 8 mars 2017).

<sup>440</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, 2001, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/003/y1224f/y1224f00.HTM>> (consulté le 8 mars 2017).

<sup>441</sup> *Plan d'action national du Canada visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, Révision Sept. 2005, Ottawa, Pêches et Océans Canada, 2005, en ligne : <[http://www.dfo-mpo.gc.ca/npoa-pan/npoa-iiu/npoa-iiu\\_f.pdf](http://www.dfo-mpo.gc.ca/npoa-pan/npoa-iiu/npoa-iiu_f.pdf)>.

<sup>442</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, 2001, art. 3.1.2 et 3.1.3, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/003/y1224f/y1224f00.HTM>> (consulté le 8 mars 2017).

<sup>443</sup> Id., art. 3.2.2.

Pour ce qui est de la pêche non réglementée dans les eaux au-delà des juridictions nationales, elle renvoie « *aux activités de pêche qui sont menées dans la zone de compétence d'une O.R.P. compétente par des navires sans nationalité, ou par des navires battant pavillon d'un État non partie à cette organisation, ou par une entité de pêche, d'une façon non conforme ou contraire aux mesures de conservation et de gestion de cette organisation* ». La pêche non réglementée peut aussi s'appréhender comme les activités de pêche « *qui sont menées dans des zones, ou visent des stocks pour lesquels il n'existe pas de mesures applicables de conservation ou de gestion, et d'une façon non conforme aux obligations de l'État en matière de conservation des ressources biologiques marines en droit international* »<sup>444</sup>.

La pêche pirate bénéficie du soutien de certains États qualifiés « *d'États voyous* », dont l'attribution des pavillons de complaisance est le lot quotidien<sup>445</sup>. Elle est donc encouragée par ces États qui en tirent des avantages conséquents du fait de la valeur économique des espèces exploitées, de la faiblesse des amendes, en dépit de la chute des stocks de poissons hauturiers selon une étude réalisée sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement économiques<sup>446</sup>. En 2000, la pêche pirate représentait environ 30% des captures totales<sup>447</sup>. Selon une estimation récente de la FAO (2014), la pêche pirate se serait intensifiée au cours des vingt dernières années en haute mer et se situeraient désormais entre 11 et 26 millions de tonnes de poissons capturés chaque année<sup>448</sup>. La nature volontaire qui limitait considérablement la force du PAI-INDNR vient d'être renforcée par le premier traité mondial contre la pêche illégale, en l'occurrence l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée,

---

<sup>444</sup> Id., art. 3.3.

<sup>445</sup> Patrick LOVE, *Les pêcheries jusqu'à l'épuisement des stocks?*, coll. Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, 2010, p. 76-77.

<sup>446</sup> Id., p. 70-83.

<sup>447</sup> *Plan d'action national du Canada visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, préc., note 441, p. 1.

<sup>448</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, « Les pays sévissent contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée » (2014), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/234216/icode/>> (consulté le 8 mars 2017).



adopté en 2009<sup>449</sup> et entré en vigueur le 5 juin 2016 pour les États parties<sup>450</sup>. Cet accord donne compétence aux États du port pour exercer leur autorité sur les navires de pêche illicite, non déclarée et non réglementée étrangers pour une activité qui a lieu en dehors de leur juridiction nationale, tel qu'en haute mer. Des espoirs sont placés en cet Accord, qui en tant qu'instrument juridiquement contraignant plutôt que volontaire, pourrait contribuer à endiguer le phénomène de la pêche pirate, et pallier ainsi aux limites des O.R.P.<sup>451</sup>.

Au-delà de porter atteinte aux règles conçues pour protéger les ressources halieutiques, les pêcheurs pirates participent également à la destruction de l'environnement au travers des moyens de pêche inadéquats.

## **B- La destruction de l'environnement marin par certaines techniques de pêche hauturières**

L'explosion démographique qui a engendré une augmentation de la demande de poissons, conjuguée aux progrès scientifiques et techniques, ont conduit au développement de techniques de pêche de plus en plus sophistiquées et performantes. Cependant, certaines techniques de pêche sont destructives pour le milieu marin. On peut citer entre autres le chalutage de fond, les rejets, l'utilisation de poissons et explosifs, la pêche fantôme et la pêche aux filets maillants.

Le chalutage participe de la destruction des habitats marins. Il est dû à la pêche industrielle non contrôlée. Les chalutiers ont en effet de grands filets lourds et équipés de roue métalliques qui sont utilisés pour la pêche profonde en haute mer. Ils raclent les fonds marins, cassant tout sur leur passage, des poissons aux coraux datant de centaines d'années et plus. Ces écosystèmes

---

<sup>449</sup> *Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, 22 novembre 2009, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-i1644t.pdf>> (consulté le 8 mars 2016).

<sup>450</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, « Entrée en vigueur du premier traité mondial contre la pêche illégale » (5 juin 2016), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/417462/icode/>> (consulté le 8 mars 2017).

<sup>451</sup> Blaise KUEMLANGAN et Michael PRESS, « Prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR. Mesures du ressort de l'État du port », *Étude juridique de la FAO en ligne*, N° 87, 2011, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-bb120f.pdf>> (consulté le 8 mars 2017).

très vulnérables, nécessitent pourtant de longues périodes pour se reconstituer. Le chalut de fond ne se contente pas de détruire les habitats; il favorise également la capture d'espèces non ciblées, et partant, d'espèces en voie de disparition<sup>452</sup>. Le chalutage est aussi responsable des rejets à la mer d'espèces capturées non intentionnellement, parfois déjà mortes. Ces proies sont rejetées soit parce que leur taille n'est pas conforme aux standards juridiques, soit en raison de l'absence de marché pour leur commercialisation, ou encore du fait qu'il s'agit d'espèces interdites de pêche ou en voie d'extinction. Certaines espèces sont rejetées par manque de licence de la flotte de pêche. Selon une étude relativement récente du Fond mondial pour la nature produite en 2009, les prises accessoires rejetées à la mer représentaient un peu plus de 40% des captures totales marines<sup>453</sup>. Dans les eaux profondes de haute mer, les rejets peuvent atteindre plus de 56%<sup>454</sup>.

La pêche fantôme consiste en l'abandon, la perte ou le rejet des matériaux de pêche en mer, qui engendrent la capture prolongée d'espèces ciblées ou non. La haute mer, autrefois épargnée, est aujourd'hui très affectée par la pêche fantôme<sup>455</sup>. L'impact de ces engins de pêche sur les ressources est renforcé par l'utilisation du matériel non biodégradable, fait de matière plastique, qui a une durée de vie très poussée. Un rapport de la FAO affirme que les engins abandonnés en mer représentent 10% des déchets marins<sup>456</sup>.

Les filets maillants dérivants peuvent eux aussi être à l'origine de la pêche fantôme s'ils sont abandonnés ou perdus en mer. Ils sont d'ailleurs aujourd'hui sur le banc des accusés. Ils sont utilisés pour les pêches en eaux profondes et pour les espèces pélagiques (espèces qui vivent dans les eaux proches de la surface ou entre la surface et le fond). Malgré, une interdiction des Nations Unies en 1991 d'utiliser les filets dérivants<sup>457</sup>, cette technique de pêche demeure usitée

---

<sup>452</sup> Jacques SACCHI, « Impact des techniques de pêche sur l'environnement en Méditerranée », *Études et revues. Commission générale des pêches pour la Méditerranée* N° 84, Rome, FAO. 2008, p. 9-11.

<sup>453</sup> R.W.D. DAVIES, S.J. CRIPPS, A. NICKSON et G. PORTER, « Defining and Estimating Global Marine Fisheries Bycatch », (2009) 33-4 *Marine Policy*, p. 661-672.

<sup>454</sup> Jacques SACCHI, préc., note 452, p. 12.

<sup>455</sup> Graeme MACFADYEN, Tim HUNTINGTON et Rod CAPPELL, *Engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés*, Rome, FAO : PNUE, 2010, p. 1.

<sup>456</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, « Les filets "fantômes" affectent l'environnement marin » (6 mai 2009), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/19402/icode/>> (consulté le 8 mars 2016).

<sup>457</sup> Assemblée générale, *La pêche au grand filet pélagique dérivant et ses conséquences sur les ressources biologiques des mers et des océans*, Rés. 46/215, Doc. Off. A.G.N.U., 46<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49, p. 157, Doc. N.U. A/46/49 (1991).

dans la clandestinité. Ainsi, il y a un peu plus d'un an, un navire chinois pratiquant la pêche à l'aide des filets dérivants (le Fu Yuan Yu 076) a été surpris en haute mer, dans l'océan indien<sup>458</sup>. C'est dire que la pêche aux filets dérivants n'a pas encore pris le large.

En définitive, l'étude du cadre juridique aménageant l'exploitation des ressources halieutiques de la haute mer nous a permis de relever leur insuffisance non pas au regard de leur nombre, mais plutôt au regard de leur contenu. On assiste à un enchevêtrement de règles tantôt obligatoires, tantôt exhortatoires; tantôt universelles, tantôt régionales et même unilatérales; tantôt par espèce, tantôt par aire géographique. Cette multiplicité de règles gouvernant pourtant le même espace et conduites par des principes pas toujours similaires a eu pour conséquence de favoriser l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer par un petit nombre d'États, disposant de capacités humaines, techniques et financières importantes. Par ailleurs, outre cette appropriation de ressources par un plus petit nombre, la haute mer a subi et continue de subir des pressions importantes dangereuses pour les poissons; et pas seulement pour ces derniers, mais aussi pour l'écosystème marin en général. La pêche rationnelle est donc loin de constituer un danger en elle-même. Ce sont au contraire les prises excessives et les moyens utilisés par les hommes qui la dénaturent alors même qu'elle est d'une importance capitale pour la population planétaire toute entière<sup>459</sup>. Dans cette situation, une prise de conscience réelle s'impose et ne pourrait être effective sans un changement radical dans la façon des États de percevoir les ressources halieutiques en général et celles de la haute mer en particulier.

---

<sup>458</sup> SEA SHEPHERD, « Le navire de pêche illégale chinois Fu Yuan Yu 076 pénètre dans la mer de Chine méridionale, pris en flagrant délit de destruction des preuves à bord - Sea Shepherd FR » (23 mars 2016), en ligne : <<http://www.seashepherd.fr/news-and-media/news-20160323-fr-02.html>> (consulté le 8 mars 2017).

<sup>459</sup> Hubert CARRÉ, « Pêche et environnement », *Revue Maritime*, 2009, n° 487, en ligne : <[http://ifm.free.fr/htmlpages/pdf/2010/487-2-peche\\_et\\_environnement.pdf](http://ifm.free.fr/htmlpages/pdf/2010/487-2-peche_et_environnement.pdf)> (consulté le 18 janvier 2016).

### CHAPITRE III : QUELLE GOUVERNANCE POUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES AU-DELÀ DES JURIDICTIONS NATIONALES?

*« Le droit international, peu respectueux des constructions doctrinales fondées sur l'esprit du système, correspond à un compromis entre les besoins matériels des collectivités politiques et l'aspiration à une communauté humaine universelle, selon une pondération variable dans le temps. L'époque contemporaine, caractérisée par la réforme d'un droit international nécessitée par la démocratisation de la société internationale, se prête mieux que les périodes historiques antérieures – marquées par l'eurocentrisme – à l'émergence de thèmes et de thèses solidaristes. Mais lorsqu'il s'agit de secouer l'inertie des bénéficiaires de situations acquises, l'histoire de l'humanité montre la nécessité de recourir à des mythes politico-juridiques »<sup>460</sup>.*

Les problèmes posés par l'organisation et l'exploitation des ressources halieutiques hauturières ne datent pas d'aujourd'hui tel qu'en témoigne cette déclaration de José León Suarez : *« le plus grand attentat contre la liberté de la pêche c'est de l'exercer de telle sorte que s'épuisent les richesses »*<sup>461</sup>. En effet, dans un contexte de course vers l'appropriation desdites ressources, la maxime *« first in time, first in right »*<sup>462</sup> qui prévalait dans la mesure où les ressources de la mer étaient considérées comme inépuisables ne pouvait que conduire à une surexploitation, voire à la disparition de certaines espèces<sup>463</sup>. Cependant, les problèmes dus à la

---

<sup>460</sup> Patrick DAILLIER, « L'exploitation du fond des océans, du mythe à la réalité », (1980) 34 *Revue juridique et politique indépendance et coopération (RJPIC)*, 678, 679.

<sup>461</sup> S.D.N. – C 196 M 70 – CPD (195) 2, par Diane VERNIZEAU, *Vers des pêcheries mondiales durables: contribution de l'Union européenne au concept de pêche responsable*, Université de Bretagne Occidentale, 2013, p. 14, en ligne : [http://www.academia.edu/download/33726323/These-2013-EDSM-Droit\\_public-VERNIZEAU\\_Diane.pdf](http://www.academia.edu/download/33726323/These-2013-EDSM-Droit_public-VERNIZEAU_Diane.pdf) (consulté le 9 mars 2016).

<sup>462</sup> Carol R. BUXTON, « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69 *Journal of Air Law and Commerce* 689, p. 691.

<sup>463</sup> G. PROUTIERE-MAULION, « De la nature juridique des droits de pêche et de leur influence sur le concept traditionnel de res nullius », (1999) *Revue de droit rural*, n° 277, pp. 519- 525.

surexploitation de ces ressources ont animé les consciences de l'urgence d'une réforme dans l'exploitation de ces pêcheries. Ainsi, l'aménagement des ressources halieutiques hauturières telle que nous le connaissons aujourd'hui, est le fruit d'une évolution constante du droit de la mer, et en particulier de la notion de liberté de pêche en haute mer<sup>464</sup>. Néanmoins, le droit ne pouvant rester sourd aux appels des faits sociaux, la nécessité d'une adaptation des règles juridiques aux différents problèmes que pose actuellement la réglementation des pêcheries hauturières s'impose. Ces dernières, considérées comme des *res communis*, font cependant l'objet de rivalités interétatiques, dont les conséquences sur l'environnement se font ressentir. De ce fait, une redéfinition du statut juridique de ces ressources est souhaitable.

## **SECTION I: LES PÊCHERIES HAUTURIÈRES ET L'INTÉRÊT DE L'HUMANITÉ**

En 1982, la partie de la mer au-delà de la juridiction nationale fut dissociée en deux catégories régies par des régimes juridiques distincts : d'une part, les eaux surjacentes et d'autre part, les fonds marins. Considérant l'exploitation des ressources naturelles de ces deux espaces, celles de la première catégorie ainsi que leur espace sont assujetties au principe de la liberté de pêche en haute mer; et celles de la seconde catégorie (exclusivement les ressources minérales) y compris le fond de la haute mer, ont été consacrées « *patrimoine commun de l'humanité* »<sup>465</sup>. Dès lors, l'on peut se demander pour quelles raisons les ressources halieutiques hauturières n'ont-elles pas été consacrées patrimoine commun de l'humanité au même titre que les ressources minérales des grands fonds marins? Une perspective historique de la notion de patrimoine commun de l'humanité nous permettra d'en dégager des éléments de réponse. Nous n'avons aucunement l'intention de nous attarder largement sur cette notion. Un bref rappel historique sera nécessaire dans le cadre de ce travail.

### **Paragraphe 1 : Origine et définition de la notion de patrimoine commun de l'humanité**

---

<sup>464</sup> Magali LE HARDY, préc., note 39, p. 35-50.

<sup>465</sup> C.N.U.D.M., art. 136.

## A- Historique de la notion de patrimoine commun de l'humanité

En effet, la notion de patrimoine commun de l'humanité ne date pas du XXe siècle; elle était déjà présente dans les esprits, probablement dès l'antiquité et matériellement au XIXe siècle<sup>466</sup>. Toutefois, la notion de patrimoine commun de l'humanité telle qu'on la connaît aujourd'hui en droit de la mer tire sa source des pays en développement. L'objectif des États en développement était de bénéficier des avantages et de faire répartir équitablement les richesses des fonds marins dont les moyens financiers et technologiques de l'exploitation sont entre les mains des pays industrialisés<sup>467</sup>. À titre de rappel, l'ambassadeur de Malte Arvid Pardo est officiellement à l'origine de cette notion le 7 août 1967<sup>468</sup>. Les pays non alignés prendront le relai dans la Déclaration de Lusaka (Zambie) en septembre 1970<sup>469</sup>. Plusieurs résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies ont traité progressivement de la question des fonds marins. À titre d'exemple, l'on peut citer la résolution 2749 (XXV) du 17 décembre 1970 portant sur la Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale<sup>470</sup>. Elle précise les caractéristiques des fonds marins. Les États partageaient dans l'ensemble l'idée d'une zone internationale des fonds

---

<sup>466</sup> Georges B. KUTUKDJIAN, « Le génome humain: patrimoine commun de l'humanité », *Cerveau et psychisme humains: quelle éthique?* 1996, p. 246. Un juriste latino-américain, Andrés Bello avait affirmé dans les années 1830 que les biens qu'une nation ne pouvait détenir qu'au détriment des autres nations devaient être considérés par la communauté internationale comme un patrimoine commun. Plus tard, le juriste français Lapradelle avançait dans son ouvrage « le droit de l'État sur la mer territoriale » paru en 1898, R.G.D.I.P., 275, que les océans devraient être considérés comme le patrimoine commun de l'humanité.

<sup>467</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133 à 150 et 311(6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, New York, Nations Unies, 1997. Voir à titre d'exemple les déclarations de Malte (p. 9), du Venezuela (p. 14), de la Somalie (p. 16 et du Nigéria (p. 16), lors des débats de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Comité du fond des mers.

<sup>468</sup> Edwin EGEDE, *Africa and the Deep Seabed Regime: Politics and International Law of the Common Heritage of Mankind*, Berlin, Heidelberg, Springer Berlin Heidelberg, 2011, pp. 11-12.

<sup>469</sup> THE SOUTH AFRICAN INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS, *Resolutions of the Third Conference of Non-Aligned States. With Selected Conference Statements and Comments*, février 1971, pp. 15-16, en ligne: <<http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/32710/1/SAIIA%20RESOLUTIONS%20OF%20THE%20THIRD%20CONFERENCE%20OF%20NON-ALIGNED%20STATES.pdf?1>> (consulté le 15 mars 2016).

<sup>470</sup> Assemblée générale, *Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale*, Rés. 2749 (XXV), Doc. Off. A.G.N.U., 1932<sup>e</sup> sess. (16 décembre 1970), pp. 27-28, en ligne : <[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/2749\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2749(XXV)&Lang=F)> (consulté le 15 décembre 2016).

marins (ci-après Z.I.F.M.) pendant les négociations de la C.N.U.D.M.<sup>471</sup>. Il se posait toutefois la question de savoir comment elle serait organisée et gérée. Les pays en développement militaient pour une organisation internationale agissant pour le compte de tous les États. Les pays industrialisés pour des raisons différentes étaient hostiles à cette idée<sup>472</sup>. Les États-Unis d'Amérique (USA), partisans de la libre entreprise, n'appuyaient pas la proposition de gestion des fonds marins par une Autorité internationale instituée et dominée par les pays en développement<sup>473</sup>. Le Japon et l'ex-Union des République socialistes et soviétiques opposaient quant à eux des arguments liés à leurs activités de pêche dans la zone<sup>474</sup>. Ces États voteront donc contre la résolution 2574 (XXIV) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 15 décembre 1969, décidant le gel de toute activité d'exploitation de la Z.I.F.M.<sup>475</sup>.

L'idée de la proposition de la Z.I.F.M. a donc constitué le tendon d'Achille de la 3<sup>ème</sup> CNUDM. Les USA vont demander que soit amendé le régime des fonds marins tel que proposé et soutenu par les pays en développement<sup>476</sup>. Le groupe des 77 s'y opposera. C'est d'ailleurs leur point de vue qui va triompher<sup>477</sup>. Les USA et quelques pays industrialisés<sup>478</sup> ne

---

<sup>471</sup> Id., voir les déclarations du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (p. 14), des USA (p. 14) et de la Belgique (p. 23).

<sup>472</sup> Id., p. 28.

<sup>473</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, supplément No 22 (A/7622), par. 96 : « Nous reconnaissons tous que la mise en valeur des fonds marins doit être faite au profit de l'humanité toute entière. À l'heure actuelle, cependant, aucune organisation internationale ne dispose de connaissances et des aptitudes nécessaires à une exploitation pratique. Comme nous l'avons déjà dit, nous recommandons que des dispositions soient prises pour le paiement de redevances sur la production dans la zone située au-delà des limites de la juridiction nationale dans l'intérêt de la communauté internationale ».

<sup>474</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133 à 150 et 311(6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, préc., note 470, respectivement p 140 et p. 145. Le représentant du Japon faisait l'observation suivante : « ... On a proposé de recourir à un mécanisme international qui procéderait lui-même à l'exploration et à l'exploitation des ressources des fonds des mers et des océans; toutefois, ma délégation estime qu'en vue de favoriser une exploitation efficace des fonds marins et océaniques au profit de l'humanité, il serait préférable que ces activités soient assurées par un État ou une entreprise privée ».

<sup>475</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133 à 150 et 311(6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. préc., note 470, p. 157, note 62.

<sup>476</sup> Id., p. 521.

<sup>477</sup> Jean-François BRAULT, « Le transfert des techniques marines et la position américaine à l'égard de la Convention sur le droit de la mer », (1987) 4 *Revue québécoise de droit international*, 387, 406.

<sup>478</sup> Notamment quelques États de la Communauté économique européenne (ci-après C.E.E. qui a été remplacée par l'Union européenne en 1992) pris individuellement (Belgique, France, Italie, Luxembourg...), et la C.E.E. en tant qu'organisation intergouvernementale autorisée à participer aux travaux de la 3<sup>ème</sup> CNUDM.

manqueront pas de faire des observations sur le texte définitif de la C.N.U.D.M. soumis au vote. En effet, ils contestaient la partie XI de la C.N.U.D.M. relative à la Z.I.F.M. et ses annexes III et IV qui traitent successivement des dispositions de base régissant la prospection, l'exploration et l'exploitation, puis le statut de l'entreprise (organe de l'Autorité internationale des fonds marins chargé de mener des activités d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone pour le compte de la communauté internationale). Pour ces États, la 3<sup>ème</sup> CNUDM n'a pas résolu de manière parfaite le régime de l'exploitation des fonds marins, les conditions de répartition des bénéfices de son exploitation et les conditions de protection des investissements préparatoires<sup>479</sup>. De ce fait, l'objet de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, signé à New York le 29 juillet 1994<sup>480</sup> est précisément d'apporter des correctifs à ce régime et de susciter la ratification des pays industrialisés. Toutefois, les USA n'ont toujours pas ratifié la C.N.U.D.M. jusqu'à nos jours<sup>481</sup>.

## **B- Le contenu de la notion de patrimoine commun de l'humanité**

Le patrimoine commun de l'humanité n'est pas défini de façon précise par un texte. L'élaboration du concept de patrimoine commun de l'humanité s'est faite en deux étapes. On a d'abord assisté à la proposition de nouvelles normes et à leur formulation. Ensuite, lorsqu'un consensus a été atteint, ces normes se sont vues conférer un caractère obligatoire.

Le patrimoine commun de l'humanité comprend d'une part, la lune et les autres corps célestes à l'intérieur du système solaire<sup>482</sup>; et d'autre part, la zone internationale des fonds marins.

<sup>479</sup> Jean-François BRAULT, préc., note 477, 406-408.

<sup>480</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, 28 juillet 1994, R.T.N.U., VOL. 1836, p. 3.

<sup>481</sup> *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982, NATIONS UNIES, RECUEIL DES TRAITÉS, VOL. 1834, p. 3, état du traité, en ligne: < [https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=\\_fr](https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr) > (consulté le 14 février 2015).

<sup>482</sup> *Accord régissant les activités des États sur la lune et les autres corps célestes*, 5 décembre 1979, R.T.N.U., vol. 1363, p. 3, (entrée en vigueur le 11 juillet 1984). L'article 11 (1) de ce texte proclame que : « La lune et ses ressources naturelles constituent le patrimoine commun de l'humanité » et le paragraphe 2 du même article



La Z.I.F.M. est utilisée à des fins exclusivement pacifiques<sup>483</sup>. Les ressources du lit et du sous-sol de la zone sont le patrimoine commun de l'humanité. Aucun État ne peut se les approprier<sup>484</sup>. La C.N.U.D.M. a mis sur pied des mécanismes (au travers de l'Autorité internationale des fonds marins<sup>485</sup> et de ses organes<sup>486</sup>) afin de gérer l'exploitation des ressources de la zone dans l'intérêt de l'humanité, mécanismes contestés en 1982 par les pays développés et corrigés par l'Accord de New York de 1994 dans le but de favoriser une « *participation universelle* » à la C.N.U.D.M.<sup>487</sup>. Cet Accord apportera des restrictions aux fonctions de l'Autorité issues de la C.N.U.D.M.<sup>488</sup>. Sont concernés entre autres le processus d'adoption des

---

proclame le principe de non-appropriation de la lune par un État. L'Accord prévoit en outre en son article 11 (5) et (7), l'internationalisation des ressources et la gestion collective de leur exploitation. L'article 4 (1) prévoit le principe de non-discrimination à l'égard des États.

<sup>483</sup> C.N.U.D.M., art. 141.

<sup>484</sup> Id., arts. 137 et 140.

<sup>485</sup> L'autorité internationale des fonds marins est régie par les arts. 156 et suivants de la C.N.U.D.M. Elle est une organisation internationale autonome qui a statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies. C'est par son intermédiaire que les États parties à la C.N.U.D.M. organisent et contrôlent les activités menées dans la Z.I.F.M., notamment aux fins de l'administration de celles-ci. C'est elle qui accorde les autorisations de mener des activités dans la zone. Elle a son siège à Kingston (Jamaïque). Toutes les parties à la C.N.U.D.M. sont membres de l'Autorité.

<sup>486</sup> C.N.U.D.M., arts. 158 et suivants : les organes de l'autorité internationale des fonds marins sont : l'Assemblée qui est composée de tous les États membres de l'Autorité. Pour toute question d'ordre administratif ou financier, la décision de l'Assemblée est prise sur recommandation du Conseil. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Assemblée. Il est composé de la Commission juridique et technique (qui a rôle consultatif) et de la Commission des finances (qui compte 36 membres). Le Conseil est chargé des politiques spécifiques, de l'Approbation des demandes d'exploration et d'exploitation des fonds marins. Il a également compétence pour surveiller l'application des stipulations de la C.N.U.D.M. et de l'Accord qui ont trait aux fonds marins ainsi que les règles et règlements de l'Autorité. Le Secrétariat est composé du secrétaire général et d'un personnel au nombre de 37. Le Secrétaire général est élu pour 4 ans, rééligible, par l'assemblée parmi les candidats proposés par le Conseil. Le personnel administratif est recruté sur la base des critères à la fois géographiques et de qualifications. Le Secrétariat mène des activités dans la zone. Il transporte, traite et commercialise les minéraux extraits de la zone. L'Entreprise internationale mène ses premières opérations dans le cadre d'entreprises conjointes. Elle est composée d'un conseil d'administration constitué de 15 membres élus à titre personnel et sur la base d'une répartition géographique équitable, qui administre l'entreprise. Ses décisions sont adoptées à la majorité de ses membres.

<sup>487</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480, préambule.

<sup>488</sup> Sous l'égide de l'art. 160 de la C.N.U.D.M., l'Autorité avait un pouvoir d'ajustement économique qui consistait à surmonter les inégalités géographiques, économiques et technologiques, par la redistribution des recettes de l'exploitation des grands fonds marins. Or, cela demandait une participation importante des pays industrialisés dont le vœu était de conserver leur monopole technologique. La renégociation de la C.N.U.D.M. qui va donner naissance à l'Accord de 1994 relatif à l'application de la partie XI de la C.N.U.D.M., viendra apporter des changements importants au régime des grands fonds marins. En vertu de l'art. 2 dudit accord, « les dispositions du présent Accord et de la partie XI doivent être interprétées et appliquées ensemble, comme un seul et même instrument ». Cependant, une précision lourde de sens est apportée à la suite : « en cas d'incompatibilité entre

décisions de l'Autorité, le transfert des technologies et le budget de l'Autorité qui relève désormais des Nations Unies et non plus de la contribution des États<sup>489</sup>.

En tant que patrimoine commun de l'humanité, l'exploitation de la zone doit bénéficier équitablement à l'humanité toute entière. Cependant, la zone n'est pas encore exploitée bien que l'Autorité ait approuvé des plans de travail d'exploration générale et des contrats d'exploration des nodules polymétalliques de vingt-six entrepreneurs, pour une durée de quinze ans<sup>490</sup>.

Cependant, diverses raisons expliquent le fait que la zone ne soit pas encore exploitée. Le contexte économique et technologique actuel n'est pas favorable. Les impacts économiques, scientifiques et environnementaux éventuels de ces activités doivent faire l'objet d'études approfondies<sup>491</sup>. Des conflits miniers entre les États doivent aussi être évités puisque les gisements de sulfure se trouvent sur le plateau continental comme dans la zone au-delà de la juridiction nationale. Les limites extérieures du plateau continental n'étant pas encore définies dans certaines zones, les limites de la Z.I.F.M. demeureront encore inconnues pendant plusieurs années à venir<sup>492</sup>.

Toutefois, l'idéal au cœur de la notion de patrimoine commun de l'humanité pour les grands fonds marins conserve toute sa splendeur. Trois principes mettent en relief ces valeurs qui conservent toute leur importance malgré l'ineffectivité de l'Autorité : le patrimoine est un bien que nous avons reçu et qu'il nous revient de léguer aux générations futures; la gestion des ressources communes passe par des institutions internationales représentant l'ensemble des « ayant-droit » de ces ressources; les bénéfices tirés de l'exploitation du

---

le présent Accord et la partie XI, les dispositions du présent Accord l'emportent ». L'Autorité est donc conservée en 1994 mais ses compétences ont été significativement réduites afin d'être acceptée par les pays industrialisés.

<sup>489</sup> Edward GUNTRIP, « The Common Heritage of Mankind: An Adequate Regime for Managing the Deep Seabed », (2003) 4 *Melbourne Journal of International Law*, 376, 385.

<sup>490</sup> AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS, « Contractants des Fonds Marins », en ligne : <<https://www.isa.org.jm/fr/contractants-des-fonds-marins>> (consulté le 30 novembre 2016).

<sup>491</sup> Jean-Pierre LÉVY, « Un nouvel instrument de développement progressif du Droit de la Mer : La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du Droit de la Mer », (1988) 34-1 *Annuaire français de droit international* 735, 763.

<sup>492</sup> Erik FRANCKX, « The International Seabed Authority and the Common Heritage of Mankind: The Need for States to Establish the Outer Limits of their Continental Shelf », (2010) 25-4 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 543, pp. 554-557.

patrimoine commun de l'humanité doivent être redistribués équitablement entre tous les États sans discrimination aucune<sup>493</sup>. La création d'un patrimoine commun de l'humanité a donc constitué une innovation majeure dans le droit de la mer. Elle se trouve être l'alternative entre l'opposition des pays en développement à la consécration d'un statut de liberté aux grands fonds marins et le rejet de l'exclusivisme de son exploitation par les pays développés<sup>494</sup>. La consécration des grands fonds marins au titre de patrimoine commun de l'humanité a été tout un processus ardu et très rude. Les oppositions Nord/Sud telles que relevées plus haut ont constamment animé les négociations<sup>495</sup>. Le patrimoine commun de l'humanité en droit de la mer n'a pu voir le jour qu'au prix de la dissociation entre les eaux sus-jacentes et les grands fonds marins. De ce fait, les ressources halieutiques des eaux sus-jacentes, composantes de la haute mer, traditionnellement reconnue comme étant une *res communis*<sup>496</sup>, demeurent soumises au principe de la liberté de la pêche.

## **Paragraphe 2 : La haute mer, patrimoine commun de l'humanité?**

### **A- Les obstacles à la consécration de la haute mer comme patrimoine commun de l'humanité**

L'idée d'humanité telle qu'elle est entendue en l'état actuel dans la notion de patrimoine commun de l'humanité ne peut faire l'objet d'une transposition pour les ressources halieutiques hauturières. Dans son acception moderne, l'humanité est prise comme un sujet de droit<sup>497</sup>. Ainsi, en vertu de l'article 134 (2) de la C.N.U.D.M., « *l'humanité toute entière, pour*

---

<sup>493</sup> Scott J. SHACKELFORD, « The Tragedy of the Common Heritage of Mankind », (2009) 28 *Stanford Environmental Law Journal*, i-170, 111.

<sup>494</sup> E. D. BROWN, « Freedom of the High Seas Versus the Common Heritage of Mankind: Fundamental Principles in Conflict Law of the Sea Conference », (1982) 20 *San Diego Law Review*, 521, p. 523.

<sup>495</sup> Edward GUNTRIP, préc., note 489, 386.

<sup>496</sup> Jean-Pierre QUÉNEDEC, « L'incidence de l'affaire du Torrey Canyon sur le droit de la mer », (1968) 14-1 *Annuaire français de droit international* 701, 714.

<sup>497</sup> Alain PIQUEMAL, *Le fond des mers - patrimoine commun de l'humanité*, coll. Rapports économiques et juridiques n° 2, Université de Nice, Centre National pour l'exploitation des océans, 1973, p. 27-30, en ligne : <<http://archimer.ifremer.fr/doc/1973/rapport-4803.PDF>> (consulté le 28 avril 2016).

*le compte de laquelle agit l'Autorité, est investie de tous les droits sur les ressources de la Zone ».* Il ressort de ce texte que l'humanité est titulaire de droits; l'Autorité agit de ce fait en son nom.

Par ailleurs, pour des raisons juridiques et pratiques, envisager de nos jours la consécration des ressources halieutiques hauturières comme patrimoine commun de l'humanité, afin de pallier aux déficiences du régime actuel, pourrait se révéler être un leurre. Plusieurs raisons peuvent justifier une telle affirmation:

1) Tout d'abord, les limites de la haute mer ne coïncident pas avec celles des grands fonds marins. En surface, la haute mer commence à partir des 200 miles marins, c'est-à-dire là où la Z.E.E. tire sa révérence<sup>498</sup>. Sous les eaux, les grands fonds marins prennent naissance à la limite extérieure des plateaux continentaux, qui en principe s'étendent jusqu'à 200 miles marins à partir des lignes de base de la mer territoriale (et donc coïncident avec les limites extérieures de la Z.E.E., mais qui peuvent étendus jusqu'à 350 miles marins et plus, en vertu de l'article 76 (4) et (5) de la C.N.U.D.M.<sup>499</sup>). La zone des grands fonds marins se trouve à cet effet déjà réduite par rapport à celle de la haute mer.

2) Par ailleurs, le principe de non appropriation des fonds marins est également présent en haute mer. Ce principe peut avoir pour corollaire le principe de libre accès par tous. C'est justement ce dernier principe qui est à l'origine des mutations apportées par l'Accord de 1994, car les grandes nations, disposant de technologies avancées, voulaient pouvoir disposer d'un accès libre aux grands fonds marins<sup>500</sup>. Cependant, l'Accord de 1994 n'est pas allé dans le sens d'un libre accès aux ressources des grands fonds marins.

3) De plus, pour la gestion du patrimoine commun de l'humanité, les États demeurent soumis à des obligations vagues et il n'existe pas de réelle garantie pour les autres

---

<sup>498</sup> C.N.U.D.M., art. 86.

<sup>499</sup> Michael WOOD, « International Seabed Authority (ISA) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* 2008, en ligne: <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1180>> (consulté le 23 mars 2016).

<sup>500</sup> Gregorio Garzon CLARIANA, « L'Union Européenne et la Convention de 1982 sur le Droit de la Mer », (1995) 27 *Revue Belge de Droit International* 37, p. 39.

États quant au partage des bénéfices qui pourraient découler de l'exploitation de ce patrimoine commun<sup>501</sup>.

4) En outre, l'absence d'application concrète du concept de patrimoine commun de l'humanité, consacré juridiquement il y a plus de trente années aujourd'hui, mais qui tarde encore à prendre son envol, ne permet donc pas d'apprécier son efficacité et amène à se questionner sur sa légitimité<sup>502</sup>.

5) Bien plus, l'Accord de 1994 négocié sous le poids des lobbies américains est venu abroger une grande partie des dispositions de la C.N.U.D.M. qui restreignaient la liberté d'exploitation des pays industrialisés en conférant un pouvoir omnipotent à l'Autorité, quelques mois avant l'entrée en vigueur de la C.N.U.D.M.<sup>503</sup>. L'Accord de 1994 est venu fragiliser le mécanisme de compensation au profit des États en voie de développement<sup>504</sup>. Il met également en mal l'égalité de tous les États dans le fonctionnement de l'Autorité. En effet, étant donné les pouvoirs importants du Conseil (organe délibérant restreint de l'Autorité), la règle de base pour ses prises de décisions retenue est celle du consensus. Sous l'impulsion des pays développés, soucieux de s'arroger une force au sein du Conseil, l'Accord de 1994 institue différentes « chambres » au sein desquelles une majorité peut s'opposer à l'adoption d'une décision<sup>505</sup>.

A vrai dire, les États n'ont pas démontré leur volonté de mettre en œuvre l'éthique qui sous-tend la notion de patrimoine commun de l'humanité. Les échecs de la mise en œuvre du concept de patrimoine commun de l'humanité ont démontré que ce concept n'était

---

<sup>501</sup> Carol R. BUXTON, « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69 *Journal of Air Law and Commerce*, 689, 695.

<sup>502</sup> Élie JARMACHE, « La zone : un concept révolutionnaire, ou un rêve irréaliste ? », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2013 n° 70, p. 71- 76.

<sup>503</sup> Jean-Pierre LEVY, « Les bons offices du secrétariat général des Nations Unies en faveur de l'universalité de la Convention sur le droit de la mer », (1994) 98-4 *Revue générale de droit international public* 871, p. 895.

<sup>504</sup> Philippe GAUTIER, « De 1982 à 1994: les étapes d'une modification singulière », (1995) 28-1 *Revue Belge de Droit International* 56, 75.

<sup>505</sup> , *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480, Annexe, section 3.

pas suffisamment accepté et ne pouvait donc pas assurer l'aménagement des ressources « appartenant à tous » entre les acteurs de la scène internationale<sup>506</sup>.

## **B- L'urgence d'un régime communautaire des pêcheries hauturières**

Constatant que les raisons ayant motivées la consécration de la Z.I.F.M. en tant que patrimoine commun de l'humanité sont de nos jours avérées pour les ressources halieutiques de la haute mer<sup>507</sup>, en plus du fait que le fonctionnement effectif de l'Autorité internationale des fonds marins tarde à être mis en place, il nous paraît loisible d'envisager une solution autre pour les ressources halieutiques hauturières.

Des initiatives en ce sens nous ont précédé. En effet, reconnaissant qu'au-delà des divergences qui opposent les pays du nord à ceux du sud, les pêcheries hauturières ont une valeur incontestable pour l'ensemble des États, la haute mer a été considérée comme un « bien public mondial »<sup>508</sup>. Le bien public mondial est défini comme un bien tendant vers l'universalité et intéressant l'ensemble des États. Il est caractérisé par la « non-exclusion » et la « non-rivalité »<sup>509</sup>. En général, il ne peut donc faire l'objet ni d'un droit de propriété ni d'un droit d'usage<sup>510</sup>. La pêche en haute mer est juridiquement accessible à tous les États (non-exclusion); mais, la consommation de certaines pêcheries en libre accès pourrait nuire à certains États côtiers (cas des stocks chevauchants par exemple) car, une exploitation non contrôlée pourrait conduire à leur disparition. Une telle situation pourrait entraîner une rivalité entre les États

---

<sup>506</sup> Marie-Claude SMOUTS, « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*, Paris, IRD 2005.53, p. 67.

<sup>507</sup> La raison fondamentale qui a poussé les États en développement à militer pour la consécration des grands fonds marins en tant que patrimoine commun de l'humanité était la peur de l'accaparement des ressources minérales dudit espace par le plus petit nombre, composé des pays développés. Comme relevé dans la première section du chapitre II de ce mémoire, les ressources halieutiques, en particulier celles de la pêche profonde, sont exploités principalement par les pays développés.

<sup>508</sup> Marie-Claude SMOUTS, préc., note 506, 53–69.

<sup>509</sup> Jean-Jacques GABAS et Philippe HUGON, « Les biens publics mondiaux et la coopération internationale », (2001) no 12-4 *L'Économie politique* 19- 31, par. 3.

<sup>510</sup> Gwenaële PROUTIERE-MAULION et Jean-Pierre BEURIER, *Quelle gouvernance pour la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction?*, juillet 2007, p. 36, en ligne : <[http://www.iddri.com/Publications/Collections/Idees-pour-le-debat/id\\_0707\\_gpm\\_gouvmarine.pdf](http://www.iddri.com/Publications/Collections/Idees-pour-le-debat/id_0707_gpm_gouvmarine.pdf)> (consulté le 8 mars 2017).

côtiers et les autres États intéressés par les pêcheries hauturières<sup>511</sup>. L'on peut donc constater que les deux composantes essentielles du concept de biens publics globaux ne sont pas satisfaites dans l'aménagement actuel de l'exploitation des ressources halieutiques hauturières. Par ailleurs, l'absence de définition juridique de la notion de « bien public mondial » n'a pas permis de mettre en place un système rationnel de gestion et de conservation des ressources biologiques en haute mer<sup>512</sup>.

Bien que les ressources halieutiques hauturières ne puissent être considérées comme un « bien public mondial », il demeure tout de même que ces ressources sont d'un intérêt général pour l'ensemble des États. Le 11 avril 2013, une conférence internationale sur la haute mer tenue à Paris, mettait en exergue l'importance de gérer les ressources halieutiques hauturières dans l'intérêt général de l'humanité. Le thème de cette conférence était : La haute mer, avenir de l'humanité : quelle gouvernance pour une gestion durable de l'océan? En effet, les participants à cette conférence tout en proposant de consacrer la haute mer comme patrimoine commun de l'humanité (« ... *La Haute Mer n'appartient à personne, elle doit être gérée dans l'intérêt général, comme un « bien commun de l'humanité »*<sup>513</sup>), affirmaient que seule l'institution d'une gouvernance internationale conduirait à une gestion rationnelle des ressources halieutiques hauturières.

En ce sens, les participants à l'appel de Paris sur la haute mer, ont affirmé que :

*« Seule une gouvernance internationale partagée, transparente, démocratique permettra de sauvegarder et de gérer durablement les richesses de ce bien commun unique »*<sup>514</sup>. Cette nécessité, de « faire échapper au régime des intérêts particuliers, une entreprise dans

---

<sup>511</sup> Id.

<sup>512</sup> COLLECTIF, *POLITIQUE AFRICAINE N-116 : Gouverner la mer. États, pirates, sociétés*, KARTHALA Editions, 2010, p. 10.

<sup>513</sup> *Appel de Paris pour la haute mer*, 11 avril 2013, par. 2, en ligne : <[http://www.hautemer2013.lecese.fr/documents/appel\\_paris\\_haute\\_mer.pdf](http://www.hautemer2013.lecese.fr/documents/appel_paris_haute_mer.pdf)> (consulté le 24 mars 2016).

<sup>514</sup> Id., par. 5.

*laquelle la présence d'un intérêt général est jugée (...) à la suite d'un fort courant de psychologie collective, particulièrement intense »<sup>515</sup>,*

procède de l'apparition d'un service public dans la société internationale.

La notion de service public est une théorie de droit public interne. Elle est la question la plus embrouillée et la plus confuse du droit administratif romain. En effet, l'école de Bordeaux, avec en tête de file, Léon Duguit et Gaston Jèze, ont voulu faire de la notion du service public, la pierre angulaire du droit administratif français<sup>516</sup>. Or, cette conception grandiose a été démentie par une évolution doctrinale et jurisprudentielle future<sup>517</sup>. De façon très approximative, le service public se définit par un élément finaliste : l'intérêt général. Toute activité de service public ne peut que correspondre à cette première exigence (critère matériel). Mais, la définition du service public à l'échelle interne s'impose également par la présence d'un autre critère: l'élément organique (l'organisme destiné à accomplir la mission d'intérêt général est créé dans tous les cas par les pouvoirs publics, mais la gestion du service est assurée soit par l'administration elle-même, soit confiée à des organismes privés, contrôlés directement ou non par les autorités administratives).

À l'échelle internationale, Charles Chaumont souligne que l'existence d'un service public international est également conditionné par deux éléments fondamentaux : il qualifie le premier d'élément objectif (intérêt général); et le deuxième, d'élément subjectif (c'est le sentiment que la présence d'un intérêt dépassant les égoïsmes nationaux justifie la

---

<sup>515</sup> Charles CHAUMONT, « Perspective d'une théorie du Service public à l'usage du droit international contemporain », *La technique et les principes du droit public. Études en l'honneur de Georges Scelle* 1950, p. 120.

<sup>516</sup> Léon DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel*, t. II, 3<sup>e</sup> éd., 1928, p. 61. Duguit présente le service public comme « toute activité dont l'accomplissement doit être assuré, réglé et contrôlé par les gouvernants, parce que l'accomplissement de cette activité est indispensable à la réalisation et au développement de l'interdépendance sociale et qu'elle est de nature qu'elle ne peut être réalisée complètement que par l'intervention de la force gouvernante ».

<sup>517</sup> La notion de service public va être battue en brèche par celle de puissance publique. Ce dernier critère repose sur la distinction entre les actes d'autorité, dans lesquels se manifestent les prérogatives de puissance publique de l'administration et les actes de gestion, accomplis par elle-même dans les mêmes conditions que les particuliers. Pour un approfondissement sur le critère de la puissance publique, voir entre autres sur le plan doctrinal: Michel ROUSSET, *L'idée de puissance publique en droit administratif*, n°15, Dalloz, 1960; Georges VEDEL et Pierre DELVOLVÉ, *Droit administratif*, 1, Presses universitaires de France, 1990; André DE LAUBADÈRE, Jean-Claude VENEZIA et Yves GAUDEMET, *Droit administratif*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1992; et sur le plan jurisprudentiel: *Société des granits porphyroïdes des Vosges*, (31 juillet 1912) GAJA (GAJA/16/2007/0026) 155, C.E.



création d'une institution internationale chargée d'assurer la réalisation de cet intérêt général, qui supprime les intérêts particuliers des États)<sup>518</sup>. En tout état, ces deux conceptions du service public, c'est-à-dire à la fois au plan interne et au plan international, ont en commun le fait que la réalisation d'une mission de service public passe par la présence d'un intérêt général, qui devrait être assurée par une entité de droit public (quoi qu'exceptionnellement confiée à des entités de droit privé, sous le contrôle toutefois des organismes publics). Ainsi, les forums internationaux de discussions à l'exemple de la Conférence de Paris sur la haute mer susmentionnée, montrent déjà à quel point l'élément objectif de la définition de service public international donnée par Chaumont, est présent dans les esprits des participants à cette conférence. Il nous faut donc aller chercher la deuxième composante de cette définition à savoir, la nécessité de la création d'une organisation internationale, capable de gérer ces ressources halieutiques dont l'intérêt, on l'a vu, dépasse les égoïsmes nationaux. Dans ce sens, la coopération internationale sur laquelle repose actuellement l'exploitation des pêcheries hauturières n'a pas pu empêcher non seulement la surexploitation des ressources, mais aussi la dégradation de l'environnement marin, à cause de l'influence des intérêts de chaque sur celui de l'ensemble de la communauté internationale. Une telle situation peut être dépassée par la création d'une institution supra étatique à l'exemple de l'Union Européenne qui, malgré les critiques dont elle fait l'objet, demeure l'organisation régionale au sein de laquelle l'intégration a atteint un niveau de développement considérable.

La notion de service public demeure cependant une notion très ambiguë à l'échelle internationale. Elle n'est pas communément employée. Elle est parfois remplacée par la notion d'intérêt général. Toutefois, en prenant en compte l'inclusion de l'intérêt général dans la théorie originelle du service public, la doctrine converge dans le sens que l'emploi de l'une ou de l'autre notion renvoie à la même réalité juridique<sup>519</sup>.

---

<sup>518</sup> Charles CHAUMONT, préc., note 515, p. 120-121.

<sup>519</sup> François Carrard, « *L'accomplissement d'une mission de service public international : l'exemple des activités sportives* », Société française pour le droit international, Colloque du Mans, Le sujet en droit international, Paris, Pedone, 2005, p. 101-106; Franck LATTY, *La lex sportiva: Recherche sur le droit transnational*, BRILL, 2007, p. 645-656; Bob KIEFFER, *L'organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public: Regards croisés sur le droit et la gouvernance dans le contexte de la mondialisation*, Larcier, 2008, p. 140; François FINCK, « L'indépendance statutaire des agents du conseil de l'Europe », *Revue française d'administration publique* 2008, n° 126, 279-291; Aurélien DESINGLY, *L'Union européenne entrepreneur du service public international*, coll.

Pour être efficace, la gestion d'un service public international doit donc être confiée à organisation internationale, sujet dérivé du droit international qui ne dispose pas de territoires, ni de ressortissants et dont la personnalité juridique est restreinte par le principe de spécialité<sup>520</sup>. Ainsi, pour une gestion équitable et rationnelle des ressources halieutiques hauturières, confier leur gestion à un organisme de service public international pourrait avoir de nombreux avantages. Aussi, cette organisation doit pouvoir transcender les intérêts des États pour réaliser celui de la communauté des États concernée<sup>521</sup>.

En effet, les organisations internationales, étant des personnes morales, la réalisation des objectifs qui leur sont assignés par leurs traités constitutifs passent par le truchement des individus appelés à leur service. Le statut juridique des agents internationaux dérive nécessairement de l'organisation à laquelle ils appartiennent<sup>522</sup>. C'est l'existence d'agents internationaux qui a déterminé l'édification d'une fonction publique internationale dont les fondements premiers se retrouvent dans le rapport Balfour, présenté au Conseil de la Société des Nations (ci-après S.D.N.) en 1920 : « *Les membres du secrétariat, une fois nommés, ne sont plus au service de leurs pays d'origine, mais deviennent temporairement et exclusivement des fonctionnaires de la S.D.N. Leurs attributions ne sont non pas nationales, mais internationales* »<sup>523</sup>. Dans sa thèse parue en 1931, Suzanne Bastid-Basdevant définit le fonctionnaire international comme tout individu chargé par les représentants de plusieurs États ou par un organisme agissant en leur nom, d'exercer en étant soumis à des règles juridiques spéciales, d'une façon continue et exclusive, des fonctions dans l'intérêt de l'ensemble des États

---

Logiques Juridiques, Paris, l'Harmattan, 2011; Franck LATTY, *La gestion internationale du football, un service public international ?*, Mans, 4 avril 2014, en ligne : <[https://www.canal-u.tv/video/universite\\_du\\_maine\\_pole\\_ressources\\_numeriques\\_prn/la\\_gestion\\_internationale\\_du\\_football\\_un\\_service\\_public\\_international.16662](https://www.canal-u.tv/video/universite_du_maine_pole_ressources_numeriques_prn/la_gestion_internationale_du_football_un_service_public_international.16662)> (consulté le 14 avril 2016).

<sup>520</sup> Michel VIRALLY, « La notion de fonction dans la théorie de l'Organisation internationale », dans *Le droit international en devenir : Essais écrits au fil des ans*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 1990, p. 271- 288, en ligne : <<http://books.openedition.org/iheid/4398>> (consulté le 7 avril 2016).

<sup>521</sup> Raphaële RIVIER, « L'utilisation d'autres formes d'organisation internationale », (2012) 116-3 *Revue générale de droit international public*, 483–510.

<sup>522</sup> Bawindsomde Patrick OUEDRAOGO, *Le statut juridique du fonctionnaire international sous l'angle des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des fonctionnaires des Communautés européennes: contribution à l'actualité de la notion de « fonctionnaire international »*, Université de Bretagne occidentale-Brest, 2012, p. 388.

<sup>523</sup> Rapport Balfour à la Session de Rome du Conseil de la Société des Nations, mai 1920, JO N°4, 1920, p. 137.

en question<sup>524</sup>. Cette définition de Suzanne Bastid-Basdevant revêt une conception large et extensive de la notion de fonctionnaire international.

Le concept de fonctionnaire international recevra une consécration conventionnelle dans l'article 100 par. 1 de la Charte des Nations Unies : « *Le secrétaire général et le personnel s'abstiendront dans l'accomplissement de leurs devoirs de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux* »<sup>525</sup>. La C.I.J. dans son avis consultatif du 11 avril 1949 sur la « réparation des dommages subis au service des Nations Unies », a proposé une définition : est agent international, « *quiconque, fonctionnaire rémunéré ou non, employé à titre permanent ou non, a été chargé par un organe d'exercer ou d'aider à exercer l'une des fonctions de celui-ci. Bref, toute personne par qui l'organisation agit* »<sup>526</sup>. La vision de la C.I.J. a pour finalité de garantir la protection fonctionnelle des personnes appelées à servir les objectifs des organisations internationales. Cependant, cette vision large de la C.I.J. n'est pas reprise par le droit administratif international qui considère comme fonctionnaires internationaux, les personnels qui sont au service d'une organisation internationale de manière continue et exclusive. En ce sens, le tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail identifie le fonctionnaire international par la consécration permanente de son activité à l'organisation qui l'emploie, l'autorité hiérarchique du chef exécutif de l'organisation, la réglementation unilatérale des conditions d'emploi et l'accès aux caisses d'assurance-maladie et de pension<sup>527</sup>.

À la lumière de ces différentes approches, il en ressort que la fonction publique internationale se caractérise par deux critères : un critère fonctionnel (la réalisation d'une activité de service public dont l'objet dépasse les intérêts d'un seul État); un critère statutaire (les fonctionnaires internationaux sont soumis à un dédoublement statutaire au service exclusif

---

<sup>524</sup> Suzanne BASTID, *La Condition juridique des fonctionnaires internationaux*, Université de Paris. Faculté de droit et des sciences économiques, « Recueil Sirey », 1930, p. 12.

<sup>525</sup> Charte des Nations Unies, art. 100 par. 1.

<sup>526</sup> *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*, 11 avril 1949, Avis consultatif : Cour internationale de justice, Recueil 1949, 174, p. 177.

<sup>527</sup> *Affaire Desgranges*, 12 août 1953, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : <[http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=11&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=desgranges](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=11&p_language_code=FR&p_word=desgranges)> (consulté le 10 avril 2016).

d'une organisation internationale. Ils lui doivent une loyauté qui garantit l'existence d'une organisation indépendante au service de l'intérêt général)<sup>528</sup>.

Toutefois, lorsque les États ne sont pas absents de la nomination ou de la carrière des fonctionnaires internationaux, ces derniers conservent envers les premiers une allégeance dont le degré est fonction des pratiques gouvernementales, mais aussi et surtout de la capacité de résistance de l'organisation<sup>529</sup>. L'efficacité des organisations internationales dépend de la mesure dans laquelle elles ont un caractère authentiquement international et sont composées de personnes qui n'ont d'allégeance qu'envers l'organisation qu'elles servent; car, il existe une incompatibilité très nette entre les responsabilités internationales et la défense des intérêts des pays dont ils sont ressortissants.

Le modèle de fonctionnement de l'Autorité internationale des fonds marins met en relief l'omnipotence des États tant pour le fonctionnement de l'Autorité que pour l'attribution des contrats d'exploration et d'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins; car ce sont les États qui patronnent les entreprises candidates à l'exploration et à l'exploitation de la Zone. Par ailleurs, le rôle accru du Conseil de l'autorité tel que mentionné plus haut, vient corroborer cette assertion. Un tel modèle ne pourrait garantir une autonomie effective de cette organisation internationale qu'est l'Autorité, dont le but est le partage équitable des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins. Dans cette optique, une organisation internationale dénuée au maximum de toute connotation étatique, et au sein de laquelle les États n'auront qu'un rôle très minimal, serait préférable pour l'administration des ressources halieutiques hauturières.

Dans une approche comparative, nous allons dans la suite de ce chapitre, mettre en relief le modèle d'organisation internationale que nous préconisons pour la gestion des pêcheries hauturières.

---

<sup>528</sup> Béchillon DENYS, *Hiérarchie des normes et hiérarchie des fonctions normatives de l'État*, Paris, Economica, coll. Droit public positif, 1996, p. 279.

<sup>529</sup> François LORiot et Alain PLANTEY, *Fonction publique internationale. Organisations mondiales et européennes*, coll. Sociologie, Paris, CNRS Éditions, 2005, par. 304-316.

## SECTION II : LA PÊCHE EN HAUTE MER : VERS L'INSTITUTIONNALISATION D'UN SERVICE PUBLIC INTERNATIONAL?

La colonne d'eau de mer qui se trouve au-dessus des grands fonds marins est assujettie à un régime de liberté qui implique qu'aucun État ne peut soumettre une partie quelconque de cet espace à sa souveraineté<sup>530</sup>. Il s'agit donc d'un espace que l'on peut considérer comme étant le bien commun de tous<sup>531</sup>. En ce sens, la gestion des ressources tirées de cet espace devrait profiter à tous les États, quels que soient leur niveau de développement économique ou encore leur proximité à la mer. Seulement, malgré la multiplicité des instruments juridiques sur le partage équitable des richesses halieutiques hauturières, malgré la multiplication des enceintes de réflexion, et comptes tenus des efforts jusqu'ici consentis par la communauté internationale, force est de constater que la surexploitation des pêcheries hauturières demeure d'actualité et l'appropriation de ces ressources par le plus petit nombre continue de susciter des questionnements et des controverses<sup>532</sup>. Par ailleurs, aucun consensus ne se dégage sur les moyens à mettre en œuvre pour une adéquation entre l'accès et le partage des ressources halieutiques en conformité avec les impératifs de conservation. Dans ce contexte, il conviendrait de dissocier le statut de l'espace de celui des ressources<sup>533</sup>, afin que les pêcheries hauturières soient gérées par un organisme de service public international<sup>534</sup>.

Seulement, à la différence de l'Autorité dont la révision intervenue en 1994 est venue fragiliser l'autonomie, cet organisme devra briller par son indépendance, garantie de la prise en compte des intérêts de l'ensemble des États. Cette indépendance passe d'une part par le statut des personnes au service de l'organisation et d'autre part, au travers des ressources financières de l'organisation.

---

<sup>530</sup> C.N.U.D.M., art. 89.

<sup>531</sup> Alexandre Charles KISS et Dinah SHELTON, *Traité de droit européen de l'environnement: une publication de la conférence permanente des recteurs, présidents et vice-chanceliers des universités européennes*, éd. Frison-Roche, 1995, p. 284.

<sup>532</sup> Gwenaele PROUTIERE-MAULION et Jean-Pierre BEURIER, préc., note 510, p. 25.

<sup>533</sup> Id., p. 34-35.

<sup>534</sup> Bawindsomde Patrick OUEDRAOGO, préc., note 522, p. 548.

## **Paragraphe 1 : Le statut des membres du personnel de l'Organisation chargée de la gestion des pêcheries hauturières**

En général, les organisations internationales mettent en place des structures qui reflètent leur double caractère : interétatique et fonctionnel<sup>535</sup>.

Le caractère interétatique se caractérise par la mise en place d'organes délibérants représentatifs des États membres tandis que le caractère fonctionnel se traduit par la mise en place d'institutions permanentes chargés d'appliquer au nom de l'organisation, les décisions prises par les États membres. Toutefois, le régime de la fonction publique n'est pas homogène, tant sont diverses les institutions et les catégories d'agents<sup>536</sup>. Le droit de la fonction publique internationale constitue un ensemble disparate de principes généraux de nature conventionnelle et de règles précises de droits dérivés. Les premiers sont de l'ordre constitutionnel<sup>537</sup>, tandis que les seconds relèvent à la fois du droit réglementaire et jurisprudentiel<sup>538</sup>.

Malgré leur diversité, l'indépendance d'une organisation internationale dépend des garanties d'indépendance des membres des organes administratifs car l'objet même du droit de la fonction publique internationale est de garantir l'indépendance des agents internationaux à l'égard des gouvernements des États membres<sup>539</sup>. Il s'agit de définir un régime qui préserve

---

<sup>535</sup> Raphaële RIVIER, « L'utilité de la conceptualisation d'un genre "organisation internationale" », dans Laurence Dubin (dir.) et Marie-Clotilde Runavot (dir.), *Le phénomène institutionnel international dans tous ses états : transformation, déformation ou reformation?*, Pedone, 2014, p. 20.

<sup>536</sup> Malgré une certaine homogénéité qui est souvent observée au niveau du lien de fonction, de l'exercice des fonctions et des garanties dont bénéficient les fonctionnaires internationaux dans l'exercice de leurs fonctions, il demeure que des différences subsistent quant aux différentes institutions et quant aux agents internationaux. On peut prendre pour exemple la représentation des élus au sein de certaines organisations. Il s'agit d'un phénomène assez rare car la vocation première des organisations internationales n'est pas de représenter les intérêts des populations des États membres de l'organisation. C'est le cas du Parlement européen.

<sup>537</sup> Cette première catégorie est constituée des sources écrites du droit de la fonction publique internationale. Il s'agit de l'acte constitutif de l'organisation; du statut (il est établi par chaque organisation et précise les droits et obligations des fonctionnaires internationaux ainsi que les règles de recrutement et d'évolution de leur carrière entre autres; le pouvoir réglementaire de l'organisation qui appartient à l'autorité administrative la plus élevée.

<sup>538</sup> Cette catégorie peut être qualifiée de sources non écrites. On peut citer la pratique administrative, les principes généraux du droit qui sont formulés par les juridictions administratives internationales. Cette deuxième catégorie a un caractère subsidiaire par rapport aux sources écrites du droit de la fonction publique internationale.

<sup>539</sup> J. A. P. Ridruejo, *Les organisations internationales*, Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye, tome 274, 1998, p. 153.

l'agent de l'emprise de son État d'origine. Ce régime passe par les rapports de force entre les différents organes délibérants de l'organisation.

L'Autorité internationale des fonds marins n'échappe pas à cette règle et nous n'envisageons pas ici réinventer le droit pour une administration efficiente des ressources halieutiques hauturières. Étant donné qu'il est ici question d'un service public international, l'organisation internationale devrait prendre sa forme de la conception que l'on peut avoir au niveau national. Ses compétences « peuvent être assimilées à des fonctions de réglementation, d'exécution et de contrôle »<sup>540</sup>.

### **A- Les rapports de force entre les organes délibérants**

Il existe généralement deux types d'organes délibérants : l'un étant plénier, et l'autre, restreint.

L'organe plénier prend la forme d'une assemblée plénière dont le but est la représentation de tous les États membres de l'organisation. Cet organe plénier obéit au principe d'égalité souveraine de tous les États membres tel que proclamé par la Charte des Nations Unies<sup>541</sup>. Cet organe plénier est généralement appelé l'assemblée générale. C'est le cas pour l'Autorité internationale des fonds marins<sup>542</sup>. Dans d'autres organisations, il prend le nom de conférence égale. On peut prendre pour exemple l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, plus connue sous son acronyme anglais UNESCO.

L'organe restreint quant à lui prend généralement l'appellation de Conseil. C'est une fois de plus le cas au sein de l'Autorité internationale des fonds marins.<sup>543</sup> Il n'est composé que de quelques États pris sur une base géographique<sup>544</sup> ou encore sur la base de leur

---

<sup>540</sup> Alexandre-Charles Kiss, « La notion de patrimoine commun de l'humanité », (1982) 175 *Recueil des cours* 99, p. 212.

<sup>541</sup> *Charte des Nations Unies*, art. 2 par. 1.

<sup>542</sup> C.N.U.D.M., arts. 159 et 160.

<sup>543</sup> Id., arts. 161 à 165.

<sup>544</sup> Id., art. 161.

participation au budget de l'organisation<sup>545</sup>. L'organe restreint a en général des pouvoirs très poussés qui peuvent cependant être atténués par les pouvoirs suprêmes conférés à l'organe plénier<sup>546</sup>.

Ainsi, en vertu de la C.N.U.D.M., l'Assemblée générale de l'Autorité internationale des fonds marins est l'organe suprême de l'Autorité devant lequel tous les autres organes principaux sont responsables<sup>547</sup>. Seulement, avec l'Accord de 1994, il n'en est plus véritablement le cas car le Conseil, qui est l'organe restreint a vu ses pouvoirs être renforcés. L'Assemblée se trouve désormais dans l'obligation de collaborer avec le Conseil en ce qui concerne la politique générale de l'Autorité<sup>548</sup>. De plus, les décisions de l'Assemblée sont fondées sur les recommandations du Conseil<sup>549</sup>. Pour être équitable et juste, la gestion des pêcheries hauturières ne saurait être exercée par une telle organisation faisant montre d'une certaine inégalité; car, même si l'Assemblée est chargée d'élire les membres du Conseil, il faut dire qu'une fois élus, ces derniers se retrouvent au cœur même des activités de l'Assemblée. Le Conseil intervient dans la quasi-totalité des fonctions dévolues à l'Assemblée<sup>550</sup>. Cette intervention se manifeste dans l'adoption des recommandations qui sont soumises à l'Assemblée générale. L'Assemblée générale s'appuie à son tour sur ces recommandations dans sa prise de décisions. En vertu de la C.N.U.D.M. et de l'Accord de 1994, la force juridique de ces recommandations demeure inconnue. L'on se demande s'il s'agit de simples recommandations que l'Assemblée générale peut décider d'adopter ou non. Quoiqu'il en soit, les décisions adoptées par l'Assemblée peuvent être influencées par les recommandations produites par le Conseil; ce qui vient fragiliser l'autonomie de l'Assemblée. Cette perception est davantage justifiée lorsque l'on s'intéresse au nouveau mode d'adoption des décisions par

---

<sup>545</sup> Christian PHILIP, « Une typologie des statuts de membres dans les organisations internationales », (1984) 1 *Revue québécoise de droit international* 45, p. 49.

<sup>546</sup> La limitation des pouvoirs de l'organe restreint, au sein duquel n'est pas représenté l'ensemble des États peut se faire par la subordination de celui-ci à l'organe plénier. Cette subordination est évidente lorsque l'organe restreint est un organe subsidiaire créé par une résolution de l'organe plénier. Mais dans la plupart des cas, il revient à l'organe plénier de désigner les membres de l'organe restreint par élection à la majorité qualifiée et suivant le principe d'une répartition géographique équitable.

<sup>547</sup> C.N.U.D.M., art. 160.

<sup>548</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480, Section 3 par. 1.

<sup>549</sup> Id., Section 3 par. 4.

<sup>550</sup> C.N.U.D.M., art. 160.



le Conseil en vertu du nouvel Accord. Le vote majoritaire est en effet abandonné au profit du consensus. Le Conseil doit désormais s'efforcer d'adopter ses décisions par consensus<sup>551</sup>. Cette nouvelle pratique rend le conseil inapte à prendre en compte l'intérêt de l'ensemble des États membres de l'Autorité<sup>552</sup>. Les pays puissants sont favorisés au détriment des pays en voie de développement qui ne peuvent plus faire passer leurs décisions à travers le vote majoritaire. Le Conseil peut même dans certains cas, décider par consensus si l'opposition de la majorité n'est pas suscitée<sup>553</sup>.

Cependant, pour que soit respectée l'égalité entre les États qui mènerait certainement à un partage équitable des pêcheries en haute mer, l'organe restreint devrait voir ses compétences limitées. L'organe plénier devrait être le seul organe à compétence principale et l'organe restreint, à compétence spécialisée pour la simple raison que le fonctionnement de l'organe plénier est similaire à celui d'une conférence diplomatique traditionnelle, au sein de laquelle les représentants doivent suivre les recommandations de leurs gouvernements respectifs<sup>554</sup>.

À l'opposé des organes délibérants, les membres des organes administratifs agissent pour le compte de la communauté, et ne représentent pas leurs États respectifs. L'efficacité d'une organisation internationale dépend de l'indépendance des membres de l'organe administratif.

## **B- L'indépendance du personnel administratif**

L'appareil administratif est dirigé par une autorité qui prend généralement le nom de Secrétaire général. Pour une indépendance de l'organisation, le choix et la nomination du

---

<sup>551</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480, Section 3 par. 2.

<sup>552</sup> ACADEMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE, *L'ordre juridique des Communautés européennes et le droit international*, Martinus Nijhoff Publishers, 1979, p. 244.

<sup>553</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480, Section 3 par. 5.

<sup>554</sup> Philippe CAHIER, *Droit diplomatique contemporain*, Droz, Genève, 1962, p. 406.

secrétaire général de l'organisation ainsi que de son personnel, qui doit être chargé de l'exploitation des ressources halieutiques doit se faire sur la base de critères de choix et par suite d'une procédure à même de garantir leur indépendance<sup>555</sup>. La méthode de la désignation est généralement préférée dans le choix des secrétaires généraux. Cependant, pour une efficacité garantie, le mandat du secrétaire général bien que généralement renouvelable comme dans le cadre de l'Autorité, devrait être limité. Or, l'on peut observer que la rééligibilité du secrétaire général de l'autorité semble illimitée<sup>556</sup>. Aussi, un principe de rotation géographique serait souhaitable pour éviter que les secrétaires généraux ne viennent des pays qui sont les plus importants contributeurs au budget de l'organisation (pour exemple, au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les gros payeurs sont les décideurs)<sup>557</sup>. Dans l'exercice de ses fonctions administratives, le secrétaire général exerce un pouvoir hiérarchique et exclusif sur les membres du personnel, qui doivent être nommés parmi les « *personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité* »<sup>558</sup>. Toutefois, même si la jurisprudence des tribunaux administratifs donne la priorité au mérite dans le recrutement des fonctionnaires internationaux<sup>559</sup>, la légitimité de l'organisation impose

---

<sup>555</sup> *Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)*, jugement n° 2232, 16 juillet 2003, considérant 16, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail : « *L'indépendance des fonctionnaires internationaux est une garantie essentielle tant pour les intéressés que pour le bon fonctionnement des organisations internationales* ».

<sup>556</sup> L'article 166 par. 2 de la C.N.U.D.M. dispose : « *le secrétaire général est élu par l'Assemblée parmi les candidats proposés par le Conseil pour une durée de quatre ans et il est rééligible* ». La rééligibilité du Secrétaire général n'est donc pas limitée par cette disposition. L'on ne sait donc pas à combien de reprises celui-ci peut être rééligible. En tout état de cause, toute proposition de renouvellement du mandat d'un secrétaire général demeure légale. Aussi, l'on peut se demander si dans une telle situation, le Secrétaire général ne serait pas enclin à faire allégeance au Conseil dans l'espoir d'un éventuel renouvellement de son mandat. L'on se demande également si cette rééligibilité non limitée ne pourrait pas entraîner la pérennisation du secrétaire général. Cependant, on peut relever que dans la pratique, on assiste à une alternance des secrétaires généraux. Depuis sa création en 1994, l'Autorité a connu 3 secrétaires généraux à savoir : Satya Nandan (1996-2008), Nii Allotey Odunton (2009-2016) et Michael W. Logde (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017).

<sup>557</sup> Evelyne LAGRANGE, *La Représentation institutionnelle dans l'ordre international: Une Contribution à la théorie de la personnalité morale des organisations internationales*, Kluwer Law International, 2002, p. 87 et p. 94.

<sup>558</sup> *Charte des Nations Unies*, art. 101 par. 3.

<sup>559</sup> *Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (O.M.P.I.)*, jugement n° 2712, (6 février 2008), par. 6, Tribunal administratif de l'organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=2712&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=libanaise](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=2712&p_language_code=FR&p_word=libanaise) > (consulté le 25 juin 2016) : « *La circonstance que la nomination de la candidate retenue, qui se trouve être de nationalité libanaise, rencontrait opportunément certains objectifs de gestion que s'étaient fixés l'OMPI, telles l'augmentation de la proportion de femmes occupant des fonctions de direction ou la répartition géographique de ses fonctionnaires (...), n'est en l'occurrence pas davantage pertinente. Aussi légitimes que puissent paraître de tels objectifs, ils ne pouvaient tenir en échec l'obligation qui s'imposait à l'organisation de*

de prendre en considération l'origine géographique du futur candidat<sup>560</sup>. Le principe de la répartition géographique n'a pas pour finalité de fournir des postes à des ressortissants de divers pays dans l'organisation, mais de permettre que les secrétariats internationaux emploient des fonctionnaires compétents ayant reçu une formation variée et qui se rattachent à des cultures différentes, qui réagissent différemment sur les plans affectifs et psychologiques<sup>561</sup>. Ce n'est qu'en réunissant un large éventail de nationalités qu'un secrétariat international peut atteindre les objectifs définis par les statuts. La représentation géographique ne s'opère pas sur la base de la représentation des régions mais sur celle des États, assurant à ceux-ci un contingent de nationaux parmi les fonctionnaires internationaux de l'organisation. Elle s'applique aux catégories supérieures et exclue le personnel de services généraux qui pour des raisons d'économie, est recruté sur le siège, à condition que le postulant soit ressortissant d'un État membre de l'organisation<sup>562</sup>. La répartition géographique doit toutefois être subordonnée au mérite afin d'éviter l'influence des États dans le recrutement des fonctionnaires internationaux.

Les dispositions sur le personnel du secrétariat général de l'Autorité sont floues et très générales sur la question des modalités de recrutement de ces fonctionnaires internationaux. Un tel vide juridique ne saurait nous garantir une transparence dans l'entrée en fonction de ces fonctionnaires<sup>563</sup>. Ces dispositions sont toutefois complétées par le statut et règlement du Personnel de l'Autorité internationale des fonds marins<sup>564</sup>.

Par ailleurs, l'indépendance des fonctionnaires internationaux doit être garantie en amont, c'est-à-dire à l'entrée en fonction à travers leur recrutement et en aval, c'est-à-dire tout au long de leur carrière. Les États doivent être absents aussi bien de la nomination que de

---

*nommer au poste en cause un(e) candidat(e) satisfaisant de qualification et d'expérience initialement définies. L'origine géographique ne pouvait être prise en considération qu'à mérite égal des candidats en présence ».*

<sup>560</sup> Guillaume DEVIN, *Les organisations internationales* - 2e éd, Armand Colin, 2016.

<sup>561</sup> *Étude comparative des méthodes utilisées pour appliquer le principe de la répartition géographique équitable dans les organismes appliquant le régime commun des Nations Unies*, JIU/REP/96/7.

<sup>562</sup> David-Ismaïl MERYLL, « Les politiques de présence des États occidentaux au sein des organisations internationales: Comprendre le maintien de la domination occidentale à partir du cas français (note de recherche) », (2014) 45-2 *Études internationales* 285, 287.

<sup>563</sup> C.N.U.D.M., arts. 167 et 168 par. 4.

<sup>564</sup> ISBA/7/A/5, Décision de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins concernant le Statut du personnel de l'Autorité internationale des fonds marins concernant le Statut du personnel de l'Autorité, reproduite dans Sélection de décisions et documents de la septième session, p. 16.

la gestion de la carrière des fonctionnaires de l'organisation<sup>565</sup>. Le secrétaire général doit jouir d'un pouvoir discrétionnaire s'agissant de la nomination ou du renouvellement d'un engagement à durée déterminée<sup>566</sup>. Il n'existe pas de droit acquis au renouvellement<sup>567</sup>. La décision de prolonger ou non un engagement de durée déterminée relève du pouvoir d'appréciation du chef hiérarchique de l'organisation. Même un très bon comportement professionnel n'autorise pas le fonctionnaire à compter de ce seul fait sur la prorogation de son mandat à durée déterminée. Dans le même ordre d'idées, le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail a affirmé que :

*« En vertu d'une jurisprudence bien établie, la décision de prolonger ou non un engagement de durée définie, ou de le transformer en un engagement de durée indéterminée, relève du pouvoir d'appréciation du Directeur général. Dès lors, elle ne peut être censurée par le Tribunal que si elle émane d'un organe incompétent, viole une règle de forme ou de procédure, repose sur une erreur de fait ou de droit, omet de tenir compte de faits essentiels, est entachée de détournement de pouvoir, ou tire du dossier des conclusions manifestement erronées »*<sup>568</sup>.

Néanmoins, afin d'encadrer le pouvoir discrétionnaire de l'organisation internationale, le juge administratif exige qu'une décision de non renouvellement soit notifiée à l'expiration d'un engagement de durée déterminée : De ce fait, une organisation a

---

<sup>565</sup> Plantey (Alain), Lorient (François), préc., note 529, n° 305 à 312.

<sup>566</sup> *Breban c. Organisation européenne des brevets*, affaire n° 1386, jugement, 1<sup>er</sup> février (1995), considérant 17, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=1386&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=pouvoir%20discr%C3%A9tionnaire](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=1386&p_language_code=FR&p_word=pouvoir%20discr%C3%A9tionnaire) > (consulté le 14 avril 2016) \* : « Il n'est contesté conformément à une jurisprudence bien établie que l'autorité administrative jouit du plus large pouvoir d'appréciation lorsqu'il s'agit d'admettre un fonctionnaire stagiaire dans les cadres permanents d'une organisation (...). Cette décision est nécessaire en vue d'assurer à l'organisation la liberté de choisir son personnel en toute indépendance, (...). Sous ce rapport, le Tribunal ne saurait intervenir dans les choix de l'administration, sauf en cas d'abus ou d'erreurs manifestes ».

<sup>567</sup> François FINCK, « L'indépendance statutaire des agents du conseil de l'Europe », *Revue française d'administration publique* 2008, n° 126, 279, par. 26 à 32.

<sup>568</sup> *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*, jugement n° 1116, (3 juillet 1991), considérant 2, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=en&p\\_judgment\\_no=1116&p\\_language\\_code=FR](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=en&p_judgment_no=1116&p_language_code=FR) > (consulté le 14 avril 2016) \*.

« l'obligation d'avertir le fonctionnaire suffisamment à l'avance de la décision de ne pas renouveler son contrat, afin de lui permettre d'exercer ses droits et de prendre les mesures utiles »<sup>569</sup>. Dans un tout autre angle, la sélection du personnel engagé à titre permanent se fait sans discrimination et selon le statut. Le choix dans la mesure du possible, doit être fait après mise en compétition.

En un mot, soustraits à l'ordre juridique des États dont ils sont ressortissants, les fonctionnaires internationaux sont soumis à un droit particulier qui se présente comme un réseau complexe de textes qui permettent de garantir leur indépendance au travers du partage de pouvoir entre les différents organes de l'organisation. Au secrétaire général, le pouvoir hiérarchique et à l'assemblée générale, la compétence normative de déterminer les règles dont le secrétaire général assure la mise en œuvre<sup>570</sup>.

Par analogie, étant donné que les ressources biologiques hauturières représentent une chose commune car il appartient à tout État, sans discrimination aucune, d'aller pêcher en haute mer, la nécessité de la création d'une institution forte, pour atteindre les objectifs visés par la Proposition de l'ambassadeur maltais Arvid Pardo, est inscrite dès l'entame des discussions, dans l'aide-mémoire du 17 août 1967 :

*« Le traité proposé devrait envisager la création d'un organisme international a) qui aurait compétence, en tant que représentant tutélaire de l'ensemble des pays, sur le fonds des mers et des océans au-delà des limites actuelles des eaux territoriales; b) qui réglementerait, superviserait et contrôlerait toutes les activités qui y seraient exercées; et c) qui veillerait à ce que ces activités se conforment aux principes et dispositions du traité proposé »*<sup>571</sup>.

---

<sup>569</sup> *Tebourbi c. Union internationale des télécommunication (UIT)*, affaire n° 2104, jugement, 30 janvier 2002, considérant 6, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=2104&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=mesures%20utiles](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=2104&p_language_code=FR&p_word=mesures%20utiles) > (consulté le 14 avril 2016) \*.

<sup>570</sup> Carl-August FLEISCHHAUER, « Le secrétaire général des Nations unies : sa position et son rôle », (2004) 109 *Pouvoirs* 75, 75- 87.

<sup>571</sup> NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133 à 150 et 311(6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, préc., note 470, p. 10.

Ainsi, a contrario du système d'exploration et d'exploitation dans la zone<sup>572</sup>, nous préconisons donc que l'exploitation des ressources halieutiques hauturières soient organisées, menées et contrôlées exclusivement par une organisation internationale, à travers une institution telle que l'entreprise, qui serait chargée de l'exercice exclusif de tels pouvoirs en haute mer.

L'institutionnalisation représente à cet effet une condition *si ne qua non* de la participation effective de l'ensemble des États et particulièrement des pays en voie de développement. Ainsi, les États voient en celle-ci le reflet de l'idée de l'intérêt de l'humanité toute entière, ainsi que le gage d'un partage équitable de la ressource commune<sup>573</sup>. L'institution dans cette perspective, doit, par son fonctionnement, jouir d'une plus grande autonomie financière.

## **Paragraphe 2 : les ressources financières de l'Organisation**

Dans le cadre de sa fonction régulatrice des relations internationales, il appartient au droit international de fixer les statuts juridiques des espaces terrestres, maritimes, atmosphériques et extra-atmosphériques. C'est pourquoi il joue un rôle non seulement dans la réglementation des espaces nationaux, mais aussi dans celle des espaces communs, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas dominés par une souveraineté exclusive<sup>574</sup>. C'est en ce sens que le droit de la mer a fait l'objet d'un développement et d'une codification progressive<sup>575</sup>. La nécessité d'une

---

<sup>572</sup> Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982, préc., note 480, art. 153. En vertu de cette disposition, l'exploration et l'exploitation des ressources minérales de la zone peuvent être exercées par l'entreprise, par les États parties ou des entreprises d'États ou par des personnes physiques ou morales possédant la nationalité d'États parties ou effectivement contrôlées par eux ou leurs ressortissants. Un lien substantiel demeure donc entre l'entreprise qui désire entreprendre des activités dans la zone et son État de nationalité ou de contrôle. L'on peut à cet effet et à juste titre se demander comment une telle exigence pourrait être en accord avec la prise en compte de l'intérêt de l'humanité toute entière dans les bénéfices tirés des activités effectuées dans la zone même s'il est vrai que selon le même texte, l'Autorité exerce un contrôle sur les activités menées dans la zone. Ce contrôle permettrait en effet de s'assurer que les activités menées dans la zone le sont conformément « aux dispositions pertinentes » de la Convention. Le caractère ambigu et général des mots employés, conjugué à la mise à l'écart de l'entreprise par l'Accord de 1994 ne permettent pas d'espérer un contrôle efficace.

<sup>573</sup> Alexandre-Charles Kiss, préc., note 540, p. 206.

<sup>574</sup> Hélène Ruiz FABRI, « Le droit dans les relations internationales », (2000) 65-3 *Politique étrangère* 659, 663- 664.

<sup>575</sup> Rama-Montaldo, Manuel. "La codification du droit international comme instrument de la justice internationale." *Les Cahiers de droit* 42, 3 (2001) 711, 713.

convention nouvelle sur le droit de mer acceptable par l'ensemble des États, se renforce après les conventions de Genève sur le droit de la mer de 1958, dans le cadre d'un nouvel ordre international qui prône l'accès à tous aux richesses de la mer ainsi que le partage de ses richesses<sup>576</sup>. Les travaux aboutissent alors à la consécration de deux espaces communs, l'un existant déjà dans l'ancien régime (haute mer), et l'autre, création du nouveau régime (zone internationale des fonds marins). Ces deux espaces sont toutefois soumis à des régimes juridiques différents que nous avons déjà longuement mis en exergue dans le cadre de ce travail. La haute mer est donc, bien qu'appartenant à tous, sous l'emprise de la maxime « *first in time, first in right* », pour reprendre les termes de Buxton<sup>577</sup>. La mise en place d'une gestion de service public international réduirait la course vers l'accaparement de ces ressources, qui mène en l'état actuel, à une surexploitation desdites ressources, malgré les critiques auxquelles font face les organisations internationales<sup>578</sup>. Seulement, une telle organisation mérite une indépendance pour éviter des conflits perpétuels entre les intérêts des États; elle tire sa légitimité du consentement des États à être lié par l'intérêt supérieur de l'organisation sur celui de chaque État<sup>579</sup>. Hormis les relations entre les différents organes de l'organisation, l'autonomie financière constitue également une composante essentielle de l'indépendance même de l'organisation.

### A- La définition des ressources financières

Liée à la question de l'activité, les dispositions financières sont le plus souvent contenues dans l'acte constitutif de l'organisation<sup>580</sup>. Le budget d'une organisation

---

<sup>576</sup> Florence GALLETTI, « Le droit de la mer, régulateur des crises pour le contrôle des espaces et des ressources : quel poids pour des États en développement ? », (2011) 154 *Mondes en développement* 121, par. 1.

<sup>577</sup> Carol R. BUXTON, « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69 *Journal of Air Law and Commerce* 689- 708.

<sup>578</sup> Jean-Marc COICAUD, « Réflexions sur les organisations internationales et la légitimité internationale : contraintes, pathologies et perspectives », (2001) *Revue internationale des sciences sociales* 170, 573- 587.

<sup>579</sup> Pierre de SENARCLENS, « Les organisations internationales face aux défis de la mondialisation », (2001) 170 *Revue internationale des sciences sociales* 559, par. 8.

<sup>580</sup> S. Torres BERNARDEZ, « Subsidiary Organs », dans René-Jean DUPUY (dir.), *A handbook on international organizations*, vol. n° 87, Martinus Nijhoff Publishers, 1998, p. 109, à la page 146.

internationale est généralement alimenté par des contributions obligatoires et volontaires de ses membres.

Les budgets ordinaires des organisations internationales sont majoritairement financés par des contributions versées par les pays membres, en fonction des critères parmi lesquels la richesse nationale est généralement le plus important. Le budget peut aussi être alimenté par des ressources propres. Il s'agit en effet d'autres revenus provenant des activités liées au fonctionnement de l'organisation<sup>581</sup>. L'Union européenne est l'organisation la plus développée en matière de ressources propres. En effet, mis à part le pourcentage retenu sur le revenu national brut de chaque État membre de l'Union, le pourcentage de l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée, les contributions de pays non membres à certains programmes européens, l'impôt sur le revenu du personnel des institutions de l'Union, cette dernière est également financée par une grande part des droits à l'importation des produits provenant de l'extérieur. Le pays importateur ne conserve qu'un infime pourcentage de ces droits à l'importation. La plus grande part revient alors à l'Union européenne, à laquelle s'ajoutent les amendes infligées aux entreprises qui ne respectent pas la réglementation européenne<sup>582</sup>.

Par ailleurs, pour une indépendance accrue, l'organisation devrait pouvoir compter sur un système de ressources propres. En ce sens, une organisation chargée de l'exploitation des ressources biologiques hauturières devrait être en mesure de jouir de telles ressources propres lorsque l'on sait quelle est l'importance économique des pêcheries hauturières dont l'espèce la plus commercialisée est le thon<sup>583</sup>.

## **B- Les composantes du budget autonome de l'Organisation**

---

<sup>581</sup> C. F. AMERASINGHE, « Financing », dans René Jean DUPUY (dir.), *A Handbook on International Organizations*, vol. n° 87, Martinus Nijhoff Publishers, 1998, p. 313, à la page 318.

<sup>582</sup> « Comment l'Union européenne est-elle financée? », *Site web officiel de l'Union européenne* (16 juin 2016), en ligne : <[https://europa.eu/european-union/about-eu/money/revenue-income\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/money/revenue-income_fr)> (consulté le 28 novembre 2016).

<sup>583</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Questions concernant les ressources et l'environnement dans la gestion des pêcheries méditerranéennes*, 66 coll. Études et revues / Conseil général des pêches pour la Méditerranée, FAO, 1997, p. 77.



Afin de garantir son indépendance, le budget autonome de l'organisation internationale chargée de la gestion des pêcheries hauturières pourrait avoir les composantes suivantes :

- Des contributions obligatoires des pays membres de l'organisation: À l'exemple de l'Autorité<sup>584</sup>, les contributions obligatoires des États membres doivent être fixées conformément au barème utilisé pour le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Ce système a l'avantage d'être fondé sur la capacité des pays à payer<sup>585</sup>. Le principe de la contribution obligatoire est limité dans la pratique qui s'est développée du fait du refus par certains États de payer leurs contributions. Pour exemple, la part des contributions non payées à l'Organisation des Nations Unies à la fin de l'année 2006 était significativement élevée<sup>586</sup>. Les ressources propres de l'organisation peuvent contribuer à limiter les déficits occasionnés par les contributions non payées. Pour une incitation à la régularité des contributions obligatoires, ces dernières doivent conditionner la participation aux revenus tirés de l'exploitation des pêcheries hauturières. Un retard dans le paiement des contributions obligatoires peut empêcher la participation « *au vote de l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due* » pour l'année budgétaire. « *L'Assemblée générale peut par contre autoriser le membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté* »<sup>587</sup>.
- Les contributions volontaires encore appelées ressources extrabudgétaires, sont des contributions supplémentaires qui s'ajoutent aux contributions obligatoires. Elles peuvent être destinées à financer des activités particulières de l'organisation<sup>588</sup>.

---

<sup>584</sup> Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982, préc., note 480, art. 160 (e). l'Assemblée générale fixe les contributions des membres au budget de l'Autorité fondé sur le barème utilisé pour le budget ordinaire des Nations Unies.

<sup>585</sup> NATIONS UNIES, *Les Nations Unies Aujourd'hui*, United Nations Publications, 2008, p. 20.

<sup>586</sup> NATIONS UNIES, *Les Nations Unies Aujourd'hui*, United Nations Publications, 2008, p. 20.

<sup>587</sup> *Charte des Nations Unies*, art. 19.

<sup>588</sup> Pour une étude approfondie sur le système des contributions volontaires, et spécialement au sein des Nations Unies (système sur lequel celui de la plupart des organisations est calqué), voir Muhammad YUSSUF, Juan Luis LARRABURE et Cihan TERZI, *Les contributions volontaires dans le système des Nations unies. Incidences sur l'exécution des programmes et les stratégies de mobilisation de ressources*, Genève, Corps commun d'inspection du système des Nations unies, 2007, en ligne : <[https://www.unjiu.org/fr/reports-notes/JIU%20Products/JIU\\_REP\\_2007\\_1\\_French.pdf](https://www.unjiu.org/fr/reports-notes/JIU%20Products/JIU_REP_2007_1_French.pdf)> (consulté le 17 avril 2016) \*; Guillaume DEVIN et Delphine

- Des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources halieutiques hauturières : ces bénéfices sont une composante des ressources propres de l'organisation. Elles doivent provenir des recettes de l'exploitation des pêcheries hauturières. Il s'agit des bénéfices issus de la capture, de la transformation et de la commercialisation desdites ressources par l'organisation internationale qui devra en être habilitée. Ces bénéfices sont constitués par les recettes auxquelles sont soustraites les dépenses.
- Des amendes imposées aux États et navires qui enfreignent la réglementation en vigueur : en vertu de cette nouvelle réglementation, seule l'organisation internationale sera compétente pour exploiter les ressources halieutiques hauturières. Dans le cas où elle fait appel aux États disposant d'importantes capacités techniques et humaines pour l'aider dans cette tâche, ces derniers agiront pour le compte exclusif de l'organisation, qui sera seule maîtresse des recettes obtenues. Ainsi, tout État, tout navire ou toute personne physique ou morale qui contreviendrait à cette réglementation devra faire l'objet de sanctions. Parmi celles-ci, l'amende est un mécanisme qui, tout en sanctionnant les contrevenants aux règles établies, sera également une source de recette pour l'organisation.

---

PLACIDI-FROT, « Les évolutions de l'ONU : concurrences et intégration », (2011) 53 *Critique internationale* 21, 21- 41.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

*« Les défis sont grands pour l'Homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et la gestion des biens communs devra se concevoir de façon à en assurer la pérennité. Il a le choix des outils pour atteindre cet objectif et sa raison peut en façonner de très utiles et de très efficaces, mais il doit avant tout accepter qu'il n'est que le dépositaire de ce patrimoine »<sup>589</sup>.*

Parvenus au terme de notre analyse, la question centrale qui a guidé notre analyse était celle de l'encadrement de la liberté de la pêche en haute mer, afin de parvenir à une utilisation équitable et rationnelle des ressources halieutiques hauturières. La situation actuelle de l'exploitation des ressources halieutiques hauturières nous a permis de relever la nécessité de la gestion desdites ressources par une organisation internationale de service public.

Pour parvenir à ces conclusions, nous avons dans un premier chapitre effectué un retour historique qui nous a permis de comprendre les raisons ayant favorisé l'adoption d'une nouvelle convention en 1982. Nous avons vu que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est venue instaurer un nouveau régime de la liberté de la pêche dans la haute mer<sup>590</sup>, qui diffère de celui qui préexistait sous l'empire de la Convention de Genève de 1958 sur la haute mer<sup>591</sup>. La C.N.U.D.M. a en effet introduit dans cette zone de substantiels changements dans le régime de la pêche, qui ont eu une incidence sur la pratique des États à l'ère de la nouvelle Convention<sup>592</sup>. L'on peut même être tenté d'affirmer qu'un compromis a été trouvé entre les tenants d'une gestion par chaque État des navires de pêche battant son pavillon en haute mer et les tenants d'une gestion communautaire de la haute mer<sup>593</sup>. En effet, les richesses biologiques de la mer, autrefois considérées au XVII<sup>e</sup> siècle comme inépuisables,

---

<sup>589</sup> Pierre-François MERCURE, « La proposition d'un modèle de gestion intégrée des ressources naturelles communes de l'humanité », (1998) 36 *Annuaire canadien de droit international* 41, 91.

<sup>590</sup> C.N.U.D.M., préc., note 25.

<sup>591</sup> *Convention sur la haute mer*, préc., note 19.

<sup>592</sup> David FREESTONE, préc., note 251.

<sup>593</sup> Leslie-Anne DUVIC-PAOLI, *La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : instruments de régulation des relations internationales par le droit*, coll. Collection Justice internationale, Paris, Harmattan, 2011, p. 11.

risquaient de s'épuiser sous l'effet des nouveaux chalutiers ravageurs issus de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>594</sup>. Il est alors apparu nécessaire de limiter l'exercice de cette liberté absolue en haute mer. L'importance de la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958) apparaît à ce niveau, car elle apporte des restrictions à la liberté de la pêche en haute mer à travers la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer<sup>595</sup>, dans le but de protéger la faune marine. Cette Convention comporte des règles visant le maintien de la productivité des ressources biologiques au voisinage des côtes de l'État côtier, ainsi que des exigences de conservation<sup>596</sup>. En dépit de ces nouvelles exigences, les aménagements unilatéraux du concept de liberté de pêche en haute mer, conservés en 1958<sup>597</sup>, ont abouti à un exercice excessif de cette liberté en haute mer. Le développement des moyens technologiques permettant de grosses campagnes de pêche a entraîné une surexploitation des ressources<sup>598</sup>; surexploitation qui a obligé les États à mettre à nouveau sur la table des négociations, la question de la conservation des ressources biologiques de la haute mer, au risque de voir leur liberté voler en éclats. En effet, selon les statistiques fournies par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la production annuelle mondiale de la pêche de capture a considérablement continué d'augmenter au lendemain de l'adoption de la Convention de Genève de 1958 sur la pêche en haute mer précitée. Les captures sont passées de 25 millions de tonnes en 1955 à 40 millions de tonnes en 1960. De 1960 à 1980, les captures annuelles de pêche ont atteint 70 millions de tonnes<sup>599</sup>. Ce qui est plus alarmant encore, c'est la différence considérable qu'on a pu noter entre l'offre de poisson destinée à la consommation et la population. De 1955 à 1980, l'offre de poisson à des fins

---

<sup>594</sup> Ahmad MATINE-DAFTARY, « Cours abrégé sur la contribution des conférences de Genève au développement progressif du droit international de la mer », (1961) 102 *Recueil des cours* 639, 642.

<sup>595</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20.

<sup>596</sup> André GROS, « La science et le droit de la conservation des ressources biologiques de la mer », (1959) 97 *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye* 26- 41.

<sup>597</sup> *Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, préc., note 20, arts. 1 (2) (3) (5) et art. 6 (1) (7).

<sup>598</sup> André GROS, *La Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, coll. Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye en ligne 97, p. 7, en ligne : <<http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.hague/recueil0097&collection=hague>> (consulté le 28 décembre 2015).

<sup>599</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture - Possibilités et défis 2014*, figure 1, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-i3720f/i3720f01.pdf>> (consulté le 7 novembre 2016).

alimentaires (kilogramme/personne) représentait plus du double de la population. En effet, en 1955, pour une population d'un peu moins de 20 milliards de personnes, l'offre de poisson destinée à la consommation atteignait environ 60 millions de tonnes. En 1980, pour une population d'environ 55 milliards de personnes, l'offre de poissons était d'environ 80 millions de tonnes<sup>600</sup>. C'est donc dans un contexte de crainte de l'avenir que l'adoption de la C.N.U.D.M. est conclue.

Dans le deuxième chapitre de ce mémoire, nous avons pu constater que plus de trente ans après, la C.N.U.D.M. et ses accords subséquents n'ont pas réussi à réguler l'exploitation des ressources halieutiques pour un partage équitable et une utilisation durable desdites ressources<sup>601</sup>. Malgré l'existence d'un nouveau cadre juridique pour la gouvernance internationale des ressources halieutiques de la haute mer, l'exploitation de ces ressources par un plus petit nombre d'États persiste et la surexploitation desdites ressources n'a pas reculé pour autant<sup>602</sup>. En effet, le fond de la haute mer a été consacrée patrimoine commun de l'humanité tandis que les ressources halieutiques surjacentes quant à elles demeurent abandonnées à leur propre sort, subissant les querelles perpétuelles entre les États. Ce n'est pas pour autant qu'elles doivent être considérées comme des *res nullius*<sup>603</sup>, car il faut tout de même reconnaître que les nombreux efforts qui ont été menés aux plans international, régional et même sous-régional, ont consacré le statut de *res communis* aux ressources halieutiques hauturières, corolaire de la liberté de la pêche<sup>604</sup>. Le principe fondamental qui en découle est qu'aucun État ne peut s'approprier ces ressources. Tous les États ont donc le droit de pêcher en haute mer. Cependant, les inégalités Nord/Sud demeurent importantes d'un point de vue économique. Ainsi, les pays en développement demeurent écartés de l'exploitation des

---

<sup>600</sup> Id., figure 2.

<sup>601</sup> Landry EKOUALA, *Le développement durable et le secteur des pêches et de l'aquaculture au Gabon: une étude de la gestion durable des ressources halieutiques et leur écosystème dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué Maritime*, Université du Littoral Côte d'Opale, 2013, p. 107.

<sup>602</sup> BANQUE MONDIALE, « Pour une pêche respectueuse des ressources halieutiques et des droits des pêcheurs » (23 février 2012), en ligne : <<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2012/02/23/giving-wild-fish-a-fighting-chance>> (consulté le 26 avril 2016).

<sup>603</sup> Jean Monnet (NANCY) et Laurence POTVIN-SOLIS, *Le principe de non-discrimination face aux inégalités de traitement entre les personnes dans l'Union européenne*, 1, Groupe de Boeck, 2010, p. 598.

<sup>604</sup> F. FÉRAL, *Sociétés maritimes, droits et institutions des pêches en Méditerranée occidentale - Revue synthétique des droits collectifs et des systèmes décentralisés de discipline professionnelle*, FAO, 2001, chapitre II, section 4, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/005/Y2788F/y2788f00.htm#Contents>> (consulté le 26 avril 2017).

ressources halieutiques hauturières, car ils ne disposent pas de moyens technologiques et financiers nécessaires pour se rendre dans cette zone de haute mer, très éloignée des côtes. Au-delà de l'appropriation des ressources halieutiques hauturières par les États les plus avancés technologiquement et financièrement, la haute mer, bien qu'étant située au loin de la Terre, ne subit pas moins les conséquences dévastatrices d'une exploitation accrue de ses ressources halieutiques à des fins commerciales et industrielles. De nombreuses institutions ou O.R.P. ont été créées à l'instar de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique<sup>605</sup>, pour réguler l'utilisation de la haute mer. Toutefois, l'efficacité de ces O.R.P. est mise à mal par des obstacles majeurs liés au contrôle des activités exercées dans leurs zones de compétence, au non-respect des obligations par les États parties, le non-respect des règles des O.R.P. par les États non parties ainsi que l'impossibilité d'une action contraignante à l'encontre des États. Ce manque de civisme des États entraîne la dégradation croissante des stocks de poissons en haute mer de sorte que l'intensification des menaces pesant sur ces ressources exigent une action immédiate. Par ailleurs, les nouvelles techniques de pêches altèrent le fond de la haute mer et induit des effets néfastes sur les autres écosystèmes. En outre, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée demeure une cause importante dans l'effondrement des stocks, empêche une gestion durable des pêcheries et participe à la dégradation de la biodiversité marine<sup>606</sup>.

Dans un troisième chapitre, nous avons relevé que le renforcement des potentialités offertes par les textes juridiques actuels s'avère nécessaire. Après avoir montré les limites du concept de patrimoine commun de l'humanité pour ce qui serait des ressources halieutiques hauturières, nous avons démontré comment la gestion de ces ressources par un organisme de service public international indépendant serait profitable à tous les États autant du point de vue d'un partage équitable que d'une exploitation rationnelle des ressources halieutiques hauturières pour la génération présente et pour les générations futures. La définition du service public international selon Paul Reuter a été retenu comme modèle dans la

---

<sup>605</sup> « Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique », en ligne : <<https://www.iccat.int/fr/>> (consulté le 30 avril 2016).

<sup>606</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Documents. Consultation technique sur la pêche en haute mer*, coll. Rapport sur les pêches, n°484, FAO, 1993, p. 79.

cadre de ce travail<sup>607</sup>. Il s'agit d'un service public qui serait chargé d'assurer la réalisation de l'intérêt général de l'humanité, telle que souhaitée en 1982. En effet, le concept de patrimoine commun de l'humanité qui fut retenu en 1982 pour la gestion des grands fonds marins était favorable à la participation de tous les États, sans discrimination de droit ou de fait<sup>608</sup>, aux bénéfices tirés de l'exploitation des ressources des grands fonds marins. Cependant, la modification intervenue en 1994<sup>609</sup> est venue dépouiller le concept de patrimoine commun de l'humanité, de ses fondements originaux. Dans un tel contexte, une solution similaire ne pourrait être envisagée pour la gestion des stocks de poissons hauturiers, dans le but d'éviter que bien que consacré patrimoine commun de l'humanité, les ressources halieutiques hauturières ne demeurent l'apanage des pays développés. De nouvelles avenues doivent être explorées afin d'assurer la gestion des ressources halieutiques hauturières. La création d'une organisation internationale dont le mandat exclusif serait la gestion des stocks de poissons hauturiers au profit de l'humanité, permettrait à chaque État de pouvoir tirer profit de l'exploitation de ces ressources et permettrait également une concertation des mécanismes de protection environnementale; ce qui éviterait la multiplication d'instances chargées de la gestion des ressources d'un même espace maritime et la mise en place d'une gestion intégrée. Cette organisation serait un lieu de négociation concertée entre les États, sur un même pied d'égalité juridique.

En définitive, le constat de l'inefficacité des règles juridiques actuelles nous a conduit à envisager le renforcement des mesures aménageant la pêche en haute mer. Il serait alors judicieux de procéder à une modification des règles conventionnelles en vigueur. Cette modification devrait permettre la création d'une organisation de service public international,

---

<sup>607</sup> Paul REUTER, préc., note 285, 165- 186.

<sup>608</sup> La discrimination de droit renvoie aux textes conventionnels. En effet, la C.N.U.D.M. prévoit que les grands fonds marins sont le patrimoine commun de l'humanité. Aucune discrimination de droit n'est alors envisagée ici. En revanche, la discrimination de fait comprend par exemple le niveau de développement économique, qui implique les capacités techniques et financières. Ainsi, nonobstant la mise à l'écart d'une discrimination entre les États par la C.N.U.D.M., une discrimination de fait demeure car les États n'ont pas tous un même niveau de développement économique, à même de leur fournir des capacités économiques, techniques et humaines, leur permettant d'aller pêcher en haute mer. C'est généralement le cas des pays en développement qui, pour la plupart, se contentent de la pêche dans leurs eaux nationales et zones économiques exclusives respectives.

<sup>609</sup> *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, préc., note 480.

avec toutes les garanties d'indépendance nécessaires dans son rôle de gardienne des ressources de l'humanité.

À la vérité, il est difficile à la lumière de la pratique actuelle des États des parvenir à une telle solution. Le chemin à parcourir pour y arriver ne serait pas un long fleuve tranquille. Toutefois, au regard de l'évolution constante du droit de la mer et de la dégradation progressive de notre planète, l'on est en droit d'espérer la réception par l'ensemble des États d'une réforme possible de la C.N.U.D.M. de même que la création d'une institution internationale, capable d'assurer la protection de l'environnement marin hauturier et chargée de veiller au respect du principe sacro-saint d'équité en droit international. Toutefois, aussi bien la réforme de la C.N.U.D.M. que la création d'une institution internationale de service public nécessitent la volonté des États. Cette volonté sera davantage indispensable aussi bien dans la mise en œuvre des règles qui vont être adoptées que dans le fonctionnement de ladite institution. En bref, seule une volonté des États, et particulièrement des États développés pourra garantir l'instauration des mécanismes visant un partage équitable des ressources halieutiques hauturières et une protection accrue de l'environnement. Un changement dans la façon de percevoir les ressources halieutiques hauturières s'impose également.



## BIBLIOGRAPHIE

### LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

*Accord aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*, 4 août 1995, R.T.N.U., VOL. 2167, p. 3.

*Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Guinée-Bissau pour la période du 16 juin 2007 au 15 juin 2011*, 2007, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:55fa6af9-2f96-4998-9669-1f7455b92b00.0010.01/DOC\\_3&format=PDF](http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:55fa6af9-2f96-4998-9669-1f7455b92b00.0010.01/DOC_3&format=PDF) > (consulté le 15 mai 2016).

*Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Madagascar*, 2014, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1219\(02\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1219(02)&from=FR) > (consulté le 15 mai 2016).

*Accord de partenariat dans le secteur de la Pêche entre la Communauté européenne et l'Union des Comores*, 2006, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b8de52dd-5a12-47a3-b0a0-54052f624cff.0009.02/DOC\\_2&format=PDF](http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b8de52dd-5a12-47a3-b0a0-54052f624cff.0009.02/DOC_2&format=PDF) > (consulté le 15 mai 2016).

*Accord régissant les activités des États sur la lune et les autres corps célestes*, 5 décembre 1979, R.T.N.U., vol. 1363, p. 3.

*Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du décembre 1982*, 28 juillet 1994, R.T.N.U., VOL. 1836, p. 3.

*Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, 22 novembre 2009, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-i1644t.pdf>> (consulté le 8 mars 2016).

*Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion*, 24 novembre 1993, Nations Unies. Bureau des affaires juridiques. Division des affaires maritimes et du droit de la mer et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Instruments internationaux relatifs à la pêche : accompagnés d'un index*, coll. Nations Unies, New York, 1999, p. 47-57.

*Acte n° 2080 du 21 mars 1956 relatif au plateau continental*, Laws and Regulations on the Regime of the High Seas (volumes I et II) et Laws Concerning the Nationality of Ships, Série législative des Nations Unies, New York, 1959, ST/LEG/SER.B/8 (ci-après : Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/8).

*Agenda 21*, 1992, en ligne : <<http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action0.htm>> (consulté le 9 mars 2017).

*Agreement on a Sustainable Fisheries Partnership between the European Union and the Republic of Senegal*, 2014, en ligne : < [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1023\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A1023(01)&from=EN) > (consulté le 15 mai 2016).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, *Résolution 2749 (XXV). Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale*, en ligne :

<[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/2749\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2749(XXV)&Lang=F)>

(consulté le 9 avril 2016).

\_\_\_\_\_, *Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale*, Rés. 2749 (XXV), Doc. Off. A.G.N.U., 1932<sup>e</sup> sess. (16 décembre 1970), pp. 27-28, en ligne : < [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/2749\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2749(XXV)&Lang=F) > (consulté le 15 décembre 2016).

\_\_\_\_\_, *Élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale*, Rés. 69/292, Doc. Off. AG, 69<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49 (19 juin 2015), en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=a/69/49\(Vol.III\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=a/69/49(Vol.III)) > (consulté le 14 septembre 2016).

\_\_\_\_\_, *La pêche au grand filet pélagique dérivant et ses conséquences sur les ressources biologiques des mers et des océans*, Rés. 46/215, Doc. Off. A.G.N.U., 46<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49, p. 157, Doc. N.U. A/46/49 (1991).

*Charte des Nations Unies*, 26 juin 1945.

Conseil de sécurité, *La situation en Somalie*, Rés. 1816, Doc. Off. C.S.N.U., 2008, 5902<sup>e</sup> séance (2008), p. 3, par. 7, en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1816%20\(2008\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1816%20(2008)) > (consulté le 22 avril 2016).

\_\_\_\_\_, *La situation en Somalie*, Rés. 1838, Doc. Off. C.S.N.U., 2008, 5987<sup>e</sup> séance (2008), en ligne : < [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1838%20\(2008\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1838%20(2008)) > (consulté le 22 avril 2016).

*Constitution politique des États-Unis du Mexique*, Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/15.

*Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, R.T.N.U. vol. 1771, p. 107.

*Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone contre la pollution*, 22 mars 1985, R.T.N.U., vol. 1513.

*Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, (1980) 1155 R.T.N.U. 353 (n° 18232).

*Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982 R.T.N.U., VOL. 1834, P. 3.

*Convention des Nations Unies sur les conditions de l'immatriculation des navires*, 7 février 1986, en ligne : < [http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdrsconf23\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdrsconf23_fr.pdf) > (consulté le 07 février 2016).

*Convention of Commerce between Great Britain and the United States, signed at London, 20 October 1818*, en ligne : < <http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:ohrt/law-ohrt-69-CTS-293.regGroup.1/law-ohrt-69-CTS-293> > (consulté le 3 novembre 2016).

*Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique*, 14 mai 1966, en ligne : < <http://www.iccat.int/Documents/Commission/BasicTexts.pdf> > (consulté le 16 octobre 2016).

*Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution*, 16 février 1976, en ligne : < <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201102/volume-1102-I-16908-French.pdf> > (consulté le 23 avril 2016).

*Convention régionale relative à la coopération halieutique entre les États africains riverains*

de l'océan atlantique, 5 juillet 1991, en ligne : < [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/legal/docs/022t-f.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/legal/docs/022t-f.pdf) > (consulté le 17 octobre 2016).

*Convention relative au renforcement de la Commission interaméricaine du thon des tropiques*, 14 novembre 2003, en ligne : < [http://www.iattc.org/PDFFiles2/Antigua\\_Convention\\_Jun\\_2003.pdf](http://www.iattc.org/PDFFiles2/Antigua_Convention_Jun_2003.pdf) > (consulté le 25 novembre 2016).

*Convention sur la conservation et la gestion des ressources de lieu dans la partie centrale de la mer de Béring*, 16 juin 1994, Bulletin du droit de la mer N° 28, p. 83, en ligne : < [http://www.un.org/depts/los/doalos\\_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul27fr.pdf](http://www.un.org/depts/los/doalos_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul27fr.pdf) > (consulté le 16 octobre 2016).

*Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest*, 24 octobre 1978, en ligne : < <http://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.aspx?id=103976&Lang=fra> > (consulté le 15 décembre 2015).

*Amendement à la Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique nord-ouest du 24 octobre 1978*, 28 septembre 2007, en ligne : < <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl3576-ai.pdf> > (consulté le 16 octobre 2016).

*Convention sur la haute mer*, 29 avril 1958, R.T.N.U., VOL. 450, p. 11.

*Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë*, 29 avril 1958, R.T.N.U. VOL. 516, p. 205.

*Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer*, 29 avril 1958, R.T.N.U., VOL. 559, p. 285.

*Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 03 mars 1973, R.T.N.U., vol. 993, p. 272.

*Convention sur le plateau continental*, 29 avril 1958, R.T.N.U., VOL. 499, p. 311.

*Déclaration de la Conférence internationale sur la pêche responsable*, Cancun, 6-8 mai 1992, en ligne : < <http://www.fao.org/docrep/003/V5321E/V5321E11.htm#ch9.5> > (consulté le 14 février 2016).

*Déclaration de Montevideo sur le droit de la mer*, 8 mai 1970, 9 ILM 1970, p. 1081.

*Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, juin 1992, en ligne : < <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm> > (consulté le 2 mars 2017).

*Déclaration de Stockholm*, 1972, en ligne : < [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/1/Declaration\\_finale\\_conference\\_stockholm\\_1972.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/1/Declaration_finale_conference_stockholm_1972.pdf) > (consulté le 17 octobre 2016).

*Déclaration des États d'Amérique latine sur le droit de la mer*, Lima, 4-8 août 1970 (Déclaration de Lima), 10 ILM 1971, p. 207.

*Declaration of the Caribbean Countries Special Conference*, Santo Domingo, 7 June 1972, UN Doc. A/AC. 138/80 (A/8727 p. 70).

*Declaration on the Maritime Zone*, (1952), 14758, en ligne : < <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201006/volume-1006-I-14758-English.pdf> > (consulté le 18 avril 2016).

*Déclaration présidentielle concernant le plateau continental*, du 23 juin 1947, Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/1.

*Déclaration sur la zone maritime de 200 milles marins signée à Santiago le 18 août 1952 entre le Chili, Équateur et le Pérou*. Voir responsabilité de conserver et de protéger les ressources naturelles. Souveraineté exclusive et juridiction exclusive, 18 août 1952, R.T.N.U., Vol. 1006,

N° 14758.

Decree No. 14.708 /46, *Boletin Oficial de la Republica Argentina*, 5 December 1946.

*Décret du Congrès n° 102 du 7 mars 1950, portant modification de la Constitution politique, Nations Unies, doc. ST/LEG/SER.B/1.*

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL, *Projet de règlement relatif à la mer territoriale en temps de paix*, 1928, en ligne : [http://www.justitiaetpace.org/idiF/resolutionsF/1928\\_stock\\_03\\_fr.pdf](http://www.justitiaetpace.org/idiF/resolutionsF/1928_stock_03_fr.pdf) (consulté le 7 novembre 2016).

ISBA/7/A/5, Décision de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins concernant le Statut du personnel de l'Autorité internationale des fonds marins concernant le Statut du personnel de l'Autorité, reproduite dans Sélection de décisions et documents de la septième session.

*Loi n°23-269, Diaro Official du 5 décembre 1991.*

*Loi sur les pêches n° 19.079, Journal officiel du 6 septembre 1991.*

*Loi sur la protection des pêches côtières, Bulletin du droit de la mer n° 26, (octobre 1994).*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Code de conduite pour une pêche responsable*, 31 octobre 1995, en ligne : <http://www.fao.org/3/a-v9878f.pdf> (consulté le 18 janvier 2016).

Presidential Decree No. 781, *El Peruano-Diario official*, 11 August 1947.

Presidential Proclamation No. 2667, 3 Code of Federal Regulations, p. 67 (1943-1948 compilation).

Presidential Proclamation No. 2668, 3 Code of Federal Regulations, p. 68 (1943-1948 compilation).

*Protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union Européenne et la République gabonaise*, 2013, en ligne : [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22013A0920\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22013A0920(01)&from=FR) (consulté le 15 mai 2016).

*Statut de la Cour Internationale de Justice*, 24 octobre 1945, en ligne : <https://treaties.un.org/doc/source/docs/charter-all-lang.pdf#page=55> (consulté le 14 décembre 2015).

The South African Institute of International Affairs, *Resolutions of the Third Conference of Non-Aligned States. With Selected Conference Statements and Comments*, février 1971, pp. 15-16, en ligne : <http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/32710/1/SAIIA%20RESOLUTIONS%20OF%20THE%20THIRD%20CONFERENCE%20OF%20NON-ALIGNED%20STATES.pdf?1> (consulté le 15 mars 2016).

*Traité sur les pêcheries du Pacifique sud*, 2 avril 1987, Bulletin du droit de la mer N° 10, pp. 23-57, en ligne : [http://www.un.org/depts/los/doalos\\_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf](http://www.un.org/depts/los/doalos_publications/LOSBulletins/bulletinfr/bul10fr.pdf) (consulté le 16 octobre 2016).

## JURISPRUDENCE

*Affaire de la Barcelona Traction, arrêt du 5 février 1970, Recueil 1970.*

*Affaire de l'incident aérien du 7 novembre 1954 (États-Unis d'Amérique c. Union des Républiques Socialistes Soviétiques), ordonnance du 7 octobre 1959, en ligne : < <http://www.icj-cij.org/docket/files/44/2414.pdf> > (consulté le 15 mars 2016).*

*Affaire Desgranges, 1953 Tribunal administratif O.I.T., en ligne : <[http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=11&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=desgranges](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=11&p_language_code=FR&p_word=desgranges)> (consulté le 10 avril 2016).*

*Affaire des prises d'eau à la Meuse (Belgique c. Pays-Bas), C.P.J.I., Recueil (série A/B), n° 70, 25, p. 76 (28 juin 1937).*

*Affaire du « Camouco » (Panama c. France), Affaire n° 5, Prompte mainlevée, arrêt du 07 février 2000, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-5/> > (consulté le 18 janvier 2016).*

*Affaire du « Monte Confurco » (Seychelles c. France), Affaire n° 6, Prompte mainlevée, arrêt du 18 décembre 2000, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-6/> > (consulté le 18 janvier 2016).*

*Affaire du navire « Saïga » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée), Affaire n° 1, Prompte mainlevée, arrêt du 4 décembre 1997, Tribunal international du droit de la mer, pp. 13-14, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-1/> > (consulté le 28 janvier 2016).*

*Affaire du « Volga » (Fédération de Russie c. Australie), Affaire n° 11, Prompte mainlevée, arrêt du 23 décembre 2002, Tribunal international du droit de la mer, en ligne : < <https://www.itlos.org/fr/affaires/role-des-affaires/affaire-no-11/> > (consulté le 28 janvier 2016).*

*Affaire relative à certains intérêts allemands en haute-Silésie polonaise (Allemagne c. République polonaise), C.P.J.I. Recueil (série A), n° 7, arrêt du 25 mai 1926.*

*Affaires sur la Compétence en matières de pêcheries (Royaume Uni c. Islande; République Fédérale d'Allemagne c. Islande), arrêts du 25 juillet 1974, C.I.J. Recueil 1974, en ligne : < <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=3&code=bi&case=56&k=f9&p3=0> >; < <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=3&code=gi&case=55&k=9d&p3=0> > (consulté le 17 janvier 2015).*

*Breban c. Organisation européenne des brevets, affaire n° 1386, jugement, 1<sup>er</sup> février (1995), Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=1386&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=pouvoir%20discr%C3%A9tionnaire](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=1386&p_language_code=FR&p_word=pouvoir%20discr%C3%A9tionnaire) > (consulté le 14 avril 2016).*

*Compétence en matière de pêcheries, (Royaume-Uni c. Islande), fond, arrêt, Cour internationale de justice, Recueil 1974.*

*Licéité de la menace ou l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996, p. 226.*

*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), jugement n° 1116, (3 juillet 1991), Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=en&p\\_judgment\\_no=1116&p\\_language\\_code=FR](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=en&p_judgment_no=1116&p_language_code=FR) > (consulté le 14 avril 2016).*

*Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (O.M.P.I.), jugement n° 2712, (6 février*



2008), Tribunal administratif de l'organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=2712&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=libanaise](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=2712&p_language_code=FR&p_word=libanaise) > (consulté le 25 juin 2016).

*Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)*, jugement n° 2232, 16 juillet 2003, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail.

*Plateau continental de la mer du Nord*, arrêt, Cour internationale de justice, Recueil 1969.

*Projet Gabcikovo/Nagymaros, (Hongrie c. Slovaquie)*, C.I.J. Recueil 1997, 7, p. 56 (25 septembre 1997).

*Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*, 11 avril 1949, Avis consultatif : Cour internationale de justice, Recueil 1949, 174.

*Sentence relating to the delimitation of the Exclusive Economic Zone and Continental Shelf (Barbados Vs. Republic of Trinidad and Tobago)*, Permanent Court of Arbitration, 11 April 2006, Hague, pp. 104-105, en ligne: < <https://www.pcacases.com/web/sendAttach/1116> > (consulté le 15 mars 2016).

*Société des granits porphyroïdes des Vosges, (31 juillet 1912)* GAJA (GAJA/16/2007/0026) 155, C.E.

*Tebourbi c. Union internationale des télécommunication (UIT)*, affaire n° 2104, jugement, 30 janvier 2002, Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en ligne : < [http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p\\_lang=fr&p\\_judgment\\_no=2104&p\\_language\\_code=FR&p\\_word=mesures%20utiles](http://www.ilo.org/dyn/triblex/triblexmain.fullText?p_lang=fr&p_judgment_no=2104&p_language_code=FR&p_word=mesures%20utiles) > (consulté le 14 avril 2016).

## DOCTRINE

### Monographies et ouvrages collectifs

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE, *L'ordre juridique des Communautés européennes et le droit international*, Martinus Nijhoff Publishers, 1979.

ACADÉMIE DE LA MER, *Le plateau continental étendu aux termes de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982: optimisation de la demande*, Paris, Pédone, 2004.

AKTOUF O., *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations*, Montréal : les presses de l'université du Québec, 1987.

BASTID, S., *La Condition juridique des fonctionnaires internationaux*, Université de Paris. Faculté de droit et des sciences économiques, « Recueil Sirey », 1930.

BOU KARAM, L., *L'égalité souveraine: entre fiction et outil juridiques*, Université de Montréal, 2010.

BOURRELLY, A. C. C., *LA JURIDICTION RAMPANTE DE L'ETAT COTIER AU DELA DES DEUX CENTS MILLES MARINS*, 1997.

BURGT, N. van der, *The Contribution of International Fisheries Law to Human Development: An Analysis of Multilateral and ACP-EU Fisheries Instruments*, Martinus Nijhoff Publishers, 2012.

BURROUGHS, J., *The Sovereignty of the British Seas*, 1633.

CANADA (dir.), *Plan d'action national du Canada visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, Rev. Sept. 2005, Ottawa, Pêches et Océans Canada, 2005, en ligne : <[http://www.dfo-mpo.gc.ca/npoa-pan/npoa-uu/npoa-uu\\_f.pdf](http://www.dfo-mpo.gc.ca/npoa-pan/npoa-uu/npoa-uu_f.pdf)>.

CARREAU, D. et P. JUILLARD, *Droit international économique*, Dalloz, 2013.

CASTILLO, L. (dir.), *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Brill, 2015, en ligne : <<http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/9789004283787>> (consulté le 29 décembre 2015).

CHARBONNEAU, A., *Marché international du travail maritime: un cadre juridique en formation*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille-PUAM, 2009, en ligne : <<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-01068903/>> (consulté le 27 février 2017).

CISSÉ, Y., *Droit des espaces maritimes et enjeux africains.*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2001.

COLLECTIF, *POLITIQUE AFRICAINE N-116 : Gouverner la mer. Etats, pirates, sociétés*, Karthala Editions, 2010.

CÔTÉ BHÉRER, A., *La situation des stocks de morue franches (gadus morhua) de Terre-Neuve-et-Labrador-les causes de son faible recrutement*, Université de Sherbrooke, 2009, en ligne : <<http://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/7122>> (consulté le 18 octobre 2016).

CRÉPET DAIGREMONT, C., *La clause de la nation la plus favorisée*, Paris 2, 2009, en ligne : <<http://www.theses.fr/2009PA020021>> (consulté le 22 février 2017).

DE LAUBADÈRE, A., J.-C. VENEZIA et Y. GAUDEMET, *Droit administratif*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1992.

DELMAS-MARTY, M., *Le relatif et l'universel: Les forces imaginantes du droit*, Seuil, 2004.

DENYS, B., *Hiérarchie des normes et hiérarchie des fonctions normatives de l'État*, Paris, Economica, coll.« Droit public positif », 1996.

DESINGLY, A., *L'Union européenne entrepreneur du service public international*, coll. Logiques Juridiques, Paris, L'Harmattan, 2011, en ligne : <<https://www.lgdj.fr/l-union-europeenne-entrepreneur-du-service-public-international-9782296544147.html>> (consulté le 14 avril 2017).

DEVIN, G., *Les organisations internationales - 2e éd*, Armand Colin, 2016.

DUGUIT, L., *Traité de droit constitutionnel*, 1928, en ligne : <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57261436>> (consulté le 6 avril 2017).

DUPUY, R.-J., D. VIGNES et M BENNOUNA, *Traité du nouveau droit de la mer*, coll. Collection « Droit international », Economica ; Bruylant ; Diffusion en Amérique du Nord, Y. Blais, Paris, Bruxelles, 1985.

DUVIC-PAOLI, L.-A., *La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : instruments de régulation des relations internationales par le droit*, coll. Collection Justice internationale, Paris, Harmattan, 2011.

EGEDE, E., *Africa and the Deep Seabed Regime: Politics and International Law of the Common Heritage of Mankind*, Berlin, Heidelberg, Springer Berlin Heidelberg, 2011.

EKOUALA, L., *Le développement durable et le secteur des pêches et de l'aquaculture au Gabon: une étude de la gestion durable des ressources halieutiques et leur écosystème dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué Maritime*, Université du Littoral Côte d'Opale, 2013, en ligne : <<http://www.theses.fr/2013DUNK0312>> (consulté le 26 avril 2016).

EINSENMANN, C., *Cours de Droit administratif*, cité par C. NACH MBACK,

*Démocratisation et décentralisation, genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala-PDM, 2003.

FRANCISCO. ORREGO VICUÑA, *The changing international law of high seas fisheries*, coll. Cambridge studies in international and comparative law (Cambridge, Angleterre : 1996) 9;, Cambridge, U.K. ; New York, Cambridge University Press, 1999.

FULTON, T. W., *The Sovereignty of the Sea: An Historical Account of the Claims of England to the Dominion of the British Seas, and of the Evolution of the Territorial Waters, with Special Reference to the Rights of Fishing and the Naval Salute*, The Lawbook Exchange, Ltd., 1911.

GIDEL, G., *Le droit de la mer*, tome 1, Chateauroux, Mellotée, 1932.

GRAWITZ, M. et R. PINTO, *Méthode des sciences sociales*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 1971.

GROTIUS, H., *Mare liberum*, New York: Oxford University Press, 1916.

GUILLOT, C.-A., *Droit de l'environnement*, 2e éd., Paris, Ellipses, 2010.

HAYE, A. de droit international de L., *Recueil Des Cours*, 1990, IV, n°223, Martinus Nijhoff Publishers, 1991.

HEY, E., W. T. BURKE, D. PONZONI et K. SUMI, *La réglementation de la pêche au filet maillant dérivant en haute mer: questions juridiques*, 47, coll. Étude législative, Food and Agriculture Organization, 1992, en ligne :

<[https://books.google.fr/books?id=Oelr3p10ZtsC&printsec=frontcover&dq=bibliogroup:%22Etude+1%C3%A9gislative%22&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwj8\\_J6E5azKAhXDsh4KHVz-DdgQuwUIMzAD#v=onepage&q&f=false](https://books.google.fr/books?id=Oelr3p10ZtsC&printsec=frontcover&dq=bibliogroup:%22Etude+1%C3%A9gislative%22&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwj8_J6E5azKAhXDsh4KHVz-DdgQuwUIMzAD#v=onepage&q&f=false)>.

HORCHANI, F., *Le droit international des investissements à l'heure de la mondialisation*, 2004.

JESTAZ, P., *Le droit, Connaissances du droit*, Dalloz, 3<sup>e</sup> éd., 1996.

KIEFFER, B., *L'organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public: Regards croisés sur le droit et la gouvernance dans le contexte de la mondialisation*, Larcier, 2008.

KISS, A. C. et D. SHELTON, *Traité de droit européen de l'environnement: une publication de la conférence permanente des recteurs, présidents et vice-chanceliers des universités européennes*, Editions Frison-Roche, 1995.

KOBILA, J. M., *La protection des minorités et des peuples autochtones au Cameroun: entre reconnaissance interne contrastée et consécration universelle réaffirmée*, Dianoïa, 2009.

LAGRANGE, E., *La représentation institutionnelle dans l'ordre international: une Contribution à la théorie de la personnalité morale des organisations internationales*, Kluwer Law International, 2002.

LATTY, F., *La lex sportiva: Recherche sur le droit transnational*, BRILL, 2007.

LAVIEC, J.-P., *Protection et promotion des investissements: étude de droit international économique*, 11, édition Graduate Institute Geneva/PUF, 1985.

LE HARDY, M., *Que reste-t-il de la liberté de la pêche en haute mer ? : De l'exploitation individuelle à la gestion collective : Essai sur le régime juridique de l'exploitation des ressources biologiques de la haute mer*, Paris, Pedone, 2002.

LEGRESLEY, E. M., *La Convention sur le droit de la mer*, coll. Étude générale (Canada. Bibliothèque du Parlement. Service de recherche), Ottawa, Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1993, en ligne : <<http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp322-f.htm>>.

LÉVY, J.-P., *La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer: histoire d'une négociation singulière*, coll. Publications de la Revue générale de droit international public, nouvelle série, no 38, Paris, Éditions APÉdone, 1983.



- LILLE, F., *Pourquoi l'Erika a coulé: les paradis de complaisance*, 74, L'Esprit Frappeur, 2000.
- LOROT, F. et A. PLANTEY, *Fonction publique internationale. Organisations mondiales et européennes*, coll. Sociologie, Paris, CNRS Éditions, 2005.
- LOUBET DEL BAYLE J.-L., *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris-Montréal : L'Harmattan, 2000.
- LOVE, P., *Les pêcheries jusqu'à l'épuisement des stocks?*, coll. Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, 2010.
- LUCCHINI, L. et M. VÆCKEL, *Droit de la mer*, II, Paris, Editions A Pedone, 1996.
- LUCCHINI, L. et M. VOELCKEL, *Les Etats et la mer*, Documentation française, 1977, en ligne : <[http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/temis/6210/6210\\_1.pdf](http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/temis/6210/6210_1.pdf)> (consulté le 2 novembre 2016).
- MACFADYEN, G., T. HUNTINGTON et R. CAPPELL, *Engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés*, Rome, FAO : PNUE, 2010, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/012/i0620f/i0620f00.pdf>>.
- MAHINGA, J.-G., *La pêche maritime et le droit international*, coll. Coll. « Le droit aujourd'hui », Paris, L'Harmattan, 2014.
- MEADOWS, P., *Observations Concerning the Dominion and Sovereignty of the Seas*, 1689.
- MOLENAAR, E. J., *Coastal State Jurisdiction Over Vessel-Source Pollution*, International Environmental Law and Policy Series, 51, Kluwer Law International, 1998.
- MORIN, F., *Vers une déclaration universelle des droits des peuples autochtones*, J.-M. Tremblay, 2013, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin\\_francoise/vers\\_declaration\\_droits\\_peuples/vers\\_declaration\\_droits\\_peuples.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin_francoise/vers_declaration_droits_peuples/vers_declaration_droits_peuples.pdf)> (consulté le 19 avril 2017).
- MORIN, F. et B. S. D'ANGLURE, *Le développement politique des peuples autochtones dans les États-nations*, J.-M. Tremblay, 2012, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin\\_francoise/devel\\_pol\\_peuples\\_autochtones/devel\\_pol\\_peuples\\_autochtones.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/morin_francoise/devel_pol_peuples_autochtones/devel_pol_peuples_autochtones.pdf)> (consulté le 19 avril 2017).
- (NANCY), J. M. et L. POTVIN-SOLIS, *Le principe de non-discrimination face aux inégalités de traitement entre les personnes dans l'Union européenne*, 1, Groupe de Boeck, 2010.
- NASILA S. REMBE, *Africa and the International Law of the Sea: A Study of the Contribution of the African States to the Third United Nations Conference on the Law of the Sea*, coll. Sijthoff publications on ocean development, Alphen aan den Rijn, The Netherlands ; Sijthoff & Noordhoff, Germantown, Md, 1980.
- NATIONS UNIES, *Les Nations Unies Aujourd'hui*, United Nations Publications, 2008.
- NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES, *Législation nationale et traitée concernant le droit de la mer*, coll. Nations Unies, VOL. 2, Nations Unies, 1976.
- NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, *Le droit de la mer: la zone économique exclusive : genèse des articles 56, 58 et 59 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, Vol. 8, New York, Nations Unies, 1992.
- , *Le droit de la mer: le régime de la pêche en haute mer: situation actuelle et perspectives*, coll. Nations Unies, VOL. 12, New York, Nations Unies, 1992.
- , *Le droit de la mer: la définition du plateau continental : examen des dispositions relatives au plateau continental dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies. [Document] ; ST/LOS/1994-2, New York, Nations Unies, 1994.
- , *Le Droit de la mer: pratique des États au moment de l'entrée en vigueur de la*

*Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, VOL. 13, New York, Nations Unies, 1994.

———, *Le droit de la mer: la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133 à 150 et 311(6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, coll. Nations Unies, VOL. 3, New York, Nations Unies, 1997.

NATIONS UNIES. BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER et ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Instruments internationaux relatifs à la pêche : accompagnés d'un index*, coll. Nations Unies, VOL. 11, New York, Nations Unies, 1999.

NATIONS UNIES. SERVICE JURIDIQUE, *Législation nationale et traités concernant le droit de la mer*, VOL. 2, New York, Nations Unies, 1974.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *Limites et statut des mers territoriales, des zones de pêche exclusives, des zones de conservation des pêcheries et du plateau continental (avec référence particulière aux pêches)*, coll. Collection FAO. Série législative ; no 8, Rome, 1970.

———, *Documents. Consultation technique sur la pêche en haute mer*, coll. Rapport sur les pêches, n°484, FAO, 1993, en ligne : <https://books.google.ca/books?id=FQk9gp8mqD0C&pg=PA63&lpg=PA63&dq=convention+de+1958+sur+la+conservation+des+ressources+biologiques+de+la+haute+mer&source=bl&ots=O3RivkLBNW&sig=Dwq458Sbz1qfqVmthbEvybEkaug&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwjOmYr2n-nMAhWGy4MKHafdD-4Q6AEIMjAE#v=onepage&q=convention%20de%201958%20sur%20la%20conservation%20des%20ressources%20biologiques%20de%20la%20haute%20mer&f=false>.

———, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1992*, Food & Agriculture Org., 1993.

———, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 1995.

———, *Questions concernant les ressources et l'environnement dans la gestion des pêcheries méditerranéennes*, 66, coll. Études et revues / Conseil général des pêches pour la Méditerranée, FAO, 1997.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture - Possibilités et défis 2014*, en ligne : <http://www.fao.org/3/a-i3720f/i3720f01.pdf> (consulté le 7 novembre 2016).

———, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016: contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous*, Rome (I), FAO, 2016.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, *Cap sur le futur du patrimoine mondial marin – N° 28 – Résultats de la première réunion des gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial, Honolulu (Hawaii), 1er–3 décembre 2010*, UNESCO.

OUEDRAOGO, B. P., *Le statut juridique du fonctionnaire international sous l'angle des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des fonctionnaires des Communautés européennes: contribution à l'actualité de la notion de « fonctionnaire international »*, Université de Bretagne occidentale-Brest, 2012, en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00802099/> (consulté le 10 avril 2016).

PANCRACIO, J.-P., *Droit international des espaces : air, mer, fleuves, terre, cosmos*, coll. Collection U. Droit, Paris: A. Colin, 1997.

———, *Droit de la mer*, coll. Précis Dalloz. Droit public, science politique, Paris, Dalloz, 2010.

PARSONS, L. S. et C. national de recherches CANADA, *La gestion des pêches maritimes au Canada*, NRC Research Press, 1995.

PATRICIA W. BIRNIE, A. E. BOYLE et C. REDGWELL, *International law and the environment*, 3rd ed., Oxford ; Toronto, Oxford University Press, 2009.

PHILIPPE. VINCENT, *Droit de la mer*, coll. Droit international (Larcier), Bruxelles, Larcier, 2008.

PLASSERAUD, Y., *Les minorités*, Montchrestien, 1998.

PRIEUR, MICHEL, *Notes du cours sur les principes généraux du droit de l'environnement (Droit international et comparé de l'environnement)*, Formation à distance, campus numérique « ENVIDROIT », p. 18, en ligne : < [http://www.foad-mooc.auf.org/IMG/pdf/module\\_5.pdf](http://www.foad-mooc.auf.org/IMG/pdf/module_5.pdf) > (consulté le 12 décembre 2015).

REUTER, P., *Introduction au droit des traités*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 1985, en ligne : <<http://books.openedition.org/iheid/1748>> (consulté le 23 avril 2017).

ROBERT. KOLB, *The law of treaties: an introduction*, coll. MyiLibrary, Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing, 2016, en ligne : <<http://lib.myilibrary.com?id=895052>> (consulté le 21 février 2017).

ROBIN. CHURCHILL et A. V LOWE, *The law of the sea*, 3rd ed., coll. Melland Schill studies in international law, Manchester : Yonkers, NY, Manchester University Press ; Juris Pub, 1999.

ROSENNE, S. et L. B. SOHN, *United Nations Convention on the Law of the Sea 1982: A Commentary*, V, Nijhoff, 1988.

ROULAND, N., S. PIERRE-CAPS et J. POUMARÈDE, *Droit des minorités et des peuples autochtones*, Presses universitaires de France Paris, 1996, en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/contemporains/rouland\\_norbert/droits\\_des\\_minorites/rouland\\_droits\\_minorites.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/rouland_norbert/droits_des_minorites/rouland_droits_minorites.pdf)> (consulté le 19 avril 2017).

ROUSSET, M., *L'idée de puissance publique en droit administratif*, n°15, Dalloz, 1960.

ROUX, J. M., *Les pavillons de complaisance*, 17, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961.

SAUVIGNON, E. et R.-J. DUPUY, *La clause de la nation la plus favorisée*, Presses universitaires de Grenoble, 1972.

SCELLE, G., *Plateau continental et droit international*, Pedone, 1955.

SCHRIJVER, N. J., *The Evolution of Sustainable Development in International Law: Inception, Meaning and Status*, Martinus Nijhoff Publishers, 2008.

SEVERANCE, C. J., K. SIMONDS et R. W. FRANCO, *Justification and Design of Limited Entry Alternatives for the Offshore Fisheries of American Samoa, and an Examination of Preferential Fishing Rights for Native People of American Samoa Within a Limited Entry Context: Final Report: Submitted to Kitty Simonds*, Anthropology, University of Hawaii at Hilo, 1989.

Syma A. EBBIN, Alf HAKON HOEL et Are K. SYDNES (dir.), *A Sea Change: The Exclusive Economic Zone and Governance Institutions for Living Marine Resources*, Dordrecht, Springer, 2005.

TAKEI, Y., *Filling Regulatory Gaps in High Seas Fisheries. Discrete High Seas Fish Stocks, Deep-sea Fisheries and Vulnerable Marine Ecosystems*, Brill, 2013, en ligne : <<http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/9789004248601>> (consulté le 1 mars 2017).

VEDEL, G. et P. DELVOLVÉ, *Droit administratif*, 1, Presses universitaires de France, 1990.

VERNIZEAU, D., *Vers des pêcheries mondiales durables: contribution de l'Union européenne au concept de pêche responsable*, Université de Bretagne Occidentale, 2013, en ligne :

<[http://www.academia.edu/download/33726323/These-2013-EDSM-Droit\\_public-VERNIZEAU\\_Diane.pdf](http://www.academia.edu/download/33726323/These-2013-EDSM-Droit_public-VERNIZEAU_Diane.pdf)> (consulté le 9 mars 2017).

VIGNES, D., *La clause de la nation la plus favorisée et la pratique contemporaine: problèmes posés par la Communauté économique européenne*, Martinus Nijhoff, 1970.

WEISS, E. B., J.-Y. COUSTEAU et R.-J. DUPUY, *Justice pour les générations futures: droit international, patrimoine commun & équité intergénérationnels*, Sang de la Terre, 1993.

WELWOOD, W., *Abridgement of all Sea Lawes*, 1613.

*Annuaire de l'Institut de droit international*, 13, Paris, A. Pedone, 1894, en ligne : <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57207227>> (consulté le 7 novembre 2016).

*Examen de la situation mondiale des espèces de grands migrateurs et des stocks chevauchants*, FAO, 1995.

*Assemblée parlementaire Documents de séance Session ordinaire de 2002 (deuxième partie), avril 2002, Volume III*, Conseil de l'Europe.

*Cap sur le futur du patrimoine mondial marin – N° 28 – Résultats de la première réunion des gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial, Honolulu (Hawaii), 1er–3 décembre 2010*, Unesco.

### Articles de revue et études d'ouvrages collectifs

AMERASINGHE, C. F., « Financing », dans René Jean DUPUY, *A Handbook on International Organizations*, 87, Martinus Nijhoff Publishers, 1998.

AMSELEK, P., « Autopsie de la contrainte associée aux normes juridiques », *La force normative, naissance d'un concept* 2009, 3–11.

ANGRAND, J., « De Londres à Montego Bay: la protection et la préservation du milieu marin. », dans *La nature et la loi. Le pluralisme juridique dans la gestion de la nature*, Sudbury, Ontario, Presses de l'Université Laurentienne, 1999, en ligne : <<https://zone.biblio.laurentian.ca/dspace/handle/10219/162>> (consulté le 18 octobre 2016).

ASANTE, S. K., « Droit international et investissements », *BEDJAOUM (dir.)* 1991.711–737.

BARBIER, Y., D. CHAMPLON et P. SIMANDOUX, « PÉTROLE - L'exploitation des gisements, La production en mer des hydrocarbures », dans *Encyclopædia Universalis*, en ligne : <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/petrole-l-exploitation-des-gisements/5-la-production-en-mer-des-hydrocarbures/>> (consulté le 7 novembre 2016).

BERDOULAY, V. et O. SOUBEYRAN, « Pratiques réflexives en aménagement pour une adaptation aux changements environnementaux », (2012) 41-2 *L'Espace géographique* 169–180.

BERNARDEZ, S. T., « Subsidiary Organs », dans René-Jean DUPUY, *A handbook on international organizations*, 87, Martinus Nijhoff Publishers, 1998.

BRAULT, J.-F., « Le transfert des techniques marines et la position américaine à l'égard de la Convention sur le droit de la mer », (1987) 4 *Revue québécoise de droit international* 387-412.

BROWN, E. D., « Freedom of the High Seas Versus the Common Heritage of Mankind: Fundamental Principles in Conflict Law of the Sea Conference », (1982) 20 *San Diego L. Rev.* 521-560.

BRUNDTLAND, G. H., « Notre Avenir à Tous, rapport de la commission mondiale sur

l'Environnement et le Développement », *Les Editions du Fleuve, Paris (traduction française de Our Common Future* 1987.

BUXTON, C. R., « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69 *Journal of Air Law and Commerce* 689-708.

CAHIER, P., « Le droit diplomatique contemporain », 1964, en ligne : <<http://cds.cern.ch/record/446572>> (consulté le 11 avril 2017).

CARL AUGUST FLEISCHER, *The new regime of maritime fisheries*, coll. Hague Academy collected courses, 95-222, Buffalo, NY: William S. Hein & Co, 2011-, en ligne : <<http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.hague/recueil0209&collection=hague>> (consulté le 29 septembre 2016).

CARRÉ, H., « Pêche et environnement », *Revue Maritime* 2009.487.10.

CARREAU, D. et F. MARELLA, « L'Équité », dans *Droit international*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, A. Pedone, 2012, en ligne : <[http://www.pedone.info/di/Carreau-Marrella\\_Chap14.pdf](http://www.pedone.info/di/Carreau-Marrella_Chap14.pdf)> (consulté le 7 février 2016).

CASADO RAIGÓN, R., « La pêche en haute mer », dans *Le droit international de la pêche maritime*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 43, Bruxelles, Bruylant; Université de Bruxelles, 2000, p. 117-242.

CASTAÑEDA, J. G., « Negotiations on the Exclusive Economic Zone at the Third United Nations Conference on the Law of the Sea », dans *Essays in International Law in Honour of Judge Manfred Lachs*, Brill, 1984.

CHARLIER, R.-E., « Résultats et enseignements des Conférences du droit de la mer (Genève 1958 et 1960) », (1960) 6-1 *Annuaire français de droit international* 63-76.

CHAUMETTE, P., « Le contrôle des navires par les États riverains », (1999) 35 *les cahiers scientifiques du transport* 55-72.

CHAUMONT, C., « Perspective d'une théorie du Service public à l'usage du droit international contemporain », *La technique et les principes du droit public. Études en l'honneur de Georges Scelle* 1950.

CHOURAQUI, G., « L'Afrique et le droit de la mer », (1977) 31-4 *Revue juridique et politique: indépendance et coopération* 1129-1139.

CHURCHILL, R. R., « The Fisheries Jurisdiction Cases: The Contribution of the International Court of Justice to the Debate on Coastal States' Fisheries Rights », (1975) 24-01 *International and Comparative Law Quarterly* 82-105.

CLARIANA, G. G., « L'Union Européenne et la Convention de 1982 sur le Droit de la Mer », (1995) 27 *Revue Belge de Droit International* 1.

COICAUD, J.-M., « Réflexions sur les organisations internationales et la légitimité internationale : contraintes, pathologies et perspectives », *Revue internationale des sciences sociales* 2001.170.573-587.

DAILLIER, P., « L'exploitation du fond des océans, du mythe à la réalité », (1980) 34 *Revue juridique et politique indépendance et coopération (RJPIC)* 678-699.

DAVIES, R. W. D., S. J. CRIPPS, A. NICKSON et G. PORTER, « Defining and Estimating Global Marine Fisheries Bycatch », (2009) 33-4 *Marine Policy* 661-672.

DEGAN, V.-D., « L'affirmation des principes du Droit naturel par la Révolution française. Le projet de Déclaration du Droit des Gens de l'abbé Grégoire », (1989) 35-1 *Annuaire français de droit international* 99-116.

DEVIN, G. et D. PLACIDI-FROT, « Les évolutions de l'ONU : concurrences et intégration »,

*Critique internationale* 2011.53.21-41.

DIPLA, H., « Chapitre IV. Plateau continental », dans *Le régime juridique des îles dans le droit international de la mer*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 2015, p. 89-97, en ligne : <<http://books.openedition.org/iheid/4309>> (consulté le 28 avril 2016).

DUPUY, R.-J. et D. VIGNES, « High Seas, The Part II: The Sea and Its Partitions: Chapter 7 », (1991) 1 *A Handbook on the New Law of the Sea* (Rene-Jean Dupuy & Daniel Vignes, eds.) 383-424.

———, « Sources of the Law of the Sea Part I: The Sea and the Codification of Its Law: Chapter 2 », (1991) 1 *A Handbook on the New Law of the Sea* (Rene-Jean Dupuy & Daniel Vignes, eds.) 29-140.

DUPUY, R.-J., « Communauté internationale et disparité de développement », (1979) 4 *RCADI* 117.

EUDELIN, H., « Terrorisme maritime et piraterie d'aujourd'hui: Les risques d'une collusion contre-nature », *EchoGéo* 2009.

FABRI, H. R., « Le droit dans les relations internationales », (2000) 65-3 *Politique étrangère* 659-672.

FINCK, F., « L'indépendance statutaire des agents du conseil de l'Europe », *Revue française d'administration publique* 2008.126.279-291.

FLEISCHHAUER, C.-A., « Le secrétaire général des Nations unies : sa position et son rôle », *Pouvoirs* 2004, vol. 109, 75-87.

FOCSANEANU, L., « Le droit international maritime de l'Océan pacifique et de ses mers adjacentes », (1961) 7-1 *Annuaire français de droit international* 173-213.

FORTEAU, M., « Regional Co-operation », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e671>> (consulté le 9 avril 2016).

Francisco VICUNA ORREGO, *La zone économique exclusive : régime et nature juridique dans le droit international*, 199 *Recueil de cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 9-170.

FRANCKX, E., « The International Seabed Authority and the Common Heritage of Mankind: The Need for States to Establish the Outer Limits of their Continental Shelf », (2010) 25-4 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 543-567.

FREESTONE, D., « Fisheries, High Seas », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1162>> (consulté le 29 août 2016).

GABAS, J.-J. et P. HUGON, « Les biens publics mondiaux et la coopération internationale », (2001) no 12-4 *L'Économie politique* 19-31.

GALLETI, F., « Le droit de la mer, régulateur des crises pour le contrôle des espaces et des ressources : quel poids pour des États en développement ? », *Mondes en développement* 2011.154.121-136.

GASCUEL, D., N. BEZ, A. FOREST, P. GUILLOTREAU, F. LALOÉ, J. LOBRY, S. MAHÉVAS, B. MESNIL, E. RIVOT, S. ROCHETTE et V. TRENKEL, « Un avenir pour les pêches maritimes en Europe », 2011, en ligne : <[https://www.researchgate.net/profile/Didier\\_Gascuel/publication/278774074\\_Un\\_avenir\\_pour\\_les\\_peches\\_maritimes\\_en\\_Europe/links/5587065a08ae7bc2f44d2bc6.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Didier_Gascuel/publication/278774074_Un_avenir_pour_les_peches_maritimes_en_Europe/links/5587065a08ae7bc2f44d2bc6.pdf)> (consulté le 6

octobre 2016).

GAUTIER, P., « De 1982 à 1994: les étapes d'une modification singulière », (1995) 28-1 *Revue Belge de Droit International* 56-77.

GROS, A., *La Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la Haute mer*, coll. Hague Academy Collected Courses Online, 97, en ligne : <<http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.hague/recueil0097&collection=hague>> (consulté le 28 décembre 2015).

———, « La science et le Droit de la Conservation des ressources biologiques de la mer », (1959) 97 *Collected Courses of the Hague Academy of International Law* 26-41.

GROS ESPIELL, H., « La mer territoriale dans l'Atlantique Sud-Américain », (1970) 16-1 *Annuaire français de droit international* 743-763.

GUNTRIP, E., « The Common Heritage of Mankind: An Adequate Regime for Managing the Deep Seabed », (2003) 4 *Melbourne Journal of International Law* 376-405.

HOEKMAN, B. et M. OLARREAGA, « Une proposition pour l'OMC: La « super » clause de nation plus favorisée », (2002) 41-2 *Reflets et perspectives de la vie économique* 81-90.

HUNTER, MILLER, « The Hague Codification Conference », (1930) 24-4 *The American Journal of International Law*, 674

JARMACHE, É., « La zone : un concept révolutionnaire, ou un rêve irréaliste ? », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement* 2013.70.71-76.

KIRCHNER, A., « Law of the Sea, History of », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1187>> (consulté le 21 juin 2016).

KISS, A., « la protection de la mer dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (10 décembre 1982) », dans *Droit de l'environnement marin: développements récents : [actes du colloque organisé les 26 et 27 novembre 1987 à la Faculté de droit et des sciences économiques de Brest par le Centre de droit et d'économie de la mer et la Section Grand-Ouest de la Société française pour le droit de l'environnement]*, coll. Collection droit et économie de l'environnement, Paris, Economica, 1988, p. 13-24.

KISS, A.-C., « Récents traités régionaux concernant la pollution de la mer », (1976) 22-1 *Annuaire français de droit international* 720-742.

———, « La notion de patrimoine commun de l'humanité », (1982) 175 *Recueil des cours* 99-256.

———, « Les traités-cadre : une technique juridique caractéristique du droit international de l'environnement », (1993) 39-1 *Annuaire français de droit international* 792-797.

KOH, T. T. B., « Une constitution pour les océans », dans *Le droit de la mer - Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, New-york, Nations-Unies, 1984, p. xix-xxiv.

KUEMLANGAN, B. et M. PRESS, « Prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR. Mesures du ressort de l'État du port », *Étude juridique de la FAO en ligne* 2011.87, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-bb120f.pdf>> (consulté le 8 mars 2017).

KUTUKDJIAN, G. B., « Le génome humain: patrimoine commun de l'humanité », *Cerveau et psychisme humains: quelle éthique?* 1996.245.

LATOUCHE, S., « Développement durable: un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature », (1994) 35-137 *Revue Tiers Monde* 77-94.

LEFEBVRE, C., « Protection et préservation du milieu marin : « Les apports des Conventions Régionales sur les mers aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la

mer » », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* 2010.Hors-série 8.

LÉGER, G. A., « Droit de la mer: La contribution du Canada au nouveau concept de la zone économique », (1980) 11-3 *Études internationales* 421-440.

LÉVY, J.-P., « Un nouvel instrument de développement progressif du Droit de la Mer : La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du Droit de la Mer », (1988) 34-1 *Annuaire français de droit international* 735-763.

LEVY, J.-P., « Les bons offices du secrétariat général des Nations Unies en faveur de l'universalité de la Convention sur le droit de la mer », (1994) 98-4 *Revue générale de droit international public* 871-898.

LUCCHINI, L., « La loi canadienne du 12 mai 1994 : la logique extrême de la théorie du droit préférentiel de l'État côtier en haute mer au titre des stocks chevauchants », (1994) 40-1 *Annuaire français de droit international* 864-875.

J. SELDEN, MARE CLAUSUM, CITÉ PAR AHMED MAHIOU, A., *Ombres et Lumières Sur Les Compétences de l'État*, coll. Collected Courses of the Hague Academy of International Law 337, 2008, p. 123-140.

MATINE-DAFTARY, A., « Cours abrégé sur la contribution des conférences de Genève au développement progressif du droit international de la mer », (1961) 102 *Recueil des cours* 639-672.

MCNEES, R. B., « Freedom of Transit Through International Straits », dans *Journal of Maritime Law and Commerce*, en ligne : <[http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/jmlc6&div=17&g\\_sent=1&collection=journals#](http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/jmlc6&div=17&g_sent=1&collection=journals#)> (consulté le 28 avril 2016).

MENETREY, S., « Droit international des investissements et droit de l'Union européenne », *Droit international des investissements* 2014, en ligne : <<https://orbilu.uni.lu/handle/10993/10765>> (consulté le 22 février 2017).

MERCURE, P.-F., « La proposition d'un modèle de gestion intégrée des ressources naturelles communes de l'humanité », (1998) 36 *Annuaire canadien de droit international* 41-92.

MERYLL, D.-I., « Les politiques de présence des États occidentaux au sein des organisations internationales: Comprendre le maintien de la domination occidentale à partir du cas français (note de recherche) », (2014) 45-2 *Études internationales* 285.

MESEGUER, J. L., « Le régime juridique de l'exploitation des stocks conjoints de poissons au-delà des 200 milles », (1982) 28-1 *Annuaire français de droit international* 885-899.

MILLER, H., « The Hague Codification Conference », (1930) 24-4 *The American Journal of International Law* 674-693.

MOMTAZ, D., « La Convention des Nations Unies sur les conditions de l'immatriculation des navires », (1986) 32-1 *Annuaire français de droit international* 715-735.

———, « L'accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et de grands migrateurs », (1995) 41-1 *Annuaire français de droit international* 676-699.

MOORE, B., « La réforme du droit de la consommation et l'équité contractuelle », dans *Pour une réforme du droit de la consommation au Québec*, Cowansville, Québec, Y. Blais, 2005, p. 113-130, en ligne : <<https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/2465>> (consulté le 7 février 2017).

MOSSOP, J., « Protecting Marine Biodiversity on the Continental Shelf beyond 200 nautical miles », (2007) 38-3 *Ocean Development & International Law* 283-304.

MOUSSU-ODIER, F., « Les pavillons de complaisance », (1976) 3 *Annuaire de Droit*



*Maritime et Aérien*, Bd 197.

NERZIC, R. et J.-P. MAZÉ, « Marine Environment and Energy Resources », dans *Marine Renewable Energy Handbook*, John Wiley & Sons, Inc., 2013, p. 1-22, en ligne : <<http://dx.doi.org/10.1002/9781118603185.ch1>>.

NGUYEN QUOC, D., « La revendication des droits préférentiels de pêche en haute mer devant les Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer de 1958 et 1960 », (1960) 6-1 *Annuaire français de droit international* 77-110.

NOLLKAEMPER, A., « Unilateralism/Multilateralism », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1682>> (consulté le 9 avril 2016).

ODA, S., « Fisheries under the United Nations Convention on the Law of the Sea », (1983) 77-4 *The American Journal of International Law* 739-755.

PAULUS, J., « Mer Territoriale, La », (1924) 5 *Revue de Droit international et de législation comparée*, 397-424.

PHILIP, C., « Une typologie des statuts de membres dans les organisations internationales », (1984) 1 *Revue québécoise de droit international* 45.

PINTO, R., « Les pavillons de complaisance », (1960) 87 *Journal du Droit International* 344-369.

PROUTIERE-MAULION, G., « De la nature juridique des droits de pêche et de leur influence sur le concept traditionnel de res nullius », *REVUE DE DROIT RURAL* 1999.277.519-525.

PULVENIS, J.-F., « Vers une emprise des États riverains sur la haute mer au titre des grands migrateurs ? Le régime international de la pêche au thon dans le Pacifique oriental », (1989) 35-1 *Annuaire français de droit international* 774-806.

QUÉNEUDEC, J.-P., « L'incidence de l'affaire du Torrey Canyon sur le droit de la mer », (1968) 14-1 *Annuaire français de droit international* 701-718.

RANJEVA, R., « les espaces et le droit international », dans *Droit international public*, Vanves (France), Edicef, 1992, en ligne : <[http://www.bibliotheque.auf.org/doc\\_num.php?explnum\\_id=421](http://www.bibliotheque.auf.org/doc_num.php?explnum_id=421)> (consulté le 5 juillet 2016).

REUTER, P., « Quelques réflexions sur l'équité en droit international », *RBDI* 1980.15 (1).165-186.

RIVIER, R., « L'utilisation d'autres formes d'organisation internationale », (2012) 116-3 *Revue générale de droit international public* 483-510.

———, « L'utilité de la conceptualisation d'un "genre organisation internationale" », dans *Le phénomène institutionnel international dans tous ses états : transformation, déformation ou reformation?*, Pedone, 2014.

ROGERS, A. D., D. LAFFOLEY, N. POLUNIN et D. P. TITTENSOR, « Ocean Conservation: Current Challenges and Future Opportunities », dans *Key Topics in Conservation Biology 2*, John Wiley & Sons, 2013, p. 161-183, en ligne : <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118520178.ch10/pdf>> (consulté le 4 octobre 2016).

ROSENNE, S. et J. GEBHARD, « Conferences on the Law of the Sea », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1150?rskey=SyuuIN&result=13&prd=EPIL>> (consulté le 21 juin 2016).

ROUX, S. L. et J. NOËL, « Mondialisation et conflits autour des ressources halieutiques », *Écologie & politique* 2007.34.69-82.

SACCHI, J., « Impact des techniques de pêche sur l'environnement en Méditerranée », *Commission générale des pêches pour la Méditerranée* 2008.84, en ligne : <[http://151.1.154.86/meetingdocs/2008/sep\\_\(rome\)%20%20scmee%20scsa%20transversal%20working%20group%20on%20bycatch%20incidental%20catches/impact\\_j\\_sacchi.pdf](http://151.1.154.86/meetingdocs/2008/sep_(rome)%20%20scmee%20scsa%20transversal%20working%20group%20on%20bycatch%20incidental%20catches/impact_j_sacchi.pdf)> (consulté le 8 mars 2017).

SANCHEZ RODRIGUEZ, L. I., « La pêche et les intérêts espagnols », dans *L'Europe et la mer : (pêche, navigation et environnement marin) = Europe and the Sea : (Fisheries, Navigation and Marine Environment)*, coll. Collection de droit international (Bruxelles, Belgique) 61, Bruxelles, Bruylant, 2005.

SAVINI, M., « La réglementation de la pêche en haute-mer par l'Assemblée générale des Nations Unies. A propos de la Résolution 44/225 sur les grands filets maillants dérivants », (1990) 36-1 *Annuaire français de droit international* 777-817.

SCHRAM, G. J. et A. TAHINDRO, « Developments in Principles for the Adoption of Fisheries Conservation and Management Measures », dans Ellen HEY (dir.), *Developments in International Fisheries Law*, The Hague, Kluwer Law International, 1999.

SENARCLENS, P. de, « Les organisations internationales face aux défis de la mondialisation », *Revue internationale des sciences sociales* 2001, vol.170, 559-572.

SHACKELFORD, S. J., « The Tragedy of the Common Heritage of Mankind », (2009) 28 *Stan. Envtl. L. J.* [i]-170.

SMOUTS, M.-C., « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*, Paris, IRD 2005.53-69.

SYLVESTRE, J., « Inapplication de l'Accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks chevauchants et les grands migrateurs dans la Caraïbe : entre réalités et mirages d'un droit impérialiste (Note) », (1998) 29-3 *Études internationales* 647.

TAHINDRO, A., « Conservation and Management of Transboundary Fish Stocks », (1997) », 28 *Ocean Development and International Law* 1-58.

TETLEY, W., « l'ONU et la convention sur le droit de la mer de 1982 », (1985) 16-4 *Études internationales* 795-811.

TEYSSIER, P., « L'Amérique latine: perspective géolinguistique », *Le Français dans le monde* 1997.

TIOUKA, A. et P. KARPE, « Droits des peuples autochtones à la terre et au patrimoine », (1998) 40-1 *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée* 611-633.

TREVES, T., « La pêche en haute mer et l'avenir de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », (1992) 38-1 *Annuaire français de droit international* 885-904.

———, « Law of the Sea », dans Max Planck Encyclopedia of Public International Law, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1186>> (consulté le 21 juin 2016).

VALENCIA-RODRIGUEZ, L., « The Contributions of Latin America to the Implementation of the UNCLOS », dans *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Leiden, Boston, Brill Nijhoff, 2015.

VARGAS, J. A., « Genesis and Development of the Exclusive Economic Zone in Latin America », dans *Mexico and the Law of the Sea*, 69, coll. International Law E-Books Online, Publications on Ocean Development, 2011, p. 127-192.

VIRALLY, M., « La notion de fonction dans la théorie de l'Organisation internationale », dans *Le droit international en devenir : Essais écrits au fil des ans*, coll. International, Genève, Graduate Institute Publications, 1990, p. 271-288, en ligne : <<http://books.openedition.org/iheid/4398>> (consulté le 7 avril 2017).

WALKER, W. L., « Territorial Waters: The Canon Shot Rule », (1945) 22 *Brit. Y.B. Int'l L.* 210-231.

WALLACE, R., « Special Economic Dependency and Preferential Rights in Respect of Fisheries: Characterisation and Articulation within the European Communities », (1984) 21 *Common Market L. Rev.* 525.

WEISS, E. B., « Le développement durable, une éthique pour le XXI<sup>e</sup> siècle », dans *Regards sur la Terre 2009*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009, p. 222-233, en ligne : <[http://www.cairn.info/article\\_p.php?ID\\_ARTICLE=SCPO\\_JACQU\\_2009\\_01\\_0222](http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=SCPO_JACQU_2009_01_0222)> (consulté le 10 avril 2016).

WHITTON, J. B., « La règle "Pacta sunt servanda" », (1934) 49 *Recueil des cours* 147-276.

WOOD, M., « International Seabed Authority (ISA) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* 2008, en ligne : <<http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1180>> (consulté le 23 mars 2016).

ZULETA, B., « Le Tiers Monde et la Convention », dans *Perspectives du droit de la mer à l'issue de la 3<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies*, coll. Société Française pour le Droit International, Paris, Éditions APedone, 1984.

### Autres documents

A/AC.10/25 DU 16 MAI 1947, « NOTE SUR LES TENTATIVES NON OFFICIELLES EN VUE DE LA CODIFICATION PRIVÉE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC »

AGENCE BELGE DE DÉVELOPPEMENT, « Pêche responsable : le code de conduite de la FAO | Trade for Development Centre », en ligne : <<http://www.befair.be/fr/content/p%C3%A0che-responsable-le-code-de-conduite-de-la-fao>> (consulté le 9 mars 2017).

*Appel de Paris pour la haute mer*, 11 avril 2013.

Assemblée générale, *Assistance disponible et mesures qui peuvent être prises par les États en développement, en particulier les États les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les États côtiers africains, afin de tirer parti des avantages du développement durable et effectif des ressources marines et des utilisations des océans dans les limites de la juridiction nationale. Étude élaborée par le Secrétariat*, Doc. N.U. A/63/342 (3 septembre 2008), par. 22-30, en ligne : < <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N08/495/62/PDF/N0849562.pdf?OpenElement> > (consulté le 14 février 2017).

Assemblée générale, *Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrateurs*, Rés. 47/192, Doc. Off. A.G.N.U. 47<sup>e</sup> sess., suppl. n° 49 (A/47/49).

AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS, « Contractants des Fonds Marins », en ligne :

<<https://www.isa.org.jm/fr/contractants-des-fonds-marins>> (consulté le 30 novembre 2016).

BANQUE MONDIALE, « Pour une pêche respectueuse des ressources halieutiques et des droits des pêcheurs » (23 février 2012), en ligne : <<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2012/02/23/giving-wild-fish-a-fighting-chance>> (consulté le 26 avril 2016).

CHRONIQUE ONU. LE MAGAZINE DES NATIONS UNIES, « Le groupe des 77 à ses débuts », LI-1 (2014), en ligne : <<http://unchronicle.un.org/fr/article/le-groupe-des-77-ses-d-buts-0/>> (consulté le 29 avril 2016).

« Comment l'Union européenne est-elle financée? », *Site web officiel de l'Union européenne* (16 juin 2016), en ligne : <[https://europa.eu/european-union/about-eu/money/revenue-income\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/money/revenue-income_fr)> (consulté le 28 novembre 2016).

« Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique », en ligne : <<https://www.iccat.int/fr/>> (consulté le 30 avril 2016).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS, *Stocks de poissons chevauchants de l'Atlantique nord-ouest*, No 5, 2003, en ligne : <[http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2011/sen/yc25-0/YC25-0-372-5-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/sen/yc25-0/YC25-0-372-5-fra.pdf)> (consulté le 20 février 2017).

*Conference of Non-Aligned States*, février 1971, en ligne : <<http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/32710/1/SAIIA%20RESOLUTIONS%20OF%20THE%20THIRD%20CONFERENCE%20OF%20NON-ALIGNED%20STATES.pdf?1>> (consulté le 15 mars 2017).

Consultations techniques sur la pêche en haute mer, 1992, Conférence sur les stocks chevauchants, doc A/CONF.164/INF/10 du 27 janvier 1994,

DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE, *La situation mondiale de pêches et de l'aquaculture 2006*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2007, en ligne : <<http://www.fao.org/3/a-a0699f.pdf>> (consulté le 24 avril 2016).

EMERY, C. *La crise de la morue du Nord*, Division des affaires politiques et sociales, octobre 1992.

———. *La surpêche à l'extérieur de la zone de 200 milles: la côte de l'Atlantique*, DIRECTION DE LA RECHERCHE PARLEMENTAIRE. DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SOCIALES (dir.), 1996.

FAO, SERVICES DES RESSOURCES MARINES, DIVISION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES. *L'état des ressources halieutiques marines mondiales*, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/009/y5852f/Y5852F02.htm>> (consulté le 14 janvier 2016).

FAO, Département des pêches, *Directives techniques pour une pêche responsable. Aménagement des pêcheries*, 1999, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/003/w4230f/w4230f08.htm#bm8>> (consulté le 09 novembre 2015)

———, *Examen de la situation mondiale des espèces de grands migrateurs et des stocks chevauchants*, FAO Document technique sur les pêches, vol. 337, Food and Agriculture Organisation, 1995

FÉRAL, F. *Sociétés maritimes, droits et institutions des pêches en Méditerranée occidentale - Revue synthétique des droits collectifs et des systèmes décentralisés de discipline professionnelle*, FAO, 2001.

GREENPEACE CANADA, « Pêche "pirate" », en ligne : <<http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Oceans1/oceans/Ressources1/Faits->

saillants/Pêche--pirate-/> (consulté le 8 mars 2017).

GROUPE CONSULTATIF SUR LA GESTION DURABLES DES STOCKS DE POISSONS CHEVAUCHANTS DANS L'ATLANTIQUE NORD-OUEST, *Innover. Plan d'action pour la reconstitution des pêches sur les Grands Bancs*, 2005, en ligne : <<http://www.dfo-mpo.gc.ca/Library/316550.pdf>> (consulté le 24 avril 2016).

LATTY, F., *La gestion internationale du football, un service public international ?*, Mans, 2014, en ligne : <[https://www.canal-u.tv/video/universite\\_du\\_maine\\_pole\\_ressources\\_numeriques\\_prn/la\\_gestion\\_internationale\\_du\\_football\\_un\\_service\\_public\\_international.16662](https://www.canal-u.tv/video/universite_du_maine_pole_ressources_numeriques_prn/la_gestion_internationale_du_football_un_service_public_international.16662)> (consulté le 14 avril 2016).

LOURY, R., « Traité sur la haute mer: les négociations vont commencer », *Journal de l'environnement* (23 mars 2016), en ligne : <<http://www.journaldelenvironnement.net/article/traite-sur-la-haute-mer-les-negociations-vont-commencer,68634>> (consulté le 4 octobre 2016).

MARIANI, G. C., *Le droit de la mer à la veille de la 3ème conférence des Nations-Unies, Rapports économiques et juridiques*, No 1, Paris, Centre National pour l'exploitation des océans, 1974, en ligne : <<http://archimer.ifremer.fr/doc/1974/rapport-4794.PDF>> (consulté le 24 juin 2016).

NATIONS UNIES, A/CONF.151/26 (vol. I), 1992.

NATIONS UNIES. DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER. *La Conférence d'examen de l'Accord sur les stocks de poissons s'inquiète de l'état général des stocks des poissons grands migrants et chevauchants | Couverture des réunions & communiqués de presse*, 2 juin 2016.

Nations Unies, Doc. A/CONF.48/14, 2-65 et corr. 1 (1972).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Le Droit et la Mer. Mélanges à la mémoire de Jean Carroz*, 1987.

———. *Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*, 2001.

———. *Qu'est-ce que le code de conduite pour une pêche responsable?*, 2001.

———, « Les filets “fantômes” affectent l'environnement marin » (6 mai 2009), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/19402/icode/>> (consulté le 8 mars 2017).

———, « Les pays sévissent contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée » (2014), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/234216/icode/>> (consulté le 8 mars 2017).

———, « Nouvelles: Entrée en vigueur du premier traité mondial contre la pêche illégale » (5 juin 2016), en ligne : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/417462/icode/>> (consulté le 8 mars 2017).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Pêche profonde en haute mer. Vers une utilisation durable des ressources marines et la protection des écosystèmes marins vulnérables*.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, *Le Principe de précaution*, 2005, en ligne : <<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139578f.pdf>> (consulté le 2 mars 2017).

PÊCHE ET OCÉANS CANADA, « L'Accord des Nations Unies sur la pêche et les stocks de poissons », en ligne : <<http://www.dfo-mpo.gc.ca/international/rsc-unfa-fra.htm>>.

PIQUEMAL, A., *Le fond des mers - patrimoine commun de l'humanité*, 2, coll. Rapports économiques et juridiques, Université de Nice, Centre National pour l'exploitation des océans, 1973, en ligne : <<http://archimer.ifremer.fr/doc/1973/rapport-4803.PDF>> (consulté le 28 avril 2017).

2016).

PROUTIERE-MAULION, G. et J.-P. BEURIER. *Quelle gouvernance pour la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction?*, juillet 2007.

QUENEUEDEC, J.-P., « La remise en cause du droit de la mer », dans *Actualité du droit de la mer*, Paris, Pedone, 1973, p. 9-47.

QUENEUEDEC, J.-P., « Les problèmes de l'exploitation des ressources biologiques de la mer », dans *Droit de la mer*, tome 1, Institut des Hautes Études Internationales de Paris, Pedone, 1976. Rapport Balfour à la Session de Rome du Conseil de la Société des Nations, mai 1920, JO N°4, 1920.

RENEWABLE ENERGY POLICY NETWORK FOR THE 21ST CENTURY, *Renewables 2016 Global Status Report*, 2016, en ligne: <[http://www.ren21.net/wp-content/uploads/2016/06/GSR\\_2016\\_Full\\_Report\\_REN21.pdf](http://www.ren21.net/wp-content/uploads/2016/06/GSR_2016_Full_Report_REN21.pdf)> (consulté le 31 octobre 2016).

SEA SHEPHERD, « Le navire de pêche illégale chinois Fu Yuan Yu 076 pénètre dans la mer de Chine méridionale, pris en flagrant délit de destruction des preuves à bord - Sea Shepherd FR » (23 mars 2016), en ligne : <<http://www.seashepherd.fr/news-and-media/news-20160323-fr-02.html>> (consulté le 8 mars 2017).

SLIM, H., « Les pavillons de complaisance », dans *Le pavillon—Colloque international, Institut Océanographique de Paris*, 2007, p. 2–3.

SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Actes de la Conférence pour la codification du droit international*, Genève, 1930, en ligne : <[http://biblio-archiv.unog.ch/Dateien/CouncilMSD/C-351-M-145-1930-V\\_FR.pdf](http://biblio-archiv.unog.ch/Dateien/CouncilMSD/C-351-M-145-1930-V_FR.pdf)> (consulté le 20 avril 2017).

Status of Voluntary Trust Funds Administered by the Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea (1 August 2014 – 31 July 2015), en ligne: <[http://www.un.org/depts/los/reference\\_files/vol\\_t\\_funds.pdf](http://www.un.org/depts/los/reference_files/vol_t_funds.pdf)> (consulté le 18 septembre 2016).

TREVES, T. *Les Conventions de Genève sur le droit de la mer de 1958*, 2012.

UNITED NATIONS, « DR. ARVID PARDO, “FATHER OF LAW OF SEA CONFERENCE”, DIES AT 85, IN HOUSTON, TEXAS | Meetings Coverage and Press Releases », en ligne : <<http://www.un.org/press/en/1999/19990716.SEA1619.html>> (consulté le 9 avril 2016).

YUSSUF, M., J. L. LARRABURE et C. TERZI, *Les contributions volontaires dans le système des Nations unies. Incidences sur l'exécution des programmes et les stratégies de mobilisation de ressources*, Genève, Corps commun d'inspection du système des Nations unies, 2007, en ligne : <[https://www.unjiu.org/fr/reports-notes/JIU%20Products/JIU\\_REP\\_2007\\_1\\_French.pdf](https://www.unjiu.org/fr/reports-notes/JIU%20Products/JIU_REP_2007_1_French.pdf)> (consulté le 17 avril 2016).